



**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement  
des Capacités pour l'Afrique Centrale**



**« RENFORCER LES CAPACITÉS MACROÉCONOMIQUES  
EN AFRIQUE CENTRALE »**

**EXECUTION ANNEE FISCALE 2023 – PROGRAMME DE TRAVAIL 2024**

**Juin 2023**

**AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :**



Burundi



Cameroun



République du Congo



Gabon



Guinée équatoriale



République Centrafricaine



République démocratique du Congo



République démocratique de Sao Tomé-et-Principe



Tchad



Union européenne



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**



République Populaire de Chine



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Federal Department of Economic Affairs,  
Education and Research EAER  
**State Secretariat for Economic Affairs SECO**



**Belgique**

partenaire du développement

## Liste des acronymes et des abréviations

ACB	Administration Centrale Budgétaire
AE-CP	Autorisation d'engagement-Crédit de paiement
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne
AFRITAC Centre ou AFC	Centre régional de développement des capacités du FMI pour l'Afrique centrale
AFRITAC Ouest ou AFW	Centre régional de développement des capacités du FMI pour l'Afrique de l'Ouest francophone
CAMCIS	<i>Cameroon Customs Information System</i> – Système informatique des douanes camerounaises
CDMAP	<i>Capacity Development Management and Administration Program</i> – Programme de gestion et d'administration du renforcement des capacités
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CNA	Comptes nationaux annuels
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CNT	Comptes nationaux trimestriels
COMESA	Communauté de l'Afrique de l'Est
COREF	Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques en RDC
COVID-19	<i>Coronavirus disease 2019</i> – Maladie à coronavirus 2019
COBAC	Commission bancaire de l'Afrique centrale
D4D	<i>Data For Decisions</i> – Fonds thématique du département des statistiques du FMI
DMF	<i>Debt management facility</i> – Mécanisme de gestion de la dette
FAD	Département des finances publiques
FARI	<i>Fiscal analysis of resources industries</i> - Analyse fiscale des industries extractives
FMI	Fonds monétaire international
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> - Coopération allemande
SDSP 2013	Statistiques de la dette du secteur public 2013 (Guide des utilisateurs)
ICAAP	Internal Capital Adequacy Assessment Process
ICD	Institut de développement des capacités
IMPACCT	Importation And Customs Clearance Together
INSEED	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
MSFP 2014	Manuel des statistiques des finances publiques 2014
NFSR	Net stable funding ratio
ONU Femmes	Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PIB	Produit intérieur brut
RCA	République Centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo

SADC	<i>Southern African Development Community</i> - Communauté de développement d'Afrique australe
SCN	Système de comptabilité nationale
SFP	Statistiques des finances publiques
SIGMAT	Système interconnecté de gestion des marchandises en transit
SIGNET	Système Intégré de Gestion Nationale de l'Economie Tchadienne
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UNOCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies

## Table des matières

I. Introduction et contexte .....	8
L'introduction .....	8
Le contexte régional.....	8
Le contexte macroéconomique .....	8
II. Programme de travail d'AFRITAC Centre .....	12
A. Réalisations et résultats clés de l'année fiscale 2023 .....	12
La mise œuvre de la stratégie FCS .....	14
L'intégration des priorités nouvelles.....	16
Les synergies entre les domaines d'intervention .....	18
La nouvelle stratégie de communication du Centre.....	18
Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail.....	19
La collaboration avec le siège du FMI .....	19
La collaboration avec les partenaires au développement .....	21
Les contributions de la gestion axée sur les résultats.....	22
Les réunions du comité d'orientation .....	22
L'évaluation indépendante de la Phase III : Bilan et principales réalisations.....	23
La préparation de la Phase IV (2024-2028).....	24
B. Priorités du Centre pour l'année fiscale 2024, année de basculement entre la Phase III et la Phase IV .....	24
Alignement avec les stratégies de renforcement des capacités et les objectifs de développement durable .....	24
C. Indicateurs d'exécution du programme de travail .....	25
Les indicateurs de performance de la gestion axée sur les résultats .....	26
L'exécution et la programmation des activités.....	30
L'utilisation et la programmation des ressources.....	32
III. Réalisations 2023.....	35
Burundi.....	36
Cameroun.....	40
République du Congo .....	46
Gabon .....	50
Guinée équatoriale .....	54
République Centrafricaine .....	56
République Démocratique du Congo .....	59
Sao Tomé-et-Principe.....	64
Tchad .....	66
BEAC – Banque des états de l'Afrique centrale.....	71
CEMAC – Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.....	71
COBAC – Commission bancaire de l'Afrique centrale.....	73
Séminaires, cours régionaux et activités multi-pays.....	73
IV. Programme 2024 .....	77
V. Nouvelles du Centre .....	77
Visites officielles du Directeur .....	77
Personnel.....	79

## Réussites remarquables

Développement du cadre réglementaire du ratio structurel de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio, NSFR) au Burundi.....	39
Production du premier rapport annuel sur les risques budgétaires au Cameroun .....	42
Production autonome des statistiques des finances publiques par la Cellule des Finances Publiques en charge de la production au ministère des Finances du Cameroun grâce aux formations et aux outils fournis par les missions TOFE AFC.....	43
Diffusion des premiers comptes nationaux financiers du Cameroun .....	45
Révision des modèles PREMA-Congo (Congo) et MCMB (RDC) et utilisation dans les processus d'analyse macrobudgétaire.....	48
Vérification et alignement au cadre réglementaire des taux des droits et taxes appliqués par la Douane gabonaise et appui coordonné avec l'Organisation mondiale des Douanes pour la mise en œuvre de la version 2022 du Système Harmonisé, conformément aux exigences de la CEMAC .....	50
Appui conjoint d'administration fiscale et de gestion de la trésorerie visant l'optimisation du compte séquestre de remboursement de crédit de TVA au Gabon.....	51
Production et publication de la première série des CNT de la Guinée équatoriale couvrant la période 2016.....	56
Organisation d'un séminaire de haut niveau pour les députés membres de la commission des finances de l'Assemblée nationale de la RDC sur la crédibilité du budget.....	60
Appui aux travaux de rebasage en République du Tchad.....	69
Appui à l'amélioration du profil de risque de refinancement du portefeuille des valeurs du Trésor .....	70

## Graphiques

- Graphique 1: Croissance du PIB (en pourcentage)
- Graphique 2 : Inflation des prix à la consommation
- Graphique 3: Solde budgétaire global (dons compris)
- Graphique 4 : Solde extérieur courant (dons compris)
- Graphique 5: Dette publique (en pourcentage du PIB)
- Graphique 6 : Nombre de cadres logiques de la Phase III par domaine (en nombre)
- Graphique 7 : Répartition des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)
- Graphique 8 : Situation globale des étapes intermédiaires (en nombre et pourcentage)
- Graphique 9: Situation des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)
- Graphique 10: Nombre de résultats escomptés de la Phase III par domaine (en nombre)
- Graphique 11: Performance globale des résultats escomptés (en nombre et en pourcentage)
- Graphique 12: Performance des résultats escomptés par domaine (en nombre)
- Graphique 13 : Activités par pays (en nombre)
- Graphique 14: Activités par domaine (en nombre)
- Graphique 15: Ressources par pays (en personnes semaines)
- Graphique 16: Ressources par domaine (en personnes semaines)

Graphique 17: Répartition des ressources par pays (en pourcentage)

Graphique 18: Répartition des ressources par domaine (en pourcentage)

Graphique 19: Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire

## **Annexes**

1. Cadres logiques
2. Activités par pays et domaine
3. Ressources par pays et domaine
  - 3.A Répartition détaillée des ressources par pays
    - 3.A.1 Activités réalisées par pays
    - 3.A.2 Activités programmées par pays
  - 3.B Répartition détaillée des ressources par domaine
    - 3.B.1 Activités réalisées par domaine
    - 3.B.2 Activités programmées par domaine
4. Séminaires régionaux, visites d'apprentissage entre pairs et cours
5. Gestion de la dette publique
6. Rapport financier
7. Personnel

## I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

### *L'introduction*

- 1. Ce rapport présente l'exécution du programme de travail de l'année budgétaire 2023 (allant du 1<sup>er</sup> mai 2022 au 30 avril 2023) et le programme de travail de l'année budgétaire 2024 (allant du 1<sup>er</sup> mai 2023 au 30 avril 2024) du Centre Régional de Développement des Capacités du FMI pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre, ou AFC).**

### *Le contexte régional*

- 2. Surmonter les défis du développement économique, y compris par la bonne gestion des ressources naturelles et l'intégration régionale, est prioritaire pour nos pays membres.** À l'exception de la République Centrafricaine (RCA), tous les pays de la CEMAC sont des pays exportateurs de pétrole. Parmi les pays membres, le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC) sont membres du marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Le Burundi et la RDC sont membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), et la RDC est, en plus, membre de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Pour les six pays membres de la CEMAC, le programme de travail tient compte de l'intégration régionale, ainsi que de la supervision bancaire commune à travers la COBAC. Enfin, plusieurs pays membres ont fait face à des défis sécuritaires importants ; ce qui oblige le Centre à une constante souplesse et adaptation de son programme d'intervention.
- 3. L'objectif de renforcement des capacités d'AFC vise à aider les pays membres à adopter et mettre en œuvre des politiques économiques qui favorisent une croissance inclusive.** Bien que le revenu par habitant varie considérablement d'un pays à l'autre, tous sont confrontés à des problèmes majeurs de développement humain. Ainsi, le Gabon et la Guinée équatoriale ont des niveaux de revenu par habitant nettement plus élevés que la moyenne de la région d'Afrique subsaharienne. Le Cameroun, la République du Congo, la République Centrafricaine, et le Tchad en zone CEMAC ainsi que le Burundi et la République Démocratique du Congo sont des pays en situation de fragilité. Le Centre apporte également son expertise à la mise en œuvre des réformes en République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe.

### *Le contexte macroéconomique<sup>1</sup>*

- 4. La région est frappée de plein fouet par une pénurie de financement.** La persistance de l'inflation mondiale et le resserrement des politiques monétaires ont entraîné une hausse des

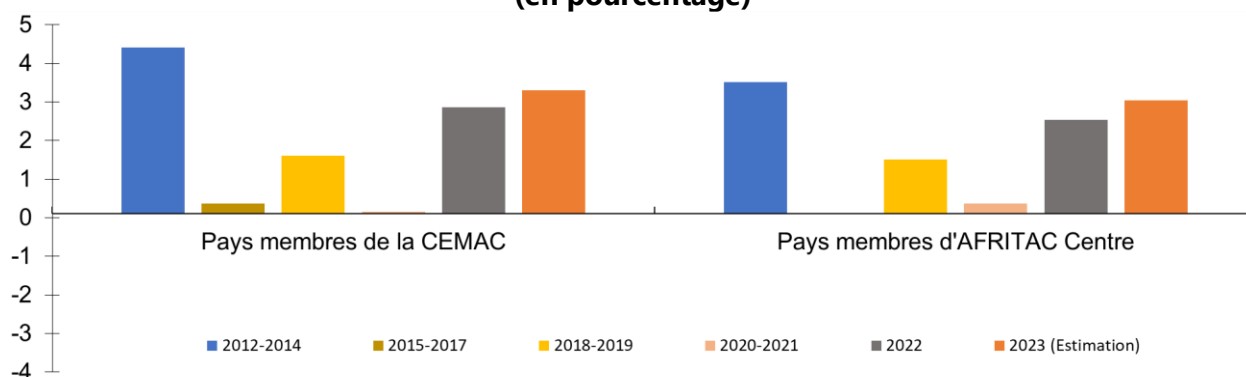
<sup>1</sup> Source des données : FMI, base de données du département Afrique et des Perspectives économiques régionales, octobre 2022.

coûts d'emprunt pour les pays d'Afrique subsaharienne et exercé une pression accrue sur les taux de change. De fait, aucun pays n'a été en mesure d'émettre une euro-obligation depuis le printemps 2022.

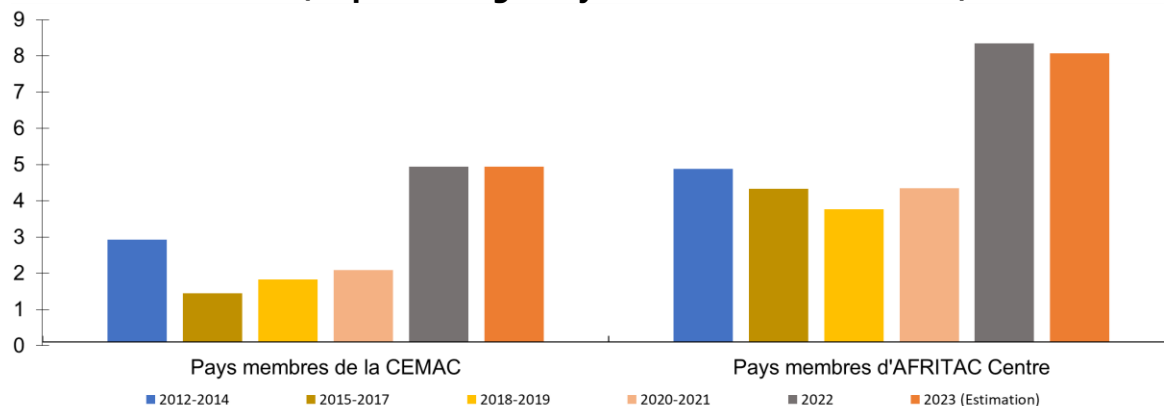
5. **La pénurie de financement aggrave une tendance de fond qui est à l'œuvre depuis des années.** La charge des intérêts de la dette publique augmente, parce que les pays de la région se tournent de plus en plus vers les marchés financiers, où les coûts d'emprunt sont élevés, et parce que les budgets d'aide au développement ne cessent de baisser.
6. **Ce manque de financement affecte une région déjà aux prises avec de profonds déséquilibres macroéconomiques.** La dette publique et l'inflation sont à des niveaux plus atteints depuis des décennies ; la moitié des pays de la région sont en proie à une inflation supérieure à 10 %, qui réduit le pouvoir d'achat des ménages, affecte les couches de la population les plus fragiles et attise les tensions sociales. On estime que plus de 132 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2022.
7. **Cette situation a mis un coup d'arrêt à la reprise économique. La croissance en Afrique subsaharienne va baisser pour s'établir à 3,6 % en 2023.** L'activité dans la région devrait ralentir pour la deuxième année consécutive, dans un contexte d'essoufflement de l'activité économique au niveau mondial. Il convient cependant de souligner que cette moyenne occulte des différences marquées au sein de la région. De nombreux pays afficheront un modeste regain de croissance cette année, en particulier ceux dont le PIB n'est pas fortement dépendant des ressources naturelles, mais la moyenne régionale sera tirée vers le bas par l'atonie de la croissance dans certains des pays les plus importants d'un point de vue économique, dont l'Afrique du Sud.
8. **La pénurie de financement entraînera également des conséquences pour les perspectives régionales à plus long terme.** Elle risque de contraindre les autorités à consacrer moins de moyens à des domaines essentiels pour le développement comme la santé, l'éducation et les infrastructures, au détriment du potentiel de croissance de la région.
9. **D'autres événements internationaux majeurs ont eu lieu au cours de la période, au-delà de la hausse mondiale des taux d'intérêt.** La guerre en Ukraine, par exemple, a provoqué une flambée des prix de l'énergie (avec des effets positifs pour certains pays, en fait), des perturbations dans certaines chaînes alimentaires en raison des prix élevés des engrais, une augmentation de l'insécurité dans la région (également en raison des événements qui se produisent dans les pays voisins et des tensions géopolitiques mondiales), des défis persistants/non résolus à la suite de la pandémie, des risques naturels liés au climat qui ont eu un impact sur certains pays et posent d'autres défis au développement.
10. **Quatre domaines d'action prioritaires peuvent permettre de remédier aux déséquilibres macroéconomiques dans ce contexte de contrainte financière :**

- Rééquilibrer les comptes publics et renforcer la gestion des finances publiques dans un contexte de durcissement des conditions financières.** Pour ce faire, les autorités devront poursuivre l'augmentation des recettes publiques, améliorer la gestion des risques budgétaires et faire preuve de plus de volontarisme dans la gestion de l'endettement. Une planification et une politique budgétaire saines sont également essentielles dans ce contexte. Les pays devraient renforcer leur capacité à suivre, contrôler et gérer efficacement les dépenses afin de s'assurer que l'exécution du budget est alignée sur la planification et les stimuli souhaités pour l'économie. Par ailleurs, l'aide internationale demeure essentielle pour réduire les contraintes de financement auxquelles sont soumis les États. Certains pays nécessitent une restructuration ou un rééchelonnement de leur dette ; à cet égard, il est indispensable de pouvoir disposer d'un cadre efficace de traitement de la dette, afin que ces pays puissent créer l'espace budgétaire qui leur fait défaut.
- Juguler l'inflation.** La politique monétaire devra être menée avec prudence tant que l'inflation n'aura pas emprunté une trajectoire clairement descendante et qu'elle ne se sera pas rapprochée de la fourchette visée par les banques centrales.
- Laisser le taux de change s'ajuster, tout en atténuant les effets économiques néfastes** des dépréciations, comme l'accélération de l'inflation et la hausse de l'endettement.
- Veiller à ce que les importantes actions climatiques ne soient pas financées au détriment des besoins élémentaires** comme la santé et l'éducation. Le financement de l'action climatique par la communauté internationale doit venir s'ajouter aux montants d'aide actuels.

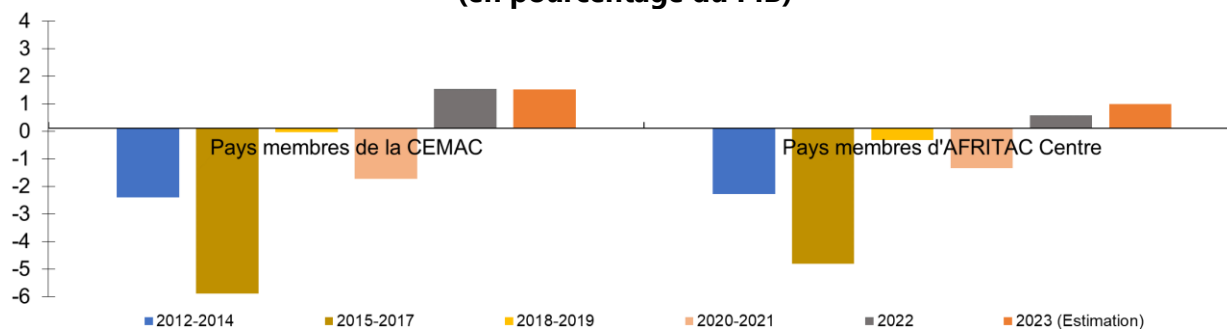
**Graphique 1 : Croissance du PIB  
(en pourcentage)**



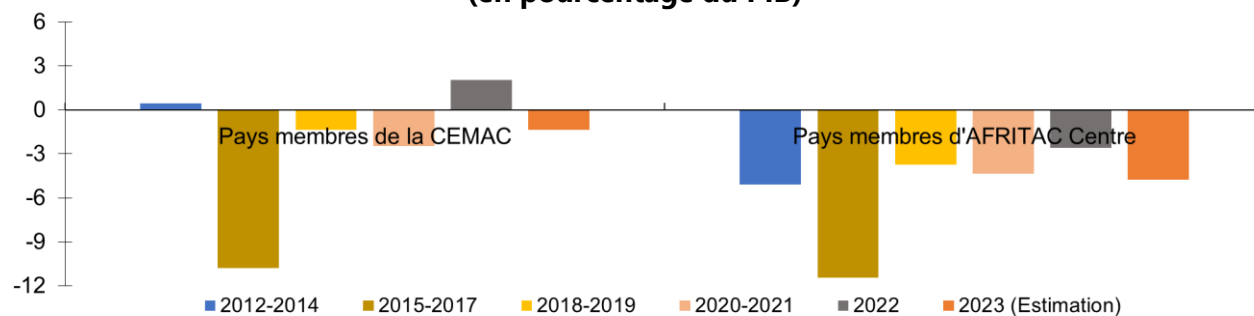
**Graphique 2 : Inflation des prix à la consommation  
(en pourcentage moyen de la variation annuelle)**



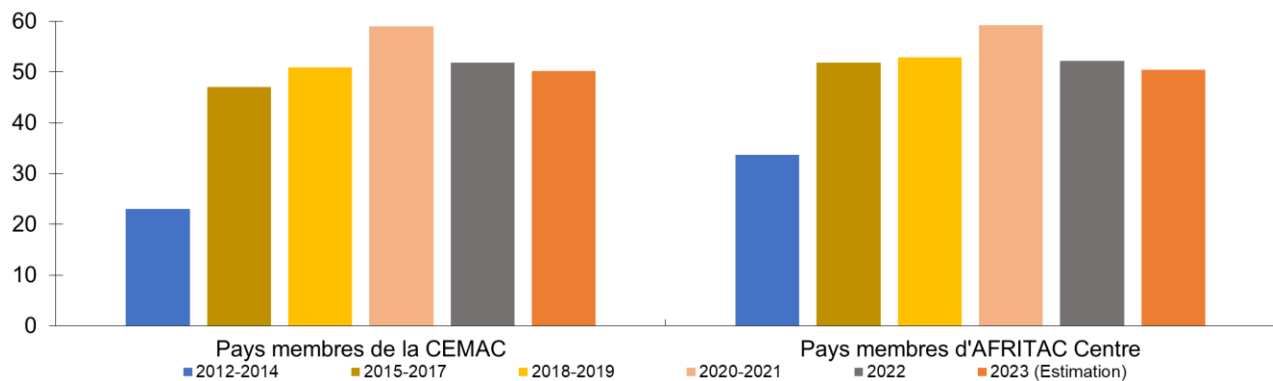
**Graphique 3 : Solde budgétaire global (dons compris)  
(en pourcentage du PIB)**



**Graphique 4 : Solde extérieur courant (dons compris)  
(en pourcentage du PIB)**



**Graphique 5 : Dette publique  
(en pourcentage du PIB)**



**Source :** FMI, extrait des bases de données du département Afrique et des perspectives économiques régionales, avril 2023.

## II. PROGRAMME DE TRAVAIL D'AFRITAC CENTRE

### A. Réalisations et résultats clés de l'année fiscale 2023

**11. Les résultats clés de l'année fiscale 2023 sont présentés pour chaque domaine d'intervention du Centre.** Pour les illustrer, certains d'entre eux sont développés sous forme de réussites remarquables dans la troisième partie du présent rapport relatif aux réalisations de l'année fiscale 2023.

#### Administration douanière

- Interconnectivité Transit – Système Interconnecté pour la Gestion des Marchandises en Transit (SIGMAT) : situations actuelles en matière de transit analysées et stratégies nationales pour l'interconnectivité transit développés, notamment au **Cameroun**, en **République du Congo**, **République Démocratique du Congo** et en **République Centrafricaine**,
- Exonérations et régimes suspensifs : situation actuelle identifiée et plans d'actions actualisés en **République du Congo**, **République Démocratique du Congo** et au **Tchad**,
- Vérification de la conformité réglementaire et mise à niveau des taux des droits, taxes et redevances appliqués et liquidés par la douane gabonaise par le biais de son système de dédouanement SYDONIA World et identification des amendements à mettre en œuvre pour la mise en œuvre effective par la Douane de la version 2022 du Système harmonisé, tel qu'exigé par la Convention internationale ratifiée par le **Gabon** et exigée par la CEMAC,

- Contrôles et gestion des risques : situation actuelle analysée et plan d'action pour un renforcement du dispositif et des outils développés à **Sao Tomé & Principe**.
- Réglementation CEMAC : Projet de règlement pour l'application de l'Article 154.5 du Code des Douanes de la **CEMAC** présenté à la CEMAC pour adoption. Cette disposition traite de la déclaration fournissant à la Douane les éléments constitutifs de la valeur en Douane.

### **Administration fiscale**

- Propositions de dispositif organisationnel et de textes pour une optimisation du remboursement des crédits de TVA aux entreprises au **Gabon**,
- Sécurisation et optimisation du compte séquestre de remboursement de crédit de TVA au **Gabon**,
- Validation du projet de Livre des procédures fiscales communautaire de la **CEMAC**.

### **Gestion des finances publiques**

- Organisation d'un séminaire pour les parlementaires de la **République démocratique du Congo** sur la crédibilité du budget,
- Participation comme expert principal du conseiller en gestion budgétaire au séminaire gouvernemental sur l'implémentation du budget programme en **République du Congo**.

### **Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires**

- Production du premier rapport sur les risques budgétaires au **Cameroun**. A ce jour, **sept pays** sur les neuf pays membres produisent un rapport sur les risques budgétaires,
- Utilisation de l'outil de projection de la dynamique de la dette par le **Tchad**,
- Production des notes de conjoncture et des rapports semestriels sur les perspectives macroéconomiques sur la base du modèle de prévision macroéconomique et budgétaire développé avec l'appui du Centre en **République du Congo**,
- Organisation du premier atelier **régional** sur la gestion des passifs contingents des Etats.

### **Statistiques des finances publiques**

- Compilation des SFP de l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) du **Burundi** pour les années budgétaires 2012-2016,

- Mise à jour des statistiques des finances publiques par l'élaboration du TOFE de l'ACB pour l'exercice 2020/2021 au **Burundi**,
- Extension de la couverture des statistiques des finances publiques aux secteurs sécurité sociale et collectivités locales au **Gabon**,
- Extension de la couverture des statistiques des finances publiques à **Sao Tomé-et-Principe** à l'ensemble des sous-secteurs de l'ACB (extrabudgétaires, sécurité sociale et collectivités locales).

### Statistiques macroéconomiques

- Production et publication de la série des comptes financiers du **Cameroun** des années 2016 et 2017,
  - Production et publication de la série contemporaine du PIB conforme au SCN 93 en **République du Congo**,
  - Lancement des travaux de rebasage des comptes nationaux conformes au SCN 2008 et d'élaboration des CNT en **République du Congo**,
  - Production et publication de la première série des CNT de la **Guinée équatoriale** couvrant la période 2016 (trimestre 1) à 2022 (trimestre 2),
- Production et publication de la série des comptes nationaux du **Tchad** selon la nouvelle base 2017 conforme au SCN 2008.

### Régulation et supervision financières

- Appui à la mise en place de la réglementation NSFR au **Burundi**,
- Définition d'une méthodologie de revue des dossiers de crédit et assistance à la réalisation d'une inspection pilote en **République Démocratique du Congo**.

*La mise œuvre de la stratégie FCS*

**12. Le FMI intensifie son engagement avec les Etats fragiles et affectés par les conflits (FCS) à travers une nouvelle stratégie afin d'apporter un soutien solide, adapté et à plus long terme aux pays membres vulnérables.** Cette stratégie repose sur trois piliers (i) une meilleure adaptation des engagements et des instruments du FMI aux manifestations de la fragilité et des conflits propres à chaque pays ; (ii) une plus grande proximité avec ses membres les plus fragiles ; (iii) le renforcement des partenariats pour amplifier l'impact du FMI sur les FCS. La prise en compte de cette stratégie par AFC s'est matérialisée à travers :

- **AFC a adapté son programme de travail, ses activités, instruments et méthodes de travail pour mieux soutenir ses pays FCS.** Le Centre a (i) adopté l'approche des synergies entre les domaines d'intervention pour améliorer les résultats dans les pays fragiles, un appui conjoint des domaines de l'administration fiscale et de la gestion de la trésorerie sur l'optimisation du compte séquestre de remboursement de crédit de TVA au Gabon a matérialisé cette initiative ; (ii) axé sa stratégie sur un appui alliant assistance technique et formation aux pays fragiles, elle s'est concrétisée par l'appui à la République Démocratique du Congo sur la question de la gestion des arriérés de la dette ; (iii) introduit une démarche innovante lors de l'organisation des ateliers sur les prévisions des recettes des industries extractives (FARI Model), cette approche consiste à combiner des ateliers en présentiel et en distanciel et l'utilisation des médias. C'est aussi une approche qui utilise des tests à valider par les participants, condition préalable à la participation aux ateliers futurs.
- **AFC poursuit l'intensification et l'approfondissement du soutien apporté à ses pays membres FCS.** Le Centre a (i) augmenté le nombre de missions dans les pays fragiles avec des objectifs ciblés dans certains domaines qu'il couvre, c'est le cas du Burundi, de la République Centrafricaine et du Tchad pour renforcer les capacités des cadres et accélérer l'implémentation des réformes ; (ii) continué la formation d'une masse critique de cadres capables de répondre aux nouveaux besoins des pays membre FCS, notamment avec des ateliers nationaux visant à apporter les connaissances et les techniques à un grand nombre de cadres et d'adapter les techniques et le rythme des enseignements au niveau de capacités relativement faible à la base. Mettant fin à leur suspension pendant la période du COVID, le Centre a repris et intensifié les voyages d'immersions (peer-to-peer learning) des cadres des pays fragiles dans les pays les plus avancés de la région afin de susciter leur émulation et contribuer à la formation d'un vivier de professionnels capables de mettre en œuvre les réformes. Enfin le Centre compte renforcer sa présence sur le terrain auprès de ses pays membres fragiles notamment à travers le recrutement d'un conseiller dédié aux pays FCS dans le domaine de la mobilisation des recettes intérieures avec le soutien de fonds dédiés par le FMI.
- **Le renforcement des partenariats avec les autres organisations multilatérales et nationales pour amplifier l'impact de l'assistance d'AFC à ses pays FCS.** Le Centre a poursuivi le renforcement de la coordination et de la collaboration avec les partenaires au développement à travers (i) le lancement d'une réflexion sur le suivi de la mise en œuvre des réformes avec les autres partenaires au développement ; (ii) l'incitation des pays à mettre en place des structures nationales de coordination de l'assistance technique à l'exemple du COREF en République Démocratique du Congo et du secrétariat permanent aux réformes économiques et financières en République du Congo et (iii) la coopération active avec d'autres partenaires pour délivrer l'assistance technique la plus complète.

### *L'intégration des priorités nouvelles*

**En plus de ses thématiques habituelles, des thématiques émergentes sont au cœur de la nouvelle stratégie de renforcement des capacités du FMI.** Ces thématiques concernent la gouvernance, la digitalisation, l'inclusion du genre et la prise en compte du changement climatique. Dans le cadre de son programme de travail, le Centre a intégré ces thématiques dans ses interventions. Ainsi, plusieurs missions d'appui aux pays membres ont traité et aborderont les questions de :

#### **13. Gouvernance**

**L'amélioration de la gouvernance est sous-jacente à plusieurs activités prévues au programme de travail dans plusieurs domaines d'expertise du Centre.** Les activités du Centre porte sur (i) la modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance de l'administration fiscale ; (ii) la crédibilité budgétaire, le contrôle et la maîtrise des dépenses publiques ; (iii) l'amélioration de la gouvernance publique et des institutions financières. Dans le domaine de l'administration des revenus, les actions du Centre visent la mise en place d'une démarche structurée de gestion des risques de conformité auprès des contribuables de grande et moyenne taille. Dans le domaine de la gestion des finances publiques, le Centre aide en amont les pays à renforcer la crédibilité budgétaire, notamment en sensibilisant les autorités à la question des dépenses hors-budget. Dans le domaine des statistiques, le Centre contribue à l'amélioration de la gouvernance publique en encourageant les pays membres à l'adhésion au système général de diffusion et de dissémination des données (E-GDDs). Sur la gouvernance des institutions financières au niveau macroprudentielle, le Centre contribue à la maîtrise des risques systémiques dans les banques. Dans le domaine de la Douane, un accent particulier est mis sur la gouvernance et la gestion des exonérations et des régimes suspensifs douaniers.

#### **14. Digitalisation**

**Le Centre conseille et guide plusieurs administrations au renforcement de leur productivité et efficacité et à la maîtrise de leurs données à travers la digitalisation.** Les activités du Centre porte principalement sur (i) l'harmonisation et l'interconnexion des systèmes nationaux de transit des Douanes, l'informatisation des procédures douanières, la gestion automatisée des exonérations et régimes suspensifs douaniers et le développement d'un entrepôt de données pour les Douanes du Cameroun ; (ii) l'informatisation des opérations budgétaires ; (iii) la réglementation et la supervision de la digitalisation dans le domaine bancaire. Dans le domaine de l'administration fiscale, le Centre appuie les pays dans l'adoption de modules transitoires permettant d'accélérer la numérisation des informations avec une technologie à la portée du pays. Le Centre contribue par exemple à la mise en place de modules d'immatriculation, de télédéclaration et de télépaiement des impôts en République Centrafricaine. Dans le domaine de la gestion des finances publiques, le Centre axe sa stratégie sur (a) l'accompagnement de l'informatisation des opérations budgétaires à travers le développement de plateformes de paiement ; la République du Tchad a bénéficié de cet accompagnement pour son bilan d'ouverture ; (b) la conception et l'implémentation des

procédures informatiques nécessaires à pouvoir paramétrer le même outil dans les SIGFIP ; (c) la sensibilisation à éviter la forte dépendance vis-à-vis des fournisseurs extérieurs de services informatiques qui peut bloquer les opérations en cas de pannes. Dans le domaine des statistiques, l'appui du Centre vise la mise en place et l'appropriation d'outils simplifiés pour la gestion des données. Ainsi, le Centre a développé un outil simplifié de préparation et d'élaboration des comptes nationaux sur Excel pour aider les pays fragiles à produire rapidement les comptes nationaux (République Centrafricaine, République Démocratique du Congo).

## 15. Inclusion du genre

**Les activités du Centre porte sur l'intégration de la dimension du genre dans les politiques publiques, l'inclusion financière et les activités d'AFC.** Dans le domaine de la gestion des finances publiques, le Centre accompagne les pays membres dans l'intégration de la budgétisation sensible au genre. Sur ce plan, le Centre a accompagné le Cameroun en mettant en place une coordination avec l'ONU Femmes et la GIZ. Dans le domaine de la réglementation et la supervision financières, le Centre va encourager l'inclusion financière des femmes en s'inspirant par exemple de l'expérience de Sao Tomé-et-Principe qui a un programme d'inclusion financière des femmes et leur accès au marché des capitaux à travers des micro-crédits. Le Centre encourage une plus grande participation des femmes lors de ses ateliers et séminaires en invitant systématiquement les autorités des pays membres à désigner plus de femmes lorsqu'elles envoient la liste des participants aux activités d'AFC.

## 16. Prise en compte du changement climatique

**La prise en compte du changement climatiques dans les activités du Centre prend de l'ampleur.** Dans le domaine de la gestion des finances publiques, les activités d'AFC visent l'introduction de la programmation budgétaire sensible au climat. A cet effet, la prochaine Edition du FoHBAC sera centrée sur le thème de la prise en compte du changement climatique dans la gestion des finances publiques. Le Centre a participé à plusieurs missions sur la gestion des infrastructures avec une sensibilité liée au climat (C-PIMA). Dans le domaine de la gestion de la dette publique, l'appui d'AFC vise la sensibilisation des pays membres à la question de l'émission des titres publics liés aux enjeux climatiques. Le Centre étudie l'introduction des obligations vertes (greens bonds) au Gabon et au Cameroun. A cet effet, un webinaire a été organisé l'année dernière au profit des pays membres. Enfin, à l'initiative de l'AFC et de l'AFW, un séminaire inter-régional a été organisé par visioconférence afin de sensibiliser les Autorités de supervision invitées aux risques que les changements liés au climat font peser sur les systèmes bancaires ou financiers et de leur présenter des premières approches de prise en compte de ces risques, par la présentation d'un premier corpus de principes, formalisé par le Réseau de Banques centrales et de Superviseurs pour le Verdissement du Système financier (NGFS), et par l'illustration de la démarche suivie en ce domaine par deux Autorités.

*Les synergies entre les domaines d'intervention*

**17. Dans le but d'améliorer l'impact des résultats des activités de renforcement de capacités menées par les différents domaines, le Centre encourage l'organisation d'activités conjointes impliquant plusieurs domaines.** Au cours de l'année fiscale 2023, le Centre :

- a organisé un séminaire régional conjoint sur les passifs contingents de l'Etat qui impliquait les domaines de l'analyse macrobudgétaire et la gestion de la dette publique.
- a poursuivi l'intégration des activités et des sujets transversaux (ex. comptabilité des matières) relevant de l'analyse macrobudgétaire, de l'exécution budgétaire et de la comptabilité publique notamment dans le cadre du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre.
- a organisé une mission conjointe réunissant les conseillers résidents en administration fiscale et en comptabilité publique pour les travaux d'optimisation et de sécurisation du compte séquestre de remboursement de crédit de TVA au Gabon.
- s'est employé à la redynamisation de la collaboration entre l'administration douanière et l'administration fiscale au Gabon pour appuyer la mise en œuvre du Protocole d'Accord développé avec l'assistance d'AFRITAC et signé par les Impôts et les Douanes.
- a soutenu une collaboration étroite entre les domaines de la gestion des finances publiques et des statistiques des finances publiques. En effet, les données de l'exécution budgétaire sont utilisées dans la production des états tels que le TOFE, A titre d'exemple, les ces domaines appuient le développement des services de l'état pour la production des documents à jour selon les standards (NBE, PCE) pour éviter les pertes du temps. Aussi, ces échanges permettent très souvent d'adresser les faiblesses constatées dans les systèmes de gestion des finances publiques afin de qu'ils soient pris en compte dans le programme de travail.
- a utilisé les TOFE produits par le domaine des statistiques des finances publiques en République du Congo dans la production des comptes nationaux notamment les séries contemporaines du PIB. Ces deux domaines ont également échangé pour une réalisation coordonnée de leurs missions respectives sur le terrain afin d'améliorer l'efficacité de leurs appuis au pays.

*La nouvelle stratégie de communication du Centre*

**18. Faisant suite à la finalisation de sa nouvelle stratégie de communication au cours de l'année fiscale 2022, le Centre a entrepris le développement de nouveaux supports et**

**outils de communication.** Ces nouveaux outils permettront une meilleure communication en amont et aval des activités de développement des capacités mis en œuvre par le Centre. En outre, fort de sa stratégie, le Centre a contribué à la stratégie d'amélioration des sites des centres régionaux de renforcement des capacités du FMI mis en œuvre par le département Afrique et visant à (i) améliorer la présentation des pages web ; (ii) faciliter l'accès à l'information ; et (iii) le référencement.

*Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail*

- 19. Au cours de l'année fiscale 2023, le Centre a fait face à plusieurs défis qui ont fortement affecté le niveau d'exécution de son programme de travail.** Au titre des difficultés rencontrées, le Centre a fait face au report de plusieurs missions avec les pays membres à la suite de l'indisponibilité des cadres. Certaines administrations des pays membres d'AFC ne répondent pas vraiment aux sollicitations et appuis offerts par AFRITAC Centre. Il faut ajouter les nombreuses interruptions lors des missions virtuelles dues à la faiblesse des infrastructures de communication qui ont eu comme principale conséquence l'allongement de plusieurs missions à distance. Aussi, des changements de mode de délivrance de présentiel en distanciel pour cause budgétaire notamment pour certaines activités régionales avec la CEMAC ont été observés. Toutefois, le Centre a maintenu le contact avec les pays membres tout en restant flexible pour les changements de dates de mise en œuvre des activités. Le programme de travail avec la COBAC a dû être reporté pour donner suite à la priorisation par l'institution d'autres activités et l'indisponibilité des 5 groupes de travail en charge de la mise en œuvre du cadre de Bâle III.
- 20. La reprise des missions en présentiel a rendu visible le retard pris par les pays membres dans la mise en œuvre de recommandations formulées lors de missions précédentes, et ce, notamment, en raison de la baisse d'activité durant la période du Covid-19.** La pandémie du COVID-19 et l'arrêt des activités sur le terrain ont fortement impacté la collecte des données sources dans plusieurs pays membres et notamment la production du TOFE annuel. La reprise du travail en présentiel se fait de façon progressive. À noter que sur le domaine de la régulation et supervision bancaire en particulier, la rotation accélérée des cadres des institutions bénéficiaires de l'assistance technique a contribué au retard de la mise en œuvre de certaines recommandations.

*La collaboration avec le siège du FMI*

- 21. Dans le domaine de l'administration douanière,** l'appui à la douane gabonaise pour la mise en conformité réglementaire des taux des droits, taxes et redevances appliqués et liquidés a facilité l'évaluation d'un repère structurel convenu entre le Gouvernement du Gabon et le siège du FMI. Une collaboration avec la division de l'administration des revenus du département des finances publiques du FMI (FADR2) a été initiée récemment pour l'informer des initiatives et éventuellement l'impliquer activement dans l'initiative IMPACCT (Importation And Customs Clearance Together). Cette initiative à laquelle participent déjà UNOCHA, CNUCED, et un grand nombre de partenaires et d'ONG a l'objectif de faciliter

l'aide humanitaire et plus particulièrement la simplification et l'accélération des dédouanements d'envois de secours dont les médicaments et les équipements médicaux.

- 22. Dans le domaine de l'administration fiscale**, le Centre a participé activement aux missions du siège pour identifier les priorités d'assistance au Burundi et en République Centrafricaine. Le principal objectif était d'améliorer la coordination des efforts sur le terrain. En collaboration avec le département des finances publiques, le Centre a également participé à l'élaboration puis à la validation du projet de livre des procédures fiscales communautaire de la CEMAC.
- 23. Dans le domaine de la gestion des finances publiques**, le Centre a pris part aux missions du Département des finances publiques, notamment sur les évaluations de la gestion des investissements publics dans les pays membres et/ou la mise en œuvre des recommandations de ces missions (Tchad, RDC) et dans la réalisation d'un diagnostic d'ensemble de la gestion des finances publiques débouchant sur un plan d'action structurant le réengagement avec le Burundi.
- 24. Dans le domaine de l'analyse et des prévisions macrobudgétaires**, le Centre collabore avec le département des finances publiques et l'institut de développement des capacités. A ce titre, le Centre a organisé une série de formations régionales (dont la première s'est déroulée à distance) sur l'analyse des régimes fiscaux et les modèles de prévisions des recettes issues des industries extractives avec la division *Tax Policy* (FADTP1) du département des finances publiques du FMI. La seconde session s'est tenu au cours du second semestre en présentiel dans la ville de Douala au Cameroun. Le Centre a par ailleurs collaboré avec l'Institut de développement des capacités sur le déploiement de formations en gestion macroéconomiques en République Centrafricaine et au Tchad, et sur l'organisation d'un cours régional sur l'analyse de la politique budgétaire à Yaoundé.
- 25. Dans le domaine des statistiques des finances publiques, le projet D4D du département des statistiques du FMI vient en appui aux actions du Centre dans la région.** Cet appui consiste à financer le recrutement d'experts courts termes dont l'expertise combinée à celle d'AFC permet de couvrir un champ statistique beaucoup plus large notamment les statistiques TOFE et celles de la dette du secteur public selon le Manuel des statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014) et le Guide des utilisateurs (Statistiques de la dette du secteur public 2013). Cet appui s'est matérialisé dans les pays comme le Burundi, le Cameroun, la République Centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad. Aussi, le Centre salue la collaboration des chefs de missions du Burundi, du Cameroun, du Gabon et de la Guinée-équatoriale qui ont contribué à faire le plaidoyer pour l'adoption du nouveau manuel par les pays membres.
- 26. Dans le domaine des statistiques macroéconomiques, la collaboration a été étroite avec le département Afrique, notamment avec les équipes pays du Burundi et du Tchad.** En effet, le Centre a appuyé le département dans l'utilisation des nouvelles données et la mise en contexte des données dans leur modèle de prévisions. Aussi, dans le cadre du projet D4D, le Centre collabore avec ce projet du siège pour la mise en place de séries

contemporaines des comptes selon le SCN 93 notamment en République Démocratique du Congo. Ce travail du Centre est très important pour la rétropolation dans le cadre du rebasage et de la migration vers le SCN 2008 qui sont pris en charge par le projet D4D.

**27. Dans le domaine de la gestion de la dette publique<sup>2</sup>,** certaines missions réalisées au cours du second semestre ont appuyé la réalisation des jalons fixés dans le cadre du programme avec le département Afrique du FMI, notamment en République du Congo et en République Démocratique du Congo.

**28. Dans le domaine de la régulation et supervision financières,** le Centre a contribué à la mission du département MCM du siège sur la FINANCIAL SECTOR STABILITY REVIEW en République Démocratique du Congo. Par ailleurs, un collaborateur du département MCM du siège est intervenu lors du séminaire inter-régional dans le domaine de la supervision et de la réglementation bancaires organisé avec AFW (thèmes couverts : le processus de revue prudentielle, le système d'alerte précoce et leur intégration dans la supervision basée sur les risques).

*La collaboration avec les partenaires au développement*

**29. Par souci d'efficacité et de coordination, certaines activités programmées ont été réalisées en étroite collaboration avec les services du FMI et d'autres partenaires au développement, voire de façon conjointe avec certains de ces derniers.** A ce titre, le Centre a :

- identifié les priorités et les pistes d'améliorations des recettes fiscales notamment la mise en place des téléprocédures en République Centrafricaine en coordination avec l'Union Européenne,
- poursuivi la collaboration avec ONU Femmes et GIZ sur la budgétisation sensible au genre au Cameroun,
- poursuivi la collaboration avec l'Union européenne dans le cadre de son projet d'appui aux réformes des finances publiques au Cameroun, notamment sur le renforcement du contrôle financier et le contrôle interne budgétaire,
- poursuivi sa collaboration avec l'Union européenne au Tchad et le PNUD en République centrafricaine, sur le renforcement de l'analyse des prévisions macroéconomiques et budgétaires par la mise en œuvre du plan d'action proposé par le Centre. Cette collaboration a pour objectif d'éviter les duplications d'action sur le terrain,

---

<sup>2</sup> Les activités du domaine de la gestion de la dette publique sont entièrement financées par le fonds thématique Debt Management Facility (DMF) coadministré par le Banque mondiale et le Fonds monétaire international. L'annexe 5 du présent rapport présente de façon détaillée les réalisations dans ce domaine.

- assuré la mise en œuvre avec la Banque mondiale du plan d'action de renforcement des prévisions budgétaires proposé par AFC aux autorités de Sao Tomé-et-Principe,
- collaboré avec la Banque mondiale sur la communication des données afin d'aider l'ensemble des pays membres à remplir les statistiques de la dette du secteur public selon le format du manuel du secteur de la dette du FMI de 2013,
- poursuivi sa collaboration avec la CNUCED, la Commission de la CEDEAO, la Banque mondiale, l'Union européenne et l'Organisation mondiale des douanes pour appuyer l'interconnexion des systèmes de transit en Afrique centrale et ainsi qu'avec la CNUCED pour le déploiement et la meilleure utilisation par les Douanes d'Afrique centrale du système de dédouanement SYDONIAWorld,
- renforcé sa collaboration avec le projet PAS 2 d'Expertise France par la mise en place d'une stratégie de partenariat pour éviter la duplication des efforts et améliorer la complémentarité de l'assistance technique dans la région,
- organisé des séances de coordination au Burundi avec AFRISTAT, la Banque mondiale, le projet PAS d'Expertise France, la COMESA sur les travaux du PIB et de rebasage au SCN 2008.

*Les contributions de la gestion axée sur les résultats*

**30. La gestion axée sur les résultats a permis l'appropriation des différents changements apportés par le nouvel outil de travail CDMAP.** Le personnel du Centre a continué de se former et se familiariser avec les nouvelles plateformes de gestion axée sur les résultats. Cette capacité d'adaptation a permis au Centre de continuer à développer les cadres logiques de ses pays membres et répondre à leurs besoins de renforcement des capacités. Afin d'être en phase avec la nouvelle gouvernance RBM du FMI, le Centre propose au public un nouveau modèle de cadre logique se limitant à la présentation des objectifs et des résultats escomptés (annexe 1).

*Les réunions du comité d'orientation*

**31. Le Comité d'orientation s'est réuni en juin 2022 pour une session ordinaire et au mois de novembre pour une session extraordinaire.** Au cours de la réunion de juin 2022, le Comité a validé les réalisations de l'année fiscale 2022, le programme de travail et le budget de l'année fiscale 2023. Au cours de la réunion du mois de novembre 2022, le Comité a validé le document programme de la Phase IV de financement d'AFC qui présente un bilan des réalisations de la Phase III (2017-2023) d'AFC, le programme de travail pour la période AF 2024-2028 qui intègre un nouveau domaine d'intervention et des thématiques nouvelles, ainsi que le projet de budget.

*L'évaluation indépendante de la Phase III : Bilan et principales réalisations*

**32. L'évaluation de la Phase III d'AFC a porté sur le programme de travail AF 2017-2022 et a examiné la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des activités de renforcement des capacités dans quatre pays membres du Centre.**

L'évaluation a constaté que (i) le renforcement des capacités fourni par l'AFC est pertinent, mais le Centre n'a pas fondamentalement changé son mode de fonctionnement, restant plus axé sur l'apport de solutions que sur la correction des défaillances identifiées par les missions de diagnostic ; (ii) l'AFC se coordonne bien avec les autres bailleurs de fonds et les pays bénéficiaires, mais comme l'AFC suit un modèle « axé sur la demande », un effet de levier insuffisant a été utilisé pour pousser les autorités à formuler leurs demandes spécifiquement pour remédier aux faiblesses identifiées par les missions de diagnostic ; (iii) l'efficacité du renforcement des capacités délivré par l'AFC est bonne, mais les systèmes de gestion axée sur les résultats manquent d'indicateurs de performance et ceux du système ne sont pas toujours bien définis et notés ; (iv) AFC s'appuie sur l'expertise à long terme, à court terme, nationale, régionale et internationale, mais il y a encore place à l'amélioration en utilisant mieux les TIC ; (v) l'assistance technique doit être renforcée mais la marge d'amélioration n'est pas encore clairement visible en raison de l'instabilité politique dans la sous-région.

**33. L'évaluation a formulé cinq recommandations :** (i) faire en sorte que le processus de hiérarchisation utilisé pour identifier les besoins en renforcement des capacités soit axé sur la correction des défauts les plus importants plutôt que sur la mise en œuvre de solutions a priori ; (ii) renforcer les synergies entre bailleurs de fonds pour créer un effet de levier et mettre à disposition une cartographie des activités planifiées et mises en œuvre sur une plateforme commune ; (iii) mieux classer les indicateurs et les séparer entre les intrants (ressources financières), les extrants (fournis par le FMI), les résultats (fournis par l'Administration) et les indicateurs d'impact ; (iv) renforcer l'utilisation des outils technologiques et mettre en œuvre le développement des capacités « hybrides » pour améliorer l'efficacité ; (v) un point focal devrait être identifié pour chaque axe de travail dans chaque pays afin d'aider à la hiérarchisation des activités en fonction de la capacité d'absorption du pays et d'améliorer le suivi des activités de l'AFC et la mise en œuvre des recommandations formulées à la fois dans les rapports de mission et lors des séminaires.

**34. En réponse aux observations et recommandations de l'évaluation, le Centre se propose de :** (i) poursuivre le développement du programme de travail en conformité avec le catalogue de gestion axée sur les résultats du FMI ; (ii) mettre un accent sur la formation interne à la gestion axée sur les résultats ; (iii) harmoniser le programme de travail avec les missions du siège du FMI ; (iv) reformuler certaines étapes intermédiaires du cadre logique pour mieux les distinguer ; (v) classer les activités par résultats escomptés lors de l'élaboration du cadre logique ; (vi) poursuivre l'action de coordination avec les autres partenaires au développement dans les domaines d'intervention ; (vii) travailler avec les autorités pour identifier des points focaux sectoriels.

*La préparation de la Phase IV (AF 2024-2028)*

**35. Pour la Phase IV, AFC se propose de poursuivre des d'activités en lien avec ses domaines d'intervention actuels tout en intégrant de nouveaux domaines :** Mobilisation des recettes (Douanes et impôts) ; Gestion des finances publiques (Analyse macrobudgétaire, Gestion budgétaire, Comptabilité publique et gestion de la trésorerie) ; Statistiques des finances publiques et Statistiques macroéconomiques ; Gestion de la dette publique ; Régulation et supervision financières. La modélisation et l'analyse macroéconomique est un nouveau domaine qui va significativement améliorer la capacité des Etats membres dans la modélisation et les prévisions macroéconomiques, y compris à haute fréquence. Le Centre envisage également la possibilité d'avoir un conseiller de long terme dédié à aider les pays FCS à mobiliser davantage de recettes qui serait financé par le budget FCS du FMI et un autre dédié à aider les pays membres à améliorer les statistiques de la balance des paiements qui serait potentiellement financé par D4D. Pour la Phase IV, AFC se propose aussi de mener plus d'activités en lien avec les thématiques suivantes : Gouvernance et transparence ; Climat et environnement ; Genre ; Digitalisation et numérisation. Le budget adopté pour la Phase IV se chiffre à 50,5 millions de dollars et son financement est réparti entre les partenaires au développement, les pays membres et le FMI.

**36. Au cours de la réunion extraordinaire, le Comité d'orientation a félicité et encouragé l'approche par les synergies entre les différents domaines d'intervention du Centre dans l'appui apporté aux pays membres.** Par ailleurs, le Comité a encouragé le Centre à poursuivre et à consolider les actions entreprises durant la Phase III, à renforcer l'intégration des besoins des pays membres dans le programme de travail du Centre et à augmenter le niveau de délivrance du renforcement des capacités dans les pays membres fragiles.

**B. Priorités du Centre pour l'année fiscale 2024, année de basculement entre la Phase III et la Phase IV**

*Alignement avec les stratégies de renforcement des capacités et les objectifs de développement durable*

**37. Le programme de travail de l'année fiscale 2024 est en phase avec le programme de la Phase III (novembre 2017 - juillet 2023) et prend en compte les nouvelles priorités nées de la pandémie de la COVID-19.** Les priorités du programme de travail pour l'année fiscale 2024 s'alignent pleinement sur les stratégies de renforcement de capacités mises en place pour les États membres notamment les pays les plus fragiles avec l'intervention des principales parties prenantes. Le Centre va continuer à soutenir les pays membres dans l'implémentation et le suivi des réformes y compris celles découlant de la pandémie du COVID-19. Par exemple dresser un bilan de la mise en œuvre des mesures spéciales prises dans le domaine de la gestion des investissements publics en réponse à la pandémie afin de préparer la sortie de crise.

**38. Les priorités du programme de travail sont étroitement liées aux engagements du FMI à l'égard du Programme de financement du développement pour faciliter la réalisation des objectifs de développement durable<sup>3</sup>.** L'AFC va continuer à aider les pays membres à relever les défis relatifs à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) dans les domaines de sa compétence. Dans cette optique, les axes essentiels de soutien au renforcement des capacités sont d'aider à une mobilisation plus accrue des ressources nationales et de rétablir des finances publiques saines dans ce contexte difficile tout en soutenant l'accélération des réformes dans l'ensemble de nos domaines d'intervention.

*Modalités d'intervention pour l'année fiscale 2024*

**39. Le Centre projette la réalisation en mode hybride présentiel-distanciel de ses activités durant l'année fiscale 2024.** Avec le recul des contaminations au COVID-19, le retour des missions sur le terrain est en cours. En effet, certains pays membres ont fait la demande expresse de voir un redéploiement des missions sur le terrain notamment dans les domaines de l'administration douanière et fiscale, de la gestion des finances publiques, des statistiques des finances publiques et des statistiques macroéconomiques, et de la gestion de la dette publique<sup>4</sup>. Six des Etats membres étant en situation de fragilité<sup>5</sup>, le Centre s'efforcera de réaliser des missions sur le terrain autant que possible en conformité avec la nouvelle stratégie du FMI pour les pays FCS. Les missions et les autres activités en distanciel resteront néanmoins une modalité d'intervention du Centre en cas de nécessité, notamment dans le cas de restrictions de voyage liées à la situation sanitaire ou sécuritaire du pays d'accueil.

*Types d'activités*

**40. Les types d'activités les plus importantes pour l'année fiscale 2024 sont les suivantes :**

- Missions menées par les conseillers résidents y compris des missions menées conjointement avec le siège du FMI,
- Missions menées par les experts de court terme,
- Séminaires et des ateliers régionaux,
- Activités de formation et les cours régionaux en partenariat avec ICD et ATI,
- Visites d'échange, d'immersion et d'apprentissage entre pairs. Celles-ci s'étendent à des pairs de la zone couvertes par l'AFRITAC de l'Ouest.

### **C. Indicateurs d'exécution du programme de travail**

Les principaux indicateurs d'exécution du programme de travail 2023 sont les suivants :

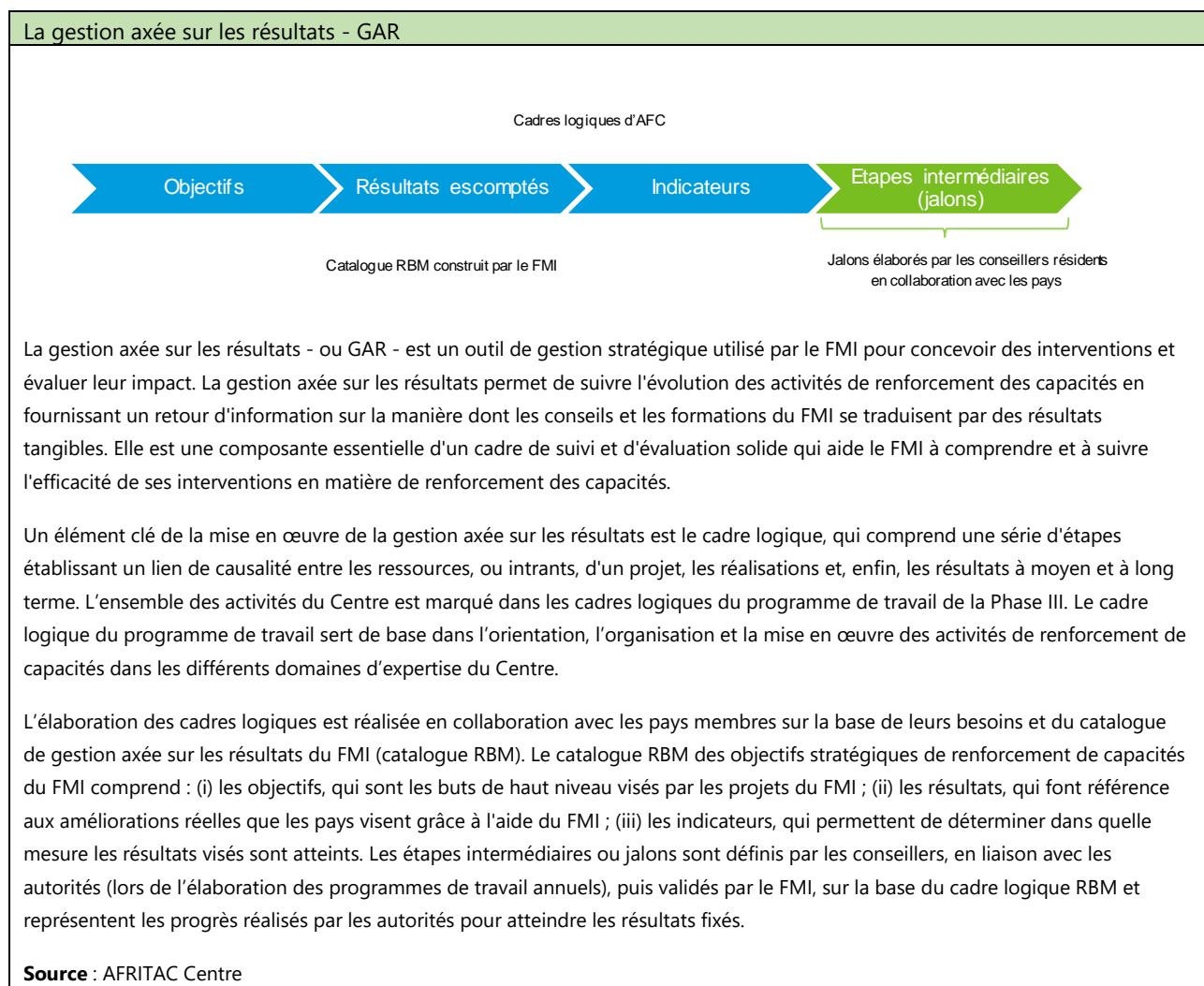
<sup>3</sup> Site web ODD: <https://www.un.org/sustainabledevelopment/>

<sup>4</sup> Les activités de ce domaine sont financées par le mécanisme *Debt Management Facility* (DMF) du FMI et de la Banque Mondiale.

<sup>5</sup> Burundi, Cameroun, République Centrafricaine, République du Congo, République Démocratique du Congo, Tchad,

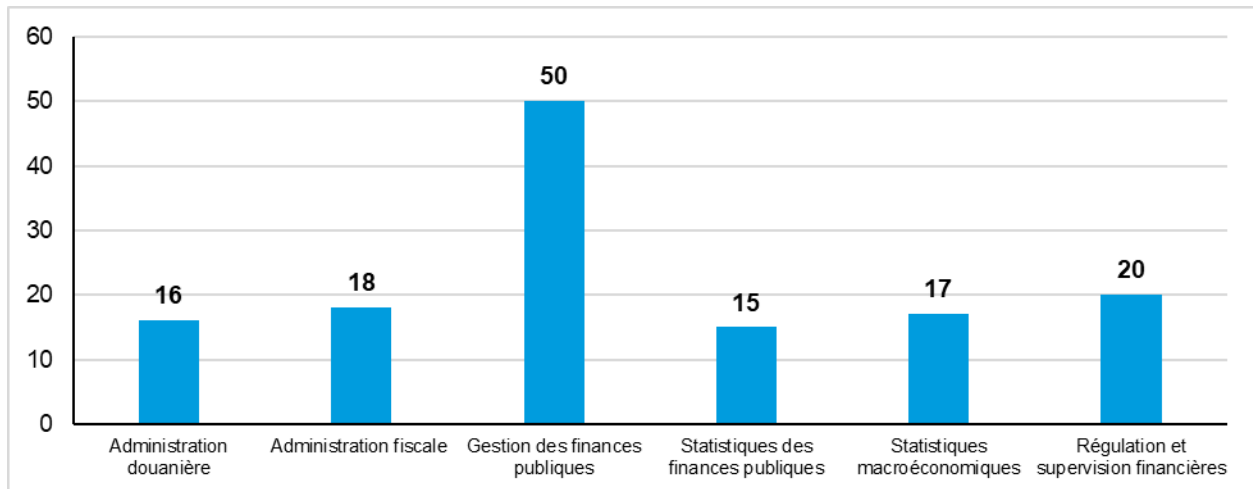
- **118** activités réalisées (dont **105** missions dont **11** missions conjointes avec le siège du FMI, **12** séminaires régionaux et **1** cours régional),
- **511** cadres impactés lors des séminaires régionaux,
- **76%** d'exécution annuelle du programme d'activités,
- **93%** d'exécution annuelle pour les séminaires et cours régionaux,
- **433** personnes-semaines consacrées au renforcement des administrations des Etats membres,
- **62%** des ressources utilisées au profit des réformes des finances publiques,
- **48%** des ressources utilisées ont bénéficié aux pays de la CEMAC,
- **67%** des ressources utilisées ont été consacrées aux Etats membres en situation de fragilité,
- **879** rapports d'assistance technique ont été produits par le Centre et partagés avec les autorités des pays membres dont **84** au cours de l'année fiscale 2023.

### *Les indicateurs de performance de la gestion axée sur les résultats*



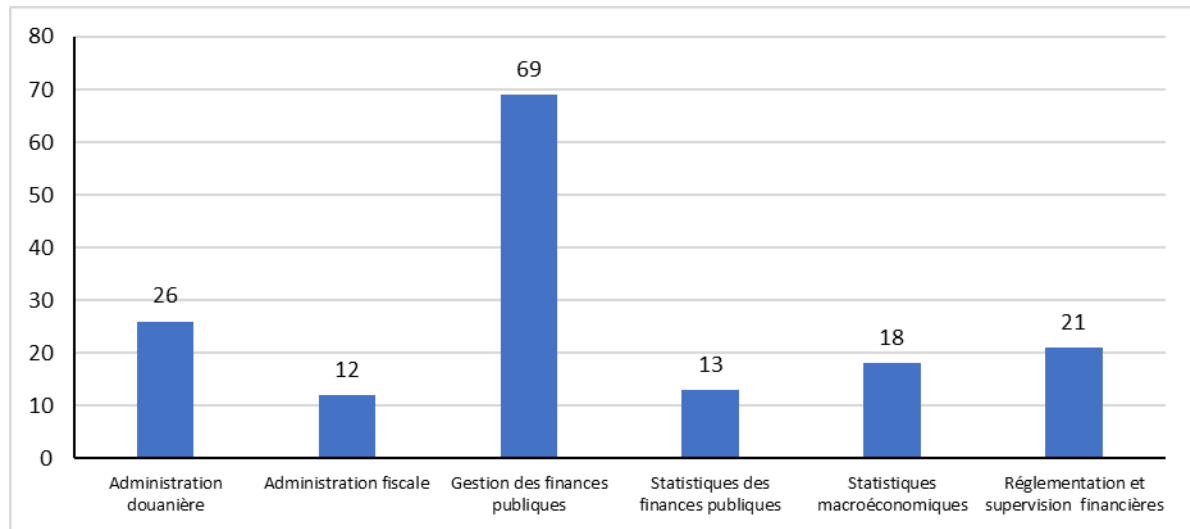
**41. Depuis le début de la Phase III du programme d'AFRITAC Centre, 136 cadres logiques ont été créés.** Le graphique ci-dessous présente la répartition des cadres logiques par domaine.

**Graphique 6 : Nombre de cadres logiques de la Phase III par domaine (en nombre)**



**42. La situation des étapes intermédiaires décrite ci-dessous concerne uniquement l'année fiscale 2023.** Elle a été obtenue sur la base des informations renseignées par les conseillers résidents dans le système CDMAP (outil de gestion axée sur les résultats du FMI). Depuis le début de l'année fiscale 2023, le Centre a repris ses activités de renforcement des capacités sur le terrain. A la fin de l'année fiscale 2023, le Centre a contribué et mis en œuvre 159 étapes intermédiaires (graphique 6). Compte tenu de la spécificité de chaque domaine, les performances décrites ci-dessous ne sont pas comparables entre les domaines.

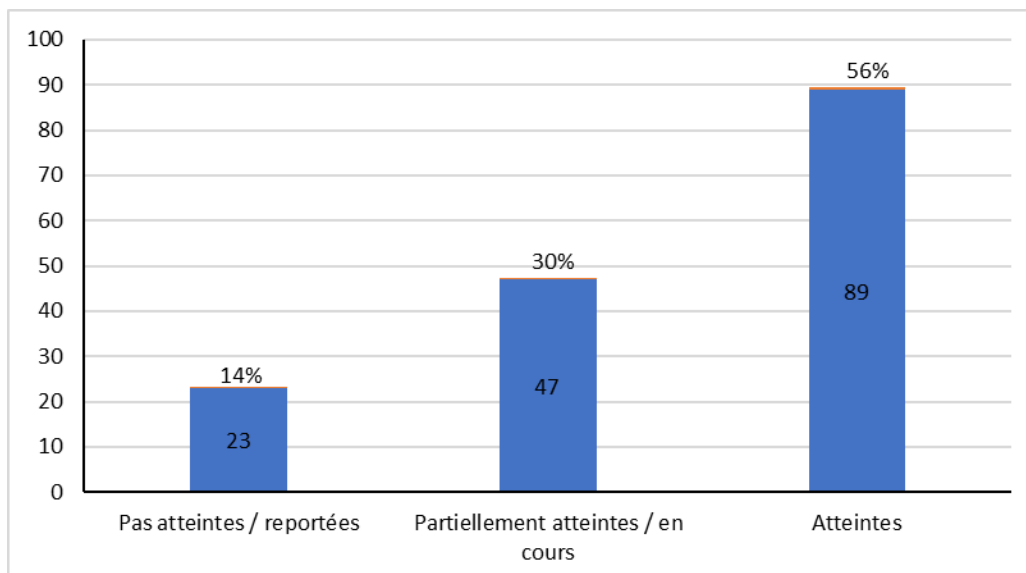
**Graphique 7 : Répartition des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)**



Source : AFRITAC Centre

**43. A la fin de de l'année fiscale 2023, la moitié des étapes intermédiaires ont été atteintes (89 étapes intermédiaires atteintes, soit 56%).** 47 étapes intermédiaires (30 %) sont en cours et 23 étapes intermédiaires (14 %) n'ont pas été atteintes ou ont été reportées.

**Graphique 8 : Situation globale des étapes intermédiaires (en nombre et pourcentage)**

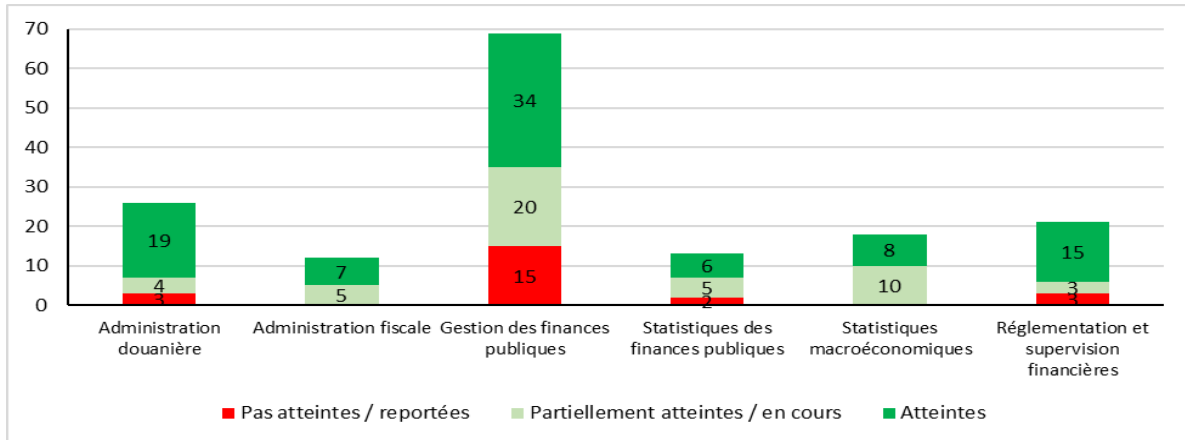


Source : AFRITAC Centre

**44. Le graphique 9 présente la situation des étapes intermédiaires par domaine.** Le nombre d'étapes intermédiaires atteintes et en cours dans chaque domaine dépasse le nombre d'étapes intermédiaire non atteintes ou reportées. Le Centre est en bonne voie pour atteindre la grande majorité des étapes intermédiaires au cours de la prochaine phase. Au cours de la prochaine phase, une attention particulière sera portée aux activités contribuant à la réalisation des étapes intermédiaires non atteintes ou reportées. Les étapes intermédiaires non atteintes concernent principalement les domaines administration

douanière, gestion des finances publiques, statistiques des finances publiques et régulation et supervision financières, alors que les étapes intermédiaires reportées concernent uniquement le domaine gestion des finances publiques.

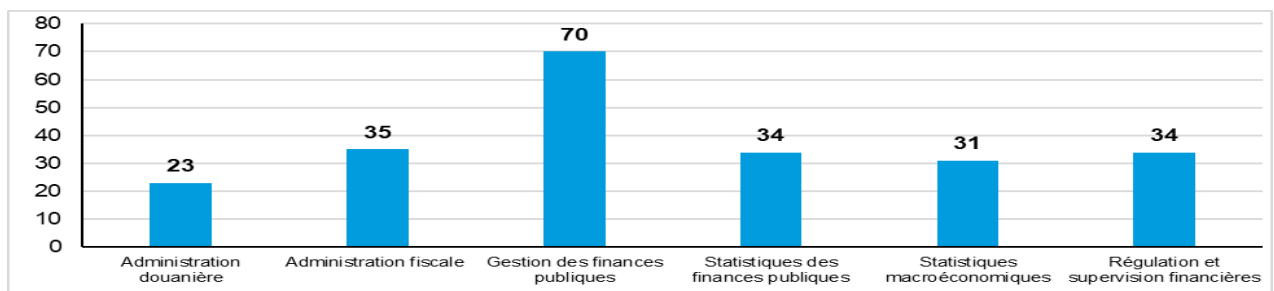
**Graphique 9 : Situation des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)**



Source : AFRITAC Centre

**45. Depuis l'année fiscale 2020, le Centre procède à la notation et à l'actualisation des résultats escomptés contenus dans les cadres logiques. Au cours de l'année fiscale 2023, 227 résultats escomptés ont été identifiés et couvre toute la période du programme de la Phase III (novembre 2017–juillet 2023).** Les résultats escomptés permettent de mesurer les progrès dans la réalisation des objectifs stratégiques du Centre dans chaque pays et à ce titre ils constituent un élément capital de la chaîne de performance. Le graphique 10 présente le nombre de résultats escomptés par domaine (hors domaine gestion de la dette publique). Les statistiques ci-dessous permettent d'apprécier la contribution des étapes intermédiaires de l'année fiscale 2023 dans la progression des performances des résultats attendus durant toute la Phase III.

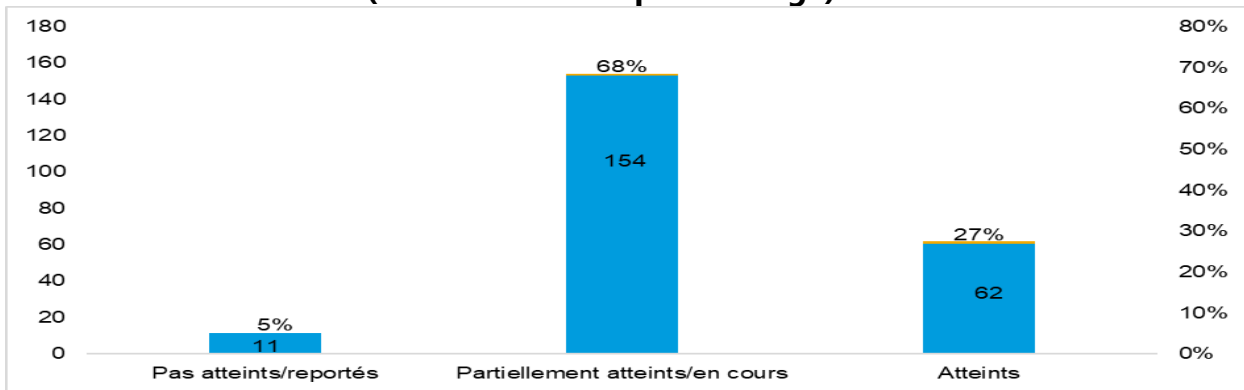
**Graphique 10. Nombre de résultats escomptés de la Phase III par domaine (en nombre)**



Source : AFRITAC Centre

**46. La performance des résultats escomptés par domaine est présentée dans le graphique 11 ci-dessous.** A la fin de l'année fiscale 2023, 62 résultats escomptés ont été atteints (soit 27%) et 154 sont en cours (soit 68%). Au cours de la Phase IV, le Centre continuera d'appuyer ses pays membres afin d'atteindre les résultats restés en cours à la fin de Phase III de son programme de travail.

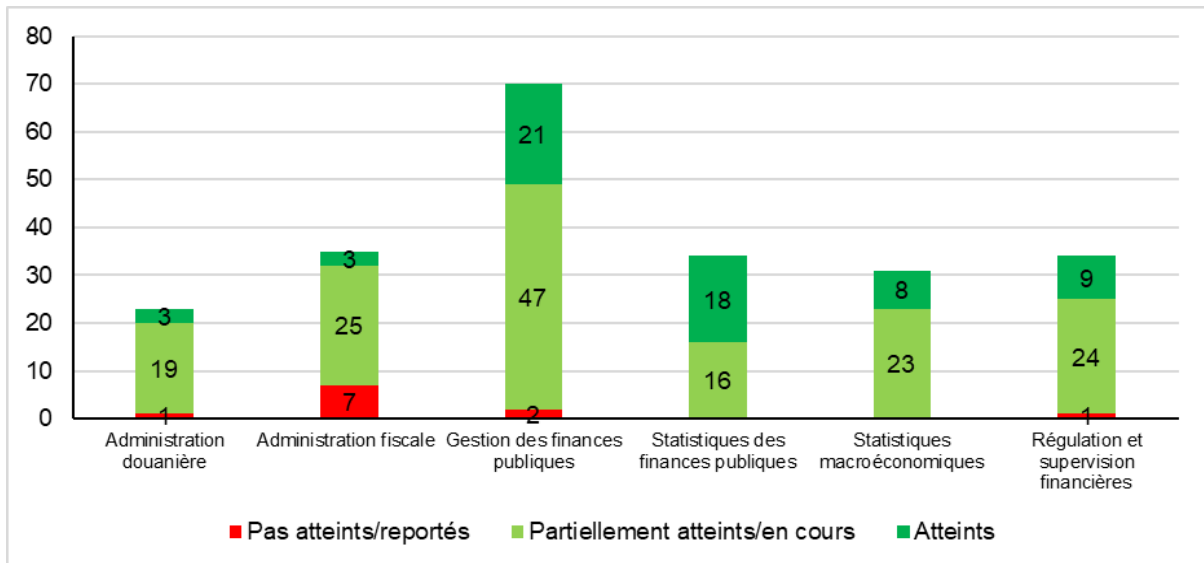
**Graphique 11. Performance globale des résultats escomptés (en nombre et en pourcentage)**



Source : AFRITAC Centre

**47. Le graphique 12 présente la performance des résultats escomptés par domaine.**

**Graphique 12. Performance des résultats escomptés par domaine (en nombre)**



Source : AFRITAC Centre

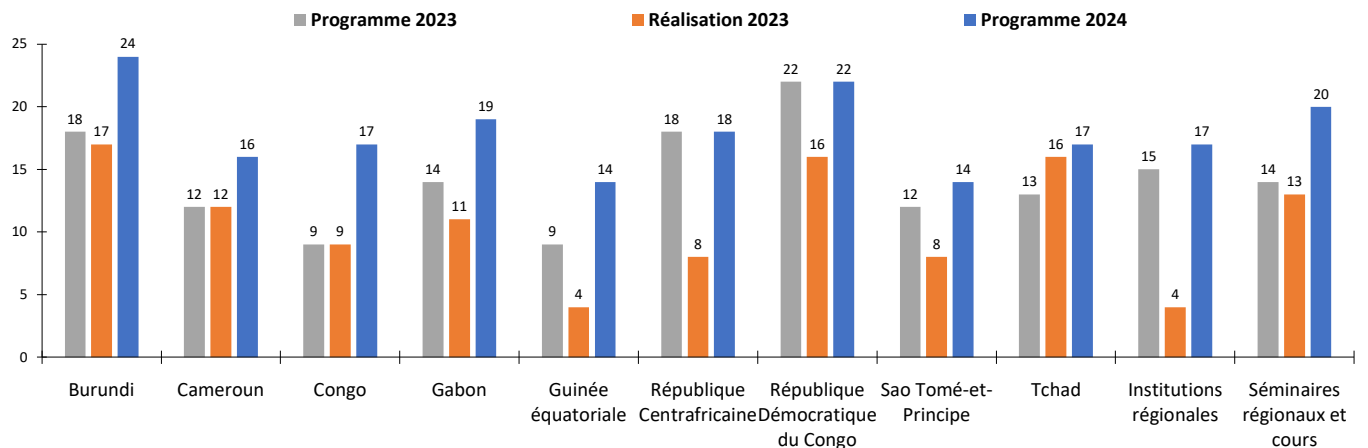
*L'exécution et la programmation des activités*

**48. Durant l'exercice fiscal 2023, le Centre a maintenu un haut niveau d'exécution de ses activités en raison de l'accroissement de la demande de renforcement des capacités par les pays membres** et de la nécessité de soutien des programmes économiques engagés par certains d'entre eux avec le FMI.

**49. Le Centre a réalisé 76% des activités prévues de son programme de travail 2023** (118 activités réalisées ; annexe 2). Ce taux d'exécution se justifie par l'indisponibilité des autorités et de nombreuses contraintes liées au travail à distance et à l'allongement des activités. A cela on peut ajouter, la non-atteinte de prérequis par certaines administrations de pays membres pour la poursuite des prochaines étapes intermédiaires notamment dans les domaines de la gestion budgétaire et de la comptabilité publique. Il faut aussi noter la prise de fonction du nouveau conseiller en administration douanière en cours d'année fiscale. Toutefois, les missions de renforcement des capacités du Centre ont couvert l'ensemble de ses domaines d'intervention (graphiques 9 et 10). Sur le volet des institutions régionales (CEMAC et COBAC), le Centre a réalisé des activités à un niveau plus bas que les prévisions en raison de du report de certaines activités notamment à la COBAC.

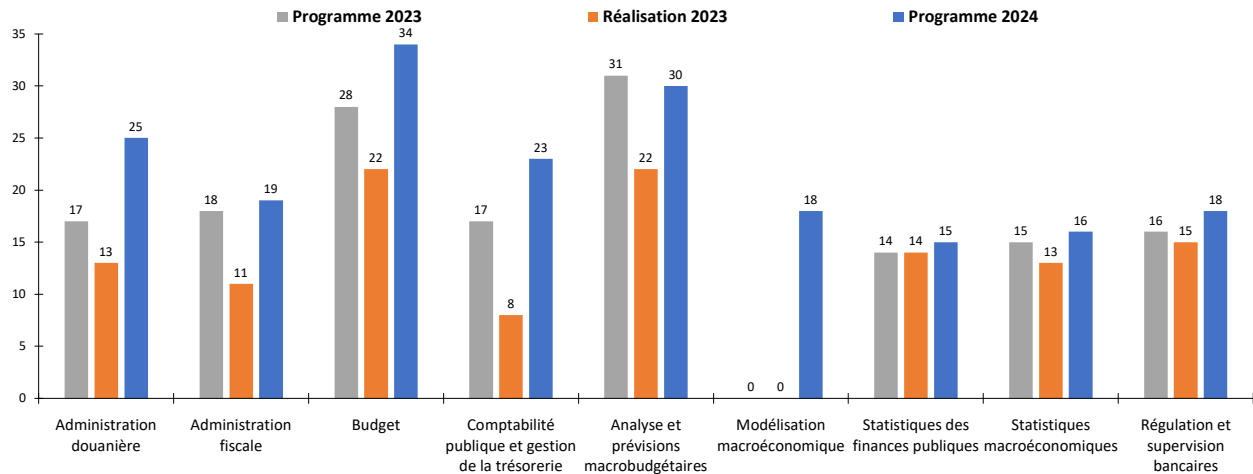
**50. Pour l'année fiscale 2024, le Centre prévoit d'organiser 198 activités couvrant l'ensemble des domaines** (graphique 10). Cela inclut 178 missions dont 5 avec le siège du FMI, 13 séminaires régionaux, et 2 cours. Pour l'exercice 2024, le Centre prévoit un niveau d'activité qui va continuer à s'accroître. Le recrutement prochain d'un nouveau conseiller en modélisation macroéconomique va aussi permettre d'augmenter le niveau d'activités et d'assurer une meilleure appropriation des modèles macroéconomiques en cours de développement et leur maintenance par les pays membres.

**Graphique 9 : Activités par pays (en nombre)**



Source : AFRITAC Centre

**Graphique 10 : Activités par domaine (en nombre)**



Source : AFRITAC Centre

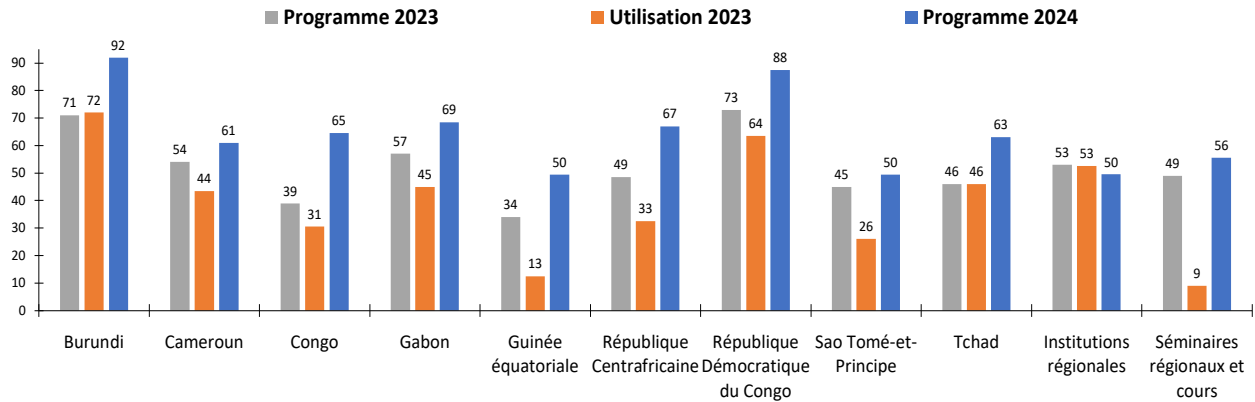
### *L'utilisation et la programmation des ressources*

**51. Au cours de l'année fiscale 2023, le Centre a consacré 433 personnes semaines au renforcement des capacités des administrations des pays membres soit 76% de ses ressources programmées** (annexes 3 ; graphiques 11 et 12). Ce taux témoigne de la sous-utilisation des ressources qui se justifie également par le report sur les années fiscales prochaines de certaines activités à l'initiative des Etats membres. Les ressources programmées pour les pays fragiles (332 personnes-semaines) ont été utilisées à la hauteur de 87%, tandis que celles programmées pour les pays de la CEMAC (279 personnes-semaines) l'ont été à 75%.

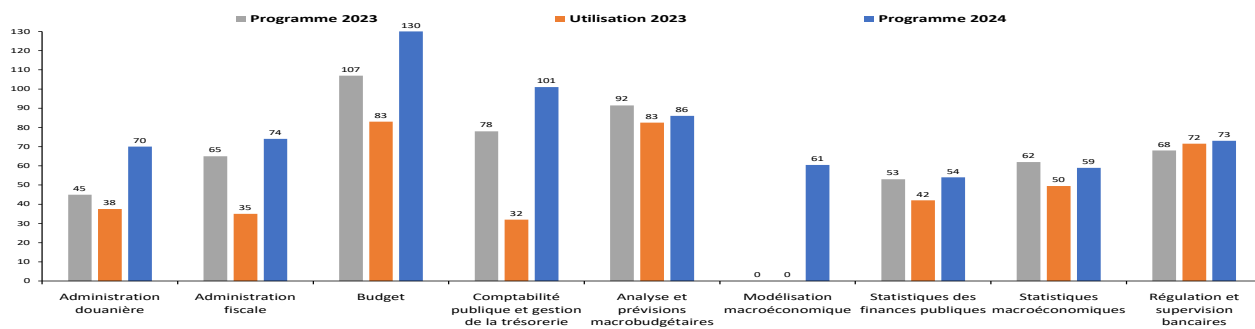
**52. Au cours de l'année fiscale 2023, les cadres de la région ont participé à douze séminaires régionaux et un cours.** Ces événements régionaux ont vu la participation de 511 cadres des administrations des pays membres. Ces séminaires couvraient les domaines de l'administration douanière, de la gestion des finances publiques, des statistiques, de la gestion de la dette publique et de la régulation bancaire. Les thèmes proposés découlaient essentiellement des problématiques identifiées avec les pays membres. Il est important de noter que le Centre a pu délivrer certains séminaires en ligne notamment dans les domaines des statistiques et de la régulation bancaire (annexe 4).

**53. Pour l'année fiscale 2024, le Centre prévoit de maintenir un niveau d'engagement soutenu dans l'ensemble des pays membres.** Les pays de la CEMAC bénéficieront de 374 personnes-semaines soit 53% des ressources programmées (annexes 3 ; graphiques 11 et 12). Tandis que pour l'ensemble des autres pays (Burundi, Sao Tomé-et-Principe et la RDC), le Centre prévoit 32% de ses ressources hors appuis et séminaires régionaux. Pour les séminaires régionaux et l'appui aux institutions régionales (CEMAC et COBAC), le Centre disposera 15% de ses ressources programmées.

### **Graphique 11 : Ressources par pays (en personnes semaines)**



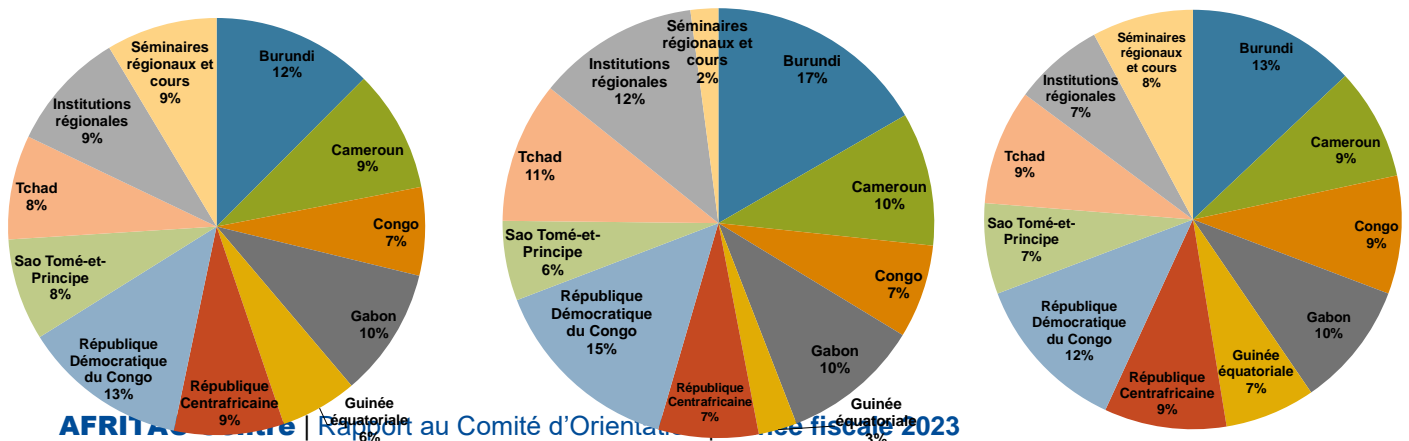
**Graphique 12 : Ressources par domaine (en personnes semaines)**



Source : AFRITAC Centre

**54. Au cours de l’année fiscale 2023, le Centre a mobilisé une plus grande proportion de ses ressources pour l’organisation de missions dans les pays membres** (annexe 4 ; graphique 13) dans l’ensemble des domaines d’intervention. Cette démarche répond aux demandes ponctuelles des pays membres et une plus grande participation aux activités du siège du FMI dans la région. Concernant le domaine gestion des finances publiques, certaines activités ont été reportées à l’année fiscale 2024 à cause de l’indisponibilité des équipes dans les pays et des changements de priorités des autorités. Durant cette période, le Centre a consacré 62% (vs 63% en 2022) des ressources utilisées à l’appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus et gestion des finances publiques), 17 % à la régulation et supervision financières, et 21% au renforcement des statistiques (graphique 14).

**Graphique 13 : Répartition des ressources par pays (en pourcentage)**

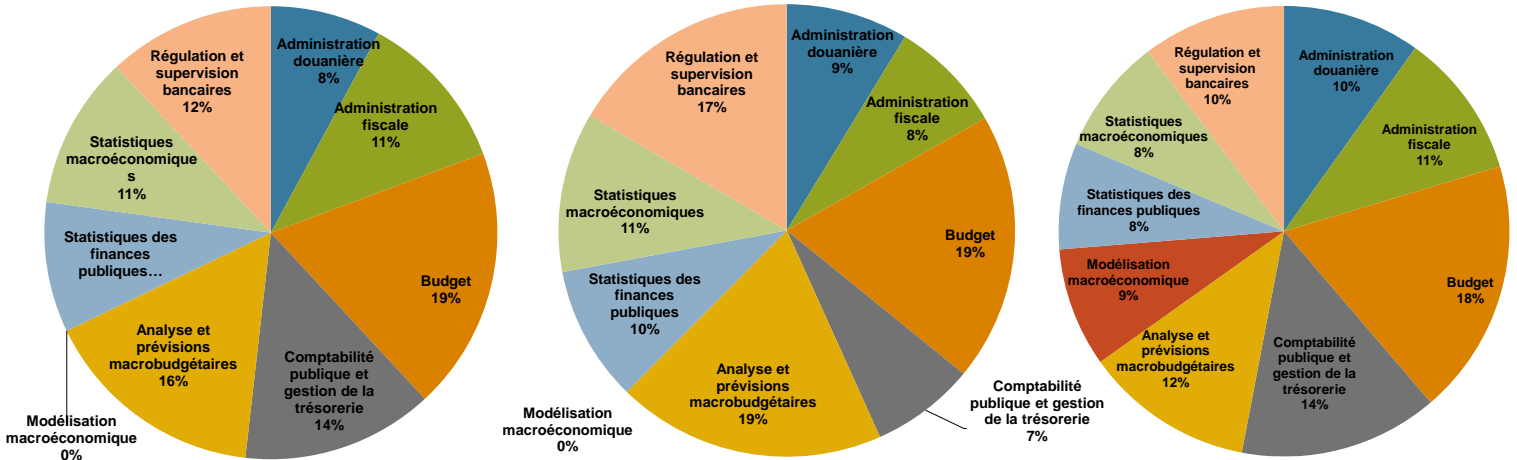


## Programme 2023

## Utilisation 2023

## Programme 2024

Graphique 14 : Répartition des ressources par domaine (en pourcentage)



## Programme 2023

## Utilisation 2023

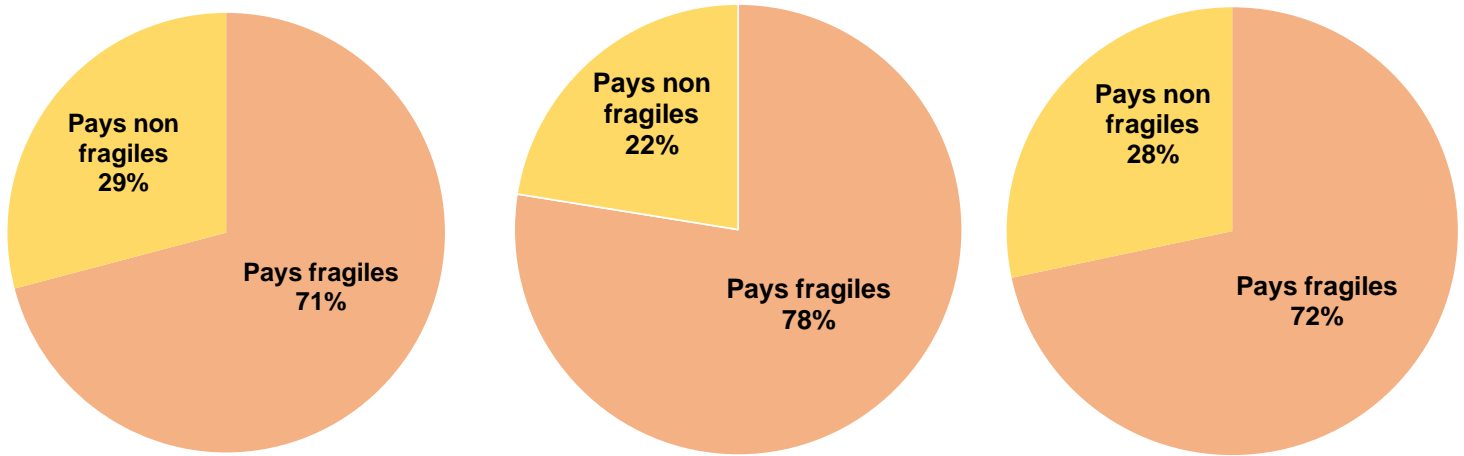
## Programme 2024

Source : AFRITAC Centre

**55. Au cours de l'année fiscale 2023, le Centre a consacré 78% de ses ressources utilisées (hors séminaires et appuis aux institutions régionales) aux pays membres en situation de fragilité** (graphique 15). Ainsi, le Centre contribue significativement à la mise en œuvre de la stratégie du FMI pour les pays en situation de fragilité ou en conflits et des priorités fixées par le Fonds pour le renforcement des capacités. Plus concrètement, le Centre a multiplié les appuis à ces pays notamment dans le cadre des missions du siège ainsi que dans la riposte contre la pandémie de la COVID-19 afin de leur permettre de renforcer leurs capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes et de soutien à la chaîne logistique.

**56. En 2024, le Centre prévoit de consacrer 72% de ses ressources programmées (hors séminaires et appuis aux institutions régionales) aux pays en situation de fragilité.** Pour les pays fragiles, des efforts continueront à être fournis pour délivrer des formations par le biais de missions de renforcement des capacités plus étendues pour améliorer l'engagement et l'absorption des réformes. En effet, les nouvelles demandes nécessitent une plus grande mobilisation des conseillers résidents et experts auprès des pays membres. Au cours de l'année fiscale 2024, le Centre dévouera davantage de temps de travail à ses pays fragiles en collaboration avec les départements techniques du siège du FMI. Pour se conformer à la classification de la Banque mondiale, adoptée par le FMI dans le cadre de la stratégie FCS, nous avons intégré le Cameroun dans les pays en situation de fragilité et retiré la République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe.

**Graphique 15 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire<sup>6</sup>  
(en pourcentage)**



**Programme 2023**

**Utilisation 2023**

**Programme 2024**

Source : AFRITAC Centre

### III. REALISATIONS 2023

**57. Les principales réalisations atteintes par pays au cours de l'année fiscale 2023 (du 1<sup>er</sup> mai 2022 au 30 avril 2023) sont décrites dans les sections suivantes.** Ces résultats sont présentés conformément au cadre de gestion axée sur les résultats du FMI. Pour plus de détails sur la performance des activités menées par le Centre au cours de la période, nous vous invitons à visiter la section «[Actualités](#)» de notre site web.

**58. Les pays membres du Centre ont bénéficié des appuis en gestion de la dette publique.** Cet appui est financé par le fonds thématique Debt Management Facility (DMF) mis en place par le FMI et la Banque mondiale. Une analyse détaillée des réalisations et des résultats de l'année fiscale 2023 ainsi que le programme de travail est disponible dans l'annexe 5.

**59. Le Centre est financé en grande partie par les contributions des partenaires bilatéraux et multilatéraux suivants :** la France, l'Union européenne, les Pays-Bas, la Banque européenne d'investissement, l'Allemagne, la Chine et la Suisse. A cela s'ajoute les contributions des pays membres et du FMI. Ces participations permettent au Centre de financer ses activités de renforcement des capacités et de couvrir ses frais de fonctionnement administratif. Le rapport financier comprend la situation des contributions financières, l'exécution du budget de l'année fiscale 2023 et la proposition de budget pour l'année fiscale 2024 (Annexe 6).

<sup>6</sup> Cette répartition ne prend pas en compte la part des ressources utilisées pour les séminaires régionaux et les institutions régionales.

## Burundi

### Administration fiscale

**60. Appui à l'identification des mesures à court terme et des réformes structurelles à moyen et long terme pour renforcer la mobilisation des recettes fiscales auprès de l'Office Burundais des recettes (OBR).** AFRITAC Centre a réalisé conjointement avec le Siège une mission sur le terrain qui avait pour objectifs de : (1) évaluer l'efficacité opérationnelle de l'OBR ; (2) identifier les réformes prioritaires pour renforcer la mobilisation des recettes intérieures ; et (3) préparer une matrice de mesures dont la mise en œuvre sera accompagnée, le cas échéant, par un programme de renforcement de capacités du département des finances publiques du FMI et de l'AFRITAC Centre. L'AFRITAC Centre accompagnera l'OBR pour amélioration de son système de gestion en : (1) développant la capacité d'exploitation des informations pour surveiller les pertes de recettes fiscales dues à des déclarations inexactes et identifier les mesures d'application appropriées ; (2) en améliorant la gestion des performances grâce à des indicateurs appropriés ; et (3) en renforçant la capacité de gestion des projets.

### Gestion des finances publiques - Budget

**61. Etat des lieux et perspectives à moyen terme.** L'AFC a participé à la mission du siège destinée à faire l'état des lieux de la gestion des finances publiques pour accompagner le réengagement des autorités après une longue période de rupture de l'assistance technique en faveur du Burundi. Au cours de cette mission, un état des lieux a été établi sur tous les axes de la gestion des finances publiques, des actions prioritaires à moyen terme ont été identifiées et un plan de travail d'assistance technique a été développé.

**62. Développement de l'architecture des programmes budgétaires et renforcer la cohérence entre la nomenclature budgétaire et le plan comptable de l'Etat.** AFC a appuyé les autorités burundaises dans le découpage des politiques publiques ministérielles en programmes budgétaires pour soutenir la bascule progressive vers la budgétisation en mode programme. Pour atteindre son objectif, la mission a (i) procédé à une évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre des préalables au basculement au budget programme (BP) sur la base de la feuille de route de janvier 2022 ; (ii) eu une séance de travail avec l'équipe technique d'appui à la mission mise en place à cet effet afin de mieux coordonner les travaux techniques ; (iii) tenu un atelier de renforcement des capacités avec les représentants des 15 ministères sur la méthodologie de découpages des politiques publiques en programmes budgétaires. A l'issue de ses travaux, la mission a organisé un atelier de validation de la structuration des programmes budgétaires de ces ministères et identifié les services et institutions dont les crédits devraient faire l'objet de dotations.

**63. Amélioration de la programmation et la budgétisation des investissements publics.** L'AFC a réalisé une mission de renforcement de la programmation et de la budgétisation des investissements publics au Burundi. A cet effet, (i) une revue du programme

d'investissements publics (PIP) 2022-2025 a été réalisée ainsi que celle de la procédure de préparation et de budgétisation des investissements publics ; (ii) 566 projets recensés dans ce PIP aux programmes budgétaires proposés par la mission de l'AFC de novembre 2022 ont été rattachés, (iii) des actions de renforcement des capacités en faveur d'une trentaine de cadres sous forme d'ateliers de relecture des textes d'application de la loi organique relative aux lois de finances, de sessions de formation sur le PIP, le cycle de gestion des investissements publics et la budgétisation en autorisation d'engagement et crédits de paiement ont été organisées.

## **Gestion des finances publiques – Comptabilité publique**

**64. Appui au renforcement du Compte général de l'Etat (CGE) à la Banque de la République du Burundi (BRB).** Les travaux de la mission ont principalement couvert la problématique de renforcement du périmètre du Compte unique du trésor. Bien que le Burundi dispose d'un mécanisme de CUT relativement avancé, sa couverture ne concerne que les opérations de l'administration centrale. A la demande des autorités, la mission a appuyé la mise en place d'une stratégie d'élargissement du périmètre du CUT aux opérations des collectivités locales et des établissements publics essentiellement constitués des hôpitaux publics. La mission a également fait des propositions d'amélioration des processus de traitement des opérations du CUT en vue de faciliter l'élaboration des états de réconciliation et la mise à jour de la comptabilité de l'Etat.

## **Statistiques macroéconomiques**

**65. Appui au renforcement des capacités sur les comptes nationaux trimestriels (CNT) et le rebasage du PIB.** AFRITAC Centre a organisé une mission de formation sur les comptes nationaux trimestriels (CNT) et le changement de l'année de base du PIB, conformément au Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008). La formation a porté sur (i) les aspects théoriques de la mise en œuvre du CNT conformément à l'édition 2017 du Manuel des comptes nationaux trimestriels du FMI, avec un accent particulier sur le processus actuel de compilation des CNT au Burundi ; (ii) l'importance et l'intégration des principales données sources dans le processus du rebasage des comptes nationaux; (iii) le SCN 2008 et les changements par rapport au SCN 1993 ; (iv) l'utilisation du cadre des équilibres ressources-emplois dans la compilation du PIB ; et (v) la rétropolation.

## **Statistiques des finances publiques**

**66. Appui à la production des Statistiques des Finances Publiques (Tableau des Opérations Financières de l'Etat-TOFE).** L'appui avait pour objectifs d'assister les cadres Burundais à améliorer leurs statistiques du TOFE en adoptant et en mettant en œuvre le cadre du Manuel des Statistiques des Finances Publiques (MSFP 2014). La mission s'est focalisée sur (i) la revue la mise en œuvre des recommandations de la précédente mission ; (ii) la formation sur les Statistiques des Finances Publiques (SFPs) ; (iii) la revue de la table de passage entre le Plan Comptable de l'Etat (PCE) et la classification du Manuel des Statistiques des Finances

Publiques de 2014 (MSFP 2014); et (iv) la mise à jour des SFPs burundaises par l'élaboration du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) pour de l'ACB pour l'exercice 2020/2021 (complétant ainsi la série de 2014 à 2021).

## Régulation et supervision financières

- 67. Appui au suivi de la mise place des IFRS.** AFRITAC Centre a assisté la Banque de la République du Burundi (BRB) à mettre en œuvre les recommandations de la feuille de route relatives à la transposition d'IFRS 9 au niveau du cadre prudentiel applicable au secteur bancaire du Burundi. Les activités de la mission, réalisées en collaboration avec l'équipe projet de la BRB ont porté sur: (i) la finalisation du projet de circulaire relatif au classement des actifs et à leur provisionnement afin de pouvoir partager le projet avec le secteur bancaire ; (ii) l'organisation d'un atelier de travail destiné à former les superviseurs aux spécificités de la norme IFRS 9 ; et (iii) l'assistance à la préparation d'une action de communication, destinée aux représentants de haut niveau des banques, sur les implications de la mise en œuvre d'IFRS 9 au Burundi et les attentes de la BRB en la matière.
- 68. Développement du cadre réglementaire du ratio structurel de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio, NSFR) au Burundi, réalisation d'une étude quantitative d'impact (QIS), analyse des résultats du QIS, calibrage des paramètres du NSFR et mise en œuvre du NSFR.** Le ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR, Net Stable Funding Ratio) est l'un des éléments essentiels des réformes du Comité de Bâle visant à accroître la résilience du secteur bancaire. Le NSFR exigera des banques qu'elles maintiennent un profil de financement stable s'agissant de la composition de leurs actifs et de leurs activités hors-bilan. Une structure de financement viable est censée réduire la probabilité que des difficultés qui perturberaient les sources de financement régulières d'une banque érodent sa position de liquidité au point d'accroître le risque d'une défaillance et, potentiellement, d'engendrer des tensions susceptibles de s'étendre à tout le système. Le NSFR limite un recours excessif aux financements de gros à court terme, encourage une meilleure évaluation du risque de financement pour l'ensemble des postes de bilan et hors-bilan et favorise la stabilité des financements (**Réussite remarquable 1**).
- 69. Appui au développement du NSFR.** La seconde mission avait pour objectif la mise en œuvre du Net Stable Funding Ratio (NSFR) qui vise à encadrer le risque de transformation. Les activités de la mission, réalisées en collaboration avec l'équipe projet de la BRB ont porté sur : (i) le développement d'un projet de règlement portant sur le Net Stable Funding Ratio (NSFR) ; (ii) l'élaboration d'un modèle d'étude d'impact quantitatif du NSFR, et (iii) d'aider la BRB à préparer et réaliser l'étude d'impact de la mise en œuvre du NSFR au niveau du secteur bancaire de la République du Burundi.

### Réussite remarquable 1

---

AFRITAC Centre accompagne la Banque de la République du Burundi dans le développement du ratio

## structurel de liquidité à long terme.

Développement du cadre réglementaire du ratio structurel de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio, NSFR) au Burundi
<b>Pays :</b> Burundi
<b>Domaine d'intervention :</b> Régulation et supervision financières
<b>Date de mise en œuvre :</b> mission 1 (9 mai au 10 juin 2022) et mission 2 (9 au 27 janvier 2023)
<p><b>Objectifs de l'appui :</b> Dans le cadre de l'harmonisation des cadres réglementaires applicables au secteur bancaire des pays membres de la Communauté des pays de l'Afrique de l'Est : - développer les capacités des superviseurs bancaires de la Banque centrale du Burundi (BRB) ; - évaluation de la liquidité et du risque de transformation des banques burundaises ;</p> <p>- élaborer un projet de règlement relatif au ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR), sur base des options prudentielles prises en compte ; - élaborer un modèle d'étude d'impact quantitatif du NSFR ; - assister la BRB à préparer et à réaliser l'étude quantitative d'impact du NSFR ; - analyse des résultats de l'étude d'impact ; - calibrage des paramètres du NSFR pour tenir compte des spécificités du secteur bancaire du Burundi ; - finalisation du projet de règlement du NSFR ; - développement du format de reporting réglementaire ; - mise à jour du règlement 23 relatif aux cadres de gestion des risques des banques afin d'intégrer le ratio de liquidité à court terme et le NSFR dans les cadres de gestion des risques des banques.</p> <p><b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Formation sous forme d'atelier de travail sur la gestion bancaire du risque de transformation, du ratio NSFR, rédaction d'un projet de règlement NSFR, d'un canevas pour l'étude quantitative d'impact, analyse des résultats de l'étude d'impact et identification des outliers, calibrage des paramètres et finalisation du projet de règlement et du format de reporting réglementaire.</p> <p><b>Principaux résultats obtenus :</b> Développement des capacités des superviseurs, alignement du cadre réglementaire sur les normes internationales et prise en compte du risque de transformation dans l'approche et les pratiques de supervision.</p> <p><b>Impact du projet :</b> Renforcement du cadre réglementaire en y intégrant l'un des éléments essentiels des réformes du Comité de Bâle visant à accroître la résilience du secteur bancaire et renforcement de la gestion du risque de transformation par les Etablissements de crédit ainsi que le cadre de supervision y relatif.</p> <p><b>Facteurs de succès :</b> Un appui organisé à travers 2 missions, répondant aux attentes de la Direction de la Supervision, de la Stabilité et de l'Inclusion Financière de la BRB.</p> <p>Un renforcement des capacités des superviseurs bancaires de la Banque de la République du Burundi, suffisant, pour leur permettre de finaliser le projet.</p> <p>Un soutien majeur à la réforme du cadre réglementaire par les Hautes Autorités de la BRB.</p> <p><b>Leçons apprises :</b> Renforcement des capacités des superviseurs tout au long de la mise en œuvre du projet, leur permettant de renforcer le cadre réglementaire et le cadre de supervision.</p> <p>Engagement fort et permanent de la BRB sur l'accompagnement du secteur bancaire dans le cadre de la mise en œuvre du NSFR.</p>

**70. Appui au développement des capacités des superviseurs bancaires de la Banque de la République du Burundi (BRB).** A la demande des autorités de la BRB, AFRITAC Centre a organisé une mission de renforcement des capacités au profit des superviseurs bancaires. La mission a (i) identifié les enjeux prudentiels liés à la transposition d'une norme plutôt technique et complexe sur l'IRRBB dans le contexte du Burundi et de la Communauté d'Afrique de l'Est ; (ii) proposé une application proportionnée des normes internationales sur l'IRRBB, et en particulier des dispositions de la norme d'avril 2016 pour tenir compte des spécificités du secteur bancaire Burundais ; et (iii) développé un projet de cadre normatif, y compris un format de reporting prudentiel.

**71. Appui au développement du cadre réglementaire relatif au Net Stable Funding Ratio (NSFR) de la Banque de la République du Burundi (BRB).** AFRITAC Centre a organisé une

mission de suivi avec la Banque de la BRB sur la finalisation du développement du cadre réglementaire relatif au Net Stable Funding Ratio (NSFR), élément du cadre de Bale III, qui vise à encadrer le risque de transformation des banques. Les principaux objectifs de la mission ont porté sur: (i) l'exploitation des résultats de l'analyse quantitative d'impact, (ii) le calibrage des paramètres du NSFR, (iii) la finalisation du projet de règlement sur le ratio de financement stable net, (iv) la finalisation du format de rapport prudentiel relatifs au NSFR et (v) la mise à jour du règlement 23 afin d'intégrer à la fois le ratio de couverture de liquidité (Liquidity Coverage Ratio) et le NSFR dans les cadres de gestion des risques des banques. L'analyse approfondie des résultats de l'étude quantitative d'impact a permis de proposer une stratégie de mise en œuvre du NSFR avec une période de transition appropriée, en tenant compte des spécificités et des caractéristiques du secteur bancaire burundais.

**72. Mission de formation sur les compétences de base en matière de supervision bancaire pour les nouveaux superviseurs.** La formation pour les nouveaux superviseurs, réalisée à Bujumbura, a porté sur l'acquisition par les nouveaux superviseurs des compétences de base requises pour réaliser leurs différentes activités. Cette formation spécifique était conçue pour être pratique et orientée sur les compétences requises des superviseurs, afin de leur permettre d'être le plus rapidement opérationnel. En effet, il était essentiel pour la BRB de maintenir une capacité minimale en matière de supervision du secteur bancaire. Pour garantir la réussite du projet, il était essentiel que l'effort de formation soit partagé. Un premier volet de formation devait être réalisé avant le 10 avril par le service des Etablissements de Crédits et porter sur la familiarisation des nouveaux superviseurs au cadre légal et réglementaire actuel de la BRB et plus particulièrement sur les disposition suivantes : les activités et l'organisation d'une banque, la gouvernance bancaire, le modèle d'affaires des banques au Burundi, le dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne, le risque de conformité, le risque de crédit, le risque de concentration et la gestion des transactions avec les parties liées, les risques opérationnels, le risque informatique et cyber, le risque de liquidité, le système de notation - Système d'Evaluation du Profil de Risque des Etablissements de Crédit - SEPREC. Un second volet de formation était requis de la part des nouveaux superviseurs, avant le 10 avril, en autoformation, et portait sur les principes fondamentaux du Comité de Bale pour une supervision bancaire efficace.

## Cameroun

### Administration douanière

**73. Appui au renforcement de la mise en œuvre de l'interconnectivité transit au bénéfice de la Direction générale des douanes (DGD).** La mission avait pour objectif principal d'appuyer la DGD dans le développement d'une stratégie qui permettra à cette administration d'interconnecter son système douanier (CAMCIS) avec ceux des administrations sœurs dans la région CEMAC et de gérer ensemble les opérations de transit régionales par le biais d'une seule déclaration de transit et d'une seule garantie, tout comme ceci est préconisé par le Code Communautaire des Douanes de la CEMAC. Les cadres de la DGD et les équipes opérationnelles à Douala en charge du transit douanier ont été

sensibilisés au Système Interconnecté des Marchandises en Transit (SIGMAT) et une analyse comparative entre le dispositif existant pour le transit au Cameroun et celui envisagé par SIGMAT a été menée.

**74. Appui au développement stratégique et l'utilisation efficace d'un entrepôt de données au bénéfice de la Direction générale des douanes (DGD) du Cameroun.** L'appui visait à (i) familiariser les participants aux concepts de 'stratégie informatique' et 'entrepôt de données', (ii) définir les ambitions et objectifs stratégiques de l'informatique de la Douane camerounaise, (iii) identifier les systèmes et les bases de données pertinentes actuellement disponibles, (iv) identifier les défis et potentialités, et (v) sur cette base, conseiller la douane pour le développement et l'utilisation efficace d'un entrepôt des données. La mission a également permis de faire le point sur le développement en cours du module 'entrepôt des douanes' du Cameroun Customs Information System (CAMCIS) et de faire des recommandations pertinentes pour l'optimisation de l'organisation et de la gestion de l'initiative ainsi que pour les prochaines étapes de la réalisation de la solution envisagée.

### **Gestion des finances publiques**

**75. Appui à l'amélioration la qualité du document budgétaire sensible au genre accompagnant le projet de loi de finances 2023.** L'appui apporté par AFRITAC du Centre a permis une capacitation des administrations publiques et leur montée en puissance en matière de déploiement de la BSG. Organisée autour d'ateliers, la mission d'assistance à l'amélioration de la qualité du DBSG 2023 s'est déroulée en deux temps : i) l'examen du DBSG élaboré au titre de l'exercice 2022 pour dresser les enseignements à tirer, les avancées à capitaliser et les écueils à éviter, ainsi que l'accompagnement du processus de production du DBSG pour le budget 2023 et ii) l'accompagnement et la revue de qualité du DBSG pour le projet de loi de finances 2023. L'appui apporté par AFRITAC du Centre a permis une capacitation des administrations publiques et leur montée en puissance en matière de déploiement de la BSG.

**76. Appui à la budgétisation des plafonds d'emplois.** L'appui apporté a permis de renforcer le pilotage des dépenses de personnel en masse salariale et plafonds d'emplois. A cet effet, un atelier de renforcement des capacités en budgétisation des plafonds d'emplois a été organisé qui a abouti au développement des outils adaptés à l'environnement du Cameroun.

### **Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires**

**77. Appui à l'identification, au suivi et à la gestion des risques budgétaires.** L'AFC a organisé une mission hybride au Cameroun sur l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires. La mission (i) a initié un inventaire des risques budgétaires les plus significatifs et les plus fréquents et l'identification des mécanismes/canaux de transmission au budget de l'Etat et à la dette ; (ii) a présenté et discuté les lignes directrices méthodologiques pour l'identification, le suivi et l'atténuation de ces risques, et partagé une ébauche du rapport annuel sur les risques budgétaires ; et (iii) a développé un plan d'action

pour renforcer la gestion des risques budgétaires. Avec l'aide de la mission, une équipe dédiée a été mise en place pour recueillir les contributions des entités afin d'élaborer le premier rapport annuel sur les risques budgétaires. L'AFC contribuera à la révision de la version préliminaire de ce rapport et espère qu'il pourra être inclus dans la documentation budgétaire de 2023 **(Réussite remarquable 2)**.

## Réussite remarquable 2

La directive 01/11-UEAC-190-CM-22 de la CEMAC relative aux Lois de finances dispose en son article 45 (alinéa 11) qu'un Rapport identifiant et évaluant les principaux risques budgétaires doit être joint en annexe au projet de loi de finance initiale. Cette disposition reprise dans le Code de Transparence et de Bonne Gouvernance dans la Gestion des Finances Publiques de la CEMAC précise à sa Section IV.1 que « les budgets annuels sont réalistes et sincères tant dans leurs prévisions de dépenses que de recettes. Pour le budget de l'Etat, les principaux risques budgétaires sont identifiés et évalués dans un rapport qui doit accompagner les documents budgétaires au Parlement ». Au Cameroun, ces dispositions sont reprises dans la loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régimes financiers de l'Etat et des autres entités publiques en son article 15.

Production du premier rapport annuel sur les risques budgétaires au Cameroun
<b>Pays : Cameroun</b>
<b>Domaine d'intervention : Gestion Macrobudgétaire</b>
<b>Date de mise en œuvre : 2022</b>
<b>Objectifs de l'appui :</b> Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires à travers une formation sur les aspects conceptuels et sur l'utilisation des outils développés par le département des finances publiques (FAD) pour l'évaluation des risques budgétaires (FRAT), l'évaluation des risques budgétaires liés aux entreprises publiques (SOE Health Check Tool) ; et le reporting des risques budgétaires.
<b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> AFC a organisé en juillet 2022 une première mission qui a permis de former les cadres sur les aspects conceptuels et les dispositifs institutionnels et pratiques d'identification, d'évaluation et de gestion des risques budgétaires, de proposer un canevas du rapport annuel sur les risques budgétaires, et d'élaborer un plan d'actions pour le renforcement de la gestion des risques budgétaires. En ligne avec les recommandations de la première mission, et sur requête des autorités, le Centre a organisé deux missions d'assistance technique séparées qui porteront respectivement sur : i) la finalisation du Rapport annuel sur les risques budgétaires et ii) la formation sur les outils SOE Health Check Tool et FRAT.
<b>Principaux résultats obtenus :</b> Inventaire des risques budgétaires auxquels est exposé le Cameroun en documentant et en mettant en exergue les risques les plus prégnants ; Développement d'une grille d'analyse des risques budgétaires en s'appuyant sur les travaux déjà existants au sein de la sphère publique ; Identification des points focaux sur la problématique des risques budgétaires. Elaboration d'un premier rapport annuel sur l'analyse des risques budgétaires, présentant les principaux risques budgétaires ainsi que les mesures d'atténuation de leurs éventuelles incidences sur le budget général de l'année 2023 ; Proposition d'un plan de développement du contenu du rapport annuel sur les risques budgétaires pour les budgets 2024 et 2025 en fonction des informations, analyses et quantifications complémentaires à mobiliser, pour une meilleure couverture à terme des principaux risques budgétaires.
<b>Impact du projet :</b> Attribution de la responsabilité de la coordination et du suivi des risques budgétaires à une entité existante au sein de la DGB ; Engagement des Autorités à repenser la gouvernance de plusieurs processus présentant des risques budgétaires spécifiques (PPP, EP...) afin de centraliser la gestion en une seule administration cheffe de file pour chacun des risques.
<b>Facteurs de succès :</b> Existence des pratiques naissantes de gestion des risques notamment (i) Une section du Document de programmation économique et budgétaire dédiée aux risques budgétaires, (ii) quelques institutions en avance sur ces questions (CAA, DGD, CTR/DPC); (iii) des travaux entamés sur les risques budgétaires liés aux entreprises publiques et aux PPP (Mission FAD...)

et (iv) un cadre réglementaire existant (Directive CEMAC et Loi portant régime financier...). Engagement des Autorités dans le cadre de la mise en œuvre de la loi portant régimes financiers de l'Etat et des autres entités publiques. Forte implication de la Division des réformes de la Direction générale du Budget dans l'organisation des missions, la mobilisation des administrations et la production du premier rapport sur les risques budgétaires.

**Leçons apprises :** La gestion et le reporting efficaces des risques budgétaires nécessitent de i) mettre en place un dispositif institutionnel adéquat en précisant les responsabilités en matière de prévision et d'analyse macro-budgétaire et en désignant des points focaux sur un ensemble de risques spécifiques; ii) promouvoir une culture administrative de gestion des risques; iii) documenter les facteurs expliquant des écarts budgétaires passés pour renforcer la crédibilité du budget; et iv) consolider les données pour un large éventail de risques.

**78. Appui sur le reporting et les outils de gestion des risques budgétaires.** Les objectifs de cette mission de l'AFRITAC Centre étaient : i) d'aider les autorités à finaliser le projet du rapport annuel sur les risques budgétaires à annexer au projet de loi de finances 2023, et ii) de former des cadres à l'utilisation des outils développés par le département des finances publiques (FAD) pour l'évaluation des risques budgétaires (FRAT) et le suivi de la santé financière des entreprises publiques. S'agissant spécifiquement de la revue du rapport annuel sus-évoqué, il a permis de faire des remarques générales sur le document, ainsi que des observations sur la partie narrative, les analyses qualitatives et quantitatives et sur les mesures d'atténuation des risques budgétaires abordés et de formuler des orientations et reformulations.

### Statistiques des finances publiques

**79. Appui à la production et à la publication du TOFE.** Dans le cadre de l'adoption de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE7 (La Directive « TOFE »), et sur la production des tableaux du cadre d'analyse minimum des statistiques des finances publiques, le Cameroun produit régulièrement des statistiques des finances publiques au format MSFP 1986, connu localement sous l'appellation « TABORD » – « Tableau de bord », ainsi que ses tableaux sous-jacents. Les statistiques sous présentation du MSFP 2014 sont donc compilées par une simple refonte de ces derniers tableaux, permettant ainsi de maintenir la cohérence statistique historique, et l'adoption progressive du MSFP 2014 (**Réussite remarquable 3**).

### Réussite remarquable 3

Un projet de TOFE complet pour l'exercice 2021 au format MSFP 2014 a été produit de façon autonome par les cadres camerounais sur la base des données sources collectées par les services.

Production autonome des statistiques des finances publiques par la Cellule des Finances Publiques en charge de la production au ministère des Finances du Cameroun grâce aux formations et aux outils fournis par les missions TOFE AFC

**Pays :** Cameroun

**Domaine d'intervention :** Statistiques des finances publiques (TOFE)

**Date de mise en œuvre :** 27 mars au 7 avril 2023

<sup>7</sup> Notons la Directive du TOFE CEMAC est elle-même basée sur la méthodologie du MSFP 2014.

**Objectifs de l'appui :** Appui aux cadres du ministère des Finances en charge de la production des statistiques des finances publiques et de la dette publique, dans la compilation des statistiques annuelles pour l'exercice 2021, et leur diffusion conformément aux normes eGDDS (Standards de Diffusion des Données) du Fonds Monétaire International (FMI).

**Rôle d'AFC dans l'appui :** Transfert des connaissances dans l'établissement et la mise à jour de la maquette de passage entre les codes et comptes (rubriques) du système budgétaire et comptable du Cameroun et les classifications du *MSFP 2014*, ainsi qu'à la production automatisée du Questionnaire-navette TOFE du Département des Statistiques du FMI.

**Principaux résultats obtenus :** Une production autonome du premier projet de TOFE base MSFP 2014 couvrant l'administration centrale budgétaire, sur base des tableaux détaillés du TABORD (Tableau de Bord ou TOFE camerounais ancienne présentation) ;

Une rationalisation des sources actuelles (disparates) au TOFE, notamment la balance des comptes, qui ne procure pour l'instant qu'une information partielle, complétée par d'autres sources telles que l'exécution budgétaire (recettes et dépense), la situation monétaire, transmise par la Banque Centrale des États d'Afrique centrale (BEAC), ainsi que les données relatives à la dette.

Une prise de conscience de l'insuffisance des sources susmentionnées en termes du niveau d'exhaustivité et de conformité aux normes préconisées par le *MSFP 2014*. Compte tenu des récentes améliorations des Réformes de la Gestion des Finances Publiques, les données sources au TOFE devraient désormais être générées du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SiFP), qui produit déjà une Balance Générale des Comptes du Trésor (BGCT) détaillée et plus complète. La « BCGT » contient normalement toutes les catégories (classes) de comptes dans un cadre à base de comptabilité d'exercice complet et équilibré, et conformément aux directives harmonisées de la CEMAC.

**Impact du projet :** Appropriation par les cadres camerounais de la méthodologie et des outils base MSFP 2014 ; Adoption progressive du cadre analytique du MSFP 2014 ; Pérennisation du reporting des statistiques TOFE par les cadres eux-mêmes.

**Facteurs de succès :** De la rigueur de la part de la hiérarchie, en exigeant une production régulière des statistiques des finances publiques (mensuelles, trimestrielles, et annuelles) ; Création de la demande par l'exploitation des statistiques des finances publiques base MSFP 2014 par les différents utilisateurs (tant internes-Etudes et Prévisions, qu'externes notamment les missions de surveillance des programmes de financement du FMI).

**Leçons apprises :** Dividendes d'un programme soutenu de transfert de capacités ; Rôle de l'implication de la hiérarchie du plus haut niveau du ministère des Finances ;

## Statistiques macroéconomiques

**80. Appui dans la mise en place des comptes nationaux à jour permettant un meilleur suivi des révisions.** La mission a été organisée en présentiel et a appuyé l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun dans la production des Comptes Nationaux Annuels (CNA) définitifs 2020 et la mise en place d'un dispositif des CNA provisoires 2021 avec ERETES, conformes au Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008). Lors de la mission, il a été recommandé que les comptes provisoires et les comptes définitifs utilisent les mêmes nomenclatures au niveau de détail pour réduire les écarts entre les deux estimations. Les deux comptes se feraient désormais selon une approche progressive, en deux phases, suivant la disponibilité des données. Cela permettrait un meilleur suivi des révisions, et réduirait la charge de travail de l'équipe, qui pourrait se consacrer à d'autres activités d'extension des comptes.

**81. Les comptes financiers font partie intégrante du Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008).** Ils fournissent une description de la sphère financière de l'économie, en complément de l'ensemble de données des comptes nationaux se rattachant à la sphère non financière ou réelle de l'économie (production, revenus, consommation, épargne, investissement, etc.). Ils contribuent à une meilleure analyse de l'activité d'intermédiation financière des institutions financières (**Réussite remarquable 4**).

### Réussite remarquable 4

Le Cameroun diffuse ses premiers comptes financiers avec l'appui technique d'AFRITAC Centre.

Diffusion des premiers comptes nationaux financiers du Cameroun
<p><b>Pays :</b> Cameroun</p> <p><b>Domaine d'intervention :</b> Comptabilité nationale</p> <p><b>Date de mise en œuvre :</b> Janvier 2020 – Mars 2023</p>
<p><b>Objectifs de l'appui :</b> Mettre en place et à la disposition du public des comptes financiers élaborés selon le <i>système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008)</i></p>
<p><b>Rôle d' AFC dans l'appui :</b> AFC a appuyé depuis l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun depuis l'an 2020 à élaborer les tous premiers comptes financiers élaborés selon le SCN 2008 et préparer les documents de publications nécessaires.</p>
<p><b>Principaux résultats obtenus :</b> Publication des premiers comptes financiers du Cameroun fin mars 2023 sur les liens ci-après :  <a href="https://ins-cameroun.cm/">https://ins-cameroun.cm/</a>  <a href="https://ins-cameroun.cm/statistique/comptes-nationaux-financiers-du-cameroun-note-de-synthese/">https://ins-cameroun.cm/statistique/comptes-nationaux-financiers-du-cameroun-note-de-synthese/</a>  <a href="https://ins-cameroun.cm/statistique/les-comptes-financiers-du-cameroun-2016-2017/">https://ins-cameroun.cm/statistique/les-comptes-financiers-du-cameroun-2016-2017/</a>  <a href="https://ins-cameroun.cm/statistique/methodologie-delaboration-des-comptes-financiers-base-2016/">https://ins-cameroun.cm/statistique/methodologie-delaboration-des-comptes-financiers-base-2016/</a></p>
<p><b>Impact du projet :</b> La disponibilité des comptes nationaux financiers permet d'approfondir l'analyse économique du pays et d'améliorer la cohérence ainsi que la qualité des comptes nationaux. Ces comptes décrivent comment les agents économiques ont satisfait leur besoin de financement pour réaliser leurs investissements en capital productif (machines, équipements, constructions, etc.) et indiquent comment ceux disposant d'une capacité de financement ont placé leurs ressources financières excédentaires, selon les types d'instruments financiers utilisés (monnaie, dépôts à vue, autres dépôts, titres de créances à court et à long terme, prêts et actions).</p>
<p><b>Facteurs de succès :</b> La détermination des autorités camerounaises à élargir le champ des comptes nationaux et l'appui continue d' AFC ont permis à l'équipe de l'INS d'aboutir à la publication des comptes financiers.</p>
<p><b>Leçons apprises :</b> La disponibilité des données sources restent l'élément principal d'amélioration de la qualité et l'élargissement du champ des comptes nationaux.</p>

**82. Appui à la production des statistiques des comptes financiers.** L'appui avait pour objectif d'aider l'Institut national de la statistique (INS) à finaliser les comptes financiers pour 2016 (année de base) et 2017 selon le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) dans le but de publier les comptes d'ici avril 2023. En plus des données sources importantes pour le secteur des sociétés financières et des données disponibles pour les sociétés non financières déjà utilisées, les sources de données supplémentaires nécessaires pour compléter les comptes sectoriels pour 2016 et 2017 ont été discutées avec l'INS. La mission a également (i) aidé le personnel de l'INS à finaliser le travail sur la matrice des flux de fonds et les tableaux

"de qui à qui" connexes et (ii) élaboré une note de publication et une note méthodologique pour faciliter la référence.

## Gestion de la dette publique

**83. Développement du marché des titres publics.** AFRITAC Centre a aidé le Trésor du Cameroun à faire le point sur l'état de développement de son marché des titres publics. Il a identifié les progrès réalisés depuis le lancement des émissions en 2011, les pratiques d'émission à améliorer et les initiatives que le Trésor Public devrait prendre pour approfondir le marché et lui permettre de maintenir son statut d'émetteur de référence dans la CEMAC.

## République du Congo

### Administration douanière

**84. Appui au renforcement du suivi des exonérations et des régimes suspensifs au bénéfice de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).** L'appui avait pour objectifs (i) l'évaluation des progrès réalisés depuis la dernière activité d'assistance en la matière organisée en mode virtuel en août 2021, et (ii) le développement, avec les cadres et services compétents, des mesures et outils supplémentaires pour un suivi plus efficace et efficient des exonérations et des régimes suspensifs. A l'issue de la mission, des recommandations pratiques ont été formulées pour redynamiser l'initiative et régulariser certaines opérations à court terme, et actualiser le plan de travail pour renforcer le dispositif et les contrôles d'une manière plus durables.

**85. Appui au renforcement de la mise en œuvre de l'interconnectivité transit au bénéfice de la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDI).** La mission avait pour objectif principal d'appuyer la DGDI dans le développement d'une stratégie qui permettra à cette administration d'interconnecter son système douanier avec ceux des administrations sœurs dans la région CEMAC et de gérer ensemble les opérations de transit régionales par le biais d'une seule déclaration de transit et d'une seule garantie, tout comme ceci est préconisé par le Code Communautaire des Douanes de la CEMAC. Les cadres de la DGDI et les équipes opérationnelles à Pointe Noire en charge du transit douanier ont été sensibilisés au Système Interconnecté des Marchandises en Transit (SIGMAT) et une analyse comparative entre le dispositif existant pour le transit au Congo et celui envisagé par SIGMAT a été menée.

### Gestion des finances publiques - Budget

**86. Appui au renforcement de la priorisation des investissements publics.** La mission avait pour objectif de renforcer la priorisation des projets d'investissements publics dans le cadre du processus de préparation du budget 2023 en apportant un appui de proximité aux équipes dédiées à la programmation et à la budgétisation des investissements publics. Ce qui a permis à la mission de faire l'état des lieux et la revue des textes qui encadrent la

gestion des investissements publics (GIP), d'analyser la documentation relative aux projets d'investissements inscrits dans le budget 2022 et de convenir ensemble des critères discriminants pour l'intégration des projets dans la base des données des investissements publics, et leur éligibilité au programme triennal d'investissements publics (PIP). Cet exercice a abouti à proposer un manuel pour la sélection et la priorisation des projets d'investissement pour le budget 2023.

**87. Évaluation de la gestion des investissements publics – PIMA et PIMA Changement climatique.** AFC a participé à une mission du siège sur l'évaluation de la gestion des investissements publics au Congo selon la méthodologie PIMA et PIMA Changement climatique. A cette occasion, un diagnostic approfondi de la gestion des investissements publics a été mené et a abouti à l'établissement des résultats obtenus dans les différentes institutions, pour le PIMA et pour le PIMA Changement climatique, couvertes par l'évaluation, assorties des recommandations par ordre de priorité pour encadrer leur mise en œuvre.

**88. Développement des plans d'engagement pour renforcer la prévisibilité des dépenses publiques.** La mission a appuyé l'amélioration de la prévisibilité des dépenses publiques en développant une méthodologie d'élaboration des plans d'engagement dans le système d'information budgétaire. Une base des données pour une programmation infra annuelle des dépenses a été établie ainsi qu'un cahier de charges fonctionnel pour guider les travaux de développement du module plan d'engagement dans SIGFIP.

**89. Sensibilisation des membres du Gouvernement à la réforme de budget de programme.** L'AFC a animé un séminaire gouvernemental sur le budget de programme et a fait le point sur le processus de bascule vers le budget de programme à l'attention des membres du Gouvernement.

### Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

**90. Appui à la révision du modèle de prévision macrobudgétaire.** AFC a organisé à distance la première mission de l'exercice 2023 sur la poursuite de la révision du modèle de prévision macro-fiscale de la RDC. La mission i) a fait le point sur la mise en œuvre des recommandations de la mission précédente ; ii) a mis à jour les classifications et la base de données historiques du modèle ; iii) a poursuivi la révision du cadre opérationnel du modèle afin de disposer d'un cadre macroéconomique minimum (incluant le secteur réel, les tableaux de statistiques financières du gouvernement, la balance des paiements et la situation monétaire) ; et iv) a développé une ébauche du manuel d'utilisation du modèle (**Réussite remarquable 5**).

### Réussite remarquable 5

---

Les missions diagnostics d'AFRITAC Centre de 2018 et 2019 avaient constaté que les modèles de cadrage macroéconomique et budgétaire de la République du Congo et de la République démocratique du Congo

présentaient de faiblesses conceptuelles, techniques et opérationnelles. Sur le plan conceptuel, ces modèles visaient une multitude d'objectifs dont certains sont difficilement conciliables (cadrage macroéconomique, cadrage budgétaire, projections macroéconomiques à court, moyen et long terme, simulation de l'impact sur la pauvreté, ...). Sur le plan technique, les contraintes des modèles étaient liées à la multiplicité des feuilles de calcul avec des redondances ainsi que la mauvaise spécification des équations. Enfin, sur le plan opérationnel, l'exploitation et la maintenance des outils étaient obérées par l'absence de mémoire institutionnelle (manuel d'utilisateur et guides didactiques), la faiblesse de l'organisation administrative et du nombre de cadres ayant la capacité de le manipuler.

Révision des modèles PREMA-Congo (Congo) et MCMB (RDC) et utilisation dans les processus d'analyse macrobudgétaire
<p><b>Pays</b> : République du Congo et République Démocratique du Congo</p> <p><b>Domaine d'intervention</b> : Gestion Macrobudgétaire</p> <p><b>Date de mise en œuvre</b> : 2019-2022</p> <p><b>Objectifs de l'appui</b> : Renforcement des dispositifs technique, institutionnel et organisationnel de cadrage macroéconomique.</p> <p><b>Rôle d'AFC dans l'appui</b> : Organisation des missions d'appui en vue de la révision des architectures théorique et informatique des modèles ; du renforcement du cadre institutionnel de l'élaboration des cadrages macrobudgétaire et formation des cadres pour l'appropriation des outils révisés.</p> <p><b>Principaux résultats obtenus</b> : Mise à disposition de nouveaux modèles pleinement opérationnels bien qu'encore perfectibles. Migration des modèles vers l'environnement EVIEWS avec une interface Excel, solution qui permet de combiner la transparence de EVIEWS dans l'écriture des relations du modèle ainsi que l'estimation des équations économétriques, et la convivialité d'Excel dans la gestion des tableaux de données et des tableaux de résultats. Rédaction des documents de spécification technique du modèle (Guide), du manuel méthodologique d'élaboration du cadrage macroéconomique et budgétaire (intégrant tous les processus institutionnels, organisationnels et techniques) ; Organisation des formations sur l'analyse des comptes macroéconomiques ; sur la modélisation macroéconomique et macro-économétrique sous EvIEWS ainsi que l'interfaçage d'un modèle de projection par VBA-Excel.</p> <p>Elaboration de programme pluriannuel de renforcement de la fonction macrobudgétaire centré sur l'utilisation et le renforcement de l'appropriation des modèles révisés.</p> <p><b>Impact du projet</b> : Utilisation des modèles révisés dans le cadre de la préparation des missions du FMI, du PLFI, de la SDMT, du rapport sur les risques budgétaires, et simulations à la demande...; Analyses/études approfondies sur les relations de comportement du modèle et des problématiques macroéconomiques actuelles (analyse de sensibilité des risques macrobudgétaire, évaluation des incidences macroéconomiques du genre et du climat, impact macrobudgétaire de la réduction des subventions des prix des produits pétroliers...); Vulgarisation du modèle et de ses outputs (brochure, note, publication, synthèse).</p> <p><b>Facteurs de succès</b> : Besoins exprimés par les autorités d'avoir des outils propres permettant de préparer le dialogue macroéconomique et les programmes économiques avec les partenaires.</p> <p>Mise en place préalable ou renforcement des comités de cadrage pour avoir une masse critique de cadres impliqués dans le processus de révision et d'utilisation des modèles.</p> <p><b>Leçons apprises</b> : Bien que des progrès considérables ont pu être atteints au point de vue du perfectionnement technique et conceptionnel des modèles, les contraintes institutionnelles demeurent et constituent un obstacle à la pleine utilisation des outils. En effet, la mauvaise circulation de l'information entre les entités en charge de cet exercice, pèsent sur la disponibilité des informations et freinent les efforts de spécifications et de calibrage des modèles.</p>

## Statistiques des finances publiques

**91. Appui à l'adoption de la méthodologie du Manuel des statistiques de finances publiques (MSFP) 2014.** L'objectif principal de la mission était d'appuyer les autorités congolaises dans l'adoption de la méthodologie du Manuel des statistiques des finances publiques (MSFP) 2014 pour leurs propres besoins d'analyse et de politique, conformément

à la directive de la CEMAC (n° 05/11UEAC-190-CM-22). L'appui a (i) a réitéré les recommandations formulées dans les missions précédentes d'adopter un cadre réglementaire pour la compilation et la diffusion des statistiques ; (ii) développé une procédure d'agrégation automatique des états de recettes et de dépenses des six branches de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) ; (iii) a recommandé qu'un outil similaire soit développé pour les unités extrabudgétaires, qui suivent le même plan comptable.

## Statistiques macroéconomiques

**92. Appui pour l'élaboration des comptes nationaux annuels (CNA) de 2021 selon le Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993) et la mise en place des Comptes nationaux trimestriels (CNT).** La mission a poursuivi l'appui aux cadres de l'Institut National de la Statistique (INS) de la République du Congo dans l'élaboration des comptes nationaux annuels (CNA) de 2021 selon le Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993), les premières tâches du rebasage des comptes nationaux conformes au SCN 2008 ainsi que le lancement des travaux d'élaboration des comptes nationaux trimestriels (CNT). La mission a encouragé les autorités à ne ménager aucun effort pour se doter des ressources humaines et financières adéquates pour le projet de rebasage du PIB afin d'améliorer la qualité des comptes nationaux du Congo.

## Gestion de la dette publique

**93. Formation sur l'élaboration de la stratégie de gestion de dette à moyen terme.** La mission a renforcé les capacités des services de la Caisse Congolaise d'amortissement, de la Direction générale du Trésor, de la Direction générale de l'économie, de la Direction générale du Budget, de la Direction des études et prévisions et de la Direction Nationale de la Banque des États de l'Afrique centrale sur le processus de formulation et de mise en œuvre de la stratégie de gestion de dette à moyen terme (SDMT). Elle a corrigé les insuffisances notées dans les pratiques actuelles d'élaboration de la SDMT, a guidé les cadres dans la préparation de la SDMT qui servira de boussole pour les décisions de financement et de gestion des risques financiers liés au portefeuille de la dette publique sur la période 2023-25 et a fourni des conseils sur le contenu du document de stratégie de dette que les services devraient finaliser après le départ de la mission.

**94. Appui au renforcement du cadre organisationnel de la Caisse congolaise d'amortissement.** AFRITAC Centre a proposé un réaménagement du cadre organisationnel de la Caisse congolaise d'amortissement (CCA) selon le modèle *front middle et back offices*, qui, si mis en œuvre devrait lui permettre de relever les défis liés à une gestion efficace et proactive de la dette publique. La préparation et l'adoption d'un nouvel organigramme pour la CCA fait partie des engagements pris par la République du Congo dans le cadre du programme économique et financier soutenu par le FMI.

**95. Renforcement des capacités en matière de préparation et de mise en œuvre du calendrier d'émission des titres publics.** La mission a renforcé les capacités de la Direction

générale du Trésor et de la Caisse congolaise d'amortissement sur les étapes de l'élaboration et de mise en œuvre du calendrier d'émission y compris sur l'utilisation de l'outil analytique de préparation du calendrier d'émission développé par les services du FMI et de la Banque mondiale. Sur la base des orientations de la mission, les participants à l'atelier ont préparé des scénarios de calendrier d'émission basés sur le profil de remboursement de la dette intérieure en 2023. Ces exercices ont permis de souligner l'importance des prévisions des flux de trésorerie pour l'élaboration d'un calendrier d'émission crédible et d'illustrer les décisions tactiques à prendre lors de la construction d'un calendrier.

## Gabon

### Administration douanière

**96. Appui au bénéfice de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) pour la vérification des taux des droits et taxes enregistrés dans le Système de dédouanement SYDONIA World et de leur conformité avec les bases juridiques.** Le Département des finances publiques du FMI et AFC continuent d'apporter leur appui à la DGDDI du Gabon en vue d'améliorer ses performances. Au Gabon, les droits et taxes liquidés par les Douanes à l'importation et à l'exportation fournissent une contribution importante aux recettes de l'Etat. Ils sont encadrés par le cadre juridique communautaire de la CEMAC et par une législation nationale. Le FMI et le Gouvernement ont convenu, dans le cadre des repères structurels 2021-2024, d'inscrire dans le programme 2022 une action pour évaluer la conformité légale des taux des droits et taxes appliqués par le système de dédouanement (SYDONIA) et effectuer les modifications nécessaires (**Réussite remarquable 6**).

#### Réussite remarquable 6

Vérification et alignement au cadre réglementaire des taux des droits et taxes appliqués par la Douane gabonaise et appui coordonné avec l'Organisation mondiale des Douanes pour la mise en œuvre de la version 2022 du Système Harmonisé, conformément aux exigences de la CEMAC

**Pays :** Gabon

**Domaine d'intervention :** Administration douanière

**Date de mise en œuvre :** Juin 2022

**Objectifs de l'appui :** En étroite collaboration avec les services compétents de la DGDDI, procéder une analyse approfondie des droits, taxes et redevances liquidés par les Douanes ; identifier leurs bases légales ; vérifier la conformité des taux appliqués par le Système de dédouanement (SYDONIA) ; identifier les différences/incohérences/erreurs, le cas échéant ; initier les correction nécessaires ; et impulser des mesures organisationnelles, procédurales ou techniques visant l'amélioration durable de la gestion et de l'application des taux.

**Rôle d'AFC dans l'appui :** La mission d'appui a été organisée, préparée et conduite entièrement par le Conseiller résident en administration douanière d'AFC, avec l'appui d'un expert informaticien de la Douane rwandaise. Elle a i) identifié les droits et taxes à percevoir par la DGDDI, ii) compilé la législation régionale et nationale pertinente qui traite des taux de droits et taxes à appliquer, iii) identifié les structures organisationnelles de la DGDDI chargées de l'analyse de la législation pertinente, de la traduction et mise en œuvre de ces dispositions dans SYDONIAWorld, du contrôle et de l'audit des taux de droits et de taxes appliqués, et iv) vérifié les taux de droits et de taxes enregistrés dans SYDONIAWorld et appliqués aux importations et aux exportations.

**Principaux résultats obtenus :** La mission a identifié des discordances avec le Tarif Extérieur Commun de la CEMAC et la législation nationale. Certaines anomalies ont pu être corrigées en cours de mission. Pour celles qui nécessitent plus de temps pour leur mise en œuvre, des recommandations ont été formulées et des actions précises identifiées. Par ailleurs, la mission a constaté le besoin pour la Douane gabonaise de migrer de la version 2017 à la version 2022 du Système Harmonisé (SH) de l'Organisation mondiale

des douanes (OMD). Pour cela, AFC a établi une collaboration avec l'OMD qui a abouti à une assistance complémentaire par cette institution et par la suite à l'opérationnalisation du HS2022 au Gabon en début de 2023. Sur la base de cette mission, la DGDDI s'est engagée à étoffer l'équipe de la Section Tarif, et clarifier les responsabilités des services métiers de la Douane d'un côté, et celles des responsables des technologies d'information et de communication de l'autre côté.

**Impact du projet :** Meilleure conformité du Gabon par rapport à l'application du Tarif Extérieur Commun de la CEMAC ; Meilleure conformité des droits et taxes liquidés par la Douane par rapport à la réglementation nationale ; Conformité du Gabon par rapport aux engagements pris par la ratification de la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Convention sur le SH) ; Amélioration du cadre organisationnel pour la gestion et du contrôle des taux des droits et taxes au sein de la DGDDI ; Amélioration de l'image de la Douane.

**Facteurs de succès :** Volonté du management de la DGDDI de collaborer avec la mission pour le bien de l'administration ; Confiance de la DGDDI en les experts de la mission et fourniture des informations et données demandées par la mission en temps utile ; Désignation par la DGDDI d'un point focal professionnel, volontaire et réactif ; Implication d'une équipe regroupant l'expertise légale, procédurale et technique.

**Leçons apprises :** La liquidation des taux des droits et taxes par les Douanes repose sur un cadre juridique régional et national très complexe et prévoit de nombreuses exceptions et exonérations. Leur gestion requiert la collaboration étroite des services en charge de la réglementation, de la procédure douanière, de l'informatique et de l'audit, notamment.

Certains textes juridiques gouvernant les taux des droits et taxes sont peu précis et nécessitent une interprétation et des instructions claires à l'adresse des services informatiques. Ces derniers sont chargés de l'enregistrement des taux, de la programmation des règles de taxation et des codes additionnels dont le Système de dédouanement (SYDONIA) a besoin pour correctement calculer les montants à payer.

Un contrôle des taux des droits et taxes est une tâche permanente et nécessite l'intervention des services en charge du contrôle qualité / de l'audit, notamment avant la mise en œuvre de toute modification.

## Administration fiscale

**97. Dans le cadre du programme économique entre le Gouvernement gabonais et le FMI, la mise en place et l'optimisation du compte séquestre dédié au remboursement du crédit de Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) constitue une référence structurelle.** En effet, l'accumulation d'arriérés importants au titre des crédits TVA non remboursés par la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor a un impact négatif sur la comptabilité et la gestion de la trésorerie ainsi que sur la performance en termes de recette collectée de TVA pour la Direction Générale des Impôts (**Réussite remarquable 7**).

### Réussite remarquable 7

Appui conjoint d'administration fiscale et de gestion de la trésorerie visant l'optimisation du compte séquestre de remboursement de crédit de TVA au Gabon

**Pays :** Gabon

**Domaines d'intervention :** Administration fiscale et gestion de la trésorerie

**Date de mise en œuvre :** 7 au 17 juin 2022

**Objectifs de l'appui :** Soutenir l'optimisation du compte séquestre "remboursement des crédits de TVA" pour faire face à l'accumulation importante d'arriérés de crédits de TVA ayant un impact négatif sur la performance de la TVA et la qualité de la comptabilité et la gestion de la trésorerie

**Rôle d'AFC dans l'appui :** En explorant la synergie entre administration fiscale et gestion de trésorerie, contribuer à améliorer la gestion du remboursement du crédit TVA, à optimiser le compte séquestre TVA ouvert à la banque centrale et à élaborer un plan d'action visant à apurer les arriérés de crédit de TVA afin d'améliorer la fiabilité des rapports comptables et budgétaires.

**Principaux résultats obtenus :** Dans l'immédiat, sécurisation du remboursement de crédit de TVA avec une nouvelle convention régissant le fonctionnement du sous compte séquestre TVA auprès de la banque centrale. A court terme, - renforcement de la transparence et de la sincérité des opérations de remboursement avec l'adoption de l'instruction comptable et un plan d'actions visant à apurer les arriérés de crédit de TVA. - maîtrise des risques liés au remboursement avec un traitement différencié des demandes remboursement du crédit TVA en fonction des risques fiscaux, - allègement de la pression sur la trésorerie de l'Etat avec l'opérationnalisation de la TVA différée à l'importation sur les investissements productifs réalisés par les industriels et les exportateurs.

**Impact du projet :** Sécurisation du mécanisme d'alimentation du compte séquestre de remboursement de crédit de TVA ; Mise en place d'une approche intégrée et transparente grâce à l'application d'une instruction comptable relative au remboursement de crédit de TVA

**Facteurs de succès :** Demande d'assistance technique émanant de la Direction Générale de la Comptabilité Publique et du Trésor pour examiner le mécanisme de remboursement de la TVA et son impact sur le compte séquestre de remboursement des crédits de TVA. Un appui répondant aux attentes de la Direction générale des impôts pour l'apurement des arriérés de remboursement de crédit de TVA et la maîtrise de leur origine

**Leçons apprises :** -Efficacité d'une approche conjointe sur des défis communs d'amélioration de la gestion macroéconomique ; - Synchronisation de la disponibilité des ressources facteur clé d'une approche conjointe ; -Attentes claires de la part des départements impliqués, facteur de disponibilité et collaboration des autorités techniques ; -Engagement fort des autorités politiques sur la mise en œuvre des recommandations facteur essentiel de succès

**98. Appui à la mise en place des principaux indicateurs de performance afin d'améliorer la gestion du rendement au sein de l'administration fiscale.** La mission visait l'amélioration du pilotage et la gestion des opérations avec la mise en place des principaux indicateurs de performance. Ainsi elle a (i) évalué la pertinence des indicateurs existants pour le pilotage et la gestion des opérations de la Direction générale des impôts (DGI) ; (ii) évalué la capacité du système d'information et l'organisation de la DGI à produire les indicateurs de performance; (iii) apporté un appui à la définition des principaux indicateurs de performance, la précision de leur méthode de calcul, l'axe d'analyse et leur objectif; (iv) proposé un plan d'action pour le développement d'un module tableau de bord automatisé dans le logiciel intégré d'imposition et de recouvrement.

## Gestion des finances publiques - Budget

**99. Appui au développement du codage COFOG (*Classification Of the Fonctions Of Government*) dans le budget 2023.** A la demande des autorités conformément à l'engagement pris dans le programme du FMI, l'AFC a aidé les autorités à développer la COFOG dans les opérations de dépenses budgétaires. La mission a dispensé une formation sur les fondamentaux de la COFOG, son objectif et les principales règles de codification selon le manuel GFS au groupe de travail de 20 fonctionnaires requis par la mission. Après la formation, la mission a apporté son soutien au groupe de travail divisé en trois groupes pour codifier transactions budgétaires de 2022 et a réalisé un examen de la qualité du travail effectué par le groupe de travail et a souligné certains points d'attention pour l'améliorer. Grâce à cette approche d'"apprentissage par la pratique", le codage COFOG est mis en

œuvre dans le budget 2022 en attendant de passer de la version Excel à l'application VECTIS. La capacité du groupe de travail sur le codage du COFOG a été renforcée pour effectuer le même travail dans VECTIS pour le budget 2023 avec le soutien du service des systèmes d'information (SSIES) pour consolider définitivement les résultats.

**Appui à l'élaboration du plan d'engagement dans VECTIS.** Après avoir fourni en décembre 2020 et septembre 2021 un diagnostic de la prévisibilité des dépenses publiques, l'AFC a délivré une assistance technique pour élaborer le plan d'engagement dans l'application VECTIS et a convenu avec les autorités d'une feuille de route pour cette activité mettant l'accent sur la mise à jour du système d'information. La mission de l'AFC a permis d'élaborer un plan d'engagement expérimental pour les six derniers mois de l'année 2022 afin d'améliorer l'appropriation de la méthodologie par les 20 fonctionnaires désignés par le Ministre du Budget pour travailler avec la mission. Des agents du ministère du budget travaillant dans six ministères de tutelle ont été associés à ce groupe, notamment le directeur central des affaires financières (DCAF) et les contrôleurs budgétaires. Avec l'appui de la mission, les fonctionnaires ont livré un plan d'engagement expérimental au format Excel en utilisant l'approche méthodologique développée par la mission comprenant la phase descendante et la phase ascendante avec la participation des six ministères de tutelle. Le service des systèmes d'information (SSIES) s'est engagé à mettre à jour certaines fonctionnalités de VECTIS avec le soutien d'INVOLYS, fournisseur de VECTIS.

**100. Renforcement du contrôle, du suivi et du reporting de l'exécution budgétaire.** La mission a réalisé la revue de qualité des macro-processus qui gouvernent l'exécution et le contrôle budgétaires, afin d'identifier l'état de la mise en œuvre de la réforme budgétaire et des besoins en renforcement des capacités. A cet effet, la mission a animé un atelier de trois jours pour renforcer les capacités des contrôleurs budgétaires et des cadres de la direction de suivi de l'exécution et de la régulation budgétaire qui a connu la participation de plus de 150 cadres.

## Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

**101. Appui sur les outils de gestion des risques budgétaires.** L'AFC a organisé en deux phases une mission à distance sur les outils de gestion des risques budgétaires. A la demande des autorités, cette mission a été réalisée sous forme d'ateliers réunissant les acteurs en charge du suivi des risques budgétaires des entreprises publiques, notamment la Direction générale du budget et des finances publiques, et le groupe de travail en charge de la rationalisation des services publics personnalisés et des autorités administratives indépendantes. Cette mission (i) a fait le point sur la mise en œuvre des recommandations de la mission FAD/AFC 2021 sur les risques budgétaires ; (ii) a organisé un atelier sur l'outil d'évaluation de la santé financière des entreprises publiques (*SOE Health Check Tool*) ; et (iii)

a recueilli les commentaires des autorités sur leur expérience avec l'outil susmentionné et sur la manière d'utiliser ses résultats pour améliorer le rapport annuel sur les risques budgétaires.

### Statistiques des finances publiques

**102. Appui à la mise à jour des données fiscales.** L'appui avait pour but d'aider les compileurs à mettre à jour les données fiscales jusqu'à la dernière année fiscale 2021. La mission a aidé les autorités à compiler (i) les données budgétaires annuelles du gouvernement central pour l'exercice 2021 ; (ii) les données annuelles partielles du fonds de sécurité sociale pour les exercices 2019 à 2021 ; et (iii) les données annuelles révisées des collectivités locales pour 2018 à 2022 ; ainsi qu'à consolider lesdites données.

### Statistiques macroéconomiques

**103. Appui au traitement des données sources pour la nouvelle année de base des comptes nationaux conformes au Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008).** La mission a appuyé la préparation des données sources disponibles pour l'élaboration d'une nouvelle année de base conforme au SCN 2008 et effectué une revue des CNA 2018-2020 conforme au SCN 1993 proposée par la DGS à partir de l'outil simplifié Excel et formulé des recommandations pour leur amélioration.

## Guinée équatoriale

### Gestion des finances publiques

**104. Appui à la mise en conformité des projets de textes de transposition des directives de la CEMAC et organisation d'un atelier de présentation et de validation technique desdits projets.** Après les observations de la Commission de la CEMAC sur les projets de transposition des directives communautaires sur le cadre harmonisé de gestion des finances publiques, AFRITAC Centre s'est engagé à accompagner les autorités pour faire suite à ces observations en tenant compte des particularités de la Guinée Equatoriale et des meilleures pratiques. Au cours de cet atelier, AFRITAC Centre a partagé la revue de qualité qu'elle a faite aux services techniques et a encadré les discussions pour leur validation.

### Statistiques des finances publiques

**105. Appui à l'extension du processus de compilation des statistiques de finances publiques (SFP).** L'appui avait pour objectif de soutenir les autorités dans leur travail d'extension des processus de compilation des statistiques de finances publiques (SFP) pour l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) afin d'inclure les dépenses par classification fonctionnelle, y compris les dépenses sociales, et les transactions d'actifs et de passifs financiers ("données en dessous de la ligne"). Les principaux résultats de la mission ont été la compilation de : (a) une table de passage détaillé pour les dépenses par classification fonctionnelle, (b) un tableau des dépenses par fonction sur base de la loi des finances pour l'exercice 2023, (c) une table de passage pour les transactions financières (« dites du bas-de-

la-de la ligne ») (d) un tableau du financement pour l'ACB pour 2021, et (e) un tableau institutionnel actualisé pour le secteur public. En outre, la mission a obtenu un accord des autorités pour compiler les SFPs trimestrielles pour l'ACB en utilisant comme source de données l'état d'exécution budgétaire ("liquidación" en Espagnol) ; effectué un examen initial des sources de données et des tableaux liés aux statistiques de la dette du secteur public (SDSP) ; dispensé une journée de formation sur la méthodologie de compilation des SDSP ; et réalisé une compilation préliminaire des SFP à partir des états financiers de la société nationale des télécommunications.

## Statistiques macroéconomiques

- 106. L'Instituto Nacional de Estadística de Guinea Ecuatorial (INEGE) a entrepris les travaux de mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT)** pour fournir une image du développement économique contemporain du pays plus actuelle que celle s'appuyant sur les comptes nationaux annuels (CNA) et plus complète que celle délivrée par les indicateurs conjoncturels. Ces travaux se sont soldés par la publication de la première série des CNT pour la période 2006T1 – 2022T2 (**Réussite remarquable 8**).
- 107.** Au cours de l'année fiscale 2023, le Centre a contribué à l'estimation des CNA pour la période 2019-2020 et a poursuivi le renforcement des capacités des cadres de l'INEGE (Institut National de la statistique de la Guinée-équatoriale) sur l'élaboration des CNA conformes au Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993). Il a également contribué à définir d'une feuille de route pour le rebasage des comptes nationaux et la migration au Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008).

## Réussite remarquable 8

Production et publication de la première série des CNT de la Guinée équatoriale couvrant la période 2016

**Pays :** République de la Guinée Equatoriale

**Domaine d'intervention :** Statistiques macroéconomiques

**Date de mise en œuvre :** 2018 - 2023

**Objectifs de l'appui :** Mise en place de la première série des CNT en Guinée Equatoriale selon le Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993).

**Rôle d'AFC dans l'appui :** Les appuis techniques des experts de l'AFC ont permis de renforcer la capacité des cadres de l'INEGE dans les techniques d'élaboration des CNT.

**Principaux résultats obtenus :** La mise en place et la mise à la disposition du public en octobre 2022 des résultats des CNT pour la période 2006T1 – 2022T2.

**Impact du projet :** L'INEGE a publié les travaux de mise en place des CNT qui permettent de suivre l'évolution de l'économie nationale de façon contemporaine. Ceci représente un pas important dans l'élargissement du champ des comptes nationaux en Guinée Equatoriale avant la mise en place d'une nouvelle année de base 2020 selon le SCN 2008. La publication est disponible sur le site de l'INEGE: <https://inege.gg/index.php/informe-de-las-cuentas-nacionales-trimestrales-segundo-trimestre-2022/>

**Facteurs de succès :** La détermination des autorités ainsi que la mobilisation de l'équipe technique dans la collecte des indicateurs de haute fréquence pour une si longue période (2006T1 – 2022T2) requis pour la mise en place des CNT.

**Leçons apprises :** L'importance de la coordination des activités de collecte et d'analyses des données des indicateurs de haute fréquence.

## Gestion de la dette publique

**108. Préparation et mise en œuvre du plan d'émission de titres publics.** La mission a fait le point sur la mise en œuvre des recommandations formulées en janvier 2022 pour assurer le refinancement des valeurs du Trésor en 2022 et renforcer les capacités opérationnelles des émissions de titres publics. Sur la base des progrès réalisés, la mission a fourni de nouvelles orientations pour réduire davantage le risque de refinancement, a aidé à préparer le calendrier d'émission de titres publics pour le reste de l'année 2022 et renforcé les capacités des services du Trésor sur la démarche de préparation du calendrier d'émission et l'évaluation des titres publics.

## République Centrafricaine

### Administration fiscale

**109. Appui à l'identification des mesures à court terme et des réformes structurelles à moyen et long terme pour renforcer la performance fiscale auprès de la Direction générale des impôts et des domaines.** AFRITAC Centre a participé conjointement avec le Siège à une mission de diagnostic de l'administration des revenus. Elle visait à identifier les aspects clés des opérations de l'administration fiscale qui pourraient être renforcés en vue d'augmenter le rendement des recettes fiscales à court terme et de jeter les bases de réformes structurelles à moyen et long terme. Dans l'immédiat, la mission a proposé de tirer parti de la technologie pour améliorer la conformité fiscale avec une solution informatique

transitoire pour répondre aux défis notamment liés à l'immatriculation, la conformité des déclarations et des paiements. Des pistes d'amélioration de la performance à très court terme tant au niveau des impôts que de la douane ont été identifiées et partagées aux autorités.

## **Gestion des finances publiques - Budget**

**110. Appui au fonctionnement du contrôle financier (CF).** L'appui avait pour objectif de fournir aux autorités un diagnostic du fonctionnement du contrôle financier (CF) afin de leur proposer dans un premier temps un texte portant attributions et organisation du contrôle financier ; et dans un deuxième temps d'accompagner la production d'un manuel de procédures du contrôle financier, tous deux alignés sur l'évolution induite par la loi organique relative aux lois de finances. A la fin de la première phase de la mission, un diagnostic approfondi du contrôle financier a été réalisé avec la participation active des parties prenantes de la mission. Le projet de texte organisant la Direction du contrôle financier a été produit et soumis aux autorités pour validation.

**111. Renforcement de la programmation et de la budgétisation des investissements publics.** A la suite de l'adoption, par les autorités de la République Centrafricaine d'un plan d'action à résultats rapides pour la préparation de la bascule au budget de programme et à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale, AFRITAC Centre s'est engagé à accompagner les autorités dans l'amélioration de la programmation des investissements publics et leur budgétisation en AE-CP. A cet effet, une mission de renforcement de la programmation et la budgétisation des investissements publics s'est tenue dans le cadre du processus de préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2024. A l'issue de celle-ci, les résultats atteints sont les suivants : (i) une revue de qualité des outils de programmation et de budgétisation des investissements publics est réalisée, faisant ressortir les forces et les faiblesses ; (ii) des outils améliorés de programmation et de budgétisation des investissements publics ont été proposés sur la base de la revue de qualité de l'existant ; (iii) les capacités des cadres sont renforcées dans la budgétisation en autorisation d'engagement et crédit de paiement ; et (iv) une feuille de route est établie pour l'intégration progressive de la budgétisation en autorisation d'engagement et en crédit de paiement dans le processus budgétaire.

## **Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires**

**112. Appui au renforcement des dispositifs techniques de cadrage macroéconomique.** La mission avait pour objectif de poursuivre la révision du modèle quasi-comptable utilisé par l'administration centrafricaine pour effectuer les prévisions macroéconomiques (MQC-RCA). La mission a permis (i) d'avoir un modèle pleinement opérationnel bien qu'encore perfectible ; (ii) de discuter des conditions pour une accélération de son appropriation et de son utilisation ; (iii) d'édifier les cadres sur les aménagements effectués depuis 2021 et (iv) de procéder aux développements de nouveaux modules. Certaines activités d'aménagement du MQC-RCA sont en cours et ont été reconduites dans la feuille de route complétée par

quelques activités nouvellement identifiées. Par ailleurs le Centre a participé au projet des cadres macroéconomiques menée par ICD avec les autorités centrafricaines.

### Statistiques des finances publiques

- 113. Appui sur les statistiques des finances publiques (SFP).** La mission avait pour objectif d'appuyer l'équipe du TOFE sur la méthodologie du Tableau des opérations financières de l'État (TOFE) conformément au Manuel de statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014) et à la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE1 (la directive « TOFE »), et sur la production des tableaux du cadre d'analyse minimum. La mission a formé l'équipe TOFE sur l'outil Excel servant à la production du TOFE format MSFP 2014 et appuyé le Secrétariat Technique à la Commission TOFE (STC-TOFE) dans l'harmonisation des tableaux-sources au TOFE base MSFP 1986 aux classifications du MSFP 2014. Et enfin, la mission a assisté les cadres centrafricains dans la production des statistiques des finances publiques couvrant l'administration centrale budgétaire, pour l'exercice 2021.
- 114. Appui sur la mise en œuvre de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 de la CEMAC portant TOFE.** L'appui avait pour objectif la compilation des données sources notamment (i) le « Plan de Trésorerie » ou « PTR » pour l'année 2021 ; (ii) les transactions sur actifs non financiers ; (iii) les transactions dites du bas-de-la ligne et (iv) les données sources sur les statistiques de la dette du secteur public pour l'élaboration du TOFE 2021. La mission a permis (i) l'élaboration du TOFE annuel pour 2021 couvrant l'ACB au format MSFP 2014 et (ii) la production des données actualisées de la dette publique selon le Guide aux Utilisateurs des Statistiques de la Dette du Secteur Public de 2013 (SDSP).

### Statistiques macroéconomiques

- 115. Appui dans la mise en place des comptes nationaux à jour conformes au Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993).** La mission organisée à distance pour poursuivre les travaux sur l'élaboration des comptes nationaux annuels (CNA) conformes au Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993) reste à conclure pour des raisons ayant trait aux difficultés de connexion internet des cadres de l'Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales (ICASEES). Il est important de signaler que cette série des CNA sera très utile lors des travaux de réropolation après la mise en place de la nouvelle année de base conforme au SCN 2008.

### Gestion de la dette publique

- 116. Renforcement des pratiques d'émission des titres publics.** La mission a fourni des conseils pour remédier aux insuffisances notées dans les pratiques actuelles de planification et d'exécution des émissions de titres publics et de gestion des relations avec les investisseurs. La mise en œuvre complète des recommandations formulées permettrait au Trésor Public Centrafricain d'augmenter sa capacité de financement sur le marché régional des valeurs du Trésor de la CEMAC. La mission a également renforcé les capacités de la

Direction de la dette et du Portefeuille de l'État sur l'évaluation des bons et obligations du Trésor et l'interprétation des résultats d'adjudication des valeurs du Trésor.

**117. Appui à la préparation du plan de financement 2023.** La mission a renforcé les capacités de la Direction de la dette et du portefeuille de l'Etat (DDPE) sur l'identification des vulnérabilités dans le portefeuille de la dette publique, l'évaluation des besoins et sources de financement et sur l'approche de préparation du plan annuel de financement. Elle a assisté la DDPE à identifier les types de financement que la République Centrafricaine devrait privilégier en 2023 pour atténuer les vulnérabilités identifiées dans le portefeuille de la dette. La mission a également prodigué des conseils sur les initiatives qui devraient être mises en œuvre pour élargir la base des investisseurs et pour augmenter la capacité de financement de l'Etat sur le marché régional des titres publics de la CEMAC.

## République Démocratique du Congo

### Administration douanière

**118. Appui au renforcement de la mise en œuvre de l'interconnectivité transit au bénéfice de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) de la République Démocratique du Congo (RDC).** AFRITAC Centre a organisé une mission à Kinshasa afin d'appuyer la DGDA dans le développement d'une stratégie pour interconnecter son système douanier (SYDONIA) avec ceux des administrations sœurs et gérer ensemble les opérations de transit régionales par le biais d'une seule déclaration de transit et à moyen terme également d'une seule garantie. A cet effet, les cadres de la DGDA et des équipes opérationnelles en charge de la gestion des transits douanier auprès de certains bureaux de douane ont effectué ensemble une analyse du cadre réglementaire et des procédures de transit existantes et évalué les opportunités qu'offre l'interconnectivité des systèmes de transit et la mise en place du Système Interconnecté des Marchandises en Transit (SIGMAT) pour la RDC. SIGMAT est déjà utilisé dans certains pays d'Afrique occidentale et fournit des procédures et des échanges de données standardisés qui contribuent à la facilitation des échanges et à la sécurisation des droits et taxes suspendus pendant les opérations de transit. A l'issue de la mission, des recommandations pratiques ont été formulées pour le développement et la mise en œuvre progressive de l'interconnectivité, basée sur une approche stratégique et les priorités de la Douane congolaise.

**119. Appui au renforcement du suivi des exonérations et des régimes suspensifs au bénéfice de la Direction générale des douanes et accises.** L'appui avait pour objectifs de renforcer le cadre organisationnel, les procédures et les outils de suivi et de contrôle des droits et taxes exonérés ou suspendus en vertu de régimes douaniers particuliers. Plus précisément, la mission a évalué les progrès réalisés depuis l'assistance apportée par AFRITAC en avril 2021 et accompagné la mise à jour du plan d'action dans ce domaine. Ainsi, l'activité a fourni un soutien complémentaire pour améliorer stratégiquement et durablement les performances de la Douane dans ces domaines de travail, étape par étape.

## Gestion des finances publiques – Budget

**120. Appui au renforcement la gestion des projets d'investissement public et de partenariats public-privé.** Cette mission a été réalisée conjointement avec le siège avec pour objectif d'assister les autorités à définir une stratégie et un plan d'actions, et à développer les procédures et les outils nécessaires, pour la mise en œuvre des recommandations prioritaires du PIMA. Sur la base des structures existantes, il a été proposé de renforcer les capacités, améliorer la coordination et les flux d'information à l'aide d'outils rénovés et harmonisés, d'une budgétisation plus crédible et transparente, et d'un cadre légal et réglementaire cohérent, clarifiant notamment le rôle de chacun des acteurs concernés. A cette occasion, la mission a principalement consacré ses efforts sur la mise en œuvre du programme de développement des 145 territoires (PDL 145-T) financé par les droits de tirages spéciaux (DTS) du FMI.

**121. Séminaire sur la crédibilité du budget en faveur des députés membres de la commission économique et financière de l'Assemblée nationale.** Le budget de la RDC souffre d'un manque structurel de crédibilité. Au cours du séminaire, les principales causes de ce manque de crédibilité ont été présentées, notamment les ajustements ad hoc des prévisions de recettes et le recours excessif à des procédures dérogatoires dans la gestion des dépenses. Un budget crédible est important pour garantir que les objectifs politiques du Gouvernement sont atteints. A cet effet, les députés ont été sensibilisés sur le rôle important que le parlement doit jouer dans l'amélioration de la crédibilité du budget de la RDC (**Réussite remarquable 9**).

### Réussite remarquable 9

La République Démocratique du Congo est confrontée à un problème de crédibilité de son budget depuis plusieurs années dont les causes sont devenues structurelles à la fois durant le processus budgétaire et lors des discussions au Parlement. Dans sa stratégie rénovée de réforme de la GFP, le Gouvernement entend apporter des réponses à cette situation. Dans cette démarche progressive, en plus de l'effort en cours d'amélioration de ses outils de prévisions macroéconomiques et macrobudgétaires, il a convenu d'associer l'autorité budgétaire qu'est le Parlement.

Organisation d'un séminaire de haut niveau pour les députés membres de la commission des finances de l'Assemblée nationale de la RDC sur la crédibilité du budget

**Pays :** République Démocratique du Congo

**Domaine d'intervention :** Exhaustivité et crédibilité du budget

**Date de mise en œuvre :** Octobre 2022

**Objectifs de l'appui :** Sensibiliser les députés membres de la Commission des Finances sur les causes structurelles de la non-crédibilité budgétaire en RDC et les pistes de solutions impliquant l'Assemblée nationale.

**Rôle d'AFC dans l'appui :** En raison du clivage entre le Gouvernement et le Parlement, l'AFRITAC du Centre a apporté, en toute neutralité, son expertise en précisant l'appui qu'il apporte dans l'amélioration de la GFP, notamment l'actualisation de la stratégie de réforme et de son plan d'action et dans le renforcement des outils de prévisions macro-économiques et macro-budgétaires et du processus d'élaboration du budget, afin d'encourager l'établissement d'un budget à la fois sincère, exhaustif et crédible. Dans ce cadre, l'appui de la Commission des finances est crucial et ses capacités méritent d'être renforcées.

**Principaux résultats obtenus :** Ce séminaire a permis d'identifier les causes de la non-crédibilité structurelle du budget de la RDC tout le long du cycle de préparation du budget jusqu'aux discussions au Parlement. L'occasion a été donnée d'introduire le débat à un niveau élevé, notamment pour clarifier les rôles et les responsabilités entre le Gouvernement et le Parlement et de préciser la portée de l'amendement parlementaire sur le projet de loi de finances. A cette occasion, le Gouvernement a été invité à renforcer les outils de prévisions macroéconomiques et budgétaires tout en évitant la minoration des recettes, notamment celles provenant des ressources naturelles.

**Impact du projet :** Ce séminaire a connu la participation de plus de 60 députés sous la modération du Président du bureau de la Commission entouré de ses membres. Le rapport du séminaire auquel ont été joints les modules de formation délivrés au cours de ce séminaire a été mis à la disposition des députés qui en ont fait large diffusion et bon usage lors des discussions du projet de loi de finances 2023.

**Facteurs de succès :** L'implication du Président de la Commission des finances ainsi que de son bureau et la bonne collaboration avec le Comité d'Orientation de la Réforme des Finances Publiques ont joué un rôle important dans la réalisation de ce séminaire. Les modules de formation ont été adaptés à l'audience en utilisant des termes simples dans les sujets abordés et en recourant aux illustrations sur les meilleures pratiques internationales. Alors que l'AFC a apporté son expertise technique, les aspects logistiques ont été pris en charge par la Cellule de Financement des Etats Fragiles du ministère des Finances sur les ressources d'un projet de la Banque africaine de développement renforçant ainsi la coordination entre les partenaires techniques et financiers intervenant dans l'assistance technique.

**Leçons apprises :** Un dialogue dépassionné avec les députés membres de la commission des finances peut aider à porter le débat sur les questions de crédibilité budgétaire à un niveau élevé et à mieux encadrer techniquement le droit d'amendement parlementaire pour préserver la crédibilité budgétaire tout en renforçant le contrôle parlementaire de l'exécution des lois de finances.

## **Gestion des finances publiques – Comptabilité publique**

**122. Appui à la révision de la qualité du plan comptable de l'Etat.** La mission a permis de revoir la qualité du plan comptable de l'Etat dans le cadre de la préparation de la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice dans le contexte de la création de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique et d'accompagner le développement d'un nouveau système d'information comptable. Le processus de validation du projet de document est en cours et permettra de mettre en place un manuel pratique sur le fonctionnement de la comptabilité publique.

## **Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires**

**123. Renforcement des dispositifs de cadrage macroéconomique et budgétaire.** La mission visait à poursuivre la révision du modèle de cadrage macrobudgétaire et le renforcement des capacités des cadres en charge de son exploitation. A l'issue de la mission, une version opérationnelle du modèle intégrant le secteur réel, le TOFE, la Balance Des Paiements et la Situation Monétaire ainsi qu'un dispositif de simulation et d'analyse de sensibilité et une mise-à-jour du manuel d'utilisation du modèle ont pu être produits.

## **Statistiques des finances publiques**

**124. Appui à la production des Statistiques des Finances Publiques.** La mission avait pour objectif d'appuyer l'équipe chargée de produire les données fiscales à mettre à jour leurs

séries de données statistiques conformément à la méthodologie du Manuel de statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014). La mission a (i) établi l'état de la mise en œuvre des recommandations des missions précédentes ; (ii) appuyé l'équipe TOFE dans la production du TOFE pour l'exercice 2021 couvrant l'Administration Centrale Budgétaire suivant le MSFP 2014 ; (iii) examiné la qualité des statistiques de la dette du secteur public, en vue de leur mise à jour, et transmission à la base de données partagée (FMI/Banque Mondiale) pour publication.

**125. Appui à l'adoption de la méthodologie du Manuel des statistiques de finances publiques (MSFP) 2014.** L'objectif principal de la mission était d'appuyer les autorités congolaises dans l'adoption de la méthodologie du MSFP 2014 pour leurs propres besoins d'analyse et de politique, conformément à la directive de la CEMAC (n° 05/11UEAC-190-CM-22). L'appui a réitéré les recommandations formulées lors des missions précédentes, à savoir l'adoption d'un cadre réglementaire pour la compilation et la diffusion des statistiques du gouvernement en vue de renforcer l'autorité de la Direction des Études et de la Planification sur les fournisseurs de données sources.

### Statistiques macroéconomiques

**126. Appui pour la mise à jour de la série des comptes nationaux contemporains.** La mission a appuyé l'Institut National de la Statistique de la RDC dans la mise à jour de la série des comptes nationaux après la récente publication de la série des comptes nationaux de 2005 à 2019 conformes à l'année de base 2005 et au Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 93) (la publication de mars 2022 peut être téléchargée sur le site web de l'INS - <https://ins-rdc.org/>).

### Gestion de la dette publique

**127. Plan d'exécution de la stratégie d'apurement des arriérés intérieurs.** La mission a aidé à préparer le plan d'exécution de la stratégie d'apurement des arriérés intérieurs préconisés en novembre 2021. Le plan s'est focalisé à préciser les phases de remboursement des créances, en particulier les modalités d'émission et de rachat des titres publics qui seront émis au profit des créanciers qui ne seront pas réglés immédiatement au comptant. La mission a également fourni des conseils sur l'approche de communication avec les créanciers et le chronogramme de mise en œuvre du plan proposé.

**128. Suivi du plan d'exécution de la stratégie d'apurement des arriérés intérieurs.** La mission a fait le point sur la mise en œuvre des recommandations concernant le plan opérationnel proposé en juin 2022. Elle a adapté certains points opérationnels à l'état d'avancement des recommandations et a préparé un guide auquel les autorités pourraient se référer pour l'exécution de la stratégie.

**129. Appui au renforcement du cadre organisationnel de la Direction générale de la dette publique.** La mission a relevé que la Direction générale de la dette publique,

principale entité de gestion de la dette publique en RDC, devrait améliorer son fonctionnement afin d'exercer efficacement ses compétences, et davantage définir ses missions. Ainsi, la mission a suggéré : (i) le recentrage des compétences de la DGDP sur son cœur de métier, la gestion de la dette publique incluant la gestion des émissions de titres publics, et ; (ii) un nouvel organigramme de ses services en front, middle et back offices. Elle a fourni des indications sur les actions nécessaires pour l'opérationnalisation du nouvel organigramme.

## Régulation et supervision financières

### 130. Appui au développement du canevas de reporting annuel relatif au contrôle interne et à la gestion des risques.

L'appui avait pour objectif d'assister la Banque centrale du Congo (BCC) à mettre en œuvre deux recommandations de l'Évaluation de la Stabilité du Secteur Financier (*Financial Sector Stability Review*) réalisé par le département des marchés monétaire et des capitaux du FMI. La mission a travaillé en collaboration avec la Direction de la supervision des institutions financières et avec la Direction des agréments et de la réglementation, respectivement, sur le renforcement du reporting qualitatif des banques en matière de contrôle interne et de gestion des risques et sur le développement d'une instruction portant sur l'encadrement des relations avec les apparentés.

### 131. Appui au développement d'une méthodologie de contrôle sur place du risque de crédit.

L'appui avait pour objectif d'assister la BCC à mettre en œuvre une recommandation de l'Évaluation de la Stabilité du Secteur Financier (*Financial Sector Stability Review*) réalisé par le département des marchés monétaire et des capitaux du Fonds monétaire international. La mission a travaillé en collaboration avec la Direction de la supervision des institutions financières, sur le renforcement des capacités des superviseurs bancaires à réaliser des missions de contrôle sur place, portant sur la revue des dossiers de crédits, afin de s'assurer de la classification appropriée des crédits octroyés et du caractère adéquat des provisions constituées sur les portefeuilles de crédits. La mission a développé une méthodologie pour les examens approfondis de dossiers de crédit au cours d'inspections sur place au sein des banques et quatre outils pour organiser et soutenir la réalisation de ce type d'inspection thématique.

### 132. Appui au développement de la méthodologie d'évaluation du profil de risque et de notation des banques SYSNOB.

L'objectif de cet appui de l'AFC était le développement des capacités des superviseurs bancaires de la BCC à intégrer la nouvelle méthodologie de notation du profil de risque bancaire SYSNOB dans le processus de surveillance. Cette mission a aidé la BCC à répondre aux recommandations de l'action prioritaire A2 de la feuille de route de la Revue de la stabilité du secteur financier (RSF) "Intégration des notations bancaires dans le processus de contrôle prudentiel".

## Sao Tomé-et-Principe

### Administration douanière

**133. Appui au renforcement des contrôles des marchandises à l'importation et à l'exportation par les Douanes.** AFRITAC Centre a organisé une mission au Sao Tomé & Principe pour appuyer la Direction générale des Douanes à renforcer les contrôles des marchandises grâce à une gestion des risques, un ciblage, une sélectivité, des contrôles documentaires et des inspections physiques plus efficaces. La mission a évalué les systèmes et pratiques actuels et élaboré un projet de plan d'action qui tient compte de l'environnement et des risques particuliers auxquels sont confrontés les Douanes de ce pays. Cela permettra à la douane de détecter les non-conformités fiscales et les fraudes fiscales, mais également d'autres cas de non-conformité.

### Administration fiscale

**134. Appui au renforcement de capacité en matière contrôle fiscal des secteurs clés auprès de la Direction des impôts.** A la demande des autorités, AFRITAC Centre a organisé une mission de formation sur le contrôle fiscal des banques et assurances pour les cadres de la Direction des impôts. Les échanges sur des cas pratiques ont permis un partage des meilleures pratiques en matière de contrôle fiscal et de gestion des risques de conformité dans le secteur financier. Par ailleurs, l'approche intégrée du secteur financier, le principe du secret bancaire et fiscal, l'exploitation des informations internes et externes, les obligations fiscales accessoires, audit des systèmes d'information bancaire, accord d'évitement de double imposition, la loi sur la conformité fiscale des comptes étrangers ou FATCA ont été abordés durant la formation. En outre, des pistes afin de renforcer la capacité de maîtrise des risques de conformité fiscale du secteur financier ont été identifiées sur le domaine de la formation, législatif et institutionnel.

**135. Appui au renforcement des capacités en matière de contrôle fiscal des secteurs clés auprès de la Direction des impôts.** AFRITAC Centre a organisé une mission de formation sur le contrôle fiscal du secteur de la construction et de l'immobilier pour les cadres de la Direction des impôts. La formation théorique appuyée par des cas pratiques a (i) permis un partage sur les meilleures pratiques internationales pour faire face aux principaux risques de conformité sur les secteurs de de la construction et de l'immobilier ; (ii) abordé la notion de sous-traitance, les critères comptables et fiscaux pour reconnaître les revenus dans les transactions à long terme et les possibilités d'échanges d'informations pour un contrôle croisé automatisé afin de réduire l'évasion fiscale ; (iii) identifié des pistes afin de renforcer la capacité de maîtrise des risques de conformité fiscale du secteur de la construction.

### Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

### **136. Appui sur le renforcement des dispositifs techniques de prévisions**

**macrobudgétaire.** L'appui avait pour objectifs d'assurer le suivi des recommandations des missions précédentes et d'aider les autorités à préparer la stratégie budgétaire et le rapport sur les risques budgétaires à inclure dans la documentation budgétaire 2023. La mission a ainsi contribué à la relecture et à la finalisation d'un projet de rapport sur la stratégie budgétaire à moyen terme préparé par l'Unité macrobudgétaire et à la collecte d'une série d'informations utiles pour le rapport sur les risques budgétaires. Le processus de préparation budgétaire n'ayant pas été initié à la fin de la mission, les deux projets de rapports produits ci-dessus devront être mis à jour au moment de la validation de la documentation budgétaire de l'Etat pour 2023.

### **Statistiques des finances publiques**

#### **137. Appui à l'adoption du Manuel des statistiques de finances publiques 2014 (MSFP**

**2014).** L'appui visait à soutenir les autorités de Sao Tomé-et-Principe dans leurs efforts pour adopter le Manuel des statistiques de finances publiques 2014 (MSFP 2014), conformément à leur plan d'action (2018-2023). La mission a essentiellement travaillé avec l'équipe chargée de l'élaboration du Tableau des Opérations Financières de l'État, composée de fonctionnaires de la Direction du Trésor et de la Direction de la Comptabilité Publique, toutes deux du Ministère du Plan, des Finances et de l'Économie Bleue. Les travaux de la mission se sont concentrés sur trois thèmes : (i) évaluation des progrès concernant la mise en œuvre du plan d'action 2018-2023 ; (ii) compilation et consolidation des données statistiques de l'ensemble des administrations publiques et (iii) révision du registre des arriérés.

### **Statistiques macroéconomiques**

#### **138. Appui au rebasage du PIB suivant les recommandations du Système de**

**comptabilité nationale 2008 (SCN 2008).** AFRITAC Centre a organisé une formation sur le rebasage du PIB au bénéfice des cadres suivant les recommandations du SCN 2008. La formation s'est concentrée sur (i) le SCN 2008 et les changements par rapport au SCN 1993, (ii) la compilation d'un tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base, (iii) le développement des classifications des activités et des produits, (iii) l'importance et l'intégration des principales données sources dans le processus du rebasage des comptes nationaux, et (iv) les révisions du PIB et la rétropolation.

**139. Appui sur les comptes nationaux.** Faisant suite aux besoins de renforcement des capacités exprimés par les cadres de l'Institut des Statistiques (INE) de Sao-Tomé-et-Principe, AFRITAC Centre a organisé une mission en faveur de l'équipe de l'INE sur la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale de 2008 (SCN 2008) et le rebasage.

### **Gestion de la dette publique**

- 140. Renforcement des pratiques d'émission des titres publics.** La mission a fait le point sur la mise en œuvre des recommandations formulées en 2019 et a fourni des orientations supplémentaires pour les actions qui n'ont pas été encore mises en œuvre. Elle a évalué la capacité des autorités à introduire les obligations du Trésor dans leur programme d'émission et a fourni des conseils sur l'approche qui pourrait être suivie pour le lancement de ces instruments. Finalement, elle a renforcé les capacités des services de l'Unité de gestion de la dette, de la Direction du Trésor et de la Banque Centrale sur l'évaluation des bons et obligations du Trésor et sur la démarche de préparation du calendrier d'émission des titres publics.
- 141. Renforcement des pratiques d'émission (mission de suivi).** La mission a revu avec les autorités la procédure d'émission d'obligation du Trésor via la procédure d'adjudication et les améliorations aux systèmes d'information. Elle a discuté des modifications à apporter au cadre réglementaire ainsi qu'à leur prise en compte dans le budget. La mission a également fourni des conseils sur la stratégie de lancement de la première émission prévue au deuxième semestre de 2023.

## Régulation et supervision financières

- 142.** Au cours d'année fiscale 2023, le Centre a noté avec grande satisfaction la participation de représentants de la BCSTP (Banque centrale de Sao Tomé-et-Principe) au webinaire inter-régional dans le domaine de la supervision et de la réglementation financières sur l'analyse des risques financiers liés au climat et au séminaire interrégional sur le processus de revue prudentielle, le système d'alerte précoce et leur intégration dans la supervision basée sur les risques. Le Centre a proposé aux autorités une assistance technique spécifique aux besoins de la BCSTP et se tient à leur disposition pour les appuyer.

## Tchad

### Administration douanière

- 143. Appui au renforcement de la mise en œuvre de l'interconnectivité transit au bénéfice de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).** AFRITAC Centre a appuyé la DGDDI dans le développement d'une stratégie pour interconnecter son système douanier (SYDONIA) avec ceux des administrations sœurs dans la région CEMAC (Cameroun et RCA, notamment), et éventuellement aussi ceux du Soudan, du Niger et du Nigéria. A l'issue de la mission, des recommandations pratiques ont été formulées pour le développement et la mise en œuvre progressive de l'interconnectivité, basée sur une approche stratégique et les priorités de la Douane tchadienne. Ces recommandations permettront également de renforcer le dispositif existant en matière de transit et de réaliser l'interconnexion transit en étroite coordination avec la migration sur SYDONIAWorld et son déploiement déjà en cours.

**144. Appui au renforcement du suivi et du contrôle des exonérations et des régimes suspensifs au bénéfice de la DGDDI.** AFRITAC Centre a appuyé la DGDDI sur (i) l'évaluation des progrès réalisés depuis la dernière activité en la matière organisée en février 2020 et (ii) l'identification des défis ainsi que les mesures concrètes pour un suivi et contrôle plus efficace et efficient des exonérations et des régimes suspensifs. A cet effet, la mission a appuyé la Douane dans l'actualisation d'un plan d'action pour les prochaines étapes. Ce plan et les conseils fournis tiennent compte de l'environnement, des projets en cours (notamment le déploiement de SydoniaWorld et l'opérationnalisation de son module pour la gestion des exonérations et des régimes suspensifs), mais aussi des engagements pris par le Gouvernement tchadien et les programmes respectifs convenus avec le FMI.

### **Administration fiscale**

**145. Renforcement de la maîtrise des risques des moyennes entreprises auprès de la Direction générale des Impôts.** Cette activité a permis d'évaluer la mise en œuvre des recommandations antérieures relatives à l'amélioration de la discipline fiscale des moyennes entreprises, d'organiser et animer des séances de travail de cartographie, d'évaluation et de traitement des risques de conformité pour les moyennes entreprises et d'identifier les prochaines étapes. A l'issue des travaux, la mission a proposé un projet de registre des risques de conformité des moyennes entreprises et un plan de maîtrise de risques de conformité des moyennes entreprises.

### **Gestion des finances publiques - Budget**

**146. Appui à l'adoption de projets de loi sur la gouvernance des sociétés à participation publique (SOEs) et des autorités administratives indépendantes (AAIs).** L'objectif de la mission était d'appuyer les autorités pour l'adoption au niveau technique de trois projets de loi sur la gouvernance des sociétés à participation publique (SOEs) et des Autorités administratives indépendantes (AAIs). La mission a organisé un atelier de 5 jours et a présenté les innovations contenues dans ces projets de loi en lien avec les meilleures pratiques internationales afin de renforcer la supervision des entités publiques. A la fin de l'atelier, les trois projets de loi ont été adoptés au niveau technique et le résultat a été présenté à la réunion de restitution dirigée par le Secrétaire Général du ministère des finances et du budget. Le Tchad dispose désormais d'un projet de cadre législatif qui met en place un dispositif complet et moderne de supervision des entités publiques, en l'occurrence les établissements publics, les entreprises publiques et les autorités administratives indépendantes. Leur adoption par le Conseil des Ministres et leur vote par le Parlement consolideront le processus de maîtrise de ces entités et de renforcement du rôle de l'Etat actionnaire pouvant assurer la conception et la mise en œuvre de la stratégie du portefeuille de l'Etat.

### **Gestion des finances publiques – Comptabilité publique**

**147. Appui à la mise en œuvre du Compte unique du Trésor (CUT).** Les travaux de la mission ont couvert les thématiques de gestion de la trésorerie et du CUT. La mission a été l'occasion pour la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique d'appréhender les éléments d'amélioration du cadre de pilotage de la gestion de trésorerie et de la qualité des prévisions de trésorerie ainsi que la démarche de mise en œuvre du CUT. Un atelier de renforcement des capacités sur ces deux thématiques a permis de partager avec les cadres et directeurs les problématiques liées à la couverture des flux de trésorerie, aux modalités de projections et du CUT dans la perspective du déploiement d'une nouvelle application dénommée AMS/X en cours de mise en place par la BEAC. Cette nouvelle application facilitera le développement d'une architecture du CUT qui répondra aux normes internationales.

### **Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires**

**148. Appui sur la revue du processus d'élaboration du Rapport annuel sur risques budgétaires.** L'appui, sous forme d'atelier regroupait les cadres de la Direction des Etudes et de la Prévision du ministère des finances et du budget impliqués dans cet exercice, a permis de (i) faire le point sur la mise en œuvre des recommandations des précédentes missions de AFC sur les risques budgétaires; (ii) discuter des méthodes quantitatives pour évaluer les risques budgétaires liés aux chocs macroéconomiques ; (iii) examiner les développements récents sur l'analyse de la dynamique de la dette publique et l'analyse des risques liés au changement climatique qui pourraient être inclus dans le rapport sur les risques budgétaires ; (iv) examiner le projet de rapport annuel sur les risques budgétaires qui sera joint au projet de loi de finances 2023.

**149. Appui à la formation des cadres sur les processus de calibrage du modèle SIGNET (Système Intégré de Gestion de l'Economie Tchadienne).** L'appui sous forme d'atelier de formation portant sur les processus de calibrage du modèle SIGNET fait suite aux recommandations des précédentes missions d'AFRITAC Centre consignées dans une feuille de route pour le renforcement de l'appropriation du modèle par les cadres de la Direction des Etudes et de la Prévision. Cette rencontre a permis de présenter sur i) les enjeux et défis du passage aux nouveaux référentiels méthodologiques en matière de comptes économiques pour le modèle SIGNET ; ii) le calibrage des modèles à base de Tableaux Ressources-Emplois notamment le secteur réel et les modules « offre », « APU-Administration publique », « Balance des paiements-BDP ». Par ailleurs le Centre a participé au projet des cadres macroéconomiques menée par ICD avec les autorités tchadiennes.

### **Statistiques des finances publiques**

**150. Appui sur la méthodologie du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE).** La mission avait pour objectif d'appuyer l'équipe du TOFE dans l'élaboration des statistiques pour l'exercice 2021, couvrant l'administration centrale budgétaire, sur la base du modèle révisé des années précédentes. La mission a réalisé : (i) la revue de la mise en œuvre des recommandations de la mission précédente (d'août 2021) ; (ii) le rattrapage du retard dans la

production des statistiques par l'élaboration du TOFEs pour les exercices 2018 à 2021 ; et (iii) le transfert des compétences, par le biais d'une mini-formation de mise à niveau des experts nationaux sur la méthodologie du MSFP 2014, afin d'assurer la pérennisation et la production plus régulière des statistiques des finances publiques tchadiennes.

**151. Appui à la mise en œuvre de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 de la CEMAC portant sur le Tableau des Opérations Financières de l'Etat-TOFE.** La mission a appuyé l'équipe TOFE Tchadienne sur la finalisation des travaux de mise à jour de la série des statistiques des finances publiques de 2018 jusqu'à 2021 suivant la méthodologie de cette dernière Directive, entamés lors des récentes missions.

### Statistiques macroéconomiques

**152. Les comptes nationaux sont élaborés à partir d'une année de référence (année de base) des structures et des agrégats macroéconomiques.** Les travaux engagés par l'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED) avec l'appui de ses partenaires ont permis de disposer des premiers résultats des comptes de la nouvelle année de base 2017 ainsi que ceux de la première année courante 2018 conformes au Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008). Le rebasage se justifiait par les changements de structure dans l'économie, notamment les changements de prix des produits, l'apparition de nouveaux produits ou de nouvelles activités, la densification de certaines branches d'activité avec l'entrée de nouveaux opérateurs (**Réussite remarquable 11**).

### Réussite remarquable 11

Appui aux travaux de rebasage en République du Tchad
<b>Pays :</b> République du Tchad
<b>Domaine d'intervention :</b> Statistiques macroéconomiques
<b>Date de mise en œuvre :</b> 2018 - 2023
<b>Objectifs de l'appui :</b> Mise en place de la nouvelle structure de l'économie nationale par le changement de l'année de base des comptes nationaux du Tchad selon le Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008).
<b>Rôle d'AFC dans l'appui :</b> Les appuis techniques des experts de l'AFC ont permis de renforcer la capacité des cadres de l'INSEED dans la migration au SCN 2008.
<b>Principaux résultats obtenus :</b> La mise en place et la mise à la disposition du public en février 2023 des résultats de la nouvelle année de base 2017 des comptes nationaux annuels selon le SCN 2008 (en remplacement de l'ancienne base 2005 selon le SCN 1993) ainsi que la révision du PIB en pourcentage pour 2017.
<b>Impact du projet :</b> L'INS a publié les travaux de mise en place de la nouvelle année de base 2017 des comptes nationaux annuels selon le SCN 2008 en février 2023 et continue les efforts de mise en place de la série complète des comptes nationaux pour la période 2005-2019 selon la nouvelle base. La publication est disponible sur le site de l'INS : <a href="https://www.inseed.td/index.php/blog-with-right-sidebar/document/category/6-documents-et-publications">https://www.inseed.td/index.php/blog-with-right-sidebar/document/category/6-documents-et-publications</a>
<b>Facteurs de succès :</b> Forte mobilisation des ressources humaines et financières de la part des autorités
<b>Leçons apprises :</b> L'importance de la coordination des activités de collecte et des analyses des données des enquêtes de structure complétées des données des enquêtes de comptabilité nationale.

## Gestion de la dette publique

**153. Préparation et mise en œuvre du plan d'émission de titres publics.** La mission a fait le point sur la mise en œuvre des recommandations formulées en janvier 2022 pour assurer le refinancement des valeurs du Trésor en 2022 et renforcer les capacités opérationnelles des émissions de titres publics. Sur la base des progrès réalisés, la mission a fourni de nouvelles orientations pour réduire davantage le risque de refinancement, a aidé à préparer le calendrier d'émission de titres publics pour le reste de l'année 2022 et renforcé les capacités des services du Trésor sur la démarche de préparation du calendrier d'émission et l'évaluation des titres publics (**Réussite remarquable 12**).

### Réussite remarquable 12

Faisant suite au défaut de paiement en 2016 des tombées d'échéances sur le marché régional des valeurs du Trésor de la CEMAC, le Trésor du Tchad a été contraint de mettre en place en 2017 un mécanisme de « roll over » qui consistait au report systématique d'une partie des tombées d'échéances en de nouvelles échéances courtes qui s'est traduit par une augmentation du service de la dette. Le mécanisme empêchait le Trésor de lever des fonds pour financer une partie de son déficit primaire.

Une partie de l'encours des valeurs du Trésor a été reprofilée en mars 2021 pour permettre au Tchad de sortir du mécanisme de roll over et a ouvert la voie à la reprise des émissions régulières. Malgré les opérations de reprofilage, le risque de défaut de paiement était encore élevé. La part de l'encours des valeurs du Trésor à rembourser en 2022 était de 70%, avec un pic de remboursement de 21% en juin 2022. Le Tchad faisait face à ce défi de refinancement sur le marché intérieur dans un contexte où les autorités négociaient la restructuration de la dette extérieure dans le cadre du mécanisme commun du G20.

Appui à l'amélioration du profil de risque de refinancement du portefeuille des valeurs du Trésor

**Pays :** Tchad

**Domaine d'intervention :** Gestion de la dette publique

**Date de mise en œuvre :** Janvier- Décembre 2022

**Objectifs de l'appui :** Assister le Trésor du Tchad à relever le défi du refinancement des valeurs du Trésor en 2022 et à renforcer la gestion du portefeuille des titres publics.

**Rôle d'AFC dans l'appui :** En janvier 2022, AFC a proposé au Trésor une stratégie pour réduire le risque de refinancement et éviter le défaut de paiement sur le marché des valeurs du Trésor. Des propositions comprenaient également des conseils pour mieux planifier et exécuter les opérations d'émission de titres publics. Un point mensuel était fait avec le Trésor sur la mise en œuvre des recommandations et des ajustements étaient proposés sur la base des progrès réalisés. Des missions de suivi sur le terrain, dont une en période suspension des voyages de mission pendant la période de COVID, ont été organisées pour renforcer les capacités en matière de préparation de calendrier d'émission et de gestion des relations avec les investisseurs et sensibiliser davantage le ministre des Finances sur l'importance de certaines recommandations qui n'étaient pas encore mises en œuvre.

**Principaux résultats obtenus :** - La part des valeurs du Trésor à refinancer a baissé de 41% passant de 70% à fin 2021 à 29% à fin 2022 ; - Le Trésor a tenu, en octobre 2022, sa première réunion du cadre de concertation avec ses spécialistes en valeurs du Trésor ; - La création en novembre 2022 d'une unité administrative (la Direction des Titres Publics) au sein de la Direction générale du Trésor pour prendre en charge les tâches relatives aux émissions de titres publics.

**Impact du projet :** - Le défaut de paiement a été évité sur le marché régional des valeurs du Trésor ; - La mise en place d'une administration pérenne pour mieux prendre en charge les activités d'émission de titres publics ; - L'adoption graduelle des bonnes pratiques d'émission dont la consultation des investisseurs et la publication des calendriers d'émission.

**Facteurs de succès :** - La sensibilisation des autorités sur les conséquences d'un nouveau défaut de paiement sur la diversification des sources de financement ; - L'alliage des missions d'assistance technique avec la formation et le coaching du staff technique ; - L'accessibilité du Conseiller aux autorités pour répondre aux préoccupations techniques et flexibilité à ajuster les recommandations au regard de l'évolution des conditions du marché.

**Leçons apprises :** - L'instauration de relations de confiance avec les autorités pour la définition d'objectifs réalistes.

## BEAC – Banque des états de l'Afrique centrale

### Gestion de la dette publique

**154. Participation à la 3<sup>ème</sup> réunion des Trésors Publics de la CEMAC.** Le Conseiller régional en gestion de la dette publique a participé à la 3<sup>ème</sup> réunion des Trésors Publics des pays de la CEMAC. Il a partagé avec les participants les meilleures pratiques de préparation et de la mise en œuvre de la stratégie de gestion de dette à moyen terme. Le Conseiller a également fourni des conseils sur les actions prioritaires pour améliorer le fonctionnement du marché régional des titres publics.

**155. Élaboration du cadre d'évaluation de la performance des spécialistes en valeurs du Trésor de la CEMAC.** AFRITAC Centre a contribué à améliorer le cadre d'évaluation de la performance des spécialistes en valeurs du Trésor de la CEMAC préparé par la BEAC. La mission a corrigé les insuffisances et proposé les indicateurs de performance adaptés au stade de développement du marché régional des valeurs du Trésor de la CEMAC. Enfin, elle a fourni des conseils sur les modalités de mise en œuvre du cadre.

**156. Participation à la 4<sup>ème</sup> réunion du Cadre permanent de concertation des Trésors de la CEMAC.** AFRITAC Centre a pris part à la 4<sup>ème</sup> réunion du cadre permanent de concertation des Trésors Publics de la CEMAC. Le Conseiller régional en gestion de la dette a partagé le regard d'AFRITAC Centre sur le marché des valeurs du Trésor 11 ans après le lancement des émissions. Sa présentation a noté les progrès réalisés depuis le lancement des émissions, les pratiques d'émission à améliorer incluant la prévisibilité et la transparence des émissions et les initiatives à court terme à mettre en œuvre pour approfondir le marché.

## CEMAC – Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale

### Administration douanière

**157. Appui à la mise en œuvre de l'Article 156.4 du Code des Douanes de la CEMAC (CDC) au bénéfice de la Commission de la CEMAC.** L'appui avait pour objectif l'étude des pratiques nationales et des défis de ses Membres dans la mise en œuvre de l'Article 156.4 du CDC). L'étude, menée à distance, a fait des recommandations concrètes pour harmoniser le

format et le contenu de cette déclaration spécifique et pour la dématérialiser. Ces recommandations seront présentées au Comité compétent de la CEMAC pour validation.

### **Administration fiscale**

**158. Atelier de validation du projet de Livre des procédures fiscales communautaire de la CEMAC.** L'atelier avait pour objectif de valider avec les représentants des Etats membres et la commission de la CEMAC le projet de Directive portant Livre des procédures fiscales communautaire. Il a permis d'examiner en profondeur le projet de directive sur les procédures fiscales communautaires proposé par le FAD en étroite collaboration avec la Commission de la CEMAC. Le projet proposé a été adopté par les représentants des Etats membres et sera prochainement soumis à la Commission Permanente d'Harmonisation fiscale et Comptable avant son adoption par le Conseil des Ministres de la CEMAC.

### **Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires**

**159. Séminaire conjoint sur les prévisions macroéconomiques.** AFRISTAT, AFRITAC Centre et la Commission de la CEMAC ont organisé la première édition de leur atelier régional annuel conjoint sur les prévisions macroéconomiques. Cette édition a réuni des responsables des pays de la CEMAC, du Burundi, de la RDC, de Sao Tomé et Príncipe et de Djibouti. Au cours de l'atelier, les participants (i) ont identifié, dans les développements économiques récents, les facteurs qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques pour 2022, et dans quelle mesure ils conduisent à une révision des prévisions préparées au second semestre 2021 ; (ii) ont comparé l'analyse de la dynamique économique faite lors de l'édition 2021 et en ont déduit les principales tendances économiques pour 2022 ; (iii) ont discuté des déterminants de la dynamique actuelle de l'inflation et de leurs conséquences sur les économies ; et (iv) ont fait le point sur la mise en œuvre des recommandations précédentes.

**160. Séminaire conjoint AFC-AFRISTAT-CEMAC sur la conjoncture au second semestre 2022 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en République démocratique du Congo (RDC), au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé et Príncipe, à Djibouti et à Madagascar.** Le séminaire visait plusieurs objectifs spécifiques, (i) présenter la situation conjoncturelle au second semestre 2022 et les prévisions de la période 2022-2023 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de la CEMAC, d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre, de la BEAC et des autres institutions sous régionales et régionales ; (ii) identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2022, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions des années 2022 et 2023, élaborées au premier semestre de l'année 2022 ; (iii) partager l'expérience de chacun des Etats membres et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans ce contexte de pandémie et de crise socio-politique ; (iv) échanger sur l'impact des crises actuelles sur les économies nationales et les mesures conjoncturelles et structurelles prises pour faire face à ces défis.

## COBAC – Commission bancaire de l’Afrique centrale

### Régulation et supervision financières

**161. Au cours de cette année fiscale, le Centre n’a pu organiser de mission d’assistance technique au profit de la COBAC.** En effet, les groupes de travail en charge de la mise en œuvre du cadre de Bale III étaient indisponibles. Toutefois, les cadres de la COBAC ont participé aux activités régionales tels que le séminaire interrégional et les deux webinaires. Des besoins en matière de renforcement des capacités ont été exprimés par la délégation de la COBAC lors des Assemblées annuelles à Washington, dans le cadre d’une réunion bilatérale avec le département des marchés monétaires et des capitaux du FMI (MCM). Ces besoins ont été pris en compte pour l’élaboration du programme de travail de l’exercice fiscal 2024. Par ailleurs, le Centre a relancé les dialogues avec la COBAC afin d’organiser les activités d’assistance technique prévues dans le programme de travail de l’exercice fiscal 2024.

### Séminaires, cours régionaux et activités multi-pays

#### Administration douanière

**162. Atelier régional au bénéfice des Douanes d’Afrique centrale en matière d’interconnectivité transit et du Système Interconnecté pour la Gestion des Marchandises en Transit (SIGMAT).** AFRITAC Centre a organisé un atelier régional à Douala (Cameroun) afin de promouvoir l’interconnexion des systèmes de transit nationaux des Douanes d’Afrique centrale et d’évaluer les options et opportunités de mettre en place le Système Interconnecté des Marchandises en Transit (SIGMAT) déjà utilisé par certaines Douanes d’Afrique occidentale. Y ont participé, des experts de la législation douanière et des technologies d’information et de communication de huit administrations douanières d’Afrique centrale, les Commissions de la CEMAC et de la CEEAC, la CNUCED et l’Union européenne. La Commission de la CEDEAO et les Douanes de Côte d’Ivoire et du Burkina Faso y ont également participé pour partager leurs expériences relatives au SIGMAT en zone CEDEAO. A l’issue de l’atelier, des recommandations pratiques ont été formulées à l’adresse des administrations douanières, mais également des Communautés économiques régionales, ainsi que des partenaires au développement pour le lancement du projet d’interconnexion et le développement d’un cadre organisationnel pour la planification, la mise en œuvre, le suivi et l’évaluation de l’initiative au niveau régional et national. Ces recommandations visent la mise en œuvre stratégique, coordonnée et progressive de l’interconnectivité dans la sous-région.

**163. Atelier régional pour le renforcement du suivi et du contrôle des exonérations et des régimes suspensifs.** AFRITAC Centre a organisé un atelier régional sur le suivi et le contrôle des droits et taxes exonérés ou suspendus en vertu de régimes douaniers particuliers. Cette activité, organisée à Brazzaville, République du Congo, a connu la participation de neuf administrations des Douanes, de la Commission de la CEMAC et de la

Commission de la CEEAC. Elle a permis aux participants d'échanger sur les pratiques appliquées au niveau national et de dégager des pistes pour solutionner certains défis rencontrés mais également pour améliorer les cadres réglementaires régionaux en les matières.

## **Administration fiscale**

**164. Atelier de renforcement des capacités en matière de mobilisation des recettes fiscales pour la République centrafricaine (RCA), République Démocratique du Congo (RDC) et le Tchad.** L'atelier qui a vu la participation du Directeur Général des services des Impôts du Tchad, du Directeur Général des Impôts et des Domaines de RCA et du représentant du Directeur Général des Impôts de la RDC avait pour objectifs d'évaluer le programme d'assistance technique entre 2019 et 2022 et d'identifier les priorités de réforme à partir de 2023. A l'issue de l'atelier, une évaluation du programme d'assistance technique entre 2019 et 2022 a été effectuée, les réformes à consolider et les nouvelles priorités suivant les nouveaux enjeux liés notamment à la digitalisation, l'exploitation des renseignements ont été identifiées. Des cadres logiques d'intervention du FMI dans les pays en termes de renforcement de capacités ont été élaborés.

## **Gestion des finances publiques**

**165. 10ème édition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des Etats membres de l'AFRITAC Centre (FOHBAC), tenue du 04 au 06 juillet 2022 à Libreville.** La 10ème édition du FOHBAC s'est tenue à Libreville avec la participation en présentiel des hauts cadres du budget et du Trésor des pays membres d'AFRITAC Centre, du Directeur d'AFRITAC Centre M. Philippe EGOUME ainsi que du Ministre gabonais du commerce et des PME-PMI M. Yves Fernand MANFOUMBI, ancien Directeur général du budget de la République Gabonaise. Cette édition a permis de porter un regard rétrospectif sur les activités du forum et mettre en perspectives l'approche pour consolider les réussites et affronter de nouveaux enjeux en matière de gestion des finances publiques pour la décennie 2020.

## **Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires**

**166. Atelier régional conjoint entre la division de la politique fiscale du FMI et AFRITAC Centre sur l'analyse des régimes fiscaux et la prévision des recettes issues des industries extractives.** La division de la politique fiscale du FMI en collaboration avec AFRITAC Centre a organisé le deuxième atelier régional sur l'analyse des régimes fiscaux et la prévision des recettes issues des industries extractives. L'objectif principal de la série d'ateliers interrégionaux sur cette thématique est de renforcer les capacités des cadres des administrations des pays visés sur l'analyse du régime fiscal des industries extractives et la prévision des recettes issues de ces activités. Ce deuxième atelier a été organisé selon une approche d'apprentissage mixte reposant sur trois piliers : (i) des exposés, (ii) des exercices pratiques de modélisation utilisant le modèle FARI, et (iii) des études de cas par pays.

- 167. Séminaire régional conjoint sur l'évaluation et la gestion des risques liés aux passifs conditionnels de l'Etat.** Le séminaire a renforcé les capacités des cadres des administrations des pays membres d'AFRITAC Centre sur les approches d'évaluation et de gestion des passifs conditionnels de l'Etat. Les échanges ont permis de clarifier les rôles des administrations en charge de la programmation budgétaire, de la gestion de la dette et de la supervision des entreprises publiques dans la gestion des risques budgétaires liés aux passifs conditionnels, en particulier ceux liés aux garanties, aux dettes des entreprises publiques et aux partenariats publics- privés et la nécessaire collaboration qui doit exister entre elles.
- 168. Cours sur l'analyse des politiques budgétaires.** L'objectif du cours était d'aider les pays de la sous-région à mieux comprendre comment la politique budgétaire influe sur l'économie et à mieux maîtriser les outils d'analyse dans ce domaine. A cet effet, le cours a offert un aperçu des concepts et techniques permettant d'analyser la façon dont la politique budgétaire peut contribuer à assurer une stabilité macroéconomique et une croissance durable. Il reposait essentiellement sur une série de conférences et ateliers de travail qui présentaient à la fois les théories et les résultats empiriques pertinents ; sur l'analyse de données à l'aide du logiciel Excel ; et, sur des études de cas. Il a traité également des questions de politique budgétaire présentant un intérêt régional. Ce cours s'adressait aux fonctionnaires impliqués dans l'élaboration et/ou la mise en œuvre des politiques budgétaires et disposant d'une bonne connaissance des questions macroéconomiques, budgétaires et financières.

### Statistiques des finances publiques

- 169. Séminaire régional sur les Statistiques des Finances Publiques.** AFRITAC Centre a organisé un séminaire régional sur le thème « Le traitement des transactions non-monétaires et les autres flux économiques, selon le Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2014 (MSFP 2014) ». Conformément aux termes de référence, le séminaire visait à poursuivre l'appui aux cadres des pays à la migration progressive vers la nouvelle méthodologie du MSFP 2001/2014, en fonction des circonstances propres à chaque pays. Au titre des réalisations, ce séminaire a permis de produire la situation de l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'Actions d'Adoption de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE et de la méthodologie du MSFP 2001/2014, d'accompagner l'appropriation de la méthodologie de traitement des transactions non-monétaires et les autres flux économiques, conformément au MSFP 2014 et de valider le programme de travail d'AFRITAC Centre sur les SFP pour l'année fiscale 2024.

### Statistiques macroéconomiques

- 170. Webinaires pour renforcer les capacités des cadres dans l'utilisation des données des sources administratives.** Au cours du premier webinaire, un accent particulier a été mis sur le traitement, l'analyse et l'utilisation des statistiques du commerce international de marchandises et de la balance des paiements (BDP) pour des fins de comptabilité nationale. Au cours du second webinaire les travaux étaient axés sur le traitement, l'analyse et

l'utilisation des données des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises et des statistiques des finances publiques (SFP).

## Gestion de la dette publique

- 171. Émission d'obligation souveraine verte.** Le webinar, qui a réuni plus de 70 participants des pays membre d'AFRITAC Centre, des Comores et de Madagascar, a permis aux participants de se familiariser avec le processus d'émission d'obligations vertes et le rôle des gestionnaires de la dette concernant la planification, l'exécution et le reporting des obligations vertes. Les participants ont été éclairés sur les caractéristiques des financements verts, leur prise en compte dans la stratégie de gestion de la dette, la nécessaire coordination entre les gestionnaires de la dette et les autres administrations, et les exigences de reporting de l'utilisation des fonds mobilisés. Un représentant de l'Agence France Trésor a partagé l'expérience de la France en matière d'émission d'obligation souveraine verte.
- 172. Séminaire régional sur la planification et l'exécution des titres publics.** Le séminaire a renforcé les connaissances de 36 cadres des services des Trésors Publics et des directions de la dette et de la BEAC sur la démarche de planification des opérations de titres publics à partir de la stratégie de gestion de dette à moyen terme. Le séminaire a permis de souligner l'importance de disposer des prévisions fiables de flux de trésorerie pour la crédibilité du calendrier d'émission. Les participants ont été formés à l'utilisation de l'outil de préparation du plan annuel de financement et s'en sont servis pour préparer des scénarios alternatifs de calendriers annuels d'émission.

## Régulation et supervision financières

- 173. Webinaire inter-régional dans le domaine de la supervision et de la réglementation financières sur l'analyse des risques financiers liés au climat.** Ce séminaire avait pour objectif d'introduire, auprès des autorités en charge de la stabilité financière ou de la surveillance prudentielle, l'analyse des risques climatiques, sur la base de l'approche émergente adoptée par les services du FMI pour évaluer l'impact du changement climatique et des politiques d'atténuation y afférentes lors de la réalisation des Programmes d'évaluation du secteur financier. Le séminaire a présenté les principaux termes et concepts techniques utilisés dans l'analyse des risques climatiques : scénarios d'émission de carbone et d'évolution des températures, définition des risques physiques et des transitions. Ensuite, seront exposés les approches de l'analyse du risque climatique, basées sur le cadre du FMI pour l'analyse du risque.
- 174. Séminaire inter-régional dans le domaine de la supervision et de la réglementation financières (thèmes couverts : le processus de revue prudentielle, le système d'alerte précoce et leur intégration dans la supervision basée sur les risques).** AFRITAC Centre et AFRITAC Ouest ont organisé un séminaire interrégional à Abidjan, Côte d'Ivoire, dans le but de permettre aux autorités de supervision bancaire francophones d'Afrique centrale et de l'Ouest (et celles des Comores et de Madagascar, deux pays francophones faisant partie

d'AFRITAC Sud) de partager leurs approches, méthodologies et pratiques dans le développement d'un système intégré de supervision basé sur le risque, en se concentrant sur trois éléments principaux mais interconnectés : (i) le processus de supervision, (ii) le système de notation utilisé pour identifier et quantifier les risques supportés par les institutions de crédit et (iii) les indicateurs d'alerte précoce permettant d'identifier les banques faibles dans le but de déclencher des actions correctives précoces. Le séminaire s'est concentré sur le développement de la capacité des participants à mettre en œuvre de manière appropriée la surveillance basée sur le risque dans leur cadre de surveillance et à soutenir leurs plans d'action pour améliorer l'efficacité de leur processus de surveillance hors site sur ce sujet, afin qu'ils puissent identifier les risques importants existants ou émergents à un stade précoce et les traiter efficacement par le biais de mesures de surveillance correctives rapides.

#### IV. PROGRAMME 2024

**175. Le programme de travail 2024 (du 1<sup>er</sup> mai 2023 au 30 avril 2024) est directement consultable dans les annexes 3A.2, 3.B.2 et 4 du présent rapport.** Ces annexes présentent respectivement le programme de travail par pays, par domaine d'intervention et les séminaires et cours régionaux prévus dans l'ensemble des domaines d'intervention de façon détaillée.

#### V. NOUVELLES DU CENTRE

##### *Visites officielles du Directeur*

**176. Mission du Directeur en République du Congo, du 27 juin au 01 juillet 2022.** La rencontre avec le Ministre du Budget a, entre autres, porté sur les domaines d'assistance technique pour lesquels un portage politique est nécessaire pour avancer l'agenda des réformes, notamment en ce qui concerne la bascule vers le budget de programme, le renforcement de la qualité des prévisions macroéconomiques et le renforcement des capacités.

**177. Mission du Directeur au Cameroun, du 07 au 22 juillet 2022.** Il a rencontré les autorités notamment les conseillers du Secrétaire Général à la Présidence et du ministre des Finances, les directeurs généraux du budget, des douanes, des impôts, des statistiques et de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) ainsi que plusieurs hautes personnalités des administrations du pays. Au cours de ces rencontres, un état des lieux a été réalisé sur l'appui du Centre dans les différents domaines de son champ de couverture, ainsi que sur certains sujets préoccupants pour les autorités notamment la contribution au budget du Centre, la subvention sur les prix des produits pétroliers et la réflexion sur la mise en place d'un mécanisme approprié d'ajustement des prix à la pompe.

- 178. Mission du Directeur en République Démocratique du Congo, du 03 au 06 octobre 2022.** Au cours de cette visite, le Directeur du Centre a échangé avec les autorités du pays dont le ministre des Finances, le Gouverneur de la Banque Centrale, les Directeurs Généraux des Douanes, du Trésor et du Budget. Il a également procédé à l'ouverture de l'atelier sur la crédibilité budgétaire qui a été un succès. Un grand nombre de députés y ont pris part, dont plusieurs anciens ministres. L'atelier était animé par le conseiller résident en gestion des dépenses publiques et un expert de court terme du département des finances publiques du FMI. Une séance de travail a été organisée avec le Secrétaire Exécutif du COREF, M. Godefroid Misenga, et des cadres du ministère des Finances. Enfin, il a préconisé l'organisation d'une mission de diagnostic en RDC avec les experts des différents ministères pour une meilleure lecture de leurs besoins.
- 179. Mission du Directeur en République du Tchad, du 21 au 25 novembre 2022.** Au cours de cette visite, le Directeur a échangé le ministre des Finances, le Vice-Ministre des finances ainsi que les hauts responsables des douanes, des impôts et du budget. L'objet des échanges portait essentiellement sur le programme de travail du Centre pour le Tchad et la présentation des opportunités d'assistance technique aux autorités. En marge de ces rencontres, le Directeur a participé à la célébration du cinquantenaire de la Banque des états de l'Afrique centrale (BEAC). Par ailleurs, le Directeur a ouvert le séminaire national sur la gouvernance des entités publiques qui était organisé par le Centre à l'endroit des cadres de la Direction générale du budget. Dans l'ensemble, les autorités apprécient l'appui apporté par le Centre et sollicitent son renforcement notamment dans le domaine de l'administration douanière.
- 180. Mission du directeur auprès des autorités du Trésor de la France, le 08 décembre 2022.** Cette rencontre avec les autorités de Bercy a permis au Directeur d'AFC de présenter le contexte d'intervention AFRITAC, le programme de travail du Centre pour la Phase IV et de les remercier pour la contribution de la France au financement du Centre.
- 181. Mission du Directeur au Cameroun, du 25 au 31 janvier 2023.** Cette visite de contact a permis au directeur de rencontrer des hauts responsables de l'administration camerounaise tels que les directeurs généraux des impôts, des douanes, de l'institut national de la statistique, le directeur adjoint de la caisse autonome d'amortissement, la responsable de l'émission des titres publics à la BEAC, le chef de la division du suivi au ministère des finances. Cette rencontre a permis de faire le point sur les réalisations du Centre et le programme de travail de la Phase IV. Il était aussi question de recueillir les priorités des autorités afin de les refléter lors de l'exécution du programme de travail. En marge de cette visite, le directeur a participé au séminaire interrégional sur la gouvernance et le contrôle interne organisé par le département des finances publiques du FMI. Ce séminaire a vu la participation des autorités des pays membres de l'AFRITAC Ouest ainsi que les représentants des chambres des comptes des Comores et de Madagascar.
- 182. Mission du Directeur en Guinée équatoriale, du 20 au 25 mars 2023.** Lors de sa visite, le Directeur a rencontré le ministre des Finances et son adjoint, le ministre du plan, le

ministre délégué au Trésor, le Directeur de l'institut national des statistiques, le directeur de la caisse national d'amortissement, le directeur général des douanes et le directeur général du budget. Au cours de ces échanges, le Directeur a présenté l'offre de renforcement des capacités du Centre et le programme de travail de la Phase IV pour le pays. Les autorités ont été sensibilisés sur les avantages de l'assistance technique du Centre. A la suite de cette mission, le pays a reçu plusieurs activités dans des domaines tels que la gestion de la dette publique, les statistiques et la gestion des finances publiques.

### *Personnel*

**183. Au cours de l'année fiscale 2023, le Centre a connu des mouvements de son personnel.** En effet, M. Manzi Sébastien précédemment conseiller en statistiques macroéconomiques a été remplacé par M. Ndiaye Fahd Abdel Aziz Moussa. Par ailleurs M. Eugenio Avisoa a rejoint le Centre en qualité de conseiller en régulation et supervision financières. Il remplace à ce poste M. Didier Marc Casier. Aussi, le Centre travaille au lancement du recrutement d'un nouveau conseiller en modélisation macroéconomique. Les activités de renforcement des capacités sont menées par neuf conseillers résidents. Le suivi du programme de travail, de la mise en œuvre du cadre logique et de la gestion axée sur les résultats sont assurés par deux chargés de projets. Le Centre compte un office manager, deux assistantes administratifs senior, deux assistants administratifs et un technicien-coursier pour délivrer l'appui administratif et logistique nécessaire au bon fonctionnement du bureau (annexe 7).



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités**  
**pour l'Afrique Centrale**



**ANNEXE 1**

**CADRE LOGIQUE DES OBJECTIFS ET RESULTATS ESCOMPTES**  
**Années Fiscales 2020, 2021, 2022 et 2023**

# Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

## Cadres logiques du Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre) (Années fiscales 2020, 2021, 2022 et 2023)

### *Comment ont-été élaborés les cadres logiques du Centre ?*

Les cadres logiques présentés en annexe du rapport au Comité d'orientation ont été préparés par les conseillers résidents du Centre sur la base du Catalogue de gestion axée sur les résultats du Fonds Monétaire International. Les cadres ont été préparés en concertation avec le FMI dans les 7 domaines d'intervention du Centre, à savoir :

- Administration douanière
- Administration fiscale
- Gestion des finances publiques
- Analyse et prévision macroéconomiques et budgétaires
- Statistiques des finances publiques
- Statistiques macroéconomiques
- Régulation et supervision financières

Les cadres logiques ont été envoyés aux Etats membres et aux institutions bénéficiaires pour commentaires et suggestions et seront annexés au rapport d'exécution du Centre.

### *Que contiennent les cadres logiques ?*

Les cadres logiques présentent l'ensemble de la chaîne de résultats du Centre à savoir les objectifs, les résultats escomptés et ses indicateurs, les étapes intermédiaires ainsi que les risques inhérents à la réalisation des objectifs. Des colonnes spécifiant les dates de réalisations prévues et les dates de réalisation effectives des étapes intermédiaires ont été ajoutées et permettent de connaître les échéances précises de réalisation. Cette année, le Centre présente des cadres logiques qui couvrent les années fiscales 2020, 21, 22 et 23. Cette approche permet une visibilité à plus long terme des objectifs stratégiques du Centre ainsi qu'une meilleure planification de ses activités.

### *Comment fonctionne le système de notation ?*

Les conseillers résidents notent les étapes intermédiaires et les résultats escomptés en utilisant une échelle de notation de 1 à 4 suivis d'un code couleur correspondant (1 : Pas atteint ; 2 : Partiellement atteint ; 3 : Atteint ; 4: Largement atteint). Les notations ont pour objectif de mesurer les progrès atteints dans la réalisation des activités de développement des capacités du Centre. Au cours de cette année fiscale, le Centre a également noté les résultats escomptés afin de mesurer les progrès dans l'atteinte des objectifs stratégiques. **Les cadres logiques notés sont uniquement disponibles à la demande des principales parties prenantes.**

### *Le contenu des cadres logiques est-il définitif ?*

Le contenu des cadres logiques n'est pas figé et peut évoluer en fonction des besoins et des priorités des Etats membres et des institutions bénéficiaires. Il peut également évoluer en fonction de la situation sécuritaire du pays et de la possibilité pour le Centre de conduire ses activités de renforcement de capacités de manière optimale. Il est cependant fortement recommandé, après l'approbation des cadres logiques par le Comité d'orientation du

Centre, de ne pas toucher au contenu des cadres logiques de l'année fiscale prochaine, afin de faciliter le suivi et l'évaluation des activités de renforcement des capacités du Centre.

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays membres	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Efficacité accrue de la lutte contre la fraude et la contrebande	La modernisation du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	4/30/2020	1/23/2020	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Conditions extérieures & climat : FAIBLE Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Gestion et contrôle des exemptions et régimes suspensifs	4/30/2021				
				Comparer les cadres et solutions nationaux et identifier les meilleures pratiques et les améliorations au niveau national et régional.	45015	44994			
				Organisation d'un atelier régional sur le suivi et le contrôle des exonérations de droits et taxes et des régimes suspensifs	44994	44994			
				Implémentation de solutions de numérisation	4/30/2022				
		La facilitation des échanges et les initiatives en matière de services soutiennent mieux le respect volontaire des règles	Approbation de la stratégie d'interconnectivité du transit au niveau de la CEMAC	4/30/2023	45046	Séminaire régional			
			1er atelier régional sur l'interconnectivité des transports en commun/SIGMAT organisé	4/28/2023	45044				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement.	Mise en œuvre d'un programme d'assistance technique pluriannuelle dans le but de renforcer la valeur en douane	4/30/2020	10/10/2020	Mission d'assistance technique & apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Renforcement des procédures d'évaluation en douane	4/30/2021	11/30/2021			
			La sélectivité du contrôle basée sur les risques est appliquée de manière plus cohérente	Améliorer les exonérations douanières et élaborer des plans d'action pour faire face aux risques identifiés	4/30/2022	4/20/2022			
				Partage des meilleures pratiques sur la sélectivité du contrôle basé sur le risque en Côte d'Ivoire (Apprentissage par les pairs)	4/30/2021				
				Améliorer les exemptions douanières et élaborer des plans d'action pour faire face aux risques identifiés	5/1/2022	12/31/2024			
			Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application de la législation douanière	Une part plus importante du commerce contrôlée par un programme d'audit post-aupurement	Mesures de sauvegarde et de sécurisation pour répondre à Covid-19	12/17/2020			
République centrafricaine (CAF)	Renforcement de la gestion de l'administration des recettes et des dispositions de gouvernance	L'audit et les autres programmes de vérification garantissent plus efficacement l'exactitude des rapports.		Évaluation du système informatique et contrôle de sa capacité à supporter des solutions numérisées.	4/30/2021	7/23/2021	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Mise en œuvre d'une nouvelle procédure pour renforcer la procédure d'évaluation en douane	4/30/2020	3/31/2020			
				Implémentation de solutions de numérisation	4/30/2022				
				Mission de suivi pour la mise en oeuvre d'une nouvelle procédure pour renforcer la procédure d'évaluation en douane	4/30/2021	4/13/2022			
	Renforcement de la gestion de l'administration des recettes et des dispositions en matière de gouvernance (ODD 17.1) - RAM	Les dispositions organisationnelles permettent une mise en œuvre plus efficace de la stratégie et des réformes		Identification des priorités en matière de renforcement des capacités	6/30/2022	6/3/2022			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
CEMAC — Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CE6)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Lois fiscales et douanières modernisées, simplifiées et mieux alignées	Dispositions de fond des lois fiscales et douanières alignées sur les normes et protocoles modernes et largement diffusées	Textes d'application du Code régional des douanes sont validés par les pays membres (Partie II)	12/31/2019	12/16/2019	Mission d'assistance technique	CEMAC	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Participation au Comité de suivi chargé de la préparation des textes d'application et du projet de code CEMAC en cours d'adoption.	4/30/2020	5/3/2019			
				Rédaction de huit dispositions douanières du code régional révisé (Partie V)	4/30/2020	5/31/2019			
				Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie I)	4/30/2021				
				Participation d'un expert du FMI au Comité de la CEMAC pour fournir des orientations et des conseils afin d'aider à l'adoption de la réglementation douanière (mission partie I)	4/30/2021	2/26/2021			
				Participation d'un expert du FMI au Comité de la CEMAC pour fournir des orientations et des conseils afin d'aider à l'adoption de la réglementation douanière (mission partie II)	4/30/2021				
				Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie II)	4/30/2022	3/23/2022			
	Mise en place d'un nouveau code des douanes CEMAC (mission partie III)	4/30/2022	4/30/2023						
	Renforcement de la gestion de l'administration des recettes et des dispositions de gouvernance	Les lois fiscales et/ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées sur les normes modernes et les protocoles internationaux.		Rédaction du code régional de procédure fiscale	9/30/2021	5/28/2021			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)				
Cameroun (CMR)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations de déclaration et de paiement	Meilleur alignement des procédures douanières avec les normes internationales	Gestion coordonnée des frontières	4/30/2022		Mission d'assistance technique	BAD	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Conditions extérieures & climat : FAIBLE Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.				
				Identification des conditions préalables à la mise en place d' un plan pluriannuel d'assistance technique de renforcement de la valeur en douane	12/31/2019	8/30/2019							
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Mission d'assistance technique pour la mise en œuvre d'un projet pluriannuel pour une meilleure maîtrise de l'évaluation et du contrôle douanier (phase I)	12/31/2021	4/14/2022							
				Mission d'assistance technique pour la mise en œuvre d'un projet pluriannuel pour une meilleure maîtrise de l'évaluation et du contrôle douanier (phase II)	4/30/2022								
				Renforcement du contrôle de l'évaluation des exportations, du commerce électronique	4/30/2020								
				Renforcement de l'exploitation des données sur les flux financiers	4/30/2020								
		Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	5/8/2020							
				Élaboration d'un plan d'action pour mieux contrôler les exemptions et les régimes dérogatoires	12/31/2021	3/12/2021							
		La facilitation des échanges et les initiatives en matière de services soutiennent mieux le respect volontaire des règles		Stratégie d'interconnexion des transports en commun disponible	45046	45046							
				Procédures de transit alignées sur les meilleures pratiques internationales et les normes de la CEMAC	45046	45046							
				Interconnectivité de transit avec les pays prioritaires (c'est-à-dire le Tchad et la RCA) établie	45046	45046							
		Renforcement de la gestion de l'administration des recettes et des dispositions en matière de gouvernance (ODD 17.1) - RAM	Les fonctions de soutien permettent une mise en œuvre plus efficace de la stratégie et des réformes			Concept d'entrepôt de données douanières convenu avec le prestataire de services et adopté par les douanes				12/30/2022	12/30/2022		

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (COD)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Une plus grande part du commerce est contrôlée par un programme d'audit après dédouanement	Mise en oeuvre d'un plan d'action pour mieux contrôler les exemptions et les régimes dérogatoires	4/30/2021	4/9/2021	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : ÉLEVÉ Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o
				Mission de suivi sur le controle des exemptions et des régimes suspensifs	4/30/2022	4/30/2023			
				Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	7/3/2020			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Amélioration de la capacité du bureau d'évaluation en douane pour soutenir la gestion de l'analyse des risques	4/30/2020	8/30/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	
				Développement d'une méthodologie post-contrôle pour maîtriser les risques identifiés lors des contrôles de la valeur en douane	4/30/2022	4/30/2023			
		La facilitation des échanges et les initiatives en matière de services soutiennent mieux le respect volontaire des règles		Évaluation des options et des exigences en matière d'interconnexion des transports en commun régionaux	4/30/2023	4/30/2023	Mission d'assistance technique	s.o.	
Élaboration d'une stratégie d'interconnexion des transports en commun	4/30/2023				4/30/2023				
République du Congo (COG)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Identification des conditions préalables à la mise en place d'un plan pluriannuel d'assistance technique de renforcement de la valeur en douane	4/30/2020	7/31/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	5/22/2020			
				Évaluer les progrès depuis 2021 dans le suivi et le contrôle des exonérations et des régimes suspensifs ; mettre à jour le plan d'action.	4/30/2020	4/30/2020			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Aider la direction generale des douanes à identifier les outils clés pour maîtriser les exonérations et les régimes dérogatoires	4/30/2022	8/31/2021	Mission d'assistance technique	s.o.	
		La facilitation des échanges et les initiatives en matière de services soutiennent mieux le respect volontaire des règles		Options pour connecter le Congo aux solutions de transit régionales évaluées	8/1/2022	9/9/2022			
				Élaboration d'une stratégie d'interconnectivité du transport en commun	8/1/2022	9/9/2022			
		Élaboration d'un plan d'action pour l'interconnectivité du transport en commun	10/3/2022	9/9/2022	Mission d'assistance technique	s.o.			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Efficacité accrue de la lutte contre la fraude et la contrebande	Assister la Direction générale des douanes à remédier aux faiblesses identifiées durant la mission FAD de novembre 2018	4/30/2020	10/15/2019	Mission d'assistance technique	AFD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
			Le cadre pour le contrôle des régimes dérogatoires et des marchandises exonérées est renforcé	Les taux des droits et taxes ont été vérifiés et sont conformes au cadre juridique régional et national	8/31/2022	8/31/2022			
				Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	6/9/2020			
		Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Assistance à la direction générale des douanes pour la mise en place du projet pluriannuel d'évaluation en douane (partie I)	4/30/2021	5/1/2022			
Assistance à la direction générale des douanes Aider la DG Douane pour la mise en place du projet pluriannuel d'évaluation en douane (partie II)	4/30/2022			4/22/2022					
Guinée équatoriale (GNQ)	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Application d'un nouvel impôt ou d'une législation modernisée	Un impôt nouveau/modernisé est appliqué à la date prévue.	Les procédures douanières sont adoptées	12/30/2020		Mission d'assistance technique & apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Mise en place des nouvelles procédures douanières sont adoptées	4/30/2021				
	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	Application plus effective des procédures d'évaluation en douane et d'établissement de l'origine des marchandises	Identification de mesures concrètes pour renforcer l'évaluation en douane	4/30/2021				
				Aide à la mise en place d'un bureau d'évaluation en douane pour renforcer le processus d'évaluation en douane	4/30/2022				
Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	6/12/2020							
São Tomé-et-Principe (STP)	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Les contrôles effectués pendant la procédure de dédouanement assurent une meilleure exactitude des déclarations.	L'évaluation de la valeur des marchandises selon les standards internationaux s'améliore rapidement	Des outils techniques pour maîtriser l'évaluation en douane et un plan d'action pour contrôler la déclaration en douane qui compromettent l'évaluation en douane sont développés	4/30/2020	8/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Aide à la mise en place d'un bureau d'évaluation en douane	4/30/2022				
				Élaborer une stratégie de gestion des risques adaptée et des mesures de renforcement des contrôles douaniers	4/28/2023	4/5/2023			
				Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	6/19/2020			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : ADMINISTRATION DOUANIÈRE**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
Tchad (TCD)	Amélioration des fonctions de l'administration douanière (SDG 17.1) - CAD	La facilitation des échanges et les initiatives en matière de services soutiennent mieux le respect volontaire des règles		Évaluation des options et des exigences en matière d'interconnexion des transports en commun régionaux	8/1/2022	8/1/2022	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Conditions extérieures & climat : MOYEN Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.	
				Élaboration d'une stratégie d'interconnectivité des transports en commun	8/1/2022	8/1/2022				
				Élaboration d'un plan d'action pour l'interconnexion des transports en commun et identification des besoins.	10/3/2022	10/3/2022				
	Amélioration des fonctions de l'administration douanière (SDG 17.1) - CAD	Les programmes d'audit et de lutte contre la contrebande garantissent plus efficacement l'application de la législation douanière.		Élaboration de supports didactiques pour le contrôle des exonérations douanières afin de garantir la perception des recettes (partie II)	4/30/2023	4/30/2023				
	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Des programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent l'application des lois douanières	Amélioration de l'efficacité de la lutte contre la fraude et la contrebande	Supports didactiques pour renforcer le contrôle de l'évaluation en douane et le contrôle des exonérations et la sécurisation de la collecte des recettes par le biais des systèmes bancaires	4/30/2020	8/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale		Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Conditions extérieures & climat : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires de l'évaluation du risque : s.o.
				Élaboration de supports didactiques pour surveiller les exonérations douanières afin de sécuriser la perception des recettes (Partie I)	4/30/2021	11/14/2020				
				Mesures de sauvegarde et de recouvrement pour répondre à la crise du COVID 19	12/30/2020	11/14/2020				
				Élaboration de supports didactiques pour surveiller les exonérations douanières afin de sécuriser la perception des recettes (Partie II)	4/30/2022					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 v 2023 : ADMINISTRATION FISCALE**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays membres	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Amélioration de la capacité de réforme grâce à une stratégie de réforme claire et adaptée	Mise en place des principaux indicateurs de performance, faisant l'objet de contrôles et de rapports réguliers	Mise en place des principaux indicateurs de performance de l'administration fiscale au moyen de ISORA	6/30/2021		Séminaire régional	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique: FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Amélioration des capacités managériales dans l'administration fiscale	4/30/2021				
				Amélioration du cadre de gouvernance des administrations fiscales et douanières	1/31/2020	1/17/2020			
	Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal	4/30/2022							
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables	Les données des contribuables sont fiables, sécurisées dans une base de données centrale (TADAT POA8-23)	Modernisation du numéro d'identification du contribuable	4/30/2022				
Burundi (BDI)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Une gamme appropriée de contrôles fiscaux est utilisée pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Des contrôles conjoints sont menés par les services de la douane et des impôts	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les états financiers sont disponibles auprès de l'administration fiscale et la valeur importée sont croisés pour permettre l'identification des contribuables sous-déclarant des déclarations fiscales	4/30/2020	4/30/2020			
				Amélioration de l'administration performante de la TVA	4/30/2020	4/30/2020			
				Amélioration de l'administration performante de la TVA	4/30/2021				
				Renforcement des fichiers des contribuables et élaboration du programme des contrôles fiscaux bases sur l'analyse des risques	4/30/2021				
				Les questions liées à l'audit sont davantage utilisées pour dissuader la fraude ou les retours inexactes	4/30/2021				
		Mission de suivi sur l'administration performante de la TVA	4/29/2022	10/27/2021					
		Une plus grande proportion de contribuables s'acquittent de leurs obligations de paiement	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT POA5-15)	Mise en œuvre des procédures numérisées et du paiement mobile des impôts	4/30/2022	11/6/2020			
				Mesures de sauvegarde et de sécurité pour faire face au Covid-19	10/30/2020	11/6/2020			
		Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5-15)	Amélioration de l'action de recouvrement d'arriérés fiscaux	4/30/2022	3/15/2022			
		Capacité de réforme accrue grâce à une stratégie de réforme claire et à un cadre de gestion stratégique adopté et institutionnalisé		Priorités CD identifiées	9/30/2022	7/29/2022			
				Plan d'action avec KPI mis en place	3/10/2023	3/10/2023			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 v 2023 : ADMINISTRATION FISCALE**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
République centrafricaine (CAF)	Renforcement de la gestion de l'administration des recettes et des dispositions de gouvernance	L'audit et les autres programmes de vérification garantissent plus efficacement l'exactitude des rapports.	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Évaluation du système informatique et contrôle de sa capacité à supporter des solutions numérisées.	4/30/2021	7/23/2021	Mission d'assistance technique		Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adequation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
		Les dispositions organisationnelles permettent une mise en œuvre plus efficace de la stratégie et des réformes		Priorités CD identifiées	6/30/2022	6/3/2022				
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Une gamme appropriée de contrôles fiscaux est utilisée pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Identification de mesures concrètes pour renforcer la mobilisation des recettes fiscales	4/30/2020	10/30/2019	Mission d'assistance technique	UE	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adequation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Évaluer le système informatique et surveiller chaque capacité à prendre en charge des solutions numérisées	4/30/2021	12/16/2020			
		Mettre en œuvre des procédures numérisées	4/30/2022	12/16/2020						
		Respect des obligations de paiement par une plus grande part des contribuables	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT DA5-15)	Recouvrement de 20% des arriérés d'impôts	4/30/2019	10/30/2019				
			Modernisation des procédures fiscales pour récupérer plus efficacement les arriérés d'impôts	4/30/2022	10/27/2021					
CEMAC — Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CE6)	Renforcement de la gestion de l'administration des recettes et des dispositions de gouvernance	Les lois fiscales et/ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées sur les normes modernes et les protocoles internationaux.	Textes douaniers et fiscaux harmonisés validés, adoptés par les Etats membres de la CEMAC et accessibles	Rédaction du code régional de procédure fiscale	9/30/2021	5/28/2021		s.o.		
				Participation du LTX à l'atelier Cemac de validation du code régional de procédure fiscale	9/30/2022	10/28/2022				
Cameroun (CMR)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Assistance de la direction générale des impôts pour la mise en place des actions concrètes pour renforcer la mobilisation des recettes	4/30/2020	3/30/2020	Mission d'assistance technique	GIZ & BAD	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adequation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Appui à la mise en place du télé travail pour permettre aux agents de travailler de la maison	4/30/2021	5/29/2020				
			Mise en place des démarches de digitalisation	5/1/2022	5/30/2022					
			Mettre en œuvre des procédures numérisées	4/30/2022	10/22/2021					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 v 2023 : ADMINISTRATION FISCALE**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)		
Cameroun (CMR)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leur obligation de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés (TADAT POA8-24)	Les remboursements de la TVA sont gérés suivant une analyse basée sur les risques	4/30/2021		Mission d'assistance technique	GIZ & BAD	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adequation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.		
				Amélioration de la gestion des arriérés fiscaux	4/30/2021						
				Mesures de sécurité et de sauvegarde pour répondre à la COVID 19	5/29/2020	5/29/2020					
	Renforcement des dispositifs de gestion et de gouvernance de l'administration fiscale (ODD 17.1) - RAM	Les priorités de l'entreprise sont mieux gérées grâce à une gestion efficace des risques			Développement du registre des risques	3/3/2023		3/3/2023		s.o.	
					Elaboration du plan de traitement des risques	3/3/2023		3/3/2023			
République démocratique du Congo (COD)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	La gestion des remboursements des crédits TVA s'améliore (TADAT POA5-15)	Amélioration de la gestion performante de la TVA	4/30/2020	6/28/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adequation des ressources : FAIBLE Climat/situation extérieures : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.		
				Elaboration d' une strategie de recouvrement des arriérés fiscaux	4/30/2020	10/31/2019					
		Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)			Plan Stratégique pour renforcer la mobilisation des recettes				4/30/2021	
						Renforcer les programmes de croisement des données pour élaborer un plan d'action d'audit				4/30/2022	
	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes		Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie I)	4/30/2021					
					Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie II)	4/30/2022				3/15/2022	
					Un plan d'action pour maîtriser le portefeuille des bureaux des contribuables des moyennes entreprises est développé	12/30/2019				6/28/2019	
						Création de nouveaux réseaux de moyennes entreprises				4/30/2021	

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 v 2023 : ADMINISTRATION FISCALE**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République du Congo (COG)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Amélioration des contrôles sur la base des recoupements effectués	4/30/2020	7/31/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/situation extérieures : moyen Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Amélioration de la gestion performante de la TVA	4/30/2020	7/31/2019			
				Identification de mesures de sécurité et de sauvegarde pour répondre au COVID 19	7/30/2020	6/15/2020			
				Mission conjointe FAD et AFC sur la conception d'un plan stratégique de renforcement des capacités pour accroître la mobilisation des revenus	4/30/2021	7/17/2020			
				Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie I)	4/30/2021	7/18/2020			
				Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie II)	4/30/2022	3/15/2022			
	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration du délai de recouvrement (TADAT POA4-10)	95% des grands contribuables respectent leurs obligations	4/30/2020	3/31/2020				
			80% des contribuables moyens respectent leurs obligations	4/30/2020	7/31/2019				
			Implémentation de solutions numériques (e-déclaration et e-paiement)	4/30/2022	3/15/2022				
			Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	Les lois fiscales et / ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées	Les dispositions de fond des lois fiscales et douanières sont alignées sur les normes modernes	Procédures fiscales simplifiées			
Gabon (GAB)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les contrôles fiscaux contribuent plus efficacement au respect des règles fiscales	Amélioration du délai de recouvrement (TADAT POA4-10)	90% des grands contribuables respectent leurs obligations	4/30/2020	11/29/2019	Mission d'assistance technique	Coopération française (AFD) et BAD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				85% des contribuables moyens respectent leurs obligations	4/30/2020	11/29/2019			
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés	4/30/2020	7/31/2019			
				Amélioration de la performance de la TVA	4/30/2020	11/29/2019			
				Mesures de sécurité et de protection pour répondre à la COVID 19	9/11/2020	12/9/2020			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 v 2023 : ADMINISTRATION FISCALE**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie I)	4/30/2021	12/9/2020	Mission d'assistance technique	Coopération française (AFD) et BAD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adequation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mise en œuvre de la numérisation et du paiement mobile fiscal (partie II)	4/30/2022	09/17/21			
Guinée équatoriale (GNQ)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Renforcement de l'intégrité de la base et du registre des contribuables	Les données des contribuables sont fiables, sécurisées dans une base de données centrale (TADAT POA8-23)	Digitalisation du numéro d'identifiant fiscal	4/30/2021		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adequation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Poursuite de la digitalisation du numéro d'identifiant fiscal	4/30/2022	3/15/2022			
		Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Apprentissage par les pairs à Cabo Verde sur l'organisation et la conduite des contrôles fiscaux	4/30/2022	3/15/2022			
		L'intégrité de la base des contribuables et du grand livre est renforcée	Gestion efficace des comptes fiscaux (TADAT POA8-23)	Extension de l'utilisation du NIF aux douanes et au Trésor public	4/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 v 2023 : ADMINISTRATION FISCALE**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus est modernisé	L'organisation mise en place répond à une meilleure mise en œuvre de la stratégie et des réformes	Renforcement de l'organisation sur la base des lignes fonctionnelles et de la segmentation des entreprises.	Simplification et modernisation des procédures fiscales	4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adequation des ressources : MOYEN Climat/situation extérieures : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Modernisation de l'organisation structurelle de l'administration fiscale	4/30/2022				
				appui au développement de site web pour renforcer la transparence	4/30/2022				
	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Les recoupements de données sont utilisés pour contrôler l'exactitude des déclarations fiscales et les taux de couverture des principaux risques de fraudes par des programmes de contrôles adaptés augmentent (TADAT DA6-16)	Implémentation de l'administration de la TVA	4/30/2020	2/6/2020			
				Renforcement des capacités en administration de la TVA	12/31/2020				
				Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les risques	4/30/2021				
Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts	Implémentation du Plan Stratégique pour renforcer la gestion des arriérés fiscaux	8/30/2019	8/30/2019					
Tchad (TCD)	Les principales fonctions des administrations fiscales sont renforcées	Des entreprises respectent leurs obligations de paiement conformément aux règles fiscales	Amélioration de la gestion des arriérés d'impôts (TADAT POA5-15)	10% des impôts sont effectivement collectés	4/30/2020	11/29/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adequation des ressources : ÉLEVÉ Climat/situation extérieures : ÉLEVÉ Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
				Renforcement du recouvrement d'arriérés fiscaux par l'analyse des risques	4/30/2020	11/29/2019			
		Les programmes d'audit et de contrôle garantissent bien l'exactitude des renseignements communiqués	Une gamme appropriée de contrôles fiscaux sont utilisés pour détecter et dissuader les déclarations inexactes	Des programmes de contrôles fiscaux basés sur les principaux risques sont élaborés chez les contribuables moyens	4/30/2020	10/31/2019			
				Mission de suivi pour le renforcement du bureau des contribuables moyens	4/30/2021				
				Des programmes de contrôles fiscaux pour identifier les principaux risques émergents	4/30/2022	3/15/2022			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays membres	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, CTFP 2.1.4)	Formation de 25 cadres du Ministère du budget et des ministères sectoriels au nouvel outil de gestion des investissements publics (conjoint avec AFW1)	6/30/2019	6/28/2019	Séminaire régional	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Part des opérations de l'administration centrale non comptabilisées dans les états financiers (PEFA PI.6)	La budgétisation sensible au genre (Séminaire régional d'AFC et AFW1)	1/30/2022				
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	Disponibilité d'informations sur la performance relative à la prestation de services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Les fonctionnaires du Ministère du budget des pays membres d'AFC sont formés sur le thème "des établissements publics nationaux et les recettes affectées"	4/30/2020	3/31/2020			
				Les hauts fonctionnaires du budget des États membres de l'AFC sont formés sur le thème "Organismes publics et recettes affectées" (FOHBAC)	30/04/2020	22/01/2021			
			Forum régional des hauts fonctionnaires du budget des États membres de l'AFC (FOHBAC) sur le thème « macroprocessus budgétaires et informatisations »	30/04/2021					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays membres	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Formation de 15 cadres sur l'analyse de la politique budgétaire (avec ICD et ATI)	4/30/2020	2/28/2020	Cours de formation et séminaire régional	AFRISTAT, CEMAC, BEAC, BAD, CEA-BSRAC, UEMOA	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	5/31/2019	5/10/2019			
				Formation de 2 cadres de chaque pays membres d'AFC sur les techniques de prévisions macroéconomiques (en collaboration avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	11/30/2019	12/2/2019			
				Formation de 36 cadres sur les dispositifs de prévisions des recettes budgétaires	8/31/2019	8/9/2019			
				Formation de 36 cadres sur les dispositifs de prévisions et de programmation des dépenses publiques	30/04/2021	11/13/2020			
				2 cadres de chaque pays membre de l'AFC sont formés sur les prévisions macro-budgétaires (Séminaire régional conjoint avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC).	30/11/2020	20/11/2020			
				2 cadres de chaque pays membre de l'AFC sont formés aux prévisions macrobudgétaires (Séminaire régional conjoint avec AFRISTAT et la Commission de la CEMAC)	6/30/2020	6/26/2020			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays membres	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Recettes affectée aux Organismes publics et dépenses fiscales (conjoint avec AFW1)	30/01/2021		Séminaire régional	s. o.	<p>Appui politique : FAIBLE</p> <p>Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE</p> <p>Adéquation des ressources : FAIBLE</p> <p>Climat/conditions extérieur(es) : s. o.</p> <p>Autres risques : s. o.</p> <p>Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.</p>
				Renforcement des capacités du personnel	11/30/2022	10/27/2022			
				Renforcement des capacités du personnel en matière d'analyse des régimes fiscaux et de prévision des recettes des secteurs extractifs - étape 2 Application au secteur pétrolier	12/30/2022	12/30/2022			
				Renforcement des capacités du personnel en matière d'analyse des régimes fiscaux et de prévision des recettes des secteurs extractifs - étape 3 Application au secteur minier	4/28/2023				
				Renforcement des capacités du personnel en matière d'évaluation et de gestion des risques fiscaux liés aux passifs éventuels	4/28/2023				
				Les capacités des membres des pays sont renforcées dans le cadre des ateliers annuels du FoHBAC et du partage d'expérience en matière de réforme de la gestion des finances publiques.	11/30/2022	10/28/2022			
				Les capacités du personnel sont renforcées	12/30/2022	7/29/2022			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays membres	Développer les capacités et améliorer les connaissances et les compétences sur les dernières évolutions des normes internationales et des meilleures pratiques en matière de gestion de la dette - BPD	Build capacity and enhance knowledge and skills		6 membres du personnel de la Guinée équatoriale et du Gabon ont été formés à l'évaluation et à la gestion des risques fiscaux liés aux passifs éventuels.	11/30/2022	10/27/2022			
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation de 30 cadres sur l'articulation entre le cadre budgétaire à moyen terme et les risques budgétaires	8/31/2021				s. o.
				30 personnels des pays membres d'AFC sont formés sur le reporting des risques budgétaires	1/31/2022				
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Rapidité du transfert des recettes recouvrées vers le Trésor (PEFA PI-20.2)	Séminaire régional sur l'amélioration de la qualité comptable	4/30/2021				
				Séminaire sur l'élaboration des états financiers	4/30/2022				
Séminaire régional sur l'audit interne de la comptabilité				4/30/2022					
Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires		Audit de la comptabilité interne	4/30/2022					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Amélioration de la documentation du budget (partie I)	5/1/2022	9/30/2024	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : TRÈS ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant) : s. o.
				Identification des besoins d'assistance technique sur le contrôle et l'exécution du budget (Mission exploratoire)	12/31/2021	3/31/2022			
				Les outils de prévisibilité des dépenses sont élaborés.	12/30/2022	6/30/2022			
				Mise en place d'une architecture de programme budgétaire	12/30/2022	11/30/2022			
				Adoption d'un plan d'action complet pour les réformes de la gestion des finances publiques	12/30/2022	12/21/2022			
				Une feuille de route claire encadrant le processus de passage à la budgétisation par programme est mise en place.	4/29/2022	4/29/2022			
				Amélioration de la documentation du budget (partie II)	4/30/2021	9/29/2021			
				Amélioration de la documentation du budget (partie II) Suite	4/30/2022	9/30/2021			
	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme	Identification des besoins d'assistance technique sur le processus et les outils de préparation du budget (Mission exploratoire)	12/30/2022	12/30/2022	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : TRÈS ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant) : s. o.	
			Renforcement des processus et outils macrobudgétaires à moyen terme	4/30/2022					
Amélioration de la couverture et de la qualité des rapports fiscaux - FRP	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports fiscaux	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Renforcer la cohérence entre le plan comptable et la classification budgétaire	12/30/2022	4/12/2023	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : TRÈS ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel techniques : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant) : s. o.	
			Le plan comptable et la classification budgétaire sont alignés sur les normes internationales.	11/25/2022	4/12/2023				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un rapprochement de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé	4/30/2020	10/25/2019	Mission d'assistance technique, Atelier national	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): Climat politique fragile
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2020	10/25/2019			
				Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2021				
				Atelier national sur l'audit des comptes internes	4/30/2022				
				Fermeture des comptes dormants ouverts dans les banques commerciales	4/30/2020	2/29/2020			
				Réconciliation mensuelle de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2020	2/29/2020			
				Fermeture des comptes ouverts dans les banques commerciales durant la pandémie de COVID 19	10/30/2020				
Réconciliation de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale sur une base hebdomadaire	2/28/2021								

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-Z7)	Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	2/28/2021		Mission d'assistance technique, Atelier national	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : s. o. Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): Climat politique fragile
				Elaboration d'un manuel sur les normes comptables	28/02/2021	28/02/2022			
				Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	2/28/2021				
				La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins mensuellement, et les écarts sont contrôlés et validés au moins hebdomadairement					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires	2/28/2020	3/30/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Évaluation du risque Commentaires (le cas échéant): s. o.
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	4/30/2020	3/30/2020			
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	4/30/2021				
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour chaque exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	4/30/2022				
				Fermeture des comptes ouverts dans les banques commerciales durant la pandémie du COVID 19	2/28/2021				
				Engagement et prévisions des flux de trésorerie sont corrélés et contrôlés régulièrement et permet le financement du budget	4/30/2022				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Prévisibilité de l'affectation des ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Préparation de l'ordre de plafonnement périodique des dépenses du ministère des Finances	12/31/2020		Mission d'assistance technique et Apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Suivi de la supervision des organismes publics	4/30/2022				
				Suivi de la mise en oeuvre du plan d'engagement	4/30/2022				
				Redaction d'un décret pour la supervision des organismes publics	4/30/2021				
				Apprentissage par les pairs au bénéfice de 5 cadres de la RCA au Burkina Faso sur la déconcentration de l'ordonnancement	8/30/2021				
				Relier le plan d'engagement des dépenses publiques au module informatique de l'exécution du budget	4/30/2021				
				Connecter le plan d'engagement budgétaire au module informatique d'exécution budgétaire	12/31/2019	4/30/2020			
				Fournir aux autorités l'application informatique pour le plan d'engagement et le plafond des dépenses	12/30/2022	10/20/2021			
				Connexion du plan d'engagement budgétaire au module informatique d'exécution du budget	6/30/2022	10/20/2021			
	Élaboration du plan d'engagement des dépenses des ministères et des institutions pour l'année fiscale 2023.	9/30/2022	10/20/2021						
La mission, l'organisation et le fonctionnement de la direction du contrôle financier sont renforcés conformément à la loi organique sur les finances.	11/30/2022	12/30/2022							
Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation et suivi des travaux de l'unité/comité macrobudgétaire et de ses besoins en renforcement des capacités		12/31/2020				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	L'outil de prévision macrobudgétaire est renforcé avec des modules complémentaires	6/30/2021	4/29/2022	Mission d'assistance technique, atelier national, et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, Expertise France, Union Européenne, Pole PNUD Dakar, GIZ	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Élaboration d'un outil de prévision des recettes fiscales	4/30/2022	4/29/2022			
				Le MTFF et les notes stratégiques sont mis à jour pour 2022-2024.	5/31/2021	8/31/2021			
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques	12/31/2021	10/29/2021			
		Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité de la documentation budgétaire	La supervision des agences publiques est renforcée	6/30/2022	10/31/2022			
				Des outils de supervision des entreprises publiques, des autorités administratives indépendantes et des agences publiques sont mis en place.	9/30/2022	10/31/2022			
				Le cadre juridique et les lignes directrices pour les entités publiques sont renforcés.	10/31/2022	12/30/2022			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion d'informations sur les ressources et les résultats par programme dans la documentation du budget	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8)	Les programmes budgétaires et l'approche axée sur les résultats sont élaborés pour tous les ministères et institutions.	7/29/2022	7/29/2022	Mission d'assistance technique, atelier national, et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, Expertise France, Union Européenne, Pole PNUD Dakar, GIZ	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		La planification et la budgétisation des investissements publics sont plus crédibles.	Inclusion de projections à moyen terme pour les investissements dans le budget	Atelier sur les projections pluriannuelles des investissements publics	4/30/2022	10/25/2021			
				La budgétisation des investissements publics en CA-PA est renforcée.	4/28/2023	10/25/2021			
				Élaboration d'un cadre budgétaire à moyen terme	4/30/2020	8/31/2019			
		Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspectives à moyen terme du cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré	6/30/2020	5/28/2020			
				Un guide pratique pour le développement du MTFP/MTEF est rédigé	6/30/2020	5/29/2020			
		Amélioration de la crédibilité, de la planification et de la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Atelier de formation sur les projections des investissements publics pluriannuels	4/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)			
République centrafricaine (CAF)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Renforcer le compte unique du Trésor	3/7/2022	3/31/2022	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.			
				Les comptes inactifs détenus par les agences du gouvernement dans des banques commerciales sont clôturés et leurs soldes sont rapatriés dans le CUT	12/30/2019	4/30/2020						
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4/30/2020	12/2/2019						
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	12/31/2020	10/8/2021						
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques	4/30/2022	11/3/2021						
				Un premier projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	8/31/2020	9/30/2020						
												Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Adoption d'un cadre juridique plus complet couvrant toutes les étapes du cycle de la gestion des finances publiques	Législation exhaustive sur la gestion des finances publiques (FTC 2.2.1)	Rédaction d'un projet de directive sur le cadre juridique de la comptabilité des matières	4/30/2020	8/30/2020	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	s.o	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : moyen Climat/conditions extérieur(es) : moyen	
				Atelier de validation de la directive regionale (compte materiel)	4/30/2021	8/30/2020				
				Adoption de la directive régionale sur la comptabilité matière par les commissaires de la CEMAC	12/31/2021	9/8/2020				
				Transposition aux lois nationales des États membres des directives de la CEMAC	4/30/2022					
				Transposition aux lois nationales des États membres des directives regionales sur les comptes de stock par les pays de la CEMAC (revue qualite)	4/30/2022					
				Un plan d'action régional pour renforcer la mise en œuvre des directives GFP est adopté et mis en œuvre	2/10/2021	10/26/2021				
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Adoption d'objectifs de politique de finances publiques clairs et mesurables, et reporting en la matière (PEFA PI-15)	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Le modèle macroéconomique de la Commission de la CEMAC est opérationnel	4/30/2021		Mission d'assistance technique, Séminaire régional et interregional		Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne, BAD, Expertise France, Pole PNUD Dakar
				Les équipes du siège de la CEMAC et des pays de la CEMAC sont formées à l'utilisation du modèle à des fins de surveillance multilatérale	4/30/2022					
				Au moins 4 pays de la CEMAC ont élaboré leur rapport de surveillance multilatéral annuel	4/30/2021					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
CEMAC — Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CE6)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du bilan des risques budgétaires dans les documents de surveillance multilatérale (dont risques macroéconomiques)	12/31/2021				Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Amélioration de la présentation et de l'analyse de la viabilité budgétaire à long terme	Diffusion de l'analyse de viabilité budgétaire à long terme (CTFP 3.1.3)	Au moins 2 pays sont capables d'élaborer leur programme de convergence triennal en utilisant le nouveau format	4/30/2022				
Cameroun (CMR)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale	Ponctualité et précision des prévisions et du suivi de la trésorerie (PEFA PI-21.2)	Tous les soldes bancaires et de trésorerie sont consolidés sur une base quotidienne	4/30/2020	1/20/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Consolidation de tous les soldes de banque et de caisse sur base journalière est renforcé	2/28/2021				
				Une prévision des flux de trésorerie est préparée pour l'exercice budgétaire et mise à jour tous les mois sur la base des entrées et sorties effectives de trésorerie	2/28/2021				
				Engagement et prévisions des flux de trésorerie sont corrélés et contrôlés régulièrement et permet le financement du budget	2/28/2021				
				Aucun compte ouvert dans les banques commerciales	1/31/2022				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun (CMR)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Finalisation d un cadre de contrôle interne des dépenses non salariales (comptabilité matières)	4/30/2020	6/30/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mettre en place le cadre du réseau des comptables matières	4/30/2021	7/30/2020			
				Les spécifications des besoins informatiques sur la comptabilité des stocks sont mises en œuvre	30/04/2022	19/11/2020			
				Organiser un réseau et une cartographie des acteurs de la comptabilité matières	30/04/2021	19/11/2020			
				Préparation du cahier des charges pour la mise en place du module informatique de la comptabilité matière	4/30/2022	A compléter			
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Un nouveau comité macrobudgétaire est mis sur pied avec un plan de travail assorti de mécanismes de coordination impliquant les ministères des Finances et de l'Économie, et la banque centrale	12/31/2019	12/2/2019			Appui politique : Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Adéquation des ressources : Climat/conditions extérieur(es) : Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun (CMR)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion d'informations sur les ressources et les résultats par programme dans la documentation du budget	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8)	Préparation d'un guide de budgétisation sensible au genre	30/04/2020	30/04/2021	Formation et Mission d'assistance technique	GIZ, Union Européenne, ONU Femmes	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Produire une annexe à la loi de finances sur la budgétisation sensible au genre	28/02/2022	30/04/2022			
				Une annexe sur la budgétisation sensible au genre est produite pour le projet de loi de finances 2022.	9/30/2021	9/30/2021			
				Une annexe sur la budgétisation sensible au genre est produite pour le projet de loi de finances 2023.	9/29/2023	10/31/2022			
				Des lignes directrices pour la budgétisation sensible au genre sont élaborées	4/30/2021	4/30/2021			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun (CMR)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité de la documentation budgétaire	L'instruction de préparation du budget du ministre des finances contient le nouveau format du CDMT qui tient compte de la dimension de genre.	6/30/2021	10/20/2021	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
				Une cohérence est établie entre le segment économique de la classification budgétaire de l'Etat et le plan comptable de l'Etat.	6/30/2022	10/31/2022			
				La qualité du document budgétaire sensible au genre pour le budget 2023 est améliorée.	12/30/2022	11/30/2022			
				La déclaration de risque fiscal est publiée	4/28/2023	4/21/2023			
				L'approche de l'impact climatique est introduite dans le processus de préparation du budget.	6/30/2023	10/20/2021			
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	4/30/2020	12/2/2019	GIZ		
				Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4/30/2021				
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques	4/30/2022	7/30/2021			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Création d'un organe ou d'une unité chargée de vérifier l'intégrité des données financières est en place et est opérationnelles	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
				Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	4/30/2022				
				Un manuel des processus de comptabilité matière pour soutenir le développement d'un logiciel est élaboré	3/31/2020	1/31/2020			
				Élaboration d'un manuel pratique sur l'inventaire et la comptabilité des actifs non financiers	6/30/2020	6/30/2020			
				Elaboration d'un cahier des charges fonctionnel de comptabilité des matières	6/30/2020				
				Elaboration d'une nomenclature détaillée de l'inventaire des actifs non-financiers	9/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Les nouvelles fonctions budgétaires en tant que gestion de la performance sont intégrées dans l'organisation du bureau du budget	1/12/2021	31/12/2020	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
				Le plan d'action de la réforme des PFM est revu en fonction de la stratégie actualisée de la réforme des PFM.	12/31/2021	10/20/2021			
				Le plan d'action de la réforme des PFM est adopté.	3/31/2022	10/20/2021			
				Réforme de la structure organisationnelle (contrôle qualité de la nouvelle organisation de la direction budgétaire)	30/04/2022	31/12/2021			
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Inclusion dans le budget d'informations sur les ressources et les résultats par projet	Disponibilité des informations sur la performance pour la prestation des services (PEFA PI-8, CTFP 2.3.2)	Revue de la qualité de 10 projets annuels de performance préparés par les services nationaux	4/30/2020	2/28/2020	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) :
				Préparation du budget-programme et validation de ses guides d'exécution	4/30/2020	7/30/2019			
				Réalisation d'un PIMA et élaboration d'un plan d'action connexe afin d'évaluer les principales faiblesses de la gestion des investissements publics et d'y remédier.	5/15/2022	10/20/2021			
				Produire une déclaration annuelle de risque fiscal en annexe du projet de loi de finances.	12/30/2022	4/22/2023			
				Apprentissage par les pairs sur la présentation du budget programme (Cameroun)	30/04/2021	30/04/2022			
				Un nouveau cadre de gestion des investissements publics est élaboré pour 5 ministères prioritaires	4/30/2022				
				Amélioration de la gestion des dépenses COVID-19	9/10/2020	10/31/2020			
				Suivi de la mise en oeuvre du budget programme	4/30/2022				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Renforcement du modèle macrobudgétaire global	12/31/2019	8/10/2018	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, GIZ, Union Européenne	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules	30/04/2021	19/02/2021			
	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Renforcement des capacités des parlementaires en matière de crédibilité budgétaire	10/31/2022	10/31/2022			
République démocratique du Congo (RDC)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Rapprochement trimestriel des comptes d'attente	4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Rapprochement trimestriel des comptes d'avance pour les marchés publics	12/14/2021				
				Une unité ou une équipe chargée de vérifier la qualité de la balance est mise en place et est opérationnelle	12/14/2021				
				Un rapprochement de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale est effectué toutes les semaines au moins au niveau agrégé et généralement à une semaine de la fin de chaque mois au niveau détaillé	4/30/2021				
				Le projet d'enregistrement des procédures manuelles sur les recettes et dépenses budgétaires est examiné	12/30/2020				
				Le plan comptable et la classification budgétaire sont alignés et un manuel pratique sur les comptes d'exploitation est mis en place.	7/29/2022	10/20/2022			
				La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement, et les écarts sont contrôlés et validés afin de renforcer la fiabilité et l'intégrité des états financiers	7/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4/30/2020	2/6/2020	Mission d'assistance technique, Atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	12/31/2020	12/30/2022			
République du Congo (COG)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Sensibilisation au cadre d'investissement public pluriannuel (AECF)	12/31/2020	11/29/2019	Mission d'assistance technique & Apprentissage par les pairs	Banque Mondiale, Expertise France, PNUD	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : Engagement faible du top management du Trésor.
				Apprentissage par les pairs sur la gestion des investissements publics pluriannuels (Burkina Faso)	20/01/2021	15/03/2021			
				Mise en place du nouveau cadre de gestion des investissements publics pluriannuels (AECF) pour 5 autres ministères prioritaires	5/1/2022	3/31/2021			
				Le nouveau cadre de gestion des investissements publics pluriannuels (AECF) pour 5 autres ministères prioritaires est disponible	4/30/2020	11/30/2019			
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules	12/31/2020				
				Développement d'outils de prévision des recettes budgétaires	4/30/2022				
				Un guide d'utilisation du modèle macrofiscal est élaboré	9/30/2020	6/5/2020			
				Des outils de prévision fiscale sont développés	12/30/2022	12/30/2022			
				Les projections fiscales macrofiscales sont publiées dans des notes et des rapports réguliers.	11/11/2022	11/30/2022			
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques	12/31/2021	6/30/2021			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République du Congo (COG)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspective à moyen terme dans le cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Les personnels sont formés sur les outils techniques et méthodologiques pour le développement d'un cadre budgétaire à moyen terme	4/30/2020	7/19/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.
				Régularisation annuelle des comptes d'avance	9/30/2019	9/6/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant) : s. o.
	Création d'une piste d'audit	10/15/2020							
	Tous les comptes bancaires actifs du gouvernement central sont rapprochés chaque semaine	9/30/2020							
	Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2020							
	Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2020							
	La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement	9/30/2021							
Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2021								
Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)							

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République du Congo (COG)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation (le cas échéant) : s. o.
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques.	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	12/31/2019	9/30/2019			
				Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	9/30/2021				
				Déclaration sur les risques budgétaires incluse dans la documentation budgétaire et intégrant une analyse de sensibilité.	12/31/2021	10/29/2021			
				Déclaration des risques fiscaux incluse dans la documentation budgétaire qui intègre les risques fiscaux liés aux entreprises publiques.	11/30/2022	11/30/2022			
				Un deuxième projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	9/30/2020	9/30/2020			
	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire	12/31/2020				
				Le Ministère des Finances est réorganisé pour faire face à la réforme de la PFM promue par les directives de la CEMAC telles qu'elles ont été internalisées par les autorités.	12/30/2022	10/20/2021			
				La stratégie de réforme de la PFM est mise à jour.	10/31/2021	10/20/2021			
				Suivi des travaux et des besoins en capacités de l'unité/du comité macro-budgétaire	12/30/2022	12/30/2022			
				Améliorer l'organisation structurelle du ministère des finances	8/3/2020	9/30/2020			
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales	4/30/2022				
Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	La méthodologie d'élaboration du plan d'engagement est mise en place.	6/20/2022	10/20/2021				
			Le processus d'élaboration du plan d'engagement est mis en œuvre dans le système d'information budgétaire.	6/20/2022	10/20/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2020	12/31/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : Autres risques : Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales	4/30/2020	12/31/2019			
				Des prévisions de trésorerie sont établies pour l'exercice et sont annexées à la loi de finances puis mises à jour mensuellement en fonction des entrées et sorties réelles de trésorerie	10/30/2020				
				La consolidation quotidienne de tous les soldes bancaires et de trésorerie est améliorée	6/30/2022	4/13/2023			
				Renforcement du CUT avec la future plateforme AMS/X de la Banque centrale.	3/31/2023	1/31/2023			
				Mise en place d'un compte séquestre pour la TVA.	4/13/2023	4/13/2023			
				Les prévisions de trésorerie de l'exercice sont établies et annexées au projet de loi de finances puis mises à jour mensuellement en fonction des entrées et sorties réelles de trésorerie	10/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Présentation de la part des recettes, des dépenses et du financement des entités de l'administration centrale sur une base brute (unité budgétaire) (CTFP 2.1.1)	Apprentissage par les pairs de 5 cadres du Gabon en Cote d'Ivoire sur la tutelle financière des établissements publics nationaux	6/30/2019	6/30/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	ONU Femmes, Banque Mondiale, Expertise France	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Diagnostic des recettes affectées aux établissements publics nationaux	6/30/2019	6/30/2019			
				Conception d'une stratégie et d'une feuille de route pour la tutelle des établissements publics nationaux	4/30/2022	4/30/2022			
				Mécanisme de suivi des établissements publics nationaux est opérationnel	4/30/2022	4/30/2022			
				Mise en place d'un processus de suivi des entités publiques	12/31/2021	4/30/2022			
				La cellule de suivi de la supervision des organismes publics est efficace	4/30/2022	4/30/2022			
				Une stratégie et une feuille de route pour la supervision des organismes publics sont disponibles	5/1/2022	5/1/2022			
				Le mécanisme de suivi des organismes publics est opérationnel	5/1/2022	5/1/2022			
				L'unité de suivi de la supervision des organismes publics est efficace	5/1/2022	5/1/2022			
				Le codage COFOG est développé en 2023 Les transactions budgétaires sont conformes au manuel GFS	9/30/2022	9/30/2022			
		L'Unité de suivi des établissements publics nationaux est en place	4/30/2022	4/30/2022					
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Amélioration du modèle macrobudgétaire global (MEGA)	4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique, atelier national et apprentissage par les pairs		
				Apprentissage par les pairs au bénéfice de 6 cadres du Gabon au Sénégal sur les dispositifs de cadrage macrobudgétaire	4/30/2020	12/6/2019			
Renforcement du dispositif de suivi de la conjoncture	4/30/2020			4/30/2020					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Efficacité des contrôles internes des dépenses non salariales (PEFA PI-25)	Mise en place d'un système informatique de contrôle de l'exécution des outils budgétaires	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Mise en place d'instruments de suivi de l'exécution du budget	30/04/2021	30/04/2022			
				Des rapports périodiques sur l'exécution du budget sont produits	7/30/2021	12/31/2021			
				Des restitutions mensuelles de l'exécution budgétaire sont produites	9/30/2021	12/31/2021			
				Des rapports périodiques sur les dépenses de COVID-19 sont produits.	9/30/2021	9/30/2022			
				Élaboration d'un cadre juridique pour la supervision des entreprises d'État.	12/15/2021	12/30/2022			
				Le plan d'engagement pour le budget 2023 est élaboré sous l'application VECTIS	9/30/2022	12/8/2022			
				La réorganisation de la Direction de la Réglementation et de la Comptabilité des stocks est réalisée	6/30/2022	12/30/2022			
				L'article encadrant les délais dans la chaîne des dépenses est adopté et un rapport régulier est publié sur le respect des délais	12/30/2022	12/8/2022			
		Mise en place d'outils de contrôle de l'exécution du budget	4/30/2020	12/31/2019					
		Financement mis à disposition en temps utile lors de l'exécution du budget	Prévisibilité de l'allocation des ressources en cours d'année	Le plan d'engagement est produit pour le budget 2022.	9/30/2021	6/30/2022			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Régularisation trimestrielle des comptes d'avance	10/31/2019	9/30/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Création d'une piste d'audit	10/15/2020				
				Manuel sur le contrôle comptable interne et instruction relative au risque comptable	10/15/2020	10/10/2020			
				Les rapports financiers du gouvernement central ont préparés chaque année et sont comparables au budget approuvé	10/30/2020				
				La réconciliation des comptes bancaires est régulière et se fait au moins hebdomadairement, et les écarts sont contrôlés et validés en temps opportun	5/31/2021				
				Les comptes d'attentes sont conciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	5/31/2021				
				Les comptes d'avance sont conciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	5/31/2021				
				Les rapports financiers du gouvernement central ont préparés chaque année et sont comparables au budget approuvé	5/31/2021				
				Elaboration de neuf manuels de renforcement du contrôle interne comptable	10/21/2021	10/21/2021			
				Régularisation mensuelle des comptes suspendus	10/21/2021	10/22/2021			
Régularisation trimestrielle des comptes avancés	10/21/2021	10/22/2021							

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques	4/30/2020	9/16/2019	Mission d'assistance technique, atelier national et apprentissage par les pairs	GIZ	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : FAIBLE Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Inclusion du suivi des risques dans la documentation budgétaire avec incorporation des risques macroéconomiques et des risques liés aux entreprises publiques	12/30/2022	11/30/2022			
				Le personnel de la direction du budget a été formé à l'outil d'évaluation des risques fiscaux.	7/29/2022	7/8/2022			
				Le personnel de la direction du budget a été formé à l'outil d'évaluation de l'état de santé des entreprises d'État.	7/29/2022	7/8/2022			
				Poursuite de l'identification et du reporting des risques budgétaires	31/12/2020	16/04/2021			
				Formation des acteurs nationaux sur l'identification et la gestion des risques budgétaires	4/30/2020	9/16/2019			
				Un deuxième projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré	10/1/2020	9/30/2020			
	Amélioration de la couverture et de la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports financiers.	Exhaustivité, ponctualité et cohérence des rapports financiers annuels (PEFA PI-29)	Elaboration d'une instruction comptable sur les recettes affectées.	28/02/2021	28/02/2022			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Guinée équatoriale (GNQ)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité des documents de budget (PEFA PI-5)	Appui à l'autorité nationale pour la mise en œuvre d'un cadre légal de gestion des finances publiques	4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Autorité de soutien pour la mise en œuvre du nouveau cadre juridique de la gestion des finances publiques	5/1/2022	12/29/2023			
				La classification du budget de l'État et le plan comptable sont mis à jour et cohérents, notamment en ce qui concerne le segment économique de la classification du budget de l'État.	6/30/2022	12/29/2023			
				La définition des dépenses sociales est améliorée conformément à la classification du budget de l'État et mise en œuvre dans le système d'information budgétaire.	6/30/2022	12/29/2023			
	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Un outil de prévision macrobudgétaire simple est développé et utilisé pour élaborer le cadre budgétaire à moyen terme	12/31/2021					
			Un guide pratique pour l'élaboration du MTFP/MTEF est rédigé	12/30/2022	12/30/2022				
			Les participants sont formés aux outils techniques et méthodologiques pour développer le cadre budgétaire à moyen terme	12/31/2020					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire	12/31/2020				<p>Appui politique : MOYEN</p> <p>Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN</p> <p>Adéquation des ressources : MOYEN</p> <p>Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN</p> <p>Autres risques : s. o.</p> <p>Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.</p>
	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un organe, une unité ou une équipe est chargé(e) de vérifier l'intégrité des données financières est mis(e) sur pied et rendu(e) opérationnel(le)	4/30/2022		Mission d'assistance technique	s. o.	<p>Appui politique : ÉLEVÉ</p> <p>Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé</p> <p>Adéquation des ressources : ÉLEVÉ</p> <p>Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE</p> <p>Autres risques : s.</p> <p>Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.</p>

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de l'évaluation, de la sélection et de la mise en œuvre des investissements publics	Évaluation, sélection, détermination des coûts et suivi des projets d'investissement public (PEFA PI-11)	Conception d'un cadre pluriannuel d'investissements publics	4/30/2022				
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Renforcement de l'exécution et de la surveillance du budget	Prévisibilité de l'affectation des ressources en cours d'exercice (PEFA PI-21)	Formation de 15 agents au plan d'engagement des dépenses	4/3/2020	1/20/2020	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Elaboration des plans d'engagements des dépenses pour 5 ministères	4/30/2022				
				Poursuite de la mise en œuvre du plan d'engagement (rédaction des réglementations)	30/4/2020	30/4/2021			
				Mise en œuvre dans le système IT du plan d'engagement des dépenses	4/30/2022				
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la précision et de la coordination des prévisions des flux de trésorerie pour l'administration centrale	Ponctualité et précision des prévisions et du suivi de la trésorerie (PEFA PI-21.2)	Mises à jour trimestrielle des prévisions annuelles de flux de trésorerie	3/30/2021				
				Mises à jour mensuelles des prévisions annuelles de flux de trésorerie	3/15/2021				
				Mises à jour hebdomadaires des prévisions annuelles de flux de trésorerie	3/15/2021				
				La consolidation quotidienne de tous les soldes bancaires et de trésorerie est améliorée	2/28/2022				
								Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : FAIBLE Climat/conditions extérieur(es) : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
São Tomé-et-Principe (STP)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Réforme de la structure organisationnelle	Un nouveau comité macrobudgétaire est mis sur pied avec un plan de travail assorti de mécanismes de coordination impliquant les ministères des Finances et de l'Économie, et la banque centrale	4/30/2020	12/2/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Opérationnalisation de l'unité/le comité macrobudgétaire	4/30/2020	1/10/2020			
				Un cadre juridique pour l'exécution du budget est mis en place	6/30/2020	6/30/2020			
				Suivi des travaux de l'unité macro-budgétaire / comité et des besoins en capacités	4/30/2021	7/30/2021			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Intégration d'un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible au processus du budget annuel	Perspective à moyen terme dans le cadre budgétaire (PEFA PI-16, CTFP 2.1.3)	Développement d'un cadre global des dépenses à moyen terme cohérent avec le cadre budgétaire à moyen terme	4/30/2022		Mission d'assistance technique et Atelier national	s.o	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, CTFP 2.1.4)	Formation de 15 acteurs de la gestion des investissements à la programmation et à la gestion des investissements publics	4/30/2021				
		Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Un outil de prévision macrobudgétaire est développé et utilisé pour élaborer le cadre budgétaire à moyen terme	4/30/2021	4/12/2020			
				Un manuel méthodologique pour l'élaboration des prévisions macrobudgétaire est rédigé	8/31/2020				
				Un guide d'utilisation pour l'élaboration d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme est élaboré	4/30/2020	1/17/2020			
				Les personnels de l'Unité macrobudgétaire est formé à l'élaboration des prévisions	8/31/2020				
				L'outil de prévision macro-fiscale simple est utilisé pour élaborer le MTFF.	5/1/2022	9/30/2022			
				Élaboration de scénarios de prévision budgétaire basés sur différentes hypothèses macroéconomiques	12/30/2022	9/30/2022			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tchad (TCD)	Renforcer le cadre légal et institutionnel des finances publiques	Renforcement de la capacité du ministère des Finances à planifier, mettre en œuvre et maintenir les réformes de la gestion des finances publiques	Plans d'action stratégiques et/ou opérationnels de gestion des finances publiques	Une stratégie et un plan d'action révisés de s PFM sont adoptés.	2/21/2022	12/30/2022	Mission d'assistance	s.o	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Augmentation des dépôts et décaissements des recettes et dépenses de l'administration centrale par le biais d'un compte unique du Trésor (CUT)	Niveau de consolidation des soldes de trésorerie par le Trésor (PEFA PI-21.1)	Rapprochement quotidien de tous les comptes bancaires actifs de l'administration centrale	4/30/2021				
				Plan exhaustif identifiant les exigences techniques et politiques, et organisant le séquençage de la migration ordonnée des soldes de trésorerie des banques commerciales au moyen de dispositions transitoires	4/30/2022	4/13/2023			
				Clôture des comptes inactifs dans les banques commerciales	4/30/2022	4/13/2023			
				Inventaire complet de tous les comptes bancaires existants ouverts dans les banques commerciales	4/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tchad (TCD)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Publication d'un budget annuel plus exhaustif et plus unifié	Exhaustivité de la documentation du budget (PEFA PI-5)	Préparation du budget 2020 selon la nouvelle classification budgétaire	4/30/2020	10/31/2019	Mission d'assistance technique, atelier national, et formation	Union Européenne, Banque Mondiale, Pôle PNUD Dakar, GIZ, ICD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Adoption du texte de loi sur la nouvelle classification budgétaire de l'Etat	12/31/2019	3/31/2019			
				Un nouveau cadre budgétaire est disponible dans le système d'information	12/31/2019	8/29/2017			
				Conception d'un cadre juridique sur le contrôle des établissements publics nationaux	12/31/2022				
				Concevoir un cadre juridique sur la surveillance des organismes publics	4/30/2022	5/1/2022			
				Suivi de la mise en œuvre de la nouvelle classification budgétaire	4/30/2020	4/28/2023			
				Le nouveau cadre budgétaire est disponible dans le système d'information	12/31/2019	10/20/2021			
				Mise en œuvre de la nouvelle classification budgétaire et dans le système d'information	12/31/2018	10/20/2021			
				Mission sur l'élaboration du budget	7/31/2018	7/20/2018			
				Adoption du texte opérationnel sur la nouvelle classification budgétaire	12/31/2019	3/31/2019			
		Préparation de la loi de finances 2020 sur la nouvelle classification budgétaire	4/30/2020	10/31/2019					
		La planification et la budgétisation des investissements publics sont plus crédibles.	Inclusion de projections à moyen terme pour les investissements dans le budget	La budgétisation des investissements publics à l'aide de CA et PA est mise en œuvre pour le budget 2023.	6/30/2022	10/20/2021			
				Atelier sur les projections pluriannuelles des investissements publics	4/30/2022	10/20/2021			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tchad (TCD)	Améliorer la préparation du budget de l'État pour le rendre plus détaillé, crédible et basé sur des politiques	Amélioration de la crédibilité d'un cadre macrobudgétaire à moyen terme qui soutient la préparation du budget	Présentation et explication des prévisions macroéconomiques et budgétaires à moyen terme (PEFA PI-14)	Les cadres sont formés sur la programmation et les politiques financières	4/30/2020	1/17/2020	Mission d'assistance technique, atelier national, et formation	Union Européenne, Banque Mondiale, Pôle PNUD Dakar, GIZ, ICD	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Le modèle macrobudgétaire est renforcé avec le développement de nouveaux modules	4/30/2020	1/24/2020			
				Élaboration de l'outil de prévision des recettes budgétaires	12/30/2022	12/30/2022			
				Le personnel est formé à la calibration des modèles	10/31/2022	10/31/2022			
				Le module du modèle macrofiscal utilisé pour l'analyse de sensibilité (impact des macro-forêts sur les moyens de subsistance et la pauvreté) est amélioré.	2/28/2023				
				Le module de prévision des revenus pétroliers est renforcé	4/30/2021				
	Améliorer la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Amélioration de la crédibilité de la planification et la budgétisation des investissements publics	Inclusion des projections à moyen terme pour les investissements (PEFA PI-11.3, FTC 2.1.4)	Atelier sur les projections pluriannuelles des investissements publics		5/1/2022	4/28/2022		
	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Amélioration de l'analyse et de la présentation des risques macroéconomiques	Diffusion de l'analyse de sensibilité macrobudgétaire ou de scénarios alternatifs (CTFP 3.1.1)	État des risques budgétaires inclus dans la documentation budgétaire qui intègre les risques macroéconomiques		12/30/2022	12/30/2022		
					Déclaration sur les risques budgétaires incluse dans la documentation budgétaire et intégrant une analyse de sensibilité.	10/29/2021	10/29/2021		
Un deuxième projet de rapport annuel sur les risques fiscaux est élaboré						10/1/2020	9/30/2020		

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**  
(En date du 25 mai 2023)

Pays/Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
Tchad (TCD)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports financiers	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports budgétaires	Niveau d'intégrité des données financières (PEFA PI-27)	Un manuel de processus comptable est élaboré	4/30/2020	2/28/2020	Mission d'assistance technique	s.o	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o	
				Un manuel de spécifications est élaboré pour soutenir le développement de logiciels de comptabilité	12/31/2020					
				Une cartographie des outils à concevoir pour la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice est élaborée	4/30/2020	2/28/2020				
				Les comptes d'attentes sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale sauf justification.	11/30/2020					
				Les comptes d'avance sont reconciliés au moins mensuellement et validés en temps opportun, pas plus tard qu'à la fin de l'année fiscale	11/30/2020					
				Elaboration d'un manuel pratique sur le codage des procédures comptables	10/30/2020	10/2/2020				
	Des compétences analytiques plus solides et une meilleure prévision macroéconomique et une meilleure analyse des politiques au ministère / banque centrale / ou autre(s) agence(s) gouvernementale(s) alimentent le processus d'élaboration de la politique économique - PMF.	Les autorités ont une compréhension de base de leurs capacités existantes en matière de prévisions macroéconomiques, d'analyse des politiques et d'analyse, ainsi que des possibilités d'amélioration.	Un outil de projection / simulation macroéconomique (MPT) est pleinement opérationnel.	Le personnel du ministère des finances prépare des présentations à l'aide de l'outil de dynamique de la dette	Un plan a été convenu pour renforcer la capacité à prévoir la dette publique et à calculer les trajectoires d'ajustement budgétaire nécessaires pour atteindre un objectif de dette publique.	9/17/2021	9/17/2021	Mission d'assistance technique	s.o	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Climat/conditions extérieur(es) : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o
					Staff has demonstrated understanding of the tool, deepening skills to identify key risks and building fiscal adjustment paths	9/17/2021	9/17/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
Tous les pays membres	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les établir (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP	4/30/2020	4/30/2020	Séminaire régional	s.o.	Appui politique : Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : réduits Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : faible	
				5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP	4/30/2021					
				5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP	4/30/2022					
		Les données sont établies en utilisant la couverture et le champ d'application du dernier manuel/guide (DQAF 2.2)	Le champ d'application institutionnel comprend toutes les unités d'importance significative des administrations centrales	Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités d'importance significative des administrations centrales budgétaires (ACB)	4/30/2020	4/30/2020				
				ACB plus unités de sécurité sociale	4/30/2021					
				Ensemble des unités ACB, sécurité sociale et collectivités locales	4/30/2022					
		Les données sont établies en utilisant la ventilation sectorielle du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	Les secteurs institutionnels sont définis conformément aux principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités importantes du sous-secteur des ACB	4/30/2020	4/30/2020				
				Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités importantes du sous-secteur des ACB, plus la sécurité sociale	4/30/2021					
				Le champ d'application institutionnel des SFP comprend toutes les unités des sous-secteurs des ACB, sécurité sociale et collectivités locales	4/30/2022					
		Les données sont établies en utilisant la classification du dernier manuel/guide (DQAF 2.3)	Les opérations portant sur les avoirs et engagements financiers sont classées conformément aux principes directeurs des MSFP 2001/2014.	5 compilateurs de SFP formés au calcul de données sources conformes aux MSFP	10/31/2019	10/31/2018				
	Les encours de dette sont classés selon les principes directeurs du Guide des statistiques du secteur public (GSDSP) 2011.			La classification utilisée pour l'établissement des données de dette publique est conforme aux principes du GSDSP 2013	4/30/2022					
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Renforcement des capacités du personnel	Le nombre de personnes formées à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant	5 compilateurs GFS formés pour dériver des données sources conformes au GFSM	30/4/2021	30/4/2022				
		Couverture et champ d'application	Le champ d'application des flux comprend toutes les opérations de l'administration publique.	BCG plus unités de sécurité sociale	30/4/2021	30/4/2022				
		Sectorisation	Les secteurs institutionnels sont définis conformément aux directives du GFSM 2001/GFSM 2014.	BCG plus sous-secteurs de la sécurité sociale	30/4/2021	30/4/2022				

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées à temps	4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : s.o. Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile.	Les données sources des SFP infra-annuelles sont calculées et rendues disponibles à temps	4/30/2022	10/31/2021			
				Les données sources haute fréquence de la GFS sont collectées et/ou dérivées en temps utile.	4/30/2022	3/17/2022			
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP pour les administrations centrales (ou le secteur public) et/ou leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données de la dette publique des administrations centrales (exercices budgétaires [EB] 2011–16) sont conformes aux principes directeurs du GSDSP	4/30/2020	4/30/2020			
				Les données annuelles du BCG sont produites dans les délais.	4/30/2023	7/31/2022			
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	La série de données établie pour les EB 2017-2019 est publiée dans l'Annuaire statistique des finances publiques	4/30/2020	12/31/2019			
		Les données sont établies en utilisant les concepts et les définitions du dernier manuel/guide (DQAF 2.1)	Une trajectoire et un calendrier d'adoption des principes directeurs des MSFP 2001/2014 ont été établis et entérinés par les hauts responsables	Application intégrale du plan d'adoption du MSFP 2014	4/30/2022	10/31/2021			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (R.C.A)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre des agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : très élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/MSFP 2014	(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	7/31/2020			
				Les données sources annuelles pour l'exercice 2019 sont collectées, analysées, ajustées et validées pour être utilisées dans la compilation des SFP.	5/1/2021	7/31/2021			
				Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes d'établissement de données non monétaires	4/30/2020	12/4/2019			
				Les données sources des SFP sont disponibles en temps utile	Les données sources annuelles pour l'EB 2016 sont collectées, analysées, ajustées et validées pour l'établissement des SFP.	4/30/2021			
		Les données sont compilées et diffusées en utilisant la couverture et le champ d'application du dernier manuel/guide.	Les PSDS sont compilés en suivant le cadre, les concepts et les définitions du PSDSG 2011.	Les statistiques de la dette sont compilées conformément aux directives PSDS pour toutes les entités du secteur public, y compris tous les instruments de la dette.	10/29/2022	1/4/2023			
			Le champ des encours comprend toutes les dettes des administrations publiques (ou du secteur public).	Le champ des stocks comprend les dettes des entreprises publiques.	3/31/2022	3/17/2022			
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (Situation des opérations des administrations publiques — EB 2011–16) sont établies conformément à la présentation du MSFP 2014 (et à la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	4/30/2020	8/31/2019			
				La RCA a été en mesure de produire régulièrement un ensemble de données annuelles couvrant le sous-secteur de la BCG	4/30/2023	4/22/2023			
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales est établie et diffusée	Données sur la dette publique des administrations centrales (EB 2011–16) conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011.	4/30/2020	12/31/2019			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (Situation des opérations des administrations publiques – EB 2011–14) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	4/30/2020	11/17/2017	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : très élevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
				Mise à jour des données GFS pour le dernier exercice financier.	4/30/2020	4/30/2020			
			Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP	4/30/2020	4/30/2020			
				5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP	4/30/2021				
				5 compilateurs des SFP formés au calcul des données sources conformément au MSFP	4/30/2022	4/30/2020			
			Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les données sources des SFP annuelles de l'ACB sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2020			
	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales								
	Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile		4/30/2022	10/31/2021				
	Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020				
			(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021					
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Augmentation de la capacité du personnel	Le nombre d'employés formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant.	(5) Le personnel de GFS est formé aux méthodes de diffusion des données.	30/4/2020	30/4/2021			
		Nouvel ensemble de données	Une nouvelle série de SFP est compilée et diffusée pour les administrations publiques.	5 compilateurs des SFP formés pour dériver des données sources conformes au SMGF	30/4/2021	30/4/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2011 à 2016 sont disponibles.	4/30/2020	12/6/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : moyen Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : moyen Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	
			Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les TOFE des administrations centrales pour les exercices 2017 à 2019 sont disponibles.	4/30/2021					
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les équipes des SFP recherchent constamment les omissions dans les données sur les charges en appliquant les méthodes d'intégrité des données sources	4/30/2020	3/31/2020				
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2021					
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile.	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2022	5/1/2022				
			Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020				4/30/2020
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021					

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)					
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Un tableau de passage actualisé entre la nouvelle classification du plan comptable national (harmonisée avec la classification budgétaire) et le MSFP 2014 est disponible	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : élevé Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.					
			Les données sources de SFP sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile	4/30/2021	8/31/2020								
				Les données sources des SFP à haute fréquence sont produites en temps utile	4/30/2022	10/31/2021								
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les données relatives aux SFP annuelles des administrations centrales (situation des opérations des administrations publiques et bilan financier – EB 2013–16) sont établies selon la présentation du MSFP 2014 (et la directive TOFE de la CEMAC) et diffusées.	4/30/2020	9/30/2019								
				Les TOFE pour les années (2017-2019) pour le gouvernement budgétaire central sont disponibles.	4/30/2021	8/31/2020								
				Mise à jour des données annuelles et des données à haute fréquence en fonction de l'exercice fiscal le plus récent.	4/30/2023	10/31/2022								
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020								
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	8/31/2020								
		Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au système général de diffusion numérique (e-SGDD) (ou actualise intégralement ses métadonnées SGDD)	Les métadonnées e-SGDD sont achevées pour au moins quatre grandes catégories de données	Les données annuelles du secteur public sont publiées régulièrement, y compris toutes les métadonnées	4/30/2022								Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : faible Adéquation des ressources : moyen Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
		Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Les données sources sont adéquates	Les données sources pour les SFP annuelles sont disponibles en temps voulu.	Un tableau de correspondance actualisé entre la nouvelle classification du CoA (harmonisée avec la classification budgétaire) et le GFSM 2014 est disponible.	30/4/2021				31/12/2020				
	Les données sources annuelles des SFP sont produites en temps utile.				30/4/2022	31/12/2021								
		Augmentation de la capacité du personnel	Le nombre d'employés formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est suffisant.	(5) Le personnel de GFS est formé aux méthodes de diffusion des données.	30/4/2023	30/4/2021								

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)					
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2020	6/30/2019	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adequation des ressources : faible Contexte/climat extérieur : faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.					
			Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2022	10/31/2021								
		Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Les TOFE de l'Administration Centrale Budgetaire pour les exercices 2017 à 2019 ont été produits et publiés localement ainsi que sur la plateforme annuelle (en ligne) du FMI.	4/30/2021	10/31/2020								
			Données annuelles du BCG compilées régulièrement.	4/30/2023	10/31/2022									
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2012											
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020								
				Un pool de cadres formés à la méthodologie GFSM 2014, à la demande des autorités.	4/30/2022	3/11/2022								
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	10/31/2020								
		Participation au SGDD	Le pays membre commence à participer au système général de diffusion numérique (e-SGDD) (ou actualisé intégralement ses métadonnées SGDD)	Les métadonnées e-SGDD sont achevées pour au moins quatre grandes catégories de données	Les données annuelles sont publiées régulièrement, y compris toutes les métadonnées	4/30/2022						Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Faible Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adequation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)			
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relatives aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Un ensemble de données annuelles couvrant le BCG est compilé régulièrement.	4/30/2023	10/31/2022	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : très élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : élevé Adequation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.			
			Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011.	Données sur l'endettement des administrations centrales conformes aux principes directeurs du GSDSP 2011 (pour les données couvrant les EB 2011–16).	4/30/2020	12/6/2019						
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Les données sources sont améliorées pour couvrir la balance de vérification du Trésor conformément aux principes figurant dans la directive de la CEMAC	4/30/2021							
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile	4/30/2020	7/31/2019						
	Renforcement des moyens humains des services par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP annuelles sont disponibles en temps utile	Les données sources des SFP à haute fréquence sont recueillies et/ou calculées en temps utile	4/30/2022	3/17/2022				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020
											(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2022
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Les données sources sont adéquates	Les données sources pour les SFP annuelles sont disponibles en temps voulu.	Les données sources sont améliorées pour couvrir la balance de vérification du Trésor, conformément aux directives de la CEMAC.	30/4/2021	30/4/2022						

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	L'environnement juridique et institutionnel favorise l'établissement des statistiques macroéconomiques et financières; leur pertinence et utilité pratique font l'objet d'un suivi; des processus de gestion sont en place pour surveiller leur qualité; et les pratiques en matière d'intégrité, de transparence et d'éthique sont conformes aux normes statistiques (DQAF 0.1, 0.3, 0.4, 1.1, 1.2 et 1.3)	Une loi appropriée sur les statistiques permet à l'agence qui est chargée de recueillir des données sources de protéger les informations confidentielles au moyen d'obligations et de sanctions (0.1)	Un manuel de procédure est rédigé et distribué aux fournisseurs de données sources et à l'équipe chargée d'établir les SFP.	4/29/2020	9/30/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Elevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
			La responsabilité institutionnelle du recueil, du traitement et de la diffusion de ces statistiques est clairement attribuée, tandis que le partage des données et la coordination entre les agences qui les produisent sont adéquats (0.1.1 et 0.1.2)	Nomination d'une équipe dédiée aux statistiques des finances publiques	4/30/2020	9/30/2019			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	9/30/2020			
		Les données sources conviennent à l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Un tableau de passage entre les nomenclatures du plan comptable national et les classifications du MSFP 2014 est établi	4/30/2021	9/30/2020			
			Les données sources sont complètes pour permettre la compilation des SFP pour l'administration centrale budgétaire	Une ventilation sectorielle appropriée est effectuée et toutes les unités institutionnelles faisant partie des administrations centrales sont répertoriées pour assurer la couverture exhaustive des données	4/30/2020	4/30/2019			
			Les données sources fournissent suffisamment de détails pour permettre la consolidation des SFP pour les différents niveaux de l'administration publique (ou publique)						
			Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Amélioration des relations entre les compilateurs et les pourvoyeurs de données sources	10/31/2019	9/30/2019			
		Renforcement des moyens humains par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	5 agents (1 spécialiste de la dette, 3 de la Comptabilité Publique et 1 des Statistiques Monétaires de la Banque Centrale) sont formés aux concepts et principes du MSFP 2014.	4/30/2021	9/30/2020			
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020			
				(5) Les agents en charge des SFPs sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	9/30/2020			
		Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public.		STP devrait permettre d'étendre les données et la couverture institutionnelle au GG.	4/30/2023	10/31/2022			

CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des finances publiques pour la prise de décision	Une nouvelle série de données a été établie et/ou diffusée en interne et/ou publiquement	Une nouvelle série de SFP relative aux administrations centrales (ou au secteur public) et/ou à leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs des MSFP 2001/2014.	Le personnel de GFS compile des statistiques de la dette conformes à PSDG 2012 (pour l'exercice 2012-2016, couvrant le gouvernement du budget central).	5/1/2022	4/30/2023	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Elevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Elevé Adéquation des ressources : Faible Contexte/climat extérieur : Faible Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.	
				Le TOFE des administrations centrales pour les EB 2011-16 est établi conformément aux recommandations du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020				
				Les agents chargés des SFP collectent les données sources de toutes les unités de l'Administration Centrale Budgetaire et un TOFE (série de 2011-16) à couverture identique est établi conformément à la présentation du MSFP 2014 (et à la Directive TOFE de la CEMAC).	4/30/2021	7/31/2020				
				Une nouvelle série de données sur l'endettement des administrations centrales (ou du secteur public) et/ou de leurs sous-secteurs est établie et diffusée, comme le recommandent les principes directeurs du GSDSP 2011	Les agents chargés des SFP établissent des statistiques d'endettement des administrations centrales conformes au GSDSP 2012 (pour les EB 2011-16).	4/30/2022				
		Les données sources conviennent pour l'établissement de ces statistiques macroéconomiques (DQAF 3.1)	Les données sources sont suffisamment détaillées pour permettre la classification selon les principes directeurs des MSFP 2001/2014 et du GSDSP 2011	Le service chargé des SFP établit une classification des fonctions des administrations publiques (COFOG) à partir de la classification actuelle	4/30/2020	3/31/2020				
				Les données sources sont exhaustives pour permettre l'établissement des SFP relatives aux administrations centrales	Les données sources des SFP annuelles sont produites en temps utile	4/30/2021				7/31/2020
					Les données sources des SFP à haute fréquence sont produites en temps utile	5/1/2022				3/17/2022
		Renforcement des moyens humains des services par la formation, en particulier à l'élaboration de données sources et aux méthodes pour les compiler (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et à la diffusion de ces statistiques est adéquat	(5) Les agents chargés des SFP sont formés à la méthodologie du MSFP 2014	4/30/2020	4/30/2020				
				(5) Les agents chargés des SFP sont formés aux méthodes de diffusion des données	4/30/2021	7/31/2020				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays membres	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les données sont établies suivants les concepts et les définitions du dernier manuel/guide (DQAF 2.1).	Le cadre général, les concepts et les définitions suivent globalement le SCN 2008	Séminaire régional sur le changement de l'année de base du PIB et la migration au Système de comptabilité nationale (SCN) 2008.	4/30/2020	7/19/2019	Séminaire régional	s.o.	
				Les comptes nationaux trimestriels (CNT) sont consistants avec le compte national annuel	2/8/2019	2/8/2019			
				Séminaire régional sur les « indicateurs de haute fréquence et les comptes nationaux trimestriels »	7/30/2021				
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Des données ont été établies et diffusées plus fréquemment en interne ou auprès du public (DQAF 4.1.1)	Comptes nationaux établis et diffusés trimestriellement ou annuellement.	Les comptes nationaux trimestriels (CNT) sont établis selon l'approche de la demande.	4/30/2022		Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o Adéquation des ressources : FAIBLE Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon l'approche de production sont disponibles	4/30/2020	12/31/2019			
				Les CNT corrigés des variations saisonnières sont établis.	4/30/2022				
				Des comptes nationaux trimestriels conformes au SCN sont disponibles	12/31/2021	11/24/2021			
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans l'opération d'étalonnage.	12/31/2021	11/24/2021			
				Les estimations des comptes nationaux pour 2020 sont disponibles	5/1/2022	5/1/2022			
L'estimation des comptes nationaux sont disponibles pour l'année 2020	4/30/2022								

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Nouvel ensemble de données	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles	Les comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de la production et des dépenses sont disponibles	30/4/2021	1/2/2021	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Augmentation de la capacité du personnel	Le nombre de cadre formés à la production et à la diffusion des statistiques est suffisant.	Deux personnes sont en mesure de produire des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières.	30/4/2022	1/3/2021			
	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles	4/30/2021				
				La version préliminaire du tableau des équilibres ressources et emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	12/31/2020	12/31/2020			
				La version finale des TRE et le nouveau niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	12/31/2021	11/24/2021			
				La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 est disponible	4/30/2022	11/24/2021			
			Des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels sont disponibles	4/30/2022	11/24/2021				
Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat	Trois agents sont en mesure d'analyser les données de consommation finale des administrations publiques et les données de consommation des ménages.	12/31/2019	8/31/2019					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat	Deux agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières	4/30/2021	11/24/2022	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières	12/31/2019	8/31/2019			
				Trois agents sont capables d'analyser les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels.	12/31/2021	11/24/2022			
				Deux agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières	12/31/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi ou diffusé en interne ou auprès du public.	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale conformes au SCN 2008 sont disponibles.	Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production	4/30/2020	1/17/2020	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les comptes nationaux trimestriels sont produits selon l'approche de production	4/30/2021				
				La version préliminaire du tableau des équilibres ressources et emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	4/30/2022	11/24/2021			
				La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	4/30/2022	11/24/2021			
				La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 est disponible	4/30/2022	11/24/2021			
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles	4/30/2022	11/24/2021			
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	5/1/2022	5/1/2022			
				Le SUT final et le nouveau niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	5/1/2022	5/1/2022			
				Les comptes nationaux trimestriels compilés selon les approches de la production et des dépenses sont disponibles.	5/1/2022	5/1/2022			
		Les comptes nationaux annuels rebasés conformes au SCN 2008 pour la période 2005-2020 sont disponibles.	5/1/2022	5/1/2022					
Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Trois agents sont capables d'établir les comptes nationaux annuels	Le nombre et la qualité des ordinateurs et des logiciels sont suffisants à des fins d'établissement et de diffusion des statistiques.	Trois agents sont capables d'établir les comptes nationaux annuels	4/30/2020	1/17/2020			
				Deux agents sont en mesure d'établir des comptes nationaux trimestriels	12/31/2020	4/16/2020			
				Trois agents sont en mesure d'analyser les données sur la consommation finale	12/31/2019	8/16/2019			
				Trois agents sont en mesure de participer activement à l'établissement des TRE pour la nouvelle année de base.	12/31/2021	11/24/2021			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République centrafricaine (RCA)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Trois comptes nationaux sont formés sur les nouveautés du SCN 2008	12/31/2019	8/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les comptes nationaux sont disponibles pour l'année 2018	4/30/2020	7/31/2019			
				Les comptes trimestriels nationaux sont publiés sur une base régulière	4/30/2020				
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Nouvelle série de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale.	Les comptes nationaux trimestriels sont produits selon l'approche de la production	30/4/2021	1/2/2021			
				Les comptes nationaux trimestriels sont publiés sur une base régulière	4/30/2022	11/24/2021			
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	L'établissement de données se fait à l'aide des techniques statistiques appropriées, notamment la gestion des sources de données et/ou l'évaluation et la validation des données et des résultats statistiques intermédiaires (DQAF 3.3 et/ou 3.4).	Des techniques particulières d'établissement sont utilisées, à savoir : • techniques d'analyse comparative appropriées pour garantir la cohérence entre estimations annuelles et trimestrielles • ajustements saisonniers à l'aide des techniques appropriées • Établissement de séries temporelles (estimations) particulières	Les comptes nationaux trimestriels corrigés des variations saisonnières et du nombre de jours ouvrables sont disponibles et diffusés.	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Actualisation de l'année de base du PIB (de 2005 à 2016) : le TRE est utilisé pour changer l'année de base des comptes nationaux	4/30/2020	1/23/2020			
		Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles	La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	12/31/2019	12/6/2019			
				La version finale des TRE et le niveau de PIB pour la nouvelle année de base 2016 sont disponibles.	6/30/2020	5/31/2020			
				Les comptes financiers sont introduits	1/1/2022	11/24/2021			
				Le SUT final et le nouveau niveau du PIB pour la nouvelle année de référence 2016 sont disponibles	6/30/2020	5/31/2020			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Cameroun (CMR)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public	De nouvelles statistiques de comptabilité nationale conformes au SCN 2008 sont disponibles.	Des comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels sont disponibles.	4/30/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	
				La série des comptes nationaux rebasés pour la période 2005-2020 conforme au SCN 2008 est disponible.	4/30/2022	11/24/2021			
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Techniques statistiques	Des techniques spécifiques de compilation trimestrielle sont utilisées, notamment : Un benchmark approprié	Les données QNA corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables sont disponibles et diffusées.	30/4/2021	1/2/2021			
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	La série des comptes nationaux selon le SCN 1993 allant jusqu'à 2018 est disponible	12/31/2019	8/31/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale et BAD	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La version finale des TRE et le niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	4/30/2022	11/24/2021			
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles	4/30/2021				
				Les SUT définitifs selon le SCN 2008 et le nouveau niveau de PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	5/1/2022	5/1/2022			
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	4/30/2020	1/23/2020			
				Les données des entreprises sont intégrées aux estimations des CNA.	12/31/2019	8/2/2019			
	Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Des discussions ont été amorcées avec la Banque Centrale pour discuter des besoins en données en relation avec la balance des paiements	12/31/2019	8/2/2019				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les comptes trimestriels nationaux sont publiés sur une base régulière	4/30/2021		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale et BAD	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
République démocratique du Congo (RDC)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2)	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat	Apprentissage par les pairs (au Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels corrélant avec les comptes annuels	12/30/2020	10/31/2019	Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	Banque Mondiale et BAD	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : s.o. Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Nouvel ensemble de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale	Les comptes nationaux annuels sont établis selon les approches de la production et des dépenses	30/4/2021	20/11/2020		Banque Mondiale et BAD	
		Amélioration des délais de production et de publication	Les comptes nationaux sont diffusés selon le mode de diffusion approprié.	Les données des comptes nationaux sont diffusées en temps utile.	30/4/2022	20/11/2021			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN	12/31/2021	11/24/2022	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE
				CNA annuels disponibles jusqu'en 2018 et préparation au changement de base des comptes nationaux et au passage au SCN 2008.	12/31/2019	5/31/2019			
				La série rétroléée des CNA pour 2005-2018 est disponible	4/30/2020	1/23/2020			
				Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon les approches de production et de dépense.	4/30/2022	11/24/2022			
				Les estimations des comptes nationaux pour la période 2017-2020 sont disponibles	4/30/2022	11/24/2022			
				Les comptes nationaux trimestriels sont produits selon l'approche de production	4/30/2021				
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	12/31/2021	11/24/2022			
				Les comptes nationaux trimestriels compilés selon les approches de la production et des dépenses sont disponibles.	5/1/2022	5/1/2022			
				Les estimations des comptes nationaux pour la période 2017-2020 sont disponibles	5/1/2022	5/1/2022			
				Le tableau définitif des ressources et des emplois pour la nouvelle année de base conforme au SCN 2008 est disponible	5/1/2022	5/1/2022			
				La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.	4/30/2022	11/24/2022			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Nouvel ensemble de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles qu'elles figurent dans le dernier système d'évaluation des comptes nationaux	Introduction des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de la production	30/4/2021	1/2/2021	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE
		Les données sources sont adéquates	Les données sources nécessaires à la compilation des estimations annuelles sont complètes et raisonnables.	Des plans pour le rebasement des comptes nationaux et la migration vers le SCN 2008 sont en place.	31/12/2020	20/11/2020			
République du Congo (COG)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2)	Les locaux et l'équipement disponibles sont satisfaisants à des fins d'établissement et de diffusion des données.	Les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels sont développés	12/31/2019	9/30/2019	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	
			Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.						
		Les données sources sont adéquates pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les estimations des comptes nationaux pour la période 2001-2020 sont disponibles	12/31/2019	12/31/2019				
			Il existe un plan d'amélioration de la couverture des statistiques macroéconomiques.	4/30/2020	1/23/2020				
Le plan d'action pour le passage au SCN 2008 et le changement de l'année de base sont mis en place	12/31/2020								

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Données mises à disposition en interne et auprès du public de façon plus ponctuelle (réduction des retards) (DQAF 4.1.2).	La diffusion des comptes nationaux se fait selon les normes pertinentes : en l'espace d'un trimestre pour les comptes nationaux trimestriels (pour la NSDD) et dans un délai de six à neuf mois pour les comptes annuels, après la fin de la période de référence (pour le SGDD).	Les séries 2001-2017 sont disponibles	12/31/2019	7/31/2019	Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production.	12/30/2020	7/31/2019			
				CNA annuels disponibles jusqu'en 2018 et préparation au changement de base des comptes nationaux et au passage au SCN 2008.	4/30/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**

(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi ou diffusé en interne ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Le plan d'action pour le passage au SCN 2008 et le changement de l'année de base est mis en place	12/31/2020	4/16/2020	Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production.	4/30/2020				
				La version préliminaire du Tableau des Ressources et des Emplois pour la nouvelle année de base est disponible	12/31/2021	11/24/2021			
				Les plus récentes sources de données disponibles (recensements, enquêtes, données administratives) sont prises en compte dans les travaux de changement de l'année de base.	4/30/2022	11/24/2021			
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.	4/30/2022	11/24/2021			
				Des comptes nationaux trimestriels sont introduits selon l'approche de production	4/30/2021				
				Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production et de dépenses sont disponibles.	4/30/2022	11/24/2021			
				La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (SUT) pour la nouvelle année de base est disponible.	1/1/2022	1/1/2022			
				Les comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de la production et des dépenses sont disponibles	5/1/2022	5/1/2022			
		La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois pour la nouvelle année de base est disponible	5/1/2022	5/1/2022					
		Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Six agents sont en mesure d'établir les CNA.	4/30/2020	4/16/2020			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Gabon (GAB)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés pour établir et diffuser ces statistiques est adéquat.	Quatre agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.	4/30/2021		Mission d'assistance technique	FAO et Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.	4/30/2022	11/24/2021			
				Quatre employés ont la capacité de produire des QNA	30/4/2020	26/11/2020			
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières	Amélioration des délais de production et de publication	Les comptes nationaux sont diffusés selon le mode de diffusion approprié.	Les comptes nationaux annuels sont à jour et les plans pour le rebasement du PIB et l'adoption du SCN 2008 sont en place.	30/4/2021	5/11/2020			
		Nouvelle série de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale.	Les comptes nationaux trimestriels sont introduits en utilisant l'approche de la production	30/4/2022	1/2/2021			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**

(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN	4/30/2022	11/24/2021	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o.
				Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN	12/31/2021	11/24/2021			
				La série de CAN allant jusqu' à 2019 est disponible et le plan des travaux de changement de base et au passage au SCN 2008 est mis en place.	4/30/2021	10/1/2020			
				Les comptes nationaux trimestriels établis selon l'approche de la production sont introduits.	1/1/2022	1/1/2022			
				Les résultats des derniers recensements et enquêtes sont pris en compte dans l'exercice d'étalonnage.	5/1/2022	5/1/2022			
				Les comptes nationaux trimestriels sont établis selon l'approche de production.	12/31/2021	11/24/2021			
		Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1)	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement et disponibles en temps opportun.	Les indicateurs de haute fréquence requis pour le développement des comptes nationaux trimestriels sont mis en place	12/31/2020	10/1/2020			
				Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont analysés et resumés à des fins de comptabilités nationales	4/30/2022	11/24/2021			
				Trois agents formés aux indicateurs de haute fréquence	4/30/2021	11/24/2021			

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
Guinée équatoriale (GNQ)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, des méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat.	Deux agents sont en mesure de compiler les CAN	12/31/2020	10/30/2020	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale	Appui politique : MOYEN Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o.	
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.	12/31/2020	10/30/2020				
São Tomé-et-Principe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	Les résultats des enquêtes et des recensements les plus récents sont pris en compte dans les travaux de changements de l'année de base des CAN	4/30/2022	11/24/2022		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La série des comptes nationaux allant jusqu'à 2020 est disponible et établie conformément au SNA 2008.	4/30/2022	11/24/2022				
				La version finale du Tableau des Ressources et des emplois pour la nouvelle année de base est disponible	4/30/2022	11/24/2022				
				La version préliminaire du Tableau des Ressources et des Emplois pour la nouvelle année de base est disponible	12/31/2021	11/24/2022				
				Les comptes nationaux annuels sont produits selon les approches de production et de dépenses	4/30/2021	9/1/2020				
				Les comptes nationaux trimestriels sont compilés selon les approches de production et de dépenses	12/31/2021	11/24/2022				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
São Tomé-et-Príncipe (STP)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement (références d'au moins 5 ans recommandées) et disponibles en temps opportun. Au besoin, les données supplémentaires requises pour l'établissement des tableaux ressources-emplois sont disponibles.	les indicateurs à haute fréquence nécessaires pour établir les comptes nationaux trimestriels sont développés	12/31/2020		Mission d'assistance technique et apprentissage par les pairs	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, des méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés à l'établissement et la diffusion des statistiques est adéquat.	Deux agents sont en mesure d'établir les CNA.	12/31/2019	10/31/2019			
				Trois agents de plus sont en mesure d'établir les CNA.	12/31/2020	9/30/2020			
				Apprentissage par les pairs (au Burkina Faso) sur les comptes nationaux trimestriels corrélant avec les comptes annuels	12/31/2020				
	Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.	12/31/2020							
Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Nouvelle série de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale	Les indicateurs de haute fréquence nécessaires à la compilation des QNA sont développés.	31/12/2020	26/11/2020				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Les ressources consacrées à l'établissement et à la diffusion des statistiques macroéconomiques et financières sont suffisantes (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents chargés de l'établissement et de la diffusion de ces statistiques est suffisant, tout comme les compétences qu'ils possèdent.	Six agents sont en mesure d'établir les CNA.	12/31/2019	11/29/2019	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Un nouvel ensemble de données a été établi et/ou diffusé en interne et/ou auprès du public.	De nouvelles statistiques des comptes nationaux, conformes au dernier SCN (2008), sont disponibles.	<p>Les comptes nationaux annuels sont mis à jour et le plan pour le rebasage des comptes nationaux est en place</p> <p>La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base est disponible.</p> <p>La version finale des TRE et le niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.</p> <p>Des comptes nationaux trimestriels établis selon les approches de production sont disponibles.</p> <p>Le rebasage des CAN jusqu'à 2020 et consistant avec le SNA 2008 est disponible</p> <p>Les TUT définitifs selon le SCN 2008 et le nouveau niveau du PIB pour la nouvelle année de base sont disponibles.</p> <p>Les comptes nationaux trimestriels utilisant l'approche de la production sont introduits</p> <p>Les comptes nationaux annuels rebasés jusqu'en 2020 et conformes au SCN 2008 sont disponibles.</p>	<p>12/31/2019</p> <p>12/31/2020</p> <p>12/31/2021</p> <p>4/30/2022</p> <p>4/30/2022</p> <p>1/1/2022</p> <p>5/1/2022</p> <p>5/1/2022</p>	<p>11/30/2019</p> <p></p> <p>11/24/2021</p> <p>11/24/2021</p> <p>11/24/2021</p> <p></p> <p>1/1/2022</p> <p>5/1/2022</p> <p>5/1/2022</p>	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2020, 2021, 2022 & 2023 : STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date de réalisation effective	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Il existe suffisamment de données sources pour l'établissement des comptes nationaux (DQAF 3.1).	Les données sources nécessaires à l'établissement des estimations annuelles sont exhaustives, raisonnablement conformes aux exigences en matière de définition, champ d'application, classification, évaluation et date d'enregistrement (références d'au moins 5 ans recommandées) et disponibles en temps opportun. Au besoin, les données supplémentaires requises pour l'établissement des tableaux ressources-emplois sont disponibles.	Les résultats de la consommation finale des ménages sont analysés et intégrés dans les travaux de rebasage	12/31/2021	11/24/2021	Mission d'assistance technique	Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
Tchad (TCD)	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques macroéconomiques pour la prise de décision	Renforcement des capacités du personnel au moyen de la formation, surtout sur la création de sources de données, les méthodes d'établissement et la diffusion (DQAF 0.2).	Le nombre d'agents formés pour établir et diffuser ces statistiques est adéquat.	Trois agents sont formés aux indicateurs de haute fréquence	4/30/2021			Banque Mondiale, AFRISTAT	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon l'approche de production.	12/31/2020				
				Trois agents sont capables d'établir des comptes nationaux trimestriels selon les approches de production et de dépenses.	4/30/2021				
			Trois personnes sont capables d'établir des comptes nationaux annuels.	30/4/2021	1/2/2021				
	Renforcer la compilation et la diffusion des données macroéconomiques et financières.	Nouvelle série de données	Nouvelles statistiques de comptabilité nationale, telles que définies dans le dernier système de comptabilité nationale.	La version préliminaire du tableau des ressources et des emplois (TRE) pour la nouvelle année de base selon le SCN 2008 est disponible.	31/12/2020	26/11/2020			

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Tous les pays membres	Mettre en œuvre un système de supervision basé sur les risques (RBS) et mettre à niveau d'autres processus de supervision - RBS	Les autorités de contrôle traitent en temps opportun les pratiques ou activités dangereuses et peu judicieuses qui pourraient présenter des risques pour les banques ou le système bancaire.		Les superviseurs bancaires acquièrent une compréhension des risques liés au changement climatique, de leurs implications sur la stabilité financière et de leur inclusion dans la supervision basée sur les risques et d'autres processus de supervision.	10/20/2021	10/20/2021	Mission d'assistance technique	Afritac de l'Ouest	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN
		Les autorités de surveillance disposent de capacités suffisantes pour mettre en œuvre efficacement la surveillance basée sur le risque et les autres processus de surveillance.	Des superviseurs entièrement formés pour être en mesure de mettre en œuvre une supervision basée sur le risque et d'autres processus de supervision.	Les autorités de surveillance améliorent leurs connaissances, leurs compétences et leurs capacités en matière de réglementation et de surveillance des risques de liquidité et de transformation.	12/31/2021	12/31/2021			
		Les superviseurs traitent en temps utile les pratiques ou activités dangereuses et peu sûres qui pourraient présenter des risques pour les banques ou le système bancaire.	Les superviseurs appliquent des sanctions et imposent des mesures correctives rapides pour résoudre les problèmes bancaires.	Les autorités chargées de la surveillance prudentielle des banques reçoivent des orientations opérationnelles pour adapter les mesures de surveillance pendant la pandémie de Covid-19 et faire face à l'impact ultérieur des pertes de crédit attendues sur le secteur bancaire.	5/27/2021	5/27/2021			

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	La réglementation prudentielle relative à la gouvernance des banques est mise à niveau, approuvée et adoptée.	9/30/2019	8/17/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle		Le canevas réglementaire des rapports d'information annuels (par les banques) sur le contrôle interne et la gestion des risques est révisé.	4/30/2020	8/17/2018	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle		Le modèle réglementaire pour la communication annuelle (par les banques) d'informations sur le contrôle interne et la gestion des risques est validé et publié (par la banque centrale).	12/31/2020	4/30/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	
		Les autorités de contrôle et les réglementations exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides.	Adoption de lignes directrices et de règlements pour la mesure et la gestion des risques	Une nouvelle réglementation prudentielle relative aux établissements de paiement est rédigée par la BRB et examinée par l'AFC pour compléter le cadre réglementaire de 2017 sur les IP (par l'AFC).	30/4/2021	22/3/2021	Mission d'assistance technique	s.o.	

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les rapports d'inspection sur les banques sont davantage axés sur les risques et ils définissent les principaux risques quantitatifs et qualitatifs	La supervision du risque de crédit selon l'approche basée sur les risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.	4/30/2020	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Une réglementation prudentielle sur l'intervention précoce auprès des banques fragiles est adoptée.	12/31/2019	11/26/2019			
				Des orientations méthodologiques sont données concernant l'approche basée sur les risques pour le contrôle sur place du risque opérationnel dans les établissements de crédit.	4/30/2021	12/11/2020	Mission d'assistance technique		
				La supervision du risque opérationnel selon l'approche basée sur les risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.	12/31/2020	12/14/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La supervision basée sur les risques dans les domaines du contrôle interne et de la gestion des risques est mise en œuvre dans les processus de contrôle.	12/31/2020	12/14/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les inspections sur place concernant la gestion du risque informatique sont effectuées	6/30/2019	7/1/2019			
				Le projet de méthodologie pour effectuer des inspections sur place dans les banques concernant le risque informatique est achevé et approuvé	12/31/2018	4/30/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La méthodologie de contrôle sur place des établissements et services de paiement est finalisée et approuvée, sur la base des orientations de l'AFC.	6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le contrôle sur place du risque de crédit est efficacement mis en œuvre grâce à une approche de contrôle basée sur le risque (par la banque centrale).	12/30/2022	12/30/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un manuel d'orientation méthodologique pour une surveillance efficace des établissements et services de paiement est achevé et approuvé, sur la base des orientations de l'AFC (par la banque centrale).	6/30/2020	10/27/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Des orientations méthodologiques sont données pour le contrôle basé sur les risques, sur pièces et sur place, des processus comptables des banques et de la qualité des états financiers et prudentiels transmis par les banques à la BRB.	4/30/2021	4/30/2021	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La méthodologie pour le contrôle effectif et efficace des processus comptables des banques et de la qualité des états financiers et prudentiels transmis par les banques à la BRB est finalisée et approuvée, sur la base des directives de l'AFC.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Une formation est donnée aux superviseurs de la BRB afin de développer leurs capacités de mise en œuvre du guide méthodologique sur le contrôle des établissements et services de paiement	4/30/2020	1/17/2020	Mission d'assistance technique		
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Un projet global pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques est rédigé et approuvé (par la BRB).	12/31/2020	12/14/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Une feuille de route globale pour la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques est rédigée pour appuyer la BRB dans la préparation d'un plan d'action.	4/30/2020	10/25/2019	Mission d'assistance technique		
				La procédure interne de la BRB pour noter les banques en fonction de leur profil de risque à l'aide du système de notation révisé est finalisée et approuvée.	4/30/2019	2/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les banques sont notées conformément au système de notation révisé.	12/31/2019	10/25/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les banques sont effectivement notées selon l'outil de notation révisé (par la banque centrale).	6/30/2020	10/27/2020			
				Un guide pour l'utilisation de l'outil révisé de notation des banques est rédigé	6/30/2019	6/28/2019			

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	La liste des indicateurs d'alerte précoce pertinents est complétée, approuvée et incluse dans le système informatique à automatiser, et ils sont utilisés par les superviseurs hors site (par la banque centrale).	9/30/2020	10/27/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : MOYEN Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques
				La liste des indicateurs d'alerte avancée pertinents est terminée, approuvée et intégrée dans le système informatique pour être automatisée, et les indicateurs sont utilisés par les superviseurs sur pièces.	4/30/2020	1/17/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Mettre en application les normes de Bale II et III	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	1. Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres 2. Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques	Le pilier 2 et l'ICAAP sont mis en œuvre dans les réglementations prudentielles.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La BRB développe un règlement ICAAP, un modèle de rapport ICAAP et un outil d'évaluation des ICAAP, et renforce ses capacités par le biais d'un atelier de formation (avec l'aide de l'AFC).	4/29/2022	4/29/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La BRB développe des lignes directrices pour les tests de résistance micro prudentiels et augmente les capacités par le biais d'un atelier de formation (avec l'assistance de l'AFC).	4/29/2022	4/29/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Les banques ont des positions solides en matière de capital et de liquidités qui couvrent correctement leurs risques et contribuent à la stabilité du système financier	La législation et la réglementation bancaires sont alignées sur les exigences de Bâle II/III.		Un projet de règlement sur le NSFR est élaboré, un modèle de QIS est conçu, aligné sur Bâle III et appliqué avec proportionnalité (par l'AFC).	6/30/2022	6/30/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Sur la base des résultats de l'EQI, examen/validation de l'étalonnage des paramètres du NSFR, élaboration des rapports prudentiels sur le NSFR et finalisation du règlement sur le NSFR (par l'AFC).	4/28/2023	3/31/2023			
				Une étude d'impact quantitative du NSFR est réalisée (par la banque centrale).	3/31/2023	3/31/2023			
				Un projet global d'alignement du cadre réglementaire de la BRB sur le cadre de Bâle 3 est rédigé et approuvé (par la banque centrale)	8/31/2022	8/31/2022			
			Supervisors have the competencies to drive the implementation process of Basel II/III and to monitor bank's compliance with the new requirements						

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	Les banques ont des positions solides en matière de capital et de liquidités qui couvrent correctement leurs risques et contribuent à la stabilité du système financier	Le niveau des fonds propres des banques reflète bien leur profil de risque, leur stratégie commerciale et leur niveau d'acceptation des risques.		La BRB développe une réglementation IRRBB, un modèle de rapport IRRBB et augmente la capacité des superviseurs de la BRB à évaluer la gestion IRRBB par le biais d'un atelier de formation (avec l'aide de l'AFC).	11/30/2022	11/30/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
	Mettre en application les normes de Bale II et III	Les instances de contrôle ont les compétences voulues pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/ III et suivre le respect des nouvelles exigences par les banques	Les instances de contrôle participent à diverses formations et séminaires	La méthodologie pour la mise en œuvre du contrôle du nouveau modèle de liquidité à court terme est rédigée, approuvée et mise en place.	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Sur la base d'une analyse des lacunes, une feuille de route globale pour l'alignement du cadre réglementaire actuel de la BRB sur le cadre de Bâle 3 est rédigée pour aider la BRB à préparer un plan d'action en conséquence (par AFC).	3/31/2022	3/31/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les superviseurs de la BRB participent à une formation de l'AFC sur les mises à jour du cadre de Bâle.	3/31/2022	3/31/2022			
	Démontrer une compréhension de base et articuler des besoins spécifiques en matière de CD dans les domaines de la supervision et de la réglementation financières - FSB	Préparation d'une base de référence et d'une feuille de route pour le(s) projet(s) de suivi de la CD		Les autorités accusent réception des diagnostics/recommandations de cadrage.	6/30/2022	9/30/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les autorités prennent une décision sur l'opportunité de procéder à un CD de suivi.	6/30/2022	9/30/2022			
	Améliorer l'efficacité de la surveillance en matière de comptabilité et de provisionnement prudentiel en améliorant les orientations réglementaires par rapport aux normes et pratiques internationales.	Amélioration des lignes directrices en matière de provisionnement et mise en œuvre de ces lignes directrices Le provisionnement est proportionnel au risque de crédit et suffisant pour l'évaluation de l'adéquation des fonds propres.		La réglementation prudentielle existante sur la classification des crédits et le provisionnement, 12/2018, est révisée et alignée sur la norme IFRS 9 (par l'AFC).	7/29/2022	3/20/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La réglementation prudentielle révisée 12/2018 sur la classification des crédits et le provisionnement, alignée sur l'IFRS 9, est approuvée et promulguée (par la banque centrale).	7/29/2022	7/29/2022			
		Les autorités approuvent un plan d'action qui définit les principales étapes de la mise en œuvre des recommandations de l'AT concernant l'application des normes IFRS relatives aux créances douteuses.		La réglementation prudentielle sur la classification du risque de crédit et le provisionnement est révisée pour mettre en œuvre l'IFRS 9 et elle est adoptée (par la banque centrale).	7/29/2022	6/29/2019			
		Meilleure connaissance des IFRS par les autorités de surveillance CB et les banques, y compris le traitement des questions spécifiques de provisionnement pour équilibrer les exigences des IFRS et les principes de Bâle.		Une formation est dispensée aux superviseurs de la BRB concernant la mise en œuvre de la norme IFRS 9 sur la comptabilisation et le provisionnement des prêts non productifs, par l'AFC.	7/29/2022	7/29/2022			

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Burundi (BDI)	<p>1. Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes et pratiques optimales internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit</p> <p>2. Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement</p> <p>3. Accroître l'efficacité du contrôle sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales</p>	Connaissance renforcée des IFRS par les instances de contrôle des BC et par les banques, y compris au regard des questions spécifiques de provisionnement pour concilier les exigences des IFRS et des principes de Bâle	Observation par les banques des IFRS et des règles de provisionnement des créances improductives ainsi que le démontrent a) les rapports des auditeurs des banques ; b) les rapports de contrôle	Les agents de la BRB suivent une formation sur la mise en œuvre de la norme IFRS 9 concernant la comptabilité et le provisionnement des prêts improductifs.	4/30/2020	6/28/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	<p>Appui politique : FAIBLE</p> <p>Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN</p> <p>Adéquation des ressources : ÉLEVÉ</p> <p>Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ</p> <p>Autres risques : s. o.</p> <p>Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.</p>
				Les agents de la BRB suivent une formation sur le contrôle sur pièces et sur place des états financiers basés sur les IFRS transmis par les banques.	4/30/2021	3/19/2021	Mission d'assistance technique		
		Les autorités approuvent un plan d'action qui énonce les principales étapes pour la mise en application des recommandations d'AT en vue de la mise en œuvre des IFRS applicables aux créances improductives	Plan d'action approuvé	Une feuille de route est rédigée pour que la BRB mette en œuvre de manière appropriée la norme IFRS 9 dans la réglementation prudentielle et les processus de contrôle.	4/30/2020	6/28/2019	Mission d'assistance technique		
				Un plan d'action pour la mise en œuvre de l'IFRS 9 dans la réglementation prudentielle est rédigé et approuvé	6/30/2020	3/19/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un plan d'action pour la mise en œuvre de la norme IFRS 9 dans la réglementation prudentielle est rédigé et approuvé.	6/30/2020	10/27/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		L'amélioration des directives de provisionnement et la mise en œuvre du provisionnement des directives sont proportionnelles au risque de crédit et suffisantes pour l'évaluation de l'adéquation des fonds propres	Lignes directrices et réglementations publiées conformes aux normes IFRS et Bâle	Les réglementations prudentielles existantes en matière de classification et de provisionnement des crédits sont revues et alignées sur IFRS 9 (par AFC)	4/30/2021	3/19/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La réglementation prudentielle révisée sur la classification et le provisionnement des crédits, rendue conforme à la norme IFRS 9, est approuvée et promulguée (par la banque centrale).	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risque	De nouvelles réglementations prudentielles concernant le contrôle des établissements de paiement et des services de paiement sont adoptées.	6/30/2019	4/27/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Les projets d'instruction pour l'application de la réglementation de la COBAC sur le contrôle interne (2016/04), concernant les exigences prudentielles sur la gestion du risque dans les banques, sont révisés.	4/30/2020	9/13/2019	Mission d'assistance technique			
				Les instructions révisées pour l'application de la réglementation de la COBAC sur le contrôle interne (2016/04), concernant les exigences prudentielles sur la gestion du risque dans les banques, sont adoptées.	12/31/2020	4/1/2021				
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle suivent les groupes bancaires et leurs ratios prudentiels sur une base consolidée	La réglementation exige des banques qu'elles observent les limites prudentielles sur une base consolidée	Les banques présentent leurs déclarations à titre individuel et sur une base consolidée	Les superviseurs contrôlent les groupes bancaires de la CEMAC sur une base consolidée ou combinée, à l'aide des processus de contrôle.	12/31/2022	4/30/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
					Les nouveaux modèles d'états financiers basés sur les IFRS sont transmis par les groupes bancaires sur une base consolidée ou combinée.	12/31/2019	11/26/2019			
					Les réglementations prudentielles qualitatives en vigueur sont modifiées, ainsi que les exigences proposées pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC, et elles sont adoptées.	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
					Les ratios quantitatifs prudentiels sont établis sur une base consolidée et inclus dans le cadre des ratios prudentiels à mettre à jour dans le projet global Bâle II/III	12/31/2021		Mission d'assistance technique		
					Les ratios prudentiels pour le contrôle consolidé des groupes bancaires de la CEMAC sont rédigés, sur la base des réglementations en vigueur.	12/31/2021	11/23/2018	Mission d'assistance technique		
					Les ratios prudentiels quantitatifs sont établis sur une base consolidée et intégrés dans le futur cadre des ratios prudentiels devant être actualisés par le projet global Bâle II/III que la COBAC doit lancer.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
					Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	La réglementation prudentielle sur la gouvernance est examinée et actualisée conformément aux normes internationales, et elle est adoptée.	12/31/2019		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	La révision du manuel d'inspection concernant le risque opérationnel est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	6/30/2019	7/1/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des banques, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.	6/30/2019	1/28/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
			Le niveau des effectifs est revu et renforcé	Un plan d'action global pour terminer la mise en œuvre complète de la supervision basée sur les risques est approuvé et mis en œuvre, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC.	6/30/2019	1/31/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le nombre d'employés et l'expertise requis pour la supervision bancaire sont évalués, en fonction de critères objectifs et en tenant compte de la portée complète des missions de la COBAC, et cette évaluation est approuvée.	6/30/2019	12/9/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le niveau des effectifs de la COBAC est significativement renforcé pour s'assurer la mise en œuvre effective de la supervision basée sur les risques	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un plan d'action est approuvé pour mettre à niveau les processus de contrôle sur place des établissements de crédit, sur la base de la feuille de route fournie par l'AFC pour terminer la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques.	6/30/2019	1/28/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection concernant le risque de crédit est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les inspecteurs reçoivent des orientations méthodologiques pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectué sur place, du risque de liquidité afin d'actualiser le manuel d'inspection.	4/30/2020	9/13/2019	Mission d'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Le niveau des effectifs est revu et renforcé	La révision du manuel d'inspection concernant le risque de liquidité est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	6/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : FAIBLE Engagement de l'encadrement et du personnel technique : MOYEN Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les inspecteurs reçoivent des orientations méthodologiques pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectué sur place, du risque de marché afin d'actualiser le manuel d'inspection.	6/30/2022		Mission d'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection concernant le risque de marché est terminée, la nouvelle version est approuvée, et les directives méthodologiques sont mises en œuvre par les inspections sur place.	4/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le modèle actuel de notation bancaire SYSCO 2 est revu pour le rendre plus axé sur les risques conformément aux normes et meilleures pratiques internationales (par AFC)	4/30/2021	5/22/2020	Mission d'assistance technique		
				Le modèle de notation bancaire SYSCO 3 révisé est testé, validé et mis en œuvre (par le SG-COBAC)	9/30/2021	6/26/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un manuel d'orientation méthodologique est rédigé pour mettre en œuvre un processus de notation bancaire basé sur le risque en utilisant le modèle SYSCO 3 révisé (par AFC)	4/30/2021	6/26/2020	Mission d'assistance technique		
				Des orientations méthodologiques sont reçues par les inspecteurs pour le contrôle sur place des établissements de paiement, afin d'enrichir le manuel d'inspection (par AFC)	4/30/2021	11/6/2020	Mission d'assistance technique		
				La révision du manuel d'inspection sur les établissements de paiement est terminée, la nouvelle version est approuvée et des orientations méthodologiques sont mises en œuvre par le biais d'inspections sur place (par la COBAC)	6/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Le modèle révisé de notation bancaire SYSCO est adapté pour mettre en œuvre un processus de notation des institutions de microfinance (IMF) basé sur le risque et tenant compte des spécificités des IMF.	4/30/2021	10/16/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Le niveau des effectifs est revu et renforcé	Le processus interne de fixation des objectifs prioritaires annuels de surveillance et de rédaction d'un document de référence annuel relatif aux politiques de surveillance est revu et amélioré.	4/30/2021	11/6/2020	Mission d'assistance technique		
				Le cadre actuel des indicateurs de surveillance et d'alerte précoce des établissements bancaires est revu et amélioré pour être davantage axé sur les risques.	4/30/2021	10/23/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	Les superviseurs traitent en temps opportun les pratiques ou activités dangereuses et non sûres qui pourraient présenter des risques pour les banques ou le système bancaire	Les superviseurs appliquent des sanctions et adoptent rapidement des mesures correctives pour résoudre les problèmes bancaires	Un plan d'action est approuvé pour moderniser le processus d'intervention précoce sur les institutions de microfinance en difficulté (par la COBAC)	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les processus opérationnels liés à la gestion des mesures de surveillance pour remédier aux infractions aux réglementations prudentielles sont passés en revue et des directives internes pour leur mise à niveau sont reçues (par AFC).	4/30/2020	3/6/2020	Mission d'assistance technique		
			Les superviseurs suivent la mise en œuvre des mesures correctives et intensifient les actions au besoin	Les processus opérationnels relatifs à la gestion des sanctions décidées par la COBAC contre les établissements de crédit sont passés en revue et des directives internes pour leur revalorisation sont reçues (par AFC).	4/30/2021	10/9/2020	Mission d'assistance technique		
		La législation et réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III	La nouvelle réglementation applicable aux fonds propres et les exigences minimales sont conformes aux exigences de Bâle II/ III	Un plan d'action est approuvé pour moderniser les processus opérationnels relatifs à la gestion des actions disciplinaires (processus de sanction) (par la COBAC)	9/30/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Une nouvelle réglementation concernant le ratio de levier est adoptée conformément aux exigences de Bâle III.	12/31/2021				
				Une réglementation actualisée sur le calcul du capital est adoptée afin de se conformer pleinement à Bâle III.	4/30/2020	11/26/2019			
		Une feuille de route est rédigée pour que la COBAC (i) procède à l'actualisation globale des réglementations prudentielles sur les normes de fonds propres et les ratios de liquidité pour mettre en œuvre les normes de Bâle II/III et (ii) prépare en conséquence une actualisation ultérieure des réglementations associées.	4/30/2020	9/20/2019					

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	La législation et réglementation bancaire est alignée sur les exigences de Bâle II/ III	La nouvelle réglementation applicable aux liquidités est conforme aux exigences de Bâle III	Un plan d'action est rédigé et approuvé par la COBAC pour établir un plan de réforme afin de mettre en œuvre Bâle II/III et de réviser toutes les réglementations prudentielles touchées sur une base individuelle et consolidée.	6/30/2020	6/29/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : FAIBLE Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Approbation et adoption d'une norme de fonds propres révisée conforme à Bâle II/III.	12/31/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Approbation et adoption d'un ratio de liquidité révisé conforme à Bâle II/III.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Approbation et adoption d'un ratio structurel de liquidité à long terme révisé conforme à Bâle II/III.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un ratio de financement stable révisé (NSFR) conforme à Bâle III est approuvé et mis en vigueur	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un projet de règlement LCR est examiné, un modèle QIS est conçu, une note de modèle QIS est rédigée, alignée sur Bâle III et appliquée avec proportionnalité (par AFC).	4/29/2022	4/29/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un projet de règlement NSFR est élaboré, un modèle QIS est conçu, un modèle de note QIS est rédigé, aligné sur Bâle III et appliqué avec proportionnalité (par l'AFC).	4/29/2022	4/29/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres	L'ICAAP est intégré dans les exigences prudentielles et adopté.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
		Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques	Le pilier 2 est intégré dans les exigences prudentielles et adopté.	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
République démocratique du Congo (RDC)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les fondements légaux/ réglementaires du régime d'agrément définissent les mesures et critères essentiels qui régissent l'octroi (et le retrait) des agréments et imposent des conditions réglementaires le cas échéant	Le dispositif réglementaire qui régit les agréments a été revu et les lacunes éventuelles ont été comblées	Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des auditeurs externes des banques.	6/30/2019	5/14/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.	
				Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des banques.	6/30/2019	5/14/2019				
			Publication d'un guide de demande d'agrément définissant les critères quantitatifs et qualitatifs et d'autres exigences pour la présentation de demandes d'agrément	Adoption de la réglementation révisée sur les agréments des administrateurs et des membres du conseil d'administration des banques.	6/30/2019	5/14/2019				
				Les modèles révisés pour les demandes d'agrément sont terminés et adoptés.	6/30/2019	11/26/2019				
		Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques		Rédaction d'une réglementation prudentielle intégrant des exigences spécifiques applicables aux établissements et services de paiement.	12/31/2021				Mission d'assistance technique
					Des directives sont données pour la rédaction d'une méthodologie de contrôle sur place relative à la mise en oeuvre d'une nouvelle réglementation (instruction 22) sur la gestion des risques dans les institutions de crédit	4/30/2020	6/7/2019			Mission d'assistance technique
					Adoption d'une nouvelle réglementation prudentielle applicable aux établissements et services de paiement.	12/31/2021				Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique
					Une feuille de route pour établir une réglementation et un cadre de contrôle des établissements et services de paiement appropriés est rédigée pour la BCC.	6/30/2021				Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique
					La BCC reçoit des orientations pour adapter les mesures spéciales Covid-19 en 2021 afin de renforcer la supervision bancaire pendant la pandémie	4/30/2021	4/9/2021			Mission d'assistance technique
					Un plan d'action pour la mise en oeuvre d'une nouvelle réglementation et d'un nouveau cadre de contrôle pour les établissements de paiement, les services de paiement et la monnaie électronique est rédigé et approuvé.	6/30/2021				Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique
					La directive n° 24 existante sur la monnaie électronique est revue en vue de l'élaboration d'un nouveau règlement prudentiel applicable aux établissements et services de paiement (par AFC).	4/30/2021	9/10/2020			Mission d'assistance technique

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les superviseurs mettent en œuvre la supervision basée sur les risques, sur pièces et sur place, du risque de crédit et du risque opérationnel dans les processus de contrôle, sur la base des orientations méthodologiques fournies.	12/31/2019	11/26/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les superviseurs spécialisés en technologies de l'information suivent une formation supplémentaire sur le contrôle sur place du risque informatique, sur la base du manuel en vigueur sur ce sujet.	2/15/2021	2/19/2021	Mission d'assistance technique		
			Les rapports d'inspection sur les banques sont davantage axés sur les risques et ils définissent les principaux risques quantitatifs et qualitatifs	Les superviseurs effectuent les inspections du risque informatique en se basant sur la méthodologie en vigueur.	12/31/2021	Mission d'assistance technique			
				Des orientations sont fournies sur l'approche fondée sur le risque de la surveillance sur place du risque de crédit dans les établissements bancaires (par l'AFC).	4/29/2022		4/29/2022		
				Les superviseurs mettent en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur pièces, de la réglementation prudentielle et de l'analyse financière des banques.	12/31/2019		11/26/2019		
			Une formation pratique est dispensée aux superviseurs pour la supervision sur site des risques liés aux TIC dans les institutions bancaires. La note d'orientation méthodologique existante sur ce sujet est révisée et affinée	4/30/2021	3/5/2021	Mission d'assistance technique	s. o.		
				Les superviseurs mettent en œuvre le contrôle basé sur les risques des cinq instructions qualitatives révisées (n° 17, 18, 19, 21 et 22), par les processus de contrôle.	12/31/2019	11/26/2019			

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, du contrôle interne dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 17.	4/30/2020	3/22/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	
				Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, de la gestion des risques dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 22.	4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique		
				Des directives méthodologiques sont rédigées pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques, effectuée sur place, de la gouvernance dans les établissements de crédit, sur la base de l'instruction révisée n° 21.	4/30/2020	3/22/2019	Mission d'assistance technique		
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les structures de supervision et de responsabilités sont approuvées pour permettre une plus grande coopération	Les manuels de directives méthodologiques rédigés pour les inspections sur place du contrôle interne, de la gestion des risques et de la gouvernance, sur la base des instructions révisées n° 17, 22 et 21, sont approuvés et mis en œuvre.	12/31/2020	1/21/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Le système de notation des banques CAMELS/ORAP en vigueur est examiné et ajusté à l'aide des normes internationales et instructions prudentielles révisées de la BCC les plus récentes.	4/30/2020	2/7/2020	Mission d'assistance technique		
				Le système de notation des banques CAMELS/ORAP révisé est approuvé et mis en œuvre.	12/31/2020	2/19/2021	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
République démocratique du Congo (RDC)	<p>1. Améliorer les directives de provisionnement réglementaire par rapport aux normes et pratiques optimales internationales afin de mieux tenir compte du risque de crédit</p> <p>2. Renforcer la connaissance des IFRS, y compris en ce qui a trait aux interactions entre les IFRS et les règles de provisionnement</p> <p>3. Accroître l'efficacité du contrôle sur site et sur pièces des banques qui appliquent les IFRS et veiller à la conformité aux normes internationales</p>	<p>Connaissance renforcée des IFRS par les instances de contrôle des BC et les banques, y compris au regard des questions spécifiques de provisionnement pour concilier les exigences des IFRS et des principes de Bâle</p>	<p>Capacité des instances de contrôle dans l'application des IFRS et dans la conciliation des exigences de comptabilité et de réglementation, ainsi que le démontrent les améliorations des banques au regard du point 1 ci-dessus</p>	<p>La norme IFRS 9 est mise en œuvre dans les réglementations prudentielles.</p>	12/31/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de	s. o.	<p>Appui politique : ÉLEVÉ</p> <p>Engagement de l'encadrement et du personnel technique : ÉLEVÉ</p> <p>Adéquation des ressources : ÉLEVÉ</p> <p>Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ</p> <p>Autres risques : s. o.</p> <p>Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.</p>	
				<p>Les banques transmettent les états financiers basés sur les IFRS à la BCC avec exactitude, et les superviseurs peuvent en évaluer la qualité et effectuer leur contrôle et analyse sur place.</p>	12/31/2019	10/30/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				<p>L'AFC offre une formation sur l'IFRS 9, aligne la réglementation sur la classification et le provisionnement du risque de crédit sur l'IFRS 9 et renforce la supervision hors site de la classification et du provisionnement du crédit des NPL.</p>	3/31/2022	3/31/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique			
				<p>La réglementation prudentielle sur la classification des risques de crédit et le provisionnement est revue, sur la base de l'IFRS 9 (par la banque centrale).</p>	3/31/2022	3/31/2022				
	<p>Les banques ont des positions solides en matière de capital et de liquidités qui couvrent correctement leurs risques et contribuent à la stabilité du système financier.</p>	<p>Les banques disposent d'un capital adéquat, composé d'instruments de capital de haute qualité, conforme aux réglementations de Bâle II/III.</p>	<p>Le niveau des fonds propres des banques reflète bien leur profil de risque, leur stratégie commerciale et leur niveau d'acceptation des risques.</p>		<p>Le nouveau règlement de la BCC sur la divulgation financière (mise en œuvre du troisième pilier) dans le secteur bancaire est publié et promeut la divulgation financière et la transparence.</p>	12/30/2022	12/30/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		s. o.
					<p>L'ICAAP est inclus dans les règles prudentielles (par la banque centrale).</p>	12/30/2022	12/30/2022			
	<p>Mettre en place un système de supervision basé sur le risque (RBS) et améliorer d'autres processus de supervision</p>	<p>Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures opérationnelles pour la mise en œuvre du RBS</p>	<p>Les autorités de surveillance disposent de capacités suffisantes pour mettre en œuvre efficacement la surveillance fondée sur le risque et d'autres processus de surveillance.</p>		<p>Des outils sont développés pour intégrer la méthodologie d'évaluation du profil de risque des banques (SYSNOB) et la notation du risque associée dans le processus de surveillance prudentielle (par l'AFC).</p>	9/30/2022	10/31/2022	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		s. o.
					<p>Une réglementation complète sur les transactions avec les parties liées est élaborée (y compris les rapports prudentiels) conformément aux dispositions de la nouvelle loi bancaire et du PCA correspondant (par l'AFC).</p>	5/31/2022	6/30/2022			
					<p>Une note d'orientation méthodologique a été élaborée pour aider les superviseurs à réaliser des examens de dossiers de crédit (par l'AFC).</p>	6/30/2022	6/30/2022			
					<p>Les outils d'inspection sont développés pour rationaliser l'organisation et la réalisation des examens des dossiers de crédit, dans le but de vérifier la classification des actifs et l'adéquation des provisions correspondantes (par AFC).</p>	6/30/2022	6/30/2022			
				<p>Les superviseurs sont formés et développent leur capacité à effectuer des examens de dossiers de crédit (par l'AFC).</p>	6/30/2022	6/30/2022				

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
République démocratique du Congo (RDC)	Mettre en application les normes de Bale II et III	Le niveau de fonds propres des banques est conforme à leur profil de risque, à leur stratégie commerciale et à leur niveau de tolérance des risques	Les banques envoient aux instances de contrôle un rapport d'évaluation sur leur niveau de fonds propres.	L'ICAAP est intégré dans les réglementations prudentielles.	12/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : ÉLEVÉ Soutien à la gestion et engagement du personnel technique : ÉLEVÉ Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : TRÈS ÉLEVÉ Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
			Les instances de contrôle fixent différents niveaux de fonds propres complémentaires pour tenir compte des profils de risques et des capacités de gestion des risques des différentes banques						
		Les instances de contrôle ont les compétences voulues pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/ III et suivre le respect des nouvelles exigences par les banques	Les instances de contrôle participent à diverses formations et séminaires sur la question	Une formation est donnée sur les normes ICAAP et les défis posés par leur mise en œuvre pour la BCC.	4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique		
			Les instances de contrôle participent activement à l'élaboration de nouvelles réglementations et travaillent sur d'autres parties du projet	Une feuille de route est rédigée pour un projet de mise en œuvre plus approfondie d'ICAAP dans le domaine de la régulation prudentielle des banques	4/30/2020	6/7/2019	Mission d'assistance technique		
		Les banques ont des fonds propres adéquats composés d'instruments de fonds propres de haute qualité qui est conforme à la réglementation émise sur Bâle II / III	Les informations fournies par les banques montrent que leur adéquation des fonds propres et leur exposition au risque sont conformes aux nouvelles exigences	Un nouveau règlement prudentiel sur les exigences de gestion des risques dans les établissements de crédit est élaboré conformément aux normes internationales (par AFC).	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique		
				Le nouveau règlement de la BCC sur la divulgation financière (mise en œuvre du troisième pilier) dans le secteur bancaire est publié	12/31/2020	2/19/2021	Mission d'assistance technique		
			Le nouveau règlement de la BCC sur la divulgation d'information financière (mise en œuvre du pilier 3) dans le secteur bancaire est revu.	6/30/2020	4/30/2020				
	Améliorer l'efficacité de la surveillance en matière de comptabilité et de provisionnement prudentiel en améliorant les orientations réglementaires par rapport aux normes et pratiques internationales.	Meilleure connaissance des IFRS par les autorités de surveillance CB et les banques, y compris le traitement des questions spécifiques de provisionnement pour équilibrer les exigences des IFRS et les principes de Bâle.	Les états financiers des banques basés sur les IFRS sont communiqués à la BCC avec précision, et les autorités de surveillance sont en mesure d'évaluer la qualité de cette communication et de mettre en œuvre une surveillance hors site (par la banque centrale).	5/31/2022	10/31/2019	Mission d'assistance technique			
			Prudential regulation on credit risk classification and provisioning is reviewed, based on IFRS 9 (by the central bank).	6/30/2022	6/30/2022				

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Une nouvelle réglementation prudentielle sur les exigences de gestion des risques dans les établissements de crédit est rédigée pour la BCSTP conformément aux normes internationales.	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				La nouvelle réglementation prudentielle sur les exigences de gestion des risques est terminée et adoptée.	12/31/2020	9/24/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Des directives pour la mise en œuvre effective et efficace par les banques de la nouvelle réglementation prudentielle sur la gestion des risques (soulignant les principaux domaines de risques qui doivent être mieux gérés) sont rédigées pour la BCSTP.	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique		
				Des lignes directrices pour une mise en œuvre efficace et efficiente du nouveau règlement prudentiel sur la gestion des risques sont finalisées, discutées avec le secteur bancaire et publiées (par la Banque centrale).	6/30/2020	9/24/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Les réglementations prudentielles relatives à la gestion du risque de crédit sont mises à jour conformément aux normes internationales, concernant par exemple: limitations du risque de crédit (par AFC).	10/29/2021		Mission d'assistance technique		
				La réglementation prudentielle sur la gestion du risque de liquidité est mise à jour conformément aux normes internationales (par AFC)	4/30/2022		Mission d'assistance technique		
				Un règlement prudentiel révisé sur la gestion du risque de crédit est achevé, approuvé et adopté (par la banque centrale).	10/29/2021		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
				Un règlement prudentiel révisé sur la gestion du risque de liquidité est achevé, approuvé et adopté (par la Banque centrale).	6/30/2022				
				Des lignes directrices à l'intention des banques pour leur mise en œuvre efficace et efficiente de la planification de la continuité des activités sont rédigées pour le BCSTP en tenant compte des meilleures pratiques pertinentes (par l'AFC).	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique		

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, suivre et contrôler les risques financiers en temps voulu et évaluent leur niveau de fonds propres par rapport à leur profil de risque	Adoption de directives et de réglementations pour mesurer et gérer les risques	Des directives pour une mise en œuvre efficace et efficiente de la planification de la continuité des activités sont achevées, approuvées et adoptées (par la Banque centrale).	9/30/2020	9/24/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Des directives à l'intention des banques pour leur mise en œuvre efficace et efficiente de la gestion des risques informatiques sont élaborées pour le BCSTP (par l'AFC)	4/30/2020	11/22/2019	Mission d'assistance technique		
				Des directives pour une mise en œuvre efficace et efficiente de la gestion des risques informatiques sont achevées, discutées avec le secteur bancaire et divulguées (par la banque centrale).	9/30/2020	9/24/2020	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle et de réglementation exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour mettre en place, entre autres, des conseils d'administration et un contrôle de la direction efficaces et un solide environnement de contrôle	Adoption de directives et de réglementations relatives au gouvernement d'entreprise et aux contrôles internes	Les réglementations prudentielles sur le contrôle interne et la conformité sont finalisées, approuvées et publiées.	6/30/2019	11/22/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	Appui politique : MOYEN Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE Adéquation des ressources : ÉLEVÉ Contexte/climat extérieur : MOYEN Autres risques : s. o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.
				Les processus de contrôle sont axés sur les problèmes de gouvernance, comme recommandé.	12/31/2019	11/15/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
	Développer/ renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles	Les instances de contrôle de contrôle ont la capacité nécessaire pour mettre à niveau les réglementations bancaires et les appliquer efficacement	Les instances de contrôle revoient à intervalle régulier le cadre réglementaire et formulent des suggestions pour mettre à niveau la réglementation à partir de l'évolution du secteur bancaire et des normes internationales	Les instances de contrôle suivent l'application de cette réglementation dans leurs activités courantes	Les ressources humaines appropriées sont renforcées pour gérer la progression des réformes réglementaires en interne.	12/31/2019	11/15/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s.o.

**CADRES LOGIQUES 2019, 2020, 2021, 2022 & 2023 : REGULATION ET SUPERVISION FINANCIERES**  
(En date du 22 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés	Indicateurs vérifiables	Étapes intermédiaires	Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
Sao Tomé-et-Principe (STP)	Mettre en place un système de contrôle basé sur les risques et mettre à niveau les autres processus de contrôle	Les instances de contrôle disposent de capacités suffisantes pour veiller à la mise en œuvre effective du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Les instances de contrôle sont pleinement formées pour être en mesure d'assurer la mise en œuvre du contrôle basé sur les risques et des autres processus de contrôle	Le contrôle du risque de crédit basé sur les risques est mis en œuvre par les processus de supervision (Par la Banque Centrale)	12/30/2022		Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique	s. o.	<p>Appui politique : MOYEN</p> <p>Engagement de l'encadrement et du personnel technique : FAIBLE</p> <p>Adéquation des ressources : ÉLEVÉ</p> <p>Contexte/climat extérieur : MOYEN</p> <p>Autres risques : s. o.</p> <p>Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s. o.</p>
				Un nouveau manuel de supervision (supervision hors site et sur site basée sur les risques) est élaboré (par AFC)	4/30/2021	11/27/2020	Mission d'assistance technique		
				Un nouveau manuel de supervision (supervision hors site et sur site basée sur les risques) est mis en œuvre (par AFC)	12/31/2022	9/30/2021	Mission d'assistance technique		
				Les instances de supervision sont formes pour mettre en oeuvre le nouveau modele de notation, y compris la detection precoce des risques	4/30/2020	5/17/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
		Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures et opérations pour la mise en œuvre d'un contrôle basé sur les risques	Les processus basés sur les risques et les manuels y afférents sont mis en pratique	Le nombre d'employés et l'expertise requis pour la supervision bancaire sont évalués, en fonction de critères objectifs et en tenant compte de la portée complète des missions de la BCSTP, et cette évaluation est approuvée.	6/30/2019	11/22/2019	Assuré par les autorités bénéficiaires de l'assistance technique		
			Le niveau des effectifs est revu et renforcé	La méthodologie de notation basée sur le risque pour évaluer le profil de risque des banques est complétée, approuvée et mise en œuvre (par la banque centrale)	12/31/2019	6/29/2020			



## ANNEXE 2 ACTIVITES PAR PAYS



### 1- Programmation et réalisation 2023 (en nombre d'activité)

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2022 à Avril 2023												
	Total	Programmation					Total	Réalisation					Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	
Burundi	18	13	0	0	5	0	17	13	0	0	4	0	94
Cameroun	12	12	0	0	0	0	12	12	0	0	0	0	100
Congo	9	9	0	0	0	0	9	8	0	0	1	0	100
Gabon	14	14	0	0	0	0	11	11	0	0	0	0	79
Guinée équatoriale	9	9	0	0	0	0	4	4	0	0	0	0	44
République Centrafricaine	18	13	0	0	5	0	8	7	0	0	1	0	44
République Démocratique du Congo	22	20	0	0	2	0	16	15	0	0	1	0	73
Sao Tomé-et-Principe	12	12	0	0	0	0	8	8	0	0	0	0	67
Tchad	13	12	0	0	1	0	16	12	0	0	4	0	123
Institutions régionales	15	15	0	0	0	0	4	4	0	0	0	0	27
Séminaires régionaux et cours	14	0	12	0	0	2	13	0	12	0	0	1	93
<b>Total général</b>	<b>156</b>	<b>129</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>2</b>	<b>118</b>	<b>94</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>76</b>
<b>Pays fragiles<sup>1</sup></b>	92	79	0	0	13	0	78	67	0	0	11	0	73
<b>Pays de la CEMAC<sup>2</sup></b>	75	69	0	0	6	0	60	54	0	0	6	0	80

### 2- Programmation 2024 (en nombre d'activité)

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2023 à Avril 2024												
	Total	Programmation					Total	Réalisation					Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	
Burundi	24	22	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Cameroun	16	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Congo	17	16	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gabon	19	17	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée équatoriale	14	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République Centrafricaine	18	16	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
République Démocratique du Congo	22	20	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Sao Tomé-et-Principe	14	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tchad	17	16	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Institutions régionales	17	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Séminaires régionaux et cours	20	5	13	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total général</b>	<b>198</b>	<b>173</b>	<b>13</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Pays fragiles<sup>1</sup></b>	114	106	0	4	4	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Pays de la CEMAC<sup>2</sup></b>	101	95	0	4	2	0	0	0	0	0	0	0	0

<sup>1</sup> **Pays fragiles** : Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad

<sup>2</sup> **Pays de la CEMAC** : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad



## ANNEXE 2 ACTIVITES PAR DOMAINE



### 1- Programmation et réalisation 2023 (en nombre d'activité)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2022 à Avril 2023													
	Total	Programmation					Total	Réalisation					Total général	Taux de réalisation (en %)
		Par type d'activités						Par type d'activités						
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		
Administration douanière	17	15	1	0	1	0	13	11	2	0	0	0	13	76
Administration fiscale	18	16	1	0	1	0	11	10	0	0	1	0	11	61
Gestion des finances publiques <sup>3</sup>	76	59	4	0	11	2	52	37	4	0	10	1	52	68
<i>Budget</i>	28	23	2	0	3	0	22	17	1	0	4	0	22	79
<i>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</i>	17	16	0	0	1	0	8	6	0	0	2	0	8	47
<i>Analyse et prévisions macrobudgétaires</i>	31	20	2	0	7	2	22	14	3	0	4	1	22	71
Modélisation macroéconomique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques des finances publiques	14	13	1	0	0	0	14	13	1	0	0	0	14	100
Statistiques macroéconomiques	15	13	2	0	0	0	13	11	2	0	0	0	13	87
Régulation et supervision bancaires	16	13	3	0	0	0	15	12	3	0	0	0	15	94
<b>Total général</b>	<b>156</b>	<b>129</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>13</b>	<b>2</b>	<b>118</b>	<b>94</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>118</b>	<b>76</b>

### 2- Programmation 2024 (en nombre d'activité)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2023 à Avril 2024													
	Total	Programmation					Total	Réalisation					Total général	Taux de réalisation (en %)
		Par type d'activités						Par type d'activités						
		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		
Administration douanière	25	23	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Administration fiscale	19	15	1	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gestion des finances publiques <sup>3</sup>	87	75	6	4	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Budget</i>	34	29	3	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</i>	23	21	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Analyse et prévisions macrobudgétaires</i>	30	25	1	3	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Modélisation macroéconomique	18	16	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques des finances publiques	15	14	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques macroéconomiques	16	15	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Régulation et supervision bancaires	18	15	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total général</b>	<b>198</b>	<b>173</b>	<b>13</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<sup>3</sup> Le domaine gestion des finances publiques inclut le budget, la comptabilité et la gestion de la trésorerie, et l'analyse et les prévisions macrobudgétaires.



## ANNEXE 3 RESSOURCES PAR PAYS



### 1- Programmation et utilisation 2023 (en personnes semaines)

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2022 à Avril 2023													
	Programmation						Réalisation							
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					Total général	Taux de réalisation (en %)
Missions		Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	Missions		Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours			
Burundi	71.0	59.0	0.0	12.0	0.0	0.0	72.0	59.0	0.0	0.0	13.0	0.0	72.0	101.4
Cameroun	54.0	54.0	0.0	0.0	0.0	0.0	43.5	43.5	0.0	0.0	0.0	0.0	43.5	80.6
Congo	39.0	39.0	0.0	0.0	0.0	0.0	30.5	27.5	0.0	0.0	3.0	0.0	30.5	78.2
Gabon	57.0	57.0	0.0	0.0	0.0	0.0	45.0	45.0	0.0	0.0	0.0	0.0	45.0	78.9
Guinée équatoriale	34.0	34.0	0.0	0.0	0.0	0.0	12.5	12.5	0.0	0.0	0.0	0.0	12.5	36.8
République Centrafricaine	48.5	46.0	0.0	2.5	0.0	0.0	32.5	31.0	0.0	0.0	1.5	0.0	32.5	67.0
République Démocratique du Congo	73.0	68.0	0.0	5.0	0.0	0.0	63.5	60.5	0.0	0.0	3.0	0.0	63.5	87.0
Sao Tomé-et-Principe	45.0	45.0	0.0	0.0	0.0	0.0	26.0	26.0	0.0	0.0	0.0	0.0	26.0	57.8
Tchad	46.0	43.0	0.0	3.0	0.0	0.0	46.0	37.0	0.0	0.0	9.0	0.0	46.0	100.0
Séminaires régionaux et cours	53.0	0.0	47.0	0.0	6.0	0.0	52.5	0.0	45.5	0.0	7.0	0.0	52.5	99.1
Institutions régionales	49.0	49.0	0.0	0.0	0.0	0.0	9.0	9.0	0.0	0.0	0.0	0.0	9.0	18.4
<b>Total général</b>	<b>569.5</b>	<b>494.0</b>	<b>47.0</b>	<b>22.5</b>	<b>6.0</b>	<b>0.0</b>	<b>433.0</b>	<b>351.0</b>	<b>45.5</b>	<b>0.0</b>	<b>29.5</b>	<b>7.0</b>	<b>229.5</b>	<b>76.0</b>
<b>Pays fragiles<sup>1</sup></b>	<b>331.5</b>	<b>309.0</b>	<b>0.0</b>	<b>22.5</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>288.0</b>	<b>258.5</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>29.5</b>	<b>0.0</b>	<b>283.5</b>	<b>86.9</b>
<b>Pays de la CEMAC<sup>2</sup></b>	<b>278.5</b>	<b>273.0</b>	<b>0.0</b>	<b>5.5</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>210.0</b>	<b>196.5</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>13.5</b>	<b>0.0</b>	<b>210.0</b>	<b>75.4</b>

### 2- Programmation 2024 (en personnes semaines)

Pays / Type d'activité (en personnes semaine)	Mai 2023 à Avril 2024															
	Programmation						Réalisation									
	Total	Par type d'activités					Total	Par type d'activités					Total général	Taux de réalisation (en %)		
Missions		Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours	Missions		Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours					
Burundi	92.0	84.0	0.0	0.0	8.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Cameroun	61.0	61.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Congo	64.5	64.0	0.0	0.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Gabon	68.5	63.5	0.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Guinée équatoriale	49.5	49.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
République Centrafricaine	67.0	62.5	0.0	4.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
République Démocratique du Congo	87.5	84.0	0.0	0.5	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Sao Tomé-et-Principe	49.5	49.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Tchad	63.0	60.0	0.0	0.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Institutions régionales	49.5	49.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Séminaires régionaux et cours	55.5	8.5	37.5	0.0	0.0	9.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
<b>Total général</b>	<b>707.5</b>	<b>636.0</b>	<b>37.5</b>	<b>7.5</b>	<b>17.0</b>	<b>9.5</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	
<b>Pays fragiles<sup>1</sup></b>	<b>423.5</b>	<b>404.0</b>	<b>0.0</b>	<b>5.5</b>	<b>14.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	
<b>Pays de la CEMAC<sup>2</sup></b>	<b>373.5</b>	<b>360.5</b>	<b>0.0</b>	<b>7.0</b>	<b>6.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	

<sup>1</sup> **Pays fragiles** : Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad

<sup>2</sup> **Pays de la CEMAC** : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad

## ANNEXE 3 RESSOURCES PAR DOMAINE

### 1- Programmation et utilisation 2023 (en personnes semaines)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2022 à Avril 2023												
	Total	Programmation					Total	Utilisation					Taux de réalisation (en %)
		Par type d'activités						Par type d'activités					
	Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		
Administration douanière	45.0	42.0	3.0	0.0	0.0	37.5	32.5	5.0	0.0	0.0	0.0	0.0	83.3
Administration fiscale	65.0	59.0	3.0	0.0	3.0	35.0	32.0	0.0	0.0	3.0	0.0	0.0	53.8
Gestion des finances publiques <sup>3</sup>	276.5	235.0	16.0	0.0	19.5	197.5	147.0	17.0	0.0	26.5	7.0	0.0	71.4
Budget	107.0	93.0	6.0	0.0	8.0	83.0	68.5	3.5	0.0	11.0	0.0	0.0	77.6
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	78.0	73.0	2.0	0.0	3.0	32.0	23.0	2.0	0.0	7.0	0.0	0.0	41.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	91.5	69.0	8.0	0.0	8.5	82.5	55.5	11.5	0.0	8.5	7.0	0.0	90.2
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Statistiques des finances publiques	53.0	49.0	4.0	0.0	0.0	42.0	38.0	4.0	0.0	0.0	0.0	0.0	79.2
Statistiques macroéconomiques	62.0	50.0	12.0	0.0	0.0	49.5	37.5	12.0	0.0	0.0	0.0	0.0	79.8
Régulation et supervision bancaires	68.0	59.0	9.0	0.0	0.0	71.5	64.0	7.5	0.0	0.0	0.0	0.0	105.1
<b>Total général</b>	<b>569.5</b>	<b>494.0</b>	<b>47.0</b>	<b>0.0</b>	<b>22.5</b>	<b>6.0</b>	<b>433.0</b>	<b>351.0</b>	<b>45.5</b>	<b>0.0</b>	<b>29.5</b>	<b>7.0</b>	<b>76.0</b>

### 2- Programmation 2024 (en personnes semaines)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai 2023 à Avril 2024												
	Total	Programmation					Total	Utilisation					Taux de réalisation (en %)
		Par type d'activités						Par type d'activités					
	Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		Missions	Séminaires régionaux	Apprentissage entre pairs	HQ Led Missions	Cours		
Administration douanière	70.0	64.0	3.0	0.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Administration fiscale	74.0	59.0	4.0	0.0	11.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion des finances publiques <sup>3</sup>	317.0	292.5	15.5	3.5	3.0	2.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Budget	130.0	116.0	9.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	101.0	96.0	5.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	86.0	80.5	1.5	1.5	0.0	2.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Modélisation macroéconomique	60.5	49.5	0.0	4.0	0.0	7.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Statistiques des finances publiques	54.0	50.0	4.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Statistiques macroéconomiques	59.0	55.0	4.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Régulation et supervision bancaires	73.0	66.0	7.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Total général</b>	<b>707.5</b>	<b>636.0</b>	<b>37.5</b>	<b>7.5</b>	<b>17.0</b>	<b>9.5</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>

<sup>3</sup> Le domaine gestion des finances publiques inclut le budget, la comptabilité et la gestion de la trésorerie, et l'analyse et les prévisions macrobudgétaires.

**ANNEXE 3.A**  
**REPARTITION DETAILLEE DES RESSOURCES PAR PAYS**  
**Programmation et utilisation de l'année fiscale 2023 - Programmation de l'année fiscale 2024**  
**(En personnes semaines)**

Pays/Domaine d'intervention	Année fiscale 2023									Année fiscale 2024			
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Site		
<b>I - MISSIONS</b>													
<b>Burundi</b>	<b>17.0</b>	<b>28.0</b>	<b>26.0</b>	<b>71.0</b>	<b>17.0</b>	<b>28.0</b>	<b>27.0</b>	<b>72.0</b>	<b>101.4</b>	<b>24.0</b>	<b>29.0</b>	<b>39.0</b>	<b>92.0</b>
Administration douanière	1.0	0.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0		2.0	2.0	2.0	6.0
Administration fiscale	2.0	4.0	2.0	8.0	2.0	4.0	2.0	8.0		1.0	2.0	2.0	5.0
Gestion des finances publiques	7.0	14.0	8.0	29.0	6.0	9.0	8.0	23.0		9.0	11.0	14.0	34.0
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		2.0	4.0	4.0	10.0
Statistiques des finances publiques	2.0	0.0	4.0	6.0	2.0	0.0	2.0	4.0		2.0	0.0	4.0	6.0
Statistiques macroéconomiques	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	2.0	2.0	5.0		1.0	2.0	2.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	4.0	8.0	8.0	20.0	6.0	13.0	13.0	32.0		7.0	8.0	11.0	26.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Cameroun</b>	<b>12.0</b>	<b>18.0</b>	<b>24.0</b>	<b>54.0</b>	<b>12.0</b>	<b>15.5</b>	<b>16.0</b>	<b>43.5</b>	<b>80.6</b>	<b>16.0</b>	<b>17.0</b>	<b>28.0</b>	<b>61.0</b>
Administration douanière	1.0	0.0	2.0	3.0	2.0	1.0	2.0	5.0		4.0	2.0	6.0	12.0
Administration fiscale	2.0	2.0	4.0	8.0	2.0	1.0	2.0	5.0		3.0	3.0	4.0	10.0
Gestion des finances publiques	6.0	12.0	14.0	32.0	5.0	7.0	10.0	22.0		7.0	10.0	14.0	31.0
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Statistiques des finances publiques	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	2.0	2.0	5.0		1.0	2.0	2.0	5.0
Statistiques macroéconomiques	2.0	2.0	2.0	6.0	2.0	4.5	0.0	6.5		1.0	0.0	2.0	3.0
Régulation et supervision bancaires	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Congo</b>	<b>9.0</b>	<b>12.0</b>	<b>18.0</b>	<b>39.0</b>	<b>8.5</b>	<b>10.0</b>	<b>12.0</b>	<b>30.5</b>	<b>78.2</b>	<b>15.5</b>	<b>22.0</b>	<b>28.0</b>	<b>64.5</b>
Administration douanière	1.0	0.0	2.0	3.0	2.0	1.5	2.0	5.5		2.0	2.0	4.0	8.0
Administration fiscale	1.0	2.0	2.0	5.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.0	2.0	2.0	5.0
Gestion des finances publiques	5.0	6.0	10.0	21.0	4.5	6.5	6.0	17.0		8.5	14.0	16.0	37.5
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.0	0.0	2.0	3.0
Statistiques des finances publiques	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	0.0	2.0	3.0		1.0	0.0	2.0	3.0
Statistiques macroéconomiques	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	2.0	2.0	5.0		2.0	4.0	2.0	8.0
Régulation et supervision bancaires	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Gabon</b>	<b>14.0</b>	<b>20.0</b>	<b>23.0</b>	<b>57.0</b>	<b>10.0</b>	<b>16.5</b>	<b>18.5</b>	<b>45.0</b>	<b>78.9</b>	<b>19.5</b>	<b>26.0</b>	<b>23.0</b>	<b>68.5</b>
Administration douanière	1.0	0.0	2.0	3.0	1.0	1.5	1.5	4.0		3.0	0.0	0.0	3.0
Administration fiscale	3.0	6.0	2.0	11.0	2.0	4.0	0.0	6.0		5.0	10.0	4.0	19.0
Gestion des finances publiques	8.0	10.0	13.0	31.0	6.0	11.0	15.0	32.0		9.0	11.0	16.0	36.0
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.5	1.0	1.0	2.5
Statistiques des finances publiques	1.0	2.0	4.0	7.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.0	2.0	2.0	5.0
Statistiques macroéconomiques	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	0.0	2.0	3.0		1.0	2.0	0.0	3.0
Régulation et supervision bancaires	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Guinée équatoriale</b>	<b>10.0</b>	<b>6.0</b>	<b>18.0</b>	<b>34.0</b>	<b>4.5</b>	<b>1.0</b>	<b>7.0</b>	<b>12.5</b>	<b>36.8</b>	<b>10.5</b>	<b>17.0</b>	<b>22.0</b>	<b>49.5</b>
Administration douanière	1.0	0.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	4.0	6.0	10.0
Administration fiscale	1.0	0.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion des finances publiques	4.0	6.0	8.0	18.0	1.5	1.0	3.0	5.5		6.0	10.0	9.0	25.0
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.5	1.0	1.0	2.5
Statistiques des finances publiques	2.0	0.0	4.0	6.0	1.0	0.0	2.0	3.0		2.0	0.0	4.0	6.0
Statistiques macroéconomiques	2.0	0.0	2.0	4.0	2.0	0.0	2.0	4.0		2.0	2.0	2.0	6.0
Régulation et supervision bancaires	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>République Centrafricaine</b>	<b>13.0</b>	<b>18.5</b>	<b>17.0</b>	<b>48.5</b>	<b>7.0</b>	<b>15.5</b>	<b>8.0</b>	<b>32.5</b>	<b>67.0</b>	<b>16.0</b>	<b>25.0</b>	<b>23.0</b>	<b>67.0</b>
Administration douanière	2.0	0.0	1.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.0	2.0	2.0	5.0
Administration fiscale	3.0	4.0	2.0	9.0	1.0	2.0	0.0	3.0		1.0	2.0	0.0	3.0
Gestion des finances publiques	5.0	8.5	10.0	23.5	3.0	7.5	4.0	16.5		6.0	9.0	11.0	26.0
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		4.0	4.0	4.0	15.0
Statistiques des finances publiques	1.0	2.0	2.0	5.0	2.0	4.0	4.0	10.0		2.0	4.0	2.0	8.0
Statistiques macroéconomiques	2.0	4.0	2.0	8.0	1.0	2.0	0.0	3.0		2.0	4.0	4.0	10.0
Régulation et supervision bancaires	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>République Démocratique du Congo</b>	<b>22.0</b>	<b>28.0</b>	<b>23.0</b>	<b>73.0</b>	<b>15.0</b>	<b>28.5</b>	<b>20.0</b>	<b>63.5</b>	<b>87.0</b>	<b>20.5</b>	<b>34.0</b>	<b>33.0</b>	<b>87.5</b>
Administration douanière	2.0	0.0	4.0	6.0	2.0	2.0	2.0	6.0		2.0	0.0	6.0	8.0
Administration fiscale	1.0	0.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0		2.0	4.0	2.0	8.0
Gestion des finances publiques	12.0	18.0	11.0	41.0	6.0	11.5	5.0	22.5		8.0	14.0	11.0	33.0
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.5	2.0	4.0	7.5
Statistiques des finances publiques	1.0	2.0	0.0	3.0	1.0	2.0	0.0	3.0		1.0	2.0	0.0	3.0
Statistiques macroéconomiques	2.0	3.0	1.0	6.0	0.0	0.0	0.0	0.0		2.0	4.0	2.0	8.0
Régulation et supervision bancaires	4.0	5.0	5.0	14.0	6.0	13.0	13.0	32.0		4.0	8.0	8.0	20.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Sao Tomé-et-Principe</b>	<b>12.0</b>	<b>11.0</b>	<b>22.0</b>	<b>45.0</b>	<b>8.0</b>	<b>4.0</b>	<b>14.0</b>	<b>26.0</b>	<b>57.8</b>	<b>12.5</b>	<b>11.0</b>	<b>24.0</b>	<b>49.5</b>
Administration douanière	1.0	0.0	2.0	3.0	1.0	0.0	2.0	3.0		1.0	0.0	2.0	3.0
Administration fiscale	1.0	0.0	2.0	3.0	2.0	2.0	4.0	8.0		2.0	2.0	4.0	8.0
Gestion des finances publiques	5.0	7.0	8.0	20.0	1.0	0.0	2.0	3.0		5.0	8.0	11.0	24.0
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.5	1.0	1.0	2.5
Statistiques des finances publiques	2.0	0.0	4.0	6.0	2.0	0.0	2.0	4.0		2.0	0.0	2.0	6.0
Statistiques macroéconomiques	2.0	2.0	4.0	8.0	2.0	2.0	4.0	8.0		2.0	0.0	4.0	6.0
Régulation et supervision bancaires	1.0	2.0	2.0	5.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0



**ANNEXE 3.A**  
**REPARTITION DETAILLEE DES RESSOURCES PAR PAYS**  
**Programmation et utilisation de l'année fiscale 2023 - Programmation de l'année fiscale 2024**  
**(En personnes semaines)**

	13.0	16.0	17.0	46.0	15.0	19.0	12.0	46.0	100.0	16.0	27.0	20.0	63.0
<b>Tchad</b>													
Administration douanière	2.0	0.0	4.0	6.0	2.0	2.0	2.0	6.0		2.0	0.0	4.0	6.0
Administration fiscale	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	0.0	2.0	3.0		2.0	3.0	2.0	7.0
Gestion des finances publiques	7.0	10.0	9.0	26.0	9.0	13.0	6.0	28.0		7.0	14.0	12.0	33.0
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.0	2.0	0.0	3.0
Statistiques des finances publiques	2.0	4.0	0.0	6.0	2.0	4.0	0.0	6.0		2.0	4.0	2.0	8.0
Statistiques macroéconomiques	1.0	0.0	2.0	3.0	1.0	0.0	2.0	3.0		2.0	4.0	0.0	6.0
Régulation et supervision bancaires	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>AFRISTAT</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>
Administration douanière	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Administration fiscale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion des finances publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Statistiques des finances publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Statistiques macroéconomiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Régulation et supervision bancaires	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>BEAC</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.5</b>	<b>0.5</b>	<b>1.0</b>	<b>2.0</b>
Administration douanière	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Administration fiscale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion des finances publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.5	0.5	1.0	2.0
Statistiques des finances publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Statistiques macroéconomiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Régulation et supervision bancaires	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>CEMAC</b>	<b>11.0</b>	<b>8.0</b>	<b>10.0</b>	<b>29.0</b>	<b>4.0</b>	<b>3.0</b>	<b>2.0</b>	<b>9.0</b>	<b>31.0</b>	<b>8.5</b>	<b>12.0</b>	<b>6.0</b>	<b>26.5</b>
Administration douanière	3.0	0.0	6.0	9.0	1.0	0.0	2.0	3.0		2.0	1.0	3.0	6.0
Administration fiscale	2.0	3.0	2.0	7.0	1.0	1.0	0.0	2.0		1.0	4.0	0.0	5.0
Gestion des finances publiques	6.0	5.0	2.0	13.0	2.0	2.0	0.0	4.0		4.0	5.0	2.0	11.0
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.5	2.0	1.0	4.5
Statistiques des finances publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Statistiques macroéconomiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Régulation et supervision bancaires	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>COBAC</b>	<b>4.0</b>	<b>8.0</b>	<b>8.0</b>	<b>20.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>4.0</b>	<b>8.0</b>	<b>8.0</b>	<b>20.0</b>
Administration douanière	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Administration fiscale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gestion des finances publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Statistiques des finances publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Statistiques macroéconomiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Régulation et supervision bancaires	4.0	8.0	8.0	20.0	0.0	0.0	0.0	0.0		4.0	8.0	8.0	20.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Total général</b>	<b>137.0</b>	<b>173.5</b>	<b>206.0</b>	<b>516.5</b>	<b>101.0</b>	<b>141.0</b>	<b>136.5</b>	<b>380.5</b>	<b>73.7</b>	<b>163.5</b>	<b>228.5</b>	<b>255.0</b>	<b>651.0</b>
<b>Pays/Domaine d'intervention</b>	<b>Année fiscale 2023</b>								<b>Taux d'utilisation (en %)</b>	<b>Année fiscale 2024</b>			
	<b>Ressources programmées</b>				<b>Ressources utilisées</b>					<b>Ressources programmées</b>			
	<b>Conseillers</b>		<b>ECT</b>	<b>Total</b>	<b>Conseillers</b>		<b>ECT</b>	<b>Total</b>		<b>Conseillers</b>		<b>ECT</b>	<b>Total</b>
	<b>Siège</b>	<b>Site</b>			<b>Siège</b>	<b>Site</b>				<b>Siège</b>	<b>Site</b>		
<b>II - SEMINAIRES ET COURS</b>													
Administration douanière	1.0	1.0	1.0	3.0	2.0	2.0	1.0	5.0		1.0	1.0	1.0	3.0
Administration fiscale	1.0	1.0	1.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.0	1.0	2.0	4.0
Gestion des finances publiques	9.0	9.0	4.0	22.0	8.0	8.0	8.0	24.0		5.0	9.0	4.0	18.0
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.0	2.0	4.0	7.0
Statistiques des finances publiques	2.0	1.0	1.0	4.0	2.0	1.0	1.0	4.0		2.0	1.0	1.0	4.0
Statistiques macroéconomiques	4.0	4.0	4.0	12.0	4.0	4.0	4.0	12.0		1.0	1.0	2.0	4.0
Régulation et supervision bancaires	3.0	3.0	3.0	9.0	4.0	2.5	1.0	7.5		3.0	2.0	2.0	7.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Total général</b>	<b>20.0</b>	<b>19.0</b>	<b>14.0</b>	<b>53.0</b>	<b>20.0</b>	<b>17.5</b>	<b>15.0</b>	<b>52.5</b>	<b>99.1</b>	<b>14.0</b>	<b>17.0</b>	<b>16.0</b>	<b>47.0</b>
<b>TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)</b>	<b>157.0</b>	<b>192.5</b>	<b>220.0</b>	<b>569.5</b>	<b>121.0</b>	<b>158.5</b>	<b>151.5</b>	<b>433.0</b>	<b>76.0</b>	<b>182.5</b>	<b>249.0</b>	<b>272.0</b>	<b>707.5</b>
<b>Pays fragiles<sup>1</sup></b>	86.0	120.5	125.0	331.5	74.5	116.5	95.0	288.0	86.9	108.0	154.0	171.0	435.0
<b>Pays de la CEMAC<sup>2</sup></b>	71.0	90.5	117.0	278.5	57.0	77.5	73.5	210.0	75.4	93.5	134.0	144.0	373.5

<sup>1</sup> Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad

<sup>2</sup> Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad

ANNEXE 3-A.1  
REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS  
(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Pays/Institution	Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
						Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
						Bureau	Conseiller Site	Total				
Burundi	Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	18 au 29 juillet 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Burundi	Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui au développement du plan d'action avec indicateurs GAR de l'OBR	27 février - 10 mars 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Budget	Burundi	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	05 au 20 octobre 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Burundi	Budget	Burundi	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Développer l'architecture des programmes budgétaires et renforcer la cohérence entre la nomenclature budgétaire et le plan comptable de l'Etat	07 au 18 novembre 2022	1.0	0.0	1.0	4.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Budget	Burundi	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Améliorer la programmation et la budgétisation des investissements publics	08 au 22 janvier 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Burundi	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	05 au 21 octobre 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Burundi	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui au renforcement du Compte général de l'Etat (CGE) à la Banque de la République du Burundi (BRB)	16 au 27 janvier 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Mise en cohérence du segment économique de la NBE avec le plan comptable de l'Etat	07 au 25 novembre 2022		1.0	3.0	4.0	0.0	0.0	4.0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Burundi	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Implémentation de la norme IFRS 9	12 au 23 juillet 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

ANNEXE 3-A.1

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS

(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Pays/Institution	Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
						Utilisées			ECT	HQ	Attachement	Total
						Bureau	Conseiller Site	Total				
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Appui au développement du cadre réglementaire (règlement prudentiel, état de reporting) et assistance à la mise en œuvre (réalisation de l'étude d'impact et calibrage des paramètres) du ratio structurel de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio de Bale III)	09 mai au 10 juin 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Formation sur les compétences de base en matière de supervision bancaire pour les nouveaux superviseurs	10 au 14 avril 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Burundi	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Analyse des résultats de l'étude d'impact du NSFR, finalisation du règlement NSFR et du rapport réglementaire et actualisation de la circulaire sur la gestion des risques	09 au 27 janvier 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Révision du règlement prudentiel n° 24 sur l'information réglementaire (Pilier 3 du Cadre de Bâle)	09 au 27 janvier 2023	1.0	3.0	4.0	3.0	0.0	0.0	7.0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Guide d'exploitation du reporting réglementaire et Révision du règlement prudentiel n° 24 sur l'information réglementaire (Pilier 3 du Cadre de Bâle)	06 au 17 février 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Statistiques des finances publiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Elaboration du TOFE de l'exercice 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	10 - 24 juillet 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Burundi	Statistiques des finances publiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le guide aux utilisateurs de 2013 (D4D)	27 mars - 04 avril 2023	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Burundi	Statistiques macroéconomiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au renforcement des capacités sur les comptes nationaux trimestriels (CNT) et le rebasage du PIB	05 au 16 décembre 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Cameroun	Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Interconnexion du système de transit avec ceux des autres administrations de la zone CEMAC	13 - 17 juin 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL  
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-A.1

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS

(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Pays/Institution	Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
						Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total	
						Bureau	Conseiller Site	Total					
Cameroun	Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en place des plans et des outils du contrôle de la valeur en douane (développement stratégique et l'utilisation efficace d'un entrepôt de données)	24 octobre au 04 novembre 2022.	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Cameroun	Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à l'atelier régional de renforcement des capacités en matière de mobilisation des recettes fiscales avec le département des finances publiques et le projet RMTF	31 octobre - 04 novembre 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Cameroun	Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Maîtrise des risques de conformité	20 Février au 03 Mars 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Cameroun	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires (Suivi)	26 septembre au 07 octobre 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	0.0	5.0
Cameroun	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	11 - 22 juillet 2022	1.0	2.0	3.0	4.0	0.0	0.0	0.0	7.0
Cameroun	Budget	Cameroun	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Examen de la qualité du rapport sur la budgétisation sensible au genre pour le budget 2023	19 septembre au 07 octobre 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	0.0	5.0
Cameroun	Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la prise en compte des plafonds d'emplois dans la budgétisation des dépenses de personnel	27 février - 10 mars 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Cameroun	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 sur l'audit interne	31 janvier - 03 février 2023	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Cameroun	Statistiques des finances publiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Elaboration du TOFE de l'exercice 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	27 mars au 07 avril 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	0.0	5.0

ANNEXE 3-A.1  
REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS  
(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Pays/Institution	Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
						Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
						Bureau	Conseiller Site	Total				
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux sur les comptes nationaux	09 - 25 mai 2022	1.0	2.5	3.5	0.0	0.0	0.0	3.5
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la production des statistiques des comptes financiers	09 au 20 janvier 2023	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
CEMAC	Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Développement d'une réglementation concernant l'application de l'article 156.4 du Code Communautaire de la douane de la CEMAC - Contenu de la déclaration de la valeur	26 septembre - 05 octobre 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
CEMAC	Administration fiscale	CEMAC	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à la validation du projet de livre de procédures fiscales communautaire	24 - 28 octobre 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	06 - 10 juin 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	29 novembre au 1er décembre 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Congo	Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Interconnexion des systèmes de transit des Douanes de la CEMAC	17 - 26 aout 2022	1.0	1.5	2.5	0.0	0.0	0.0	2.5
Congo	Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la gestion, du suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs en douane	6 - 16 septembre 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	02 - 13 mai 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

ANNEXE 3-A.1

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS

(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Pays/Institution	Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
						Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
						Bureau	Conseiller Site	Total				
Congo	Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la priorisation des investissements publics	08 au 19 août 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Congo	Budget	Congo	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Renforcement de la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques	6 au 17 février 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Congo	Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire gouvernemental sur la budgétisation en mode programme	22 au 24 mars 2023	0.5	0.5	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Congo	Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à l'évaluation de la gestion des investissements publics : PIMA et C-PIMA	13 au 31 janvier 2023	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Congo	Statistiques des finances publiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mission de suivi sur la production des statistiques des finances publiques / Formation (rappels méthodologiques) des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques de la sécurité sociale et des collectivités locales, ainsi que leur consolidation dans l'ensemble des administrations publiques	26 septembre au 7 octobre 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Congo	Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux annuels et aux comptes nationaux trimestriels	1er au 19 août 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Gabon	Administration douanière	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la vérification de l'application des taux de droits et taxes conformément à la législation en vigueur	20 - 28 juin 2022	1.0	1.5	2.5	1.5	0.0	0.0	4.0
Gabon	Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Optimisation du compte séquestre destiné au remboursement du crédit de TVA auprès de la Direction générale des impôts et de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique	7 au 17 juin 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Gabon	Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Définition des méthodologies d'évaluation des arriérés d'impôts et la mise en place d'indicateurs clés de performance	30 janvier au 10 février 2023	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0

ANNEXE 3-A.1  
REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS  
(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Pays/Institution	Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
						Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
						Bureau	Conseiller Site	Total				
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi des outils d'évaluation et de gestion des risques budgétaires	13 juin - 01 juillet 2022	1.0	3.0	4.0	3.0	0.0	0.0	7.0
Gabon	Budget	Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Développement de la classification fonctionnelle pour le budget 2023	18 au 29 juillet 2022	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Gabon	Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans VECTIS pour le budget 2023	18 au 29 juillet 2022	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Gabon	Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à l'élaboration du projet de décret et du manuel de procédures de la comptabilité des matières (2ème phase)	14 au 25 novembre 2022	1.0	2.0	3.0	4.0	0.0	0.0	7.0
Gabon	Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Renforcement du suivi, le reporting et le contrôle de l'exécution budgétaire	17 au 28 avril 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Mise en place d'un compte séquestre TVA	6 - 17 juin 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Gabon	Statistiques des finances publiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des SFP pour l'exercice 2021 et poursuite du chantier de l'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	31 octobre - 11 novembre 2022	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au renforcement de la coherence des comptes annuels rebasés et les comptes trimestriels	14 au 30 avril 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Guinée équatoriale	Budget	Guinée équatoriale	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Revue des projets de textes de transposition des directives de la CEMAC	20 mars au 07 avril 2023	0.5	0.0	0.5	2.0	0.0	0.0	2.5

ANNEXE 3-A.1

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS

(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Pays/Institution	Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
						Utilisées			ECT	HQ	Attachement	Total
						Bureau	Conseiller Site	Total				
Guinée équatoriale	Budget	Guinée équatoriale	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Atelier national sur la présentation et la validation des projets de textes internalisant les directives de la CEMAC	18 au 21 avril 2023	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0
Guinée équatoriale	Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2020 à 2021 et poursuite du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	28 novembre 2022 au 9 décembre 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Guinée équatoriale	Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux trimestriels et au passage au système de comptabilité nationale 2008 avec changement d'année de base	22 août - 02 septembre 2022	2.0	0.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
République Centrafricaine	Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Identification des besoins et des priorités en renforcement des capacités avec le département des finances publiques du siège du FMI	23 mai - 03 juin 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	01 - 26 mai 2022	0.0	1.5	1.5	0.0	0.0	0.0	1.5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de cadrage macroéconomique MQC-RCA	9 au 23 Janvier 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Centrafricaine	Budget	République Centrafricaine	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de l'exécution budgétaire	10 - 21 octobre 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	2.0	0.0	5.0
République Centrafricaine	Budget	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la budgétisation des investissements publics en AE-CP	03 au 14 avril 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui sur la mise en œuvre de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 de la CEMAC portant TOFE	23 janvier au 3 février 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

ANNEXE 3-A.1

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS

(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Pays/Institution	Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
						Utilisées			ECT	HQ	Attachement	Total
						Bureau	Conseiller Site	Total				
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	20 juin - 01 juillet 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	26 mai - 03 juin 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
République Démocratique du Congo	Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Interconnexion des systèmes de transit des Douanes en Afrique centrale et assister la Douane congolaise à développer une stratégie et un plan d'action en la matière	17 au 26 avril 2023	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
République Démocratique du Congo	Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la maîtrise les exonérations et les régimes suspensifs	20 - 29 mars 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mise à niveau du modèle de prévisions macrobudgétaires (Mission 1)	27 juin - 08 juillet 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite de l'identification et du suivi des risques budgétaires	05 - 20 octobre 2022	1.0	2.5	3.5	0.0	0.0	0.0	3.5
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mise à niveau du modèle de prévisions macrobudgétaires (Mission 2)	27 mars au 07 avril 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur la crédibilité du budget à l'assemblée nationale	03 - 04 octobre 2022	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0
République Démocratique du Congo	Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Suivi des recommandations du PIMA	24 août - 09 septembre 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL  
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-A.1

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS

(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Pays/Institution	Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
						Utilisées			ECT	HQ	Attachement	Total
						Bureau	Conseiller Site	Total				
République Démocratique du Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la production d'un guide de fonctionnement des comptes de l'Etat	18 - 29 juillet 2022.	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Développement d'une méthodologie de contrôle sur site du risque de crédit (focus sur la revue des dossiers de crédit)	13 au 24 juin 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Intégration de la notation annuelle du profil de risques des banques dans le processus de supervision	12 - 23 septembre 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Les banques disposent de solides positions de capital et de liquidité qui couvrent adéquatement leurs risques et contribuent à la stabilité du système financier	Développement des informations qualitatives et l'Instruction sur l'identification et la gestion des transactions avec les apprentés	16 mai au 03 juin 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Assistance méthodologique pour la réalisation d'une inspection pilote sur l'examen des dossiers de crédit, l'évaluation de la classification des actifs et l'adéquation du provisionnement.	09 au 20 janvier 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Les banques disposent de solides positions de capital et de liquidité qui couvrent adéquatement leurs risques et contribuent à la stabilité du système financier	Revue du cadre réglementaire de la BCC (alignement sur les disposition de la nouvelle loi bancaire)	03 au 28 avril 2023	1.0	3.0	4.0	3.0	0.0	0.0	7.0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Assistance inspection pilote revue des dossiers de credit	09 au 20 janvier 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Statistiques des finances publiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	18 -29 juillet 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
République Démocratique du Congo	Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier sur l'élaboration des comptes nationaux annuels et des comptes nationaux trimestriels	20 juin - 08 juillet 2022	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

ANNEXE 3-A.1  
REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS  
(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Pays/Institution	Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
						Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
						Bureau	Conseiller Site	Total				
Sao Tomé-et-Principe	Administration douanière	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Amélioration du ciblage et du contrôle de certaines marchandises à risque particulier (sous évaluation / TVA / Fraude fiscale)	6 - 16 mars 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Sao Tomé-et-Principe	Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui sur le contrôle fiscal des secteurs banques et assurances	3 - 14 octobre 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Sao Tomé-et-Principe	Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui sur la technique de contrôle fiscal du secteur de la construction	21 novembre au 02 décembre 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des prévisions budgétaires	19 - 30 septembre 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des SFP pour l'exercice 2021 et poursuite du chantier de l'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	29 août - 09 septembre 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le guide aux utilisateurs de 2013 (D4D)	17 au 28 avril 2023	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au rebasage du PIB suivant les recommandations du Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008)	30 janvier 2023 au 10 février 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier sur les techniques d'élaboration des comptes nationaux annuels et des comptes nationaux trimestriels	17 au 28 avril 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Séminaires régionaux et cours	Administration douanière	Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Séminaire régional sur le suivi des exonérations et des régimes suspensifs	06 au 09 mars 2023	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL  
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-A.1

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS

(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Pays/Institution	Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
						Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
						Bureau	Conseiller Site	Total				
Séminaires régionaux et cours	Administration douanière	Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Atelier régional au bénéfice des Douanes d'Afrique centrale en matière d'interconnectivité transit et du 'Système Interconnecté pour la Gestion des Marchandises en Transit' (SIGMAT)	11 au 14 avril 2023	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier annuel des pays de la communauté de l'AFRITAC de l'Est (Pour le Burundi et la RDC)	17 - 19 août 2022	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur le thème : Evaluation et gestion des risques liés aux passifs conditionnels de l'Etat	23 - 27 octobre 2022	2.0	2.0	4.0	1.5	0.0	0.0	5.5
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Cours sur l'analyse des politiques budgétaires	17 au 28 avril 2023	1.0	2.0	3.0	4.0	0.0	0.0	7.0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	30 janvier au 03 février 2023	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Séminaires régionaux et cours	Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1.0	1.0	2.0	1.5	0.0	0.0	3.5
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	N/A	Conférence de haut niveau sur la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption	13 - 14 juin 2022	1.0	0.5	1.5	0.0	0.0	0.0	1.5

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL  
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-A.1

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS

(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Pays/Institution	Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
						Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
						Bureau	Conseiller Site	Total				
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	N/A	Séminaire inter-régional avec AFRITAC Ouest 1 portant sur l'analyse des risques financiers liés au climat	11 octobre 2022	2.0	1.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	N/A	Séminaire inter-régional dans le domaine de la supervision et de la réglementation bancaires (thèmes couverts : le processus de revue prudentielle, le système d'alerte précoce et leur intégration dans la supervision basée sur les risques)	06 au 10 mars 2023	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur le traitement des autres flux financiers et des transactions non monétaires dans le TOFE	24 au 28 avril 2023	2.0	1.0	3.0	1.0	0.0	0.0	4.0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation de la balance commerciale et des paiements dans l'élaboration des comptes nationaux annuels	06 - 17 juin 2022	2.0	2.0	4.0	2.0	0.0	0.0	6.0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation des données des sources administratives sur le traitement, l'analyse et l'utilisation des données des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises et des SFP	24 octobre - 04 novembre 2022	2.0	2.0	4.0	2.0	0.0	0.0	6.0
Tchad	Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs via Asycuda	9 - 20 janvier 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Tchad	Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui au renforcement de la mise en œuvre de l'interconnectivité transit au bénéfice de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)	13 au 21 décembre 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Tchad	Administration fiscale	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Elaboration des programmes de contrôles fiscaux pour identifier les risques émergents	27 mars au 07 avril 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à l'évaluation de la gestion des investissements publics selon la méthodologie PIMA (Mission du département des finances publiques)	30 mai - 24 juin 2022	1.0	3.0	4.0	0.0	0.0	0.0	4.0

ANNEXE 3-A.1  
REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS  
(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Pays/Institution	Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
						Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
						Bureau	Conseiller Site	Total				
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration du cadre technique et opérationnel du modèle SIGNET	10 - 14 octobre 2022	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	26 - 30 septembre 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à la mission sur l'outil de projection de la dette avec ICD	30 novembre au 02 décembre 2022	0.5	1.0	1.5	0.0	0.0	0.0	1.5
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à la mission sur l'outil Macro-Forecasting Tool (MFT) avec ICD	13 au 19 avril 2023	0.5	1.0	1.5	0.0	0.0	0.0	1.5
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration du cadre technique et opérationnel du modèle SIGNET	20 au 24 février 2023	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Tchad	Budget	Tchad		Participation à la mission Fiscal Saveguard Review (FSR) avec FAD-FIN-LEG	06 au 10 mars 2023	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Tchad	Budget	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier de validation du projet de loi sur les entreprises publiques et les autorités administratives indépendantes	21 au 24 novembre 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Tchad	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la constitution du bilan d'ouverture dans le nouveau système d'information	17 au 28 avril 2023	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Tchad	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Appui à la mise en œuvre du Compte unique du Trésor (CUT)	5 au 16 décembre 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

ANNEXE 3-A.1

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS

(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Pays/Institution	Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
						Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
						Bureau	Conseiller Site	Total				
Tchad	Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Revue et validation de la série de TOFEs de 2017 à 2020 - Elaboration du TOFE de 2021	30 mai - 10 juin 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Tchad	Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques et Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le guide aux utilisateurs de 2013	20 Février au 03 Mars 2023	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Tchad	Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de rebasage du PIB et de backcasting	27 juin - 08 juillet 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
BEAC	Modélisation macroéconomique	Les autorités ont une compréhension de base de leurs capacités actuelles de prévision et d'analyse et des possibilités d'amélioration.	Mission exploratoire sur les dispositifs de modélisation macroéconomique	S2	T3	0.5	0.5	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Burundi	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en oeuvre du plan d'action de l'OBR, développé avec l'appui du FMI-FAD	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Burundi	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en oeuvre du plan d'action de l'OBR, développé avec l'appui du FMI-FAD	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Burundi	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la mise en oeuvre du plan d'actions prioritaires	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des dispositifs d'élaboration des CBMT et CDMT	S1	T1	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Burundi	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement du processus budgétaire : Appui à l'élaboration du manuel d'élaboration et d'exécution du budget en mode programme et actualisation du calendrier budgétaire	S2	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Burundi	Budget	Améliorer la gestion des investissements publics	Poursuite du renforcement de la budgétisation des investissements publics en AE-CP	S2	T3	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Burundi	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration de manuels des procédures comptables en droits constatés avec les macro processus des dépenses et des recettes	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Burundi	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Elaboration d'un plan de trésorerie annuel mensualisé sur base caisse FY23/24, proposition de calendrier d'émission de titres et de projet texte de rénovation du comité de trésorerie	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'une nomenclature des comptes commentés de l'Etat	S1	T2	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Burundi	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'un référentiel des normes comptables de l'Etat	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Modélisation macroéconomique	Des modèles analytiques et des outils de prévision sont développés et opérationnels.	Renforcement du modèle de prévision macroéconomique + Mission exploratoire à la BRB sur les dispositifs de modélisation macroéconomique	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Modélisation macroéconomique	Amélioration des compétences analytiques et des capacités de prévision macroéconomique et d'analyse des politiques.	Atelier national sur la programmation et les politiques financières (avec ICD)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Révision de la circulaire 03/2018 sur le ratio de solvabilité et de levier pour y intégrer l'approche standard de Bale III, actualisation des critères de classification d'un établissement systémique et préparation de	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Soutenir la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques en tant que projet structuré : examen de la première évaluation du profil de risque bancaire (methodologie SEPPEC) et de son intégration dans le	S2	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Soutenir la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques en tant que projet structuré : développement d'un cadre ILAAP	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Soutenir la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques en tant que projet structuré : rédaction d'un guide méthodologique pour le contrôle sur place du risque de liquidité dans les	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Formation des nouveaux superviseurs (demande du Gouverneur Annual Meetings 2022)	Session 2	S1	T2	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Formation des nouveaux superviseurs (demande du Gouverneur Annual Meetings 2022)	Session 3	S2	T3	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Formation des nouveaux superviseurs (demande du Gouverneur Annual Meetings 2022)	Session 4	S2	T4	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Burundi	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Elaboration du TOFE de l'exercice 2021/2022 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs (D4D)	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Burundi	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de la dette du secteur public	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public jusqu'à fin 2021/2022 selon le guide aux utilisateurs de 2013	S2	T4	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Burundi	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels et le rebasage du PIB	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en place des plans et des outils du contrôle de la valeur en douane	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la conception et développement d'un entrepôt de données	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en œuvre des Opérateurs Economiques Agréés (OEA)	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en œuvre de l'interconnectivité transit - SIGMAT	S1	T2	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Cameroun	Administration fiscale	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Appui à la maîtrise des risques opérationnels	S2	T4	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Cameroun	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la mise en œuvre du plan d'amélioration de la discipline fiscale.	S2	T3	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Cameroun	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales et Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance de l'administration fiscale	Mission d'évaluation TADAT	S2	T3	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Cameroun	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Formation sur les outils de suivi des risques budgétaires	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Cameroun	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Cameroun	Budget	Améliorer la gestion des investissements publics	Renforcer la budgétisation des investissements publics en AE-CP	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Cameroun	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Améliorer la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques (Renforcer la méthodologie d'élaboration/exécution/reporting des plans d'engagement dans PROBMS)	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Cameroun	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Renforcer le contrôle interne budgétaire au ministère de l'éducation de base (état des lieux et appui à la mise en œuvre des recommandations de la mission de 2021)	S2	T4	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Cameroun	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la gestion de la trésorerie et du fonctionnement du compte unique du trésor	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Cameroun	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Cameroun	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Elaboration du TOFE de l'exercice 2022 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui au développement des comptes nationaux régionaux	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
CEEAC	Modélisation macroéconomique	Les autorités ont une compréhension de base de leurs capacités actuelles de prévision et d'analyse et des possibilités d'amélioration.	Mission exploratoire sur les dispositifs de modélisation macroéconomique	S2	T3	0.5	0.5	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Appui à l'opérationnalisation des Comités et Sous-Comités Douanes de la CEMAC	S1	T1	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Appui à la mise en œuvre du Code des Douanes Communautaire	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Appui à la mise en œuvre du Code des Douanes Communautaire	S1	T1	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
CEMAC	Administration fiscale	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Sensibilisation sur le Livre de procédures fiscales communautaire	S2	T3	1.0	4.0	5.0	0.0	0.0	0.0	5.0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation aux séminaires régionaux de la CEMAC et élaboration des guides et manuels régionaux	S1	T1	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Amélioration des compétences analytiques et des capacités de prévision macroéconomique et d'analyse des politiques.	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	S1	T1	0.5	1.0	1.5	0.0	0.0	0.0	1.5
CEMAC	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Présentation et validation du guide régional sur le contrôle interne budgétaire	S1	T1	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0
CEMAC	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation aux séminaires régionaux de la CEMAC et élaboration des guides et manuels régionaux	S2	T3	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
CEMAC	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la revue qualité de projet de texte ou manuel mis en place par la Commission ou les Etats membres	S2	T4	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
CEMAC	Modélisation macroéconomique	Amélioration des compétences analytiques et des capacités de prévision macroéconomique et d'analyse des politiques.	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	S2	T3	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
CEMAC	Modélisation macroéconomique	Les autorités ont une compréhension de base de leurs capacités actuelles de prévision et d'analyse et des possibilités d'amélioration.	Mission exploratoire sur les dispositifs de modélisation macroéconomique	S2	T3	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Élaboration d'un règlement sur le risque IRRBB (obligations souveraines).	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Suivi de la mise en œuvre du LCR et du NSFR (calibrage après QIS et finalisation du règlement)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Élaboration d'un règlement sur le risque de contrepartie	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
COBAC	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Supervision des risques financiers liés au changement climatique (risques ESG) en vue de développer un cadre spécifique.	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Diagnostic sur la conformité des procédures d'importation et d'exportation avec le cadre légal de la CEMAC	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à l'alignement au cadre légal de la CEMAC des procédures d'importation et d'exportation	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en œuvre de l'interconnectivité transit - SIGMAT	S1	T2	0.0	2.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Identification des besoins et des priorités en renforcement des capacités	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration des dispositifs techniques d'élaboration du CBMT et du CDMT	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mission d'immersion de 3 cadres du Congo auprès de la direction générale de l'économie du Cameroun sur les dispositifs de cadrage macrobudgétaire	S1	T2	0.5	0.0	0.5	0.0	0.0	0.0	0.5
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	S1	T1	1.0	2.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi et gestion des risques budgétaires (entreprises publiques et changement climatique)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Etablir l'état des lieux de la bascule vers le budget de programme - Réaliser la revue de qualité des textes encadrant la budgétisation en mode programme	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Introduire la prise en compte du changement climatique dans le processus budgétaire	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Congo	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuivre l'appui à la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'une cartographie des risques comptables	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Intégration de la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie (Mission conjointe avec le conseiller résident en gestion de la dette)	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Congo	Modélisation macroéconomique	Des modèles analytiques et des outils de prévision sont développés et opérationnels.	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique - Analyse de sensibilité et manuel du modèle	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Mission d'assistance technique sur la collecte de données source sur les transactions non-monétaires, leurs ajustement et intégration dans le TOFE annuel pour 2022.	S2	T3	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux sur les comptes nationaux trimestriels	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux de rebasage du PIB et de backcasting	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Gabon	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en œuvre du protocole d'Accord Douane - Impôts	S1	T1	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Gabon	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en œuvre de l'interconnectivité transit - SIGMAT	S1	T1	2.0	0.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Gabon	Administration fiscale	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Mise en place du traitement différencié du remboursement de TVA	S2	T4	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales et Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance de l'administration fiscale	Mission d'évaluation TADAT	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Gabon	Administration fiscale	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Developpement d'un plan de maitrise des risques operationnels et de conforme fiscal	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la collaboration douanes et impôts (Synergie avec l'administration douanière)	S2	T4	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Maîtrise des restes à recouvrer et sa comptabilisation (Synergie avec la gestion des dépenses publiques)	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration des dispositifs techniques d'élaboration du CBMT et du CDMT (Synergie avec la gestion budgétaire)	S2	T3	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi des outils d'évaluation et de gestion des risques budgétaires - Entreprises publiques	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur l'outil d'analyse et de prévisions des recettes issues des industries extractives (FARI)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Gabon	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Accompagner l'introduction de l'approche genre dans le processus budgétaire 2025	S2	T4	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Gabon	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer la supervision des entités autonomes	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Gabon	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuivre l'appui à la mise œuvre de la réforme de la comptabilité des matières (réorganisation de la Direction Générale du Patrimoine de l'Etat, revue du processus d'informatisation de la comptabilité des	S1	T1	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Gabon	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Encadrer l'immersion de 5 cadres de l'administration gabonaise au Cameroun sur la comptabilité des matières (Peer Learning)	S1	T1	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Appui à l'optimisation du CUT par la digitalisation des processus d'exécution des dépenses et recettes publiques	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Renforcement du contrôle interne pour la promotion d'une production comptable de qualité	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Gabon	Modélisation macroéconomique	Les autorités ont une compréhension de base de leurs capacités actuelles de prévision et d'analyse et des possibilités d'amélioration.	Mission exploratoire sur les dispositifs de modélisation macroéconomique	S2	T3	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
Gabon	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Mission d'assistance technique sur la collecte de données source base BGCT (GG, COFOG, DETTE)	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Gabon	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux sur les comptes nationaux trimestriels	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Guinée équatoriale	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement du contrôle de la valeur en douane	S1	T1	0.0	0.0	0.0	2.0	0.0	0.0	2.0
Guinée équatoriale	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en œuvre de l'interconnectivité transit - SIGMAT	S1	T1	0.0	2.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Guinée équatoriale	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui pour une meilleure utilisation du système de dédouanement - SYDONIA World	S1	T2	0.0	2.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Guinée équatoriale	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la préparation et de la programmation budgétaire pluri-annuelle et convergence économique (avec la CEMAC)	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Guinée équatoriale	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer la NBE et Développer la cofinancement fonctionnelle dans le budget et renforcer la définition des dépenses sociales	S1	T2	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Guinée équatoriale	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Améliorer la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Guinée équatoriale	Budget	Améliorer la budgétisation des investissements publics	Renforcer la programmation et la budgétisation des investissements publics en AE - CP	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Guinée équatoriale	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration du plan comptable détaillé de l'Etat et mise en cohérence avec la nomenclature budgétaire	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Guinée équatoriale	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Intégration de la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie (Synergie avec la gestion de la dette publique)	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Guinée équatoriale	Modélisation macroéconomique	Les autorités ont une compréhension de base de leurs capacités actuelles de prévision et d'analyse et des possibilités d'amélioration.	Mission exploratoire sur les dispositifs de modélisation macroéconomique	S2	T3	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
Guinée équatoriale	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Mise à jour des statistiques jusqu' à 2022 et poursuite du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Guinée équatoriale	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de la dette du secteur public	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public jusqu'à fin 2022 selon le guide aux utilisateurs de 2013	S2	T4	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Guinée équatoriale	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux sur les comptes nationaux trimestriels	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Guinée équatoriale	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui à la mise en place du tableau des ressources-emplois et au passage au système de comptabilité nationale 2008 avec changement d'année de base	S2	T3	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
République Centrafricaine	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Support à l'optimisation du processus d'importation douanier (Douala, Beloko, Bangui)	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
République Centrafricaine	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en œuvre de l'interconnectivité transit - SIGMAT	S1	T2	0.0	2.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
République Centrafricaine	Administration fiscale	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Mise en place des principaux indicateurs de performance	S1	T2	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mission d'immersion de 3 cadres du Congo auprès de la direction générale de l'économie du Cameroun sur les dispositifs de cadrage macrobudgétaire	S1	T2	0.5	0.0	0.5	0.0	0.0	0.0	0.5
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du renforcement du CBMT/CDMT	S1	T1	0.5	0.0	0.5	2.0	0.0	0.0	2.5
République Centrafricaine	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Atelier de présentation et validation du manuel de procédures du contrôle financier	S1	T2	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0
République Centrafricaine	Budget	Améliorer la gestion des investissements publics	Poursuivre le renforcement de la budgétisation des investissements publics en AE-CP	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Centrafricaine	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Renforcer la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques (développer le plan d'engagement dans le système d'information budgétaire)	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Centrafricaine	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la réorganisation de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Centrafricaine	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Appui à l'optimisation du CUT	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Centrafricaine	Modélisation macroéconomique	Amélioration des compétences analytiques et des capacités de prévision macroéconomique et d'analyse des politiques.	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
République Centrafricaine	Modélisation macroéconomique	Des modèles analytiques et des outils de prévision sont développés et opérationnels.	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique _FY24 _phase 1_Manuel du modèle et notes de cadrage	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
République Centrafricaine	Modélisation macroéconomique	Des modèles analytiques et des outils de prévision sont développés et opérationnels.	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique _FY24 _phase 2_Analyse de sensibilité et nouveaux modules	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
République Centrafricaine	Modélisation macroéconomique	Le processus décisionnel est bien structuré, rationalisé et documenté, et les rôles et responsabilités associés sont bien définis.	Organisation d'une mission d'impregnation des cadres centrafricains au Tchad	S1	T1	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	3.0	4.0
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Elaboration du TOFE de l'exercice 2022 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de la dette du secteur public	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public jusqu'à fin 2022 selon le guide aux utilisateurs de 2013	S2	T4	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux de rebasage et revue du tableau des équilibres ressources-emplois	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux de rebasage et la retropolation	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la rationalisation des taxes parafiscales à liquider par la Douane	S1	T2	1.0	0.0	1.0	4.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la planification et à la mise en œuvre de la réforme douanière	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
République Démocratique du Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales et Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance de l'administration fiscale	Mission d'évaluation TADAT	S2	T3	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
République Démocratique du Congo	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Développement d'un plan d'amélioration du civisme fiscal des moyens contribuables	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mission d'immersion de 3 cadres de la RDC auprès de la direction générale de l'économie du Cameroun sur les dispositifs de cadrage macrobudgétaire	S1	T2	0.5	0.0	0.5	0.0	0.0	0.0	0.5

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur l'analyse de la politique budgétaire	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite de l'identification et du suivi des risques budgétaires liés aux changements climatiques	S1	T2	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Analyse et prévisions des recettes issues des industries extractives (FARI)	S2	T4	0.5	2.0	2.5	2.0	0.0	0.0	4.5
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Réaliser la revue de qualité des programmes budgétaires et établir l'état des lieux de la bascule au budget de programme	S1	T1	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer la gestion des investissements publics	Renforcer la budgétisation des investissements publics en autorisation d'engagement et crédit de paiement	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer la supervision des entreprises publiques (mission conjointe FAD/AFIC)	S1	S1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
République Démocratique du Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Revue qualité des projets des décrets portant manuels des procédures de comptabilisation des recettes et des dépenses	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'un référentiel des normes comptables générales de l'Etat	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Modélisation macroéconomique	Des modèles analytiques et des outils de prévision sont développés et opérationnels.	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique_FY24_phase1 - Manuel du modèle et notes de cadrage + Mission exploratoire sur les dispositifs de modélisation macroéconomique à la BCC	S1	T2	0.5	0.0	0.5	2.0	0.0	0.0	2.5
République Démocratique du Congo	Modélisation macroéconomique	Des modèles analytiques et des outils de prévision sont développés et opérationnels.	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique_FY24_phase2 - Analyse de sensibilité et nouveaux modules	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale.	Rédaction des nouveaux règlements requis par la nouvelle loi bancaire.	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale.	Suivi de l'assistance technique sur les changements nécessaires au cadre réglementaire.	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle.	Assistance 2eme notation du profil de risque des banques (y compris la mise à jour de la méthodologie) ; évaluation de l'efficacité des examens des dossiers de crédit des banques effectués en 2023 ; et rédaction de projets	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Suivi de l'assistance technique sur l'utilisation pilote et la validation des manuels de supervision sur place et sur piece et élaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre du processus de revue	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
République Démocratique du Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Elaboration du TOFE de l'exercice 2022 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
République Démocratique du Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels	S2	T4	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
République Démocratique du Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux de rebasage du PIB et de backcasting	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Sao Tomé-et-Principe	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Amélioration du ciblage et du contrôle de certaines marchandises à risque particulier (sous évaluation / TVA / Fraude fiscale)	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Sao Tomé-et-Principe	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mise en place de plan d'amélioration du civisme fiscal	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Sao Tomé-et-Principe	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Amélioration de la programmation des contrôles fiscaux des secteurs clés	S2	T3	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des prévisions budgétaires (CBMT et risques budgétaires)	S1	T2	0.5	2.0	2.5	2.0	0.0	0.0	4.5
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Participation des cadres de STP au séminaire régional sur les risques budgétaires pour les pays lusophones	S1	T1	0.5	0.0	0.5	1.0	0.0	0.0	1.5
Sao Tomé-et-Principe	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Introduire la prise en compte du changement climatique dans le processus budgétaire	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Sao Tomé-et-Principe	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuivre le renforcement de la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques (développer le plan d'engagement dans le système d'information budgétaire)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Sao Tomé-et-Principe	Budget	Améliorer la gestion des investissements publics	Renforcer la budgétisation des investissements publics en AE-CP	S2	T3	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Sao Tomé-et-Principe	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à l'élaboration d'un plan comptable de l'Etat	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Sao Tomé-et-Principe	Modélisation macroéconomique	Les autorités ont une compréhension de base de leurs capacités actuelles de prévision et d'analyse et des possibilités d'amélioration.	Mission exploratoire sur les dispositifs de modélisation macroéconomique à la BCSTP	S2	T4	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Mise à jour des statistiques jusqu' à 2022 et poursuite du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de la dette du secteur public	Mise à jour des statistiques jusqu' à 2022 et poursuite du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	S2	T4	1.0	0.0	1.0	0.0	2.0	0.0	3.0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux de rebasage des comptes nationaux annuels	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui au rebasage et mise en place du tableau des équilibre ressources-emplois	S2	T4	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Séminaires régionaux et cours	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Atelier régional - 1 - thématique à confirmer encore	S2	T3	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0
Séminaires régionaux et cours	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Gouvernance et transparence de l'administration fiscale	S2	T4	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	11ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Changement climatique et gestion des finances publiques	S1	T2	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	S2	T4	0.5	2.0	2.5	0.0	0.0	0.0	2.5
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Webinaire Régional : Retour d'expérience sur l'élaboration des rapports sur les risques budgétaires	S1	T2	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Webinaire Régional : Retour d'expérience sur la révision des modèles macrobudgétaires	S1	T2	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire interrégional sur la gestion des investissements publics (Synergie avec la gestion budgétaire)	S1	T1	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	S1	T1	0.5	1.0	1.5	0.0	0.0	0.0	1.5
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	<b>11ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Changement climatique et gestion des finances publiques</b>	S1	T2	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer la gestion de investissements publics	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics - 2ème édition (Financement conjoint FMI-GIZ)	S1	T1	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur le thème : "Promouvoir l'exhaustivité du budget par un encadrement budgétaire et comptable des recettes affectées, des budgets annexes et des comptes speciaux"	S1	T1	1.0	2.0	3.0	1.0	0.0	0.0	4.0
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	11ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Changement climatique et gestion des finances publiques	S2	T4	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Séminaire Régional Conjoint sur l'intégration de la gestion de la dette et de la gestion de la trésorerie (Synergie avec la gestion de la dette publique)	S2	T4	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Séminaire interrégional sur l'opérationnalisation des travaux de fin d'exercice	S2	T4	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
Séminaires régionaux et cours	Modélisation macroéconomique	Amélioration des compétences analytiques et des capacités de prévision macroéconomique et d'analyse des politiques.	Nowcast Model	S1	T2	1.0	2.0	3.0	4.0	0.0	0.0	7.0
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	SEMINAIRE AFC & AFW	Digitalisation des activités bancaires : aspects réglementaires et prudentiels	S2	T3	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	WEBINAIRE AFC & AFW (3 jours)	Développements relatifs à la réglementation et à la supervision des risques financiers liés au changement climatique.	S1	T2	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	WEBINAIRE AFC & AFW (1 jour)	Intégration du genre dans les politiques d'inclusion financière et en matière de supervision bancaire	S1	T1	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des résultats d'analyse du bilan du secteur public	Séminaire régional sur l'élaboration du tableau des dépenses par classification des fonctions des admins. Pubs., ainsi que du bilan complet, selon le MSFP 2014.	S2	T4	2.0	1.0	3.0	1.0	0.0	0.0	4.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Atelier sur l'utilisation des données des sources administratives en comptabilité nationale	S2	T4	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Tchad	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui au renforcement et à l'informatisation du contentieux douanier	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Tchad	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement du processus de prise en charge des marchandises	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Tchad	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Maîtrise des restes à recouvrer et sa comptabilisation (Synergie avec la gestion des dépenses publiques)	S2	T4	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Tchad	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'amélioration de la discipline fiscale des moyens contribuables	S2	T4	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les prévisions des recettes	S2	T4	0.5	1.0	1.5	2.0	0.0	0.0	3.5
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	S1	T2	0.5	1.0	1.5	0.0	0.0	0.0	1.5
Tchad	Budget	Améliorer la gestion des investissements publics	Renforcer la budgétisation des investissements publics en AE-CP (appui à la mise en oeuvre des recommandations du PIMA)	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Tchad	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à la transposition de la directive CEMAC sur la comptabilité-matières	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Tchad	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Renforcer la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques (développer le plan d'engagement dans le système d'information budgétaire)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-A.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR PAYS**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Tchad	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Evaluer les sauvegardes budgétaires (Participation à une mission du siège FAD-LEG-FIN)	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Tchad	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Préparation d'une stratégie de mise en oeuvre du CUT	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Tchad	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Intégration de la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie (Synergie avec la gestion de la dette publique)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Tchad	Modélisation macroéconomique	Amélioration des compétences analytiques et des capacités de prévision macroéconomique et d'analyse des politiques.	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Elaboration du TOFE de l'exercice 2022 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de la dette du secteur public	Elaboration du TOFE de l'exercice 2022 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs (Synergie avec la gestion des dépenses publiques)	S2	T4	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Tchad	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux sur les comptes nationaux trimestriels	S1	T2	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Tchad	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux sur les comptes nationaux trimestriels	S2	T4	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
						<b>182.5</b>	<b>249.0</b>	<b>430.5</b>	<b>272.0</b>	<b>2.0</b>	<b>3.0</b>	<b>707.5</b>

**ANNEXE 3.B**  
**REPARTITION DETAILLEE DES RESSOURCES PAR DOMAINE**  
**Programmation et utilisation de l'année fiscale 2023 - Programmation de l'année fiscale 2024**  
**(En personnes semaines)**

Domaine d'intervention/Pays	Année fiscale 2023								Année fiscale 2024				
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)	Ressources programmées			
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total		Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site			Siège	Site			
<b>I - MISSIONS</b>													
<b>Administration douanière</b>	<b>15.0</b>	<b>0.0</b>	<b>27.0</b>	<b>42.0</b>	<b>11.0</b>	<b>8.0</b>	<b>13.5</b>	<b>32.5</b>	<b>77.4</b>	<b>19.0</b>	<b>13.0</b>	<b>35.0</b>	<b>67.0</b>
Burundi	1.0	0.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0		2.0	2.0	2.0	6.0
Cameroun	1.0	0.0	2.0	3.0	2.0	1.0	2.0	5.0		4.0	2.0	6.0	12.0
Congo	1.0	0.0	2.0	3.0	2.0	1.5	2.0	5.5		2.0	2.0	4.0	8.0
Gabon	1.0	0.0	2.0	3.0	1.0	1.5	1.5	4.0		3.0	0.0	0.0	3.0
Guinée équatoriale	1.0	0.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	4.0	6.0	10.0
République Centrafricaine	2.0	0.0	1.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.0	2.0	2.0	5.0
République Démocratique du Congo	2.0	0.0	4.0	6.0	2.0	2.0	2.0	6.0		2.0	0.0	6.0	8.0
Sao Tomé-et-Principe	1.0	0.0	2.0	3.0	1.0	0.0	2.0	3.0		1.0	0.0	2.0	3.0
Tchad	2.0	0.0	4.0	6.0	2.0	2.0	2.0	6.0		2.0	0.0	4.0	6.0
AFRISTAT	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
BEAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
CEMAC	3.0	0.0	6.0	9.0	1.0	0.0	2.0	3.0		2.0	1.0	3.0	6.0
COBAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Administration fiscale</b>	<b>17.0</b>	<b>23.0</b>	<b>22.0</b>	<b>62.0</b>	<b>11.0</b>	<b>14.0</b>	<b>10.0</b>	<b>35.0</b>	<b>56.5</b>	<b>18.0</b>	<b>32.0</b>	<b>20.0</b>	<b>70.0</b>
Burundi	2.0	4.0	2.0	8.0	2.0	4.0	2.0	8.0		1.0	2.0	2.0	5.0
Cameroun	2.0	2.0	4.0	8.0	2.0	1.0	2.0	5.0		3.0	3.0	4.0	10.0
Congo	1.0	2.0	2.0	5.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.0	2.0	2.0	5.0
Gabon	3.0	6.0	2.0	11.0	2.0	4.0	0.0	6.0		5.0	10.0	4.0	19.0
Guinée équatoriale	1.0	0.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
République Centrafricaine	3.0	4.0	2.0	9.0	1.0	2.0	0.0	3.0		1.0	2.0	0.0	3.0
République Démocratique du Congo	1.0	0.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0		2.0	4.0	2.0	8.0
Sao Tomé-et-Principe	1.0	0.0	2.0	3.0	2.0	2.0	4.0	8.0		2.0	2.0	4.0	8.0
Tchad	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	0.0	2.0	3.0		2.0	3.0	2.0	7.0
AFRISTAT	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
BEAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
CEMAC	2.0	3.0	2.0	7.0	1.0	1.0	0.0	2.0		1.0	4.0	0.0	5.0
COBAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Gestion des finances publiques</b>	<b>65.0</b>	<b>96.5</b>	<b>93.0</b>	<b>254.5</b>	<b>44.0</b>	<b>68.5</b>	<b>59.0</b>	<b>173.5</b>	<b>68.2</b>	<b>69.5</b>	<b>106.0</b>	<b>116.0</b>	<b>290.5</b>
Burundi	7.0	14.0	8.0	29.0	6.0	9.0	8.0	23.0		9.0	11.0	14.0	34.0
Cameroun	6.0	12.0	14.0	32.0	5.0	7.0	10.0	22.0		7.0	10.0	14.0	31.0
Congo	5.0	6.0	10.0	21.0	4.5	6.5	6.0	17.0		8.5	14.0	16.0	37.5
Gabon	8.0	10.0	13.0	31.0	6.0	11.0	15.0	32.0		9.0	11.0	16.0	36.0
Guinée équatoriale	4.0	6.0	8.0	18.0	1.5	1.0	3.0	5.5		6.0	10.0	9.0	25.0
République Centrafricaine	5.0	8.5	10.0	23.5	3.0	7.5	4.0	16.5		6.0	9.0	11.0	26.0
République Démocratique du Congo	12.0	18.0	11.0	41.0	6.0	11.5	5.0	22.5		8.0	14.0	11.0	33.0
Sao Tomé-et-Principe	5.0	7.0	8.0	20.0	1.0	0.0	2.0	3.0		5.0	8.0	11.0	24.0
Tchad	7.0	10.0	9.0	26.0	9.0	13.0	6.0	28.0		7.0	14.0	12.0	33.0
AFRISTAT	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
BEAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
CEMAC	6.0	5.0	2.0	13.0	2.0	2.0	0.0	4.0		4.0	5.0	2.0	11.0
COBAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Modélisation macroéconomique</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>13.0</b>	<b>17.5</b>	<b>19.0</b>	<b>52.5</b>
Burundi	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		2.0	4.0	4.0	10.0
Cameroun	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Congo	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.0	0.0	2.0	3.0
Gabon	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.5	1.0	1.0	2.5
Guinée équatoriale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.5	1.0	1.0	2.5
République Centrafricaine	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		4.0	4.0	4.0	15.0
République Démocratique du Congo	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.5	2.0	4.0	7.5
Sao Tomé-et-Principe	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.5	1.0	1.0	2.5
Tchad	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.0	2.0	0.0	3.0
AFRISTAT	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
BEAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.5	0.5	1.0	2.0
CEMAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.5	2.0	1.0	4.5
COBAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Statistiques des finances publiques</b>	<b>13.0</b>	<b>14.0</b>	<b>22.0</b>	<b>49.0</b>	<b>12.0</b>	<b>12.0</b>	<b>14.0</b>	<b>38.0</b>	<b>77.6</b>	<b>14.0</b>	<b>14.0</b>	<b>20.0</b>	<b>50.0</b>
Burundi	2.0	0.0	4.0	6.0	2.0	0.0	2.0	4.0		2.0	0.0	4.0	6.0
Cameroun	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	2.0	2.0	5.0		1.0	2.0	2.0	5.0
Congo	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	0.0	2.0	3.0		1.0	0.0	2.0	3.0
Gabon	1.0	2.0	4.0	7.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.0	2.0	2.0	5.0
Guinée équatoriale	2.0	0.0	4.0	6.0	1.0	0.0	2.0	3.0		2.0	0.0	4.0	6.0
République Centrafricaine	1.0	2.0	2.0	5.0	2.0	4.0	4.0	10.0		2.0	4.0	2.0	8.0
République Démocratique du Congo	1.0	2.0	0.0	3.0	1.0	2.0	0.0	3.0		1.0	2.0	0.0	3.0
Sao Tomé-et-Principe	2.0	0.0	4.0	6.0	2.0	0.0	2.0	4.0		2.0	0.0	2.0	6.0
Tchad	2.0	4.0	0.0	6.0	2.0	4.0	0.0	6.0		2.0	4.0	2.0	8.0
AFRISTAT	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
BEAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
CEMAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
COBAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0

<b>Statistiques macroéconomiques</b>	<b>14.0</b>	<b>17.0</b>	<b>19.0</b>	<b>50.0</b>	<b>11.0</b>	<b>12.5</b>	<b>14.0</b>	<b>37.5</b>	<b>75.0</b>	<b>15.0</b>	<b>22.0</b>	<b>18.0</b>	<b>55.0</b>
Burundi	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	2.0	2.0	5.0		1.0	2.0	2.0	5.0
Cameroun	2.0	2.0	2.0	6.0	2.0	4.5	0.0	6.5		1.0	0.0	2.0	3.0
Congo	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	2.0	2.0	5.0		2.0	4.0	2.0	8.0
Gabon	1.0	2.0	2.0	5.0	1.0	0.0	2.0	3.0		1.0	2.0	0.0	3.0
Guinée équatoriale	2.0	0.0	2.0	4.0	2.0	0.0	2.0	4.0		2.0	2.0	2.0	6.0
République Centrafricaine	2.0	4.0	2.0	8.0	1.0	2.0	0.0	3.0		2.0	4.0	4.0	10.0
République Démocratique du Congo	2.0	3.0	1.0	6.0	0.0	0.0	0.0	0.0		2.0	4.0	2.0	8.0
Sao Tomé-et-Principe	2.0	2.0	4.0	8.0	2.0	2.0	4.0	8.0		2.0	0.0	4.0	6.0
Tchad	1.0	0.0	2.0	3.0	1.0	0.0	2.0	3.0		2.0	4.0	0.0	6.0
AFRISTAT	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
BEAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
CEMAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
COBAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Régulation et supervision bancaires</b>	<b>13.0</b>	<b>23.0</b>	<b>23.0</b>	<b>59.0</b>	<b>12.0</b>	<b>26.0</b>	<b>26.0</b>	<b>64.0</b>	<b>108.5</b>	<b>15.0</b>	<b>24.0</b>	<b>27.0</b>	<b>66.0</b>
Burundi	4.0	8.0	8.0	20.0	6.0	13.0	13.0	32.0		7.0	8.0	11.0	26.0
Cameroun	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Congo	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gabon	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Guinée équatoriale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
République Centrafricaine	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
République Démocratique du Congo	4.0	5.0	5.0	14.0	6.0	13.0	13.0	32.0		4.0	8.0	8.0	20.0
Sao Tomé-et-Principe	1.0	2.0	2.0	5.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Tchad	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
AFRISTAT	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
BEAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
CEMAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
COBAC	4.0	8.0	8.0	20.0	0.0	0.0	0.0	0.0		4.0	8.0	8.0	20.0
<b>Gestion de la dette publique</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>	<b>0.0</b>
Burundi	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Cameroun	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Congo	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Gabon	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Guinée équatoriale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
République Centrafricaine	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
République Démocratique du Congo	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Sao Tomé-et-Principe	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
Tchad	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
AFRISTAT	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
BEAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
CEMAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
COBAC	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Total Missions</b>	<b>137.0</b>	<b>173.5</b>	<b>206.0</b>	<b>516.5</b>	<b>101.0</b>	<b>141.0</b>	<b>136.5</b>	<b>380.5</b>	<b>73.7</b>	<b>163.5</b>	<b>228.5</b>	<b>255.0</b>	<b>651.0</b>
Domaine d'intervention	Année fiscale 2023								Année fiscale 2024				
	Ressources programmées				Ressources utilisées				Ressources programmées				
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	Taux d'utilisation (en %)	Conseillers		ECT	Total
	Siège	Site			Siège	Site				Siège	Siège		
<b>II - SEMINAIRES ET COURS</b>													
Administration douanière	1.0	1.0	1.0	3.0	2.0	2.0	1.0	5.0		1.0	1.0	1.0	3.0
Administration fiscale	1.0	1.0	1.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.0	1.0	2.0	4.0
Gestion des finances publiques	9.0	9.0	4.0	22.0	8.0	8.0	8.0	24.0		5.0	9.0	4.0	18.0
Modélisation macroéconomique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		1.0	2.0	4.0	7.0
Statistiques des finances publiques	2.0	1.0	1.0	4.0	2.0	1.0	1.0	4.0		2.0	1.0	1.0	4.0
Statistiques macroéconomiques	4.0	4.0	4.0	12.0	4.0	4.0	4.0	12.0		1.0	1.0	2.0	4.0
Régulation et supervision bancaires	3.0	3.0	3.0	9.0	4.0	2.5	1.0	7.5		3.0	2.0	2.0	7.0
Gestion de la dette publique	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	0.0	0.0
<b>Total Séminaires et cours</b>	<b>20.0</b>	<b>19.0</b>	<b>14.0</b>	<b>53.0</b>	<b>20.0</b>	<b>17.5</b>	<b>15.0</b>	<b>52.5</b>	<b>99.1</b>	<b>14.0</b>	<b>17.0</b>	<b>16.0</b>	<b>47.0</b>
<b>TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)</b>	<b>157.0</b>	<b>192.5</b>	<b>220.0</b>	<b>569.5</b>	<b>121.0</b>	<b>158.5</b>	<b>151.5</b>	<b>433.0</b>	<b>76.0</b>	<b>182.5</b>	<b>249.0</b>	<b>272.0</b>	<b>707.5</b>

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.1**

**REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE**

**(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Disponibles			Utilisées			
					Bureau	Conseiller Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Interconnexion du système de transit avec ceux des autres administrations de la zone CEMAC	13 - 17 juin 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en place des plans et des outils du contrôle de la valeur en douane (développement stratégique et l'utilisation efficace d'un entrepôt de données)	24 octobre au 04 novembre 2022.	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Développement d'une réglementation concernant l'application de l'article 156.4 du Code Communautaire de la douane de la CEMAC - Contenu de la déclaration de la valeur	26 septembre - 05 octobre 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Interconnexion des systèmes de transit des Douanes de la CEMAC	17 - 26 aout 2022	1.0	1.5	2.5	0.0	0.0	0.0	2.5
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la gestion, du suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs en douane	6 - 16 septembre 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la vérification de l'application des taux de droits et taxes conformément à la législation en vigueur	20 - 28 juin 2022	1.0	1.5	2.5	1.5	0.0	0.0	4.0
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Interconnexion des systèmes de transit des Douanes en Afrique centrale et assister la Douane congolaise à développer une stratégie et un plan d'action en la matière	17 au 26 avril 2023	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la maîtrise les exonérations et les régimes suspensifs	20 - 29 mars 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Amélioration du ciblage et du contrôle de certaines marchandises à risque particulier (sous évaluation / TVA / Fraude fiscale)	6 - 16 mars 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.1**

**REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE**

**(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Conseiller			Utilisées				
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total	
Administration douanière	Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Séminaire régional sur le suivi des exonérations et des régimes suspensifs	06 au 09 mars 2023	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Atelier régional au bénéfice des Douanes d'Afrique centrale en matière d'interconnectivité transit et du 'Système Interconnecté pour la Gestion des Marchandises en Transit' (SIGMAT)	11 au 14 avril 2023	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs via Asycuda	9 - 20 janvier 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui au renforcement de la mise en œuvre de l'interconnectivité transit au bénéfice de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)	13 au 21 décembre 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	18 au 29 juillet 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui au développement du plan d'action avec indicateurs GAR de l'OBR	27 février - 10 mars 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	0.0	5.0
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à l'atelier régional de renforcement des capacités en matière de mobilisation des recettes fiscales avec le département des finances publiques et le projet RMTF	31 octobre - 04 novembre 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Maitrise des risques de conformité	20 Février au 03 Mars 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration fiscale	CEMAC	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à la validation du projet de livre de procédures fiscales communautaire	24 - 28 octobre 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.1**

**REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE**

**(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Disponibles			Utilisées				
					Bureau	Conseiller Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total	
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Optimisation du compte séquestre destiné au remboursement du crédit de TVA auprès de la Direction générale des impôts et de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique	7 au 17 juin 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0	
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Définition des méthodologies d'évaluation des arriérés d'impôts et la mise en place d'indicateurs clés de performance	30 janvier au 10 février 2023	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0	
Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Identification des besoins et des priorités en renforcement des capacités avec le département des finances publiques du siège du FMI	23 mai - 03 juin 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0	
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui sur le contrôle fiscal des secteurs banques et assurances	3 - 14 octobre 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0	
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui sur la technique de contrôle fiscal du secteur de la construction	21 novembre au 02 décembre 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0	
Administration fiscale	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Elaboration des programmes de contrôles fiscaux pour identifier les risques émergents	27 mars au 07 avril 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires (Suivi)	26 septembre au 07 octobre 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	11 - 22 juillet 2022	1.0	2.0	3.0	4.0	0.0	0.0	7.0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organisée par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	06 - 10 juin 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0	

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.1**

**REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE**

**(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Disponibles			Utilisées			
					Bureau	Conseiller Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	29 novembre au 1er décembre 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	02 - 13 mai 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi des outils d'évaluation et de gestion des risques budgétaires	13 juin - 01 juillet 2022	1.0	3.0	4.0	3.0	0.0	0.0	7.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	01 - 26 mai 2022	0.0	1.5	1.5	0.0	0.0	0.0	1.5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des fonctionnalités du modèle de cadrage macroéconomique MQC-RCA	9 au 23 Janvier 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mise à niveau du modèle de prévisions macrobudgétaires (Mission 1)	27 juin - 08 juillet 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite de l'identification et du suivi des risques budgétaires	05 - 20 octobre 2022	1.0	2.5	3.5	0.0	0.0	0.0	3.5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mise à niveau du modèle de prévisions macrobudgétaires (Mission 2)	27 mars au 07 avril 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des prévisions budgétaires	19 - 30 septembre 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.1**

**REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE**

**(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Disponibles			Utilisées				
					Bureau	Conseiller Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier annuel des pays de la communauté de l'AFRITAC de l'Est (Pour le Burundi et la RDC)	17 - 19 aout 2022	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur le thème : Evaluation et gestion des risques liés aux passifs conditionnels de l'Etat	23 - 27 octobre 2022	2.0	2.0	4.0	1.5	0.0	0.0	0.0	5.5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Cours sur l'analyse des politiques budgétaires	17 au 28 avril 2023	1.0	2.0	3.0	4.0	0.0	0.0	0.0	7.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	30 janvier au 03 février 2023	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à l'évaluation de la gestion des investissements publics selon la méthodologie PIMA (Mission du département des finances publiques)	30 mai - 24 juin 2022	1.0	3.0	4.0	0.0	0.0	0.0	0.0	4.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration du cadre technique et opérationnel du modèle SIGNET	10 - 14 octobre 2022	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	26 - 30 septembre 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à la mission sur l'outil de projection de la dette avec ICD	30 novembre au 02 décembre 2022	0.5	1.0	1.5	0.0	0.0	0.0	0.0	1.5

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.1**

**REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE**

**(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à la mission sur l'outil Macro-Forecasting Tool (MFT) avec ICD	13 au 19 avril 2023	0.5	1.0	1.5	0.0	0.0	0.0	1.5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration du cadre technique et opérationnel du modèle SIGNET	20 au 24 février 2023	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Budget	Burundi	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	05 au 20 octobre 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Budget	Burundi	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Développer l'architecture des programmes budgétaires et renforcer la cohérence entre la nomenclature budgétaire et le plan comptable de l'Etat	07 au 18 novembre 2022	1.0	0.0	1.0	4.0	0.0	0.0	5.0
Budget	Burundi	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Améliorer la programmation et la budgétisation des investissements publics	08 au 22 janvier 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Budget	Cameroun	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Examen de la qualité du rapport sur la budgétisation sensible au genre pour le budget 2023	19 septembre au 07 octobre 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à la prise en compte des plafonds d'emplois dans la budgétisation des dépenses de personnel	27 février - 10 mars 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la priorisation des investissements publics	08 au 19 août 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Budget	Congo	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Renforcement de la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques	6 au 17 février 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.1**

**REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE**

(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Disponibles			Utilisées				
					Bureau	Conseiller Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total	
Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire gouvernemental sur la budgétisation en mode programme	22 au 24 mars 2023	0.5	0.5	1.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à l'évaluation de la gestion des investissements publics : PIMA et C-PIMA	13 au 31 janvier 2023		1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Budget	Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Développement de la classification fonctionnelle pour le budget 2023	18 au 29 juillet 2022	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0		4.0
Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans VECTIS pour le budget 2023	18 au 29 juillet 2022	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0		4.0
Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Appui à l'élaboration du projet de décret et du manuel de procédures de la comptabilité des matières (2ème phase)	14 au 25 novembre 2022	1.0	2.0	3.0	4.0	0.0	0.0		7.0
Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Renforcement du suivi, le reporting et le contrôle de l'exécution budgétaire	17 au 28 avril 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0		5.0
Budget	Guinée équatoriale	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Revue des projets de textes de transposition des directives de la CEMAC	20 mars au 07 avril 2023	0.5	0.0	0.5	2.0	0.0	0.0		2.5
Budget	Guinée équatoriale	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Atelier national sur la présentation et la validation des projets de textes internalisant les directives de la CEMAC	18 au 21 avril 2023	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0		3.0
Budget	République Centrafricaine	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de l'exécution budgétaire	10 - 21 octobre 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	2.0	0.0		5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.1**

**REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE**

**(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Conseiller			Utilisées				
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total	
Budget	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la budgétisation des investissements publics en AE-CP	03 au 14 avril 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	0.0	5.0
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur la crédibilité du budget à l'assemblée nationale	03 - 04 octobre 2022	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Suivi des recommandations du PIMA	24 aout - 09 septembre 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1.0	1.0	2.0	1.5	0.0	0.0	0.0	3.5
Budget	Tchad		Participation à la mission Fiscal Savguard Review (FSR) avec FAD-FIN-LEG	06 au 10 mars 2023	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Budget	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier de validation du projet de loi sur les entreprises publiques et les autorités administratives indépendantes	21 au 24 novembre 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	05 au 21 octobre 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui au renforcement du Compte général de l'Etat (CGE) à la Banque de la République du Burundi (BRB)	16 au 27 janvier 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Mise en cohérence du segment économique de la NBE avec le plan comptable de l'Etat	07 au 25 novembre 2022	1.0	3.0	4.0	0.0	0.0	0.0	0.0	4.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.1**

**REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE**

**(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Disponibles			Utilisées			
					Bureau	Conseiller Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 sur l'audit interne	31 janvier - 03 février 2023	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Mise en place d'un compte séquestre TVA	6 - 17 juin 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la production d'un guide de fonctionnement des comptes de l'Etat	18 - 29 juillet 2022.	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la constitution du bilan d'ouverture dans le nouveau système d'information	17 au 28 avril 2023	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Appui à la mise en œuvre du Compte unique du Trésor (CUT)	5 au 16 décembre 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Implémentation de la norme IFRS 9	12 au 23 juillet 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Appui au développement du cadre réglementaire (règlement prudentiel, état de reporting) et assistance à la mise en œuvre (réalisation de l'étude d'impact et calibrage des paramètres) du ratio structurel de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio de Bale III)	09 mai au 10 juin 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Formation sur les compétences de base en matière de supervision bancaire pour les nouveaux superviseurs	10 au 14 avril 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

ANNEXE 3-B.1

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE

(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Disponibles			Utilisées			
					Bureau	Conseiller Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Analyse des résultats de l'étude d'impact du NSFR, finalisation du règlement NSFR et du rapport réglementaire et actualisation de la circulaire sur la gestion des risques	09 au 27 janvier 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Révision du règlement prudentiel n° 24 sur l'information réglementaire (Pilier 3 du Cadre de Bâle)	09 au 27 janvier 2023	1.0	3.0	4.0	3.0	0.0	0.0	7.0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Guide d'exploitation du reporting réglementaire et Révision du règlement prudentiel n° 24 sur l'information réglementaire (Pilier 3 du Cadre de Bâle)	06 au 17 février 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Développement d'une méthodologie de contrôle sur site du risque de crédit (focus sur la revue des dossiers de crédit)	13 au 24 juin 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Intégration de la notation annuelle du profil de risques des banques dans le processus de supervision	12 - 23 septembre 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Les banques disposent de solides positions de capital et de liquidité qui couvrent adéquatement leurs risques et contribuent à la stabilité du système financier	Développement des informations qualitatives et l'Instruction sur l'identification et la gestion des transactions avec les apprentés	16 mai au 03 juin 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Assistance méthodologique pour la réalisation d'une inspection pilote sur l'examen des dossiers de crédit, l'évaluation de la classification des actifs et l'adéquation du provisionnement.	09 au 20 janvier 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Les banques disposent de solides positions de capital et de liquidité qui couvrent adéquatement leurs risques et contribuent à la stabilité du système financier	Revue du cadre réglementaire de la BCC (alignement sur les dispositions de la nouvelle loi bancaire)	03 au 28 avril 2023	1.0	3.0	4.0	3.0	0.0	0.0	7.0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Assistance inspection pilote revue des dossiers de crédit	09 au 20 janvier 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.1**

**REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE**

(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Utilisées							
					Bureau	Conseiller Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total	
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	N/A	Conférence de haut niveau sur la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption	13 - 14 juin 2022	1.0	0.5	1.5	0.0	0.0	0.0	1.5	
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	N/A	Séminaire inter-régional avec AFRITAC Ouest 1 portant sur l'analyse des risques financiers liés au climat	11 octobre 2022	2.0	1.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0	
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	N/A	Séminaire inter-régional dans le domaine de la supervision et de la réglementation bancaires (thèmes couverts : le processus de revue prudentielle, le système d'alerte précoce et leur intégration dans la supervision basée sur les risques)	06 au 10 mars 2023	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0	
Statistiques des finances publiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Elaboration du TOFE de l'exercice 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	10 - 24 juillet 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0	
Statistiques des finances publiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le guide aux utilisateurs de 2013 (D4D)	27 mars - 04 avril 2023	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0	
Statistiques des finances publiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Elaboration du TOFE de l'exercice 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	27 mars au 07 avril 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0	
Statistiques des finances publiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mission de suivi sur la production des statistiques des finances publiques / Formation (rappels méthodologiques) des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques de la sécurité sociale et des collectivités locales, ainsi que leur consolidation dans l'ensemble des administrations publiques	26 septembre au 7 octobre 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0	
Statistiques des finances publiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des SFP pour l'exercice 2021 et poursuite du chantier de l'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	31 octobre - 11 novembre 2022	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2020 à 2021 et poursuite du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	28 novembre 2022 au 9 décembre 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0	

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.1**

**REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE**

**(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Appui sur la mise en œuvre de la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 de la CEMAC portant TOFE	23 janvier au 3 février 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	20 juin - 01 juillet 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Statistiques des finances publiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	18 -29 juillet 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des SFP pour l'exercice 2021 et poursuite du chantier de l'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	29 août - 09 septembre 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le guide aux utilisateurs de 2013 (D4D)	17 au 28 avril 2023	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Séminaire régional sur le traitement des autres flux financiers et des transactions non monétaires dans le TOFE	24 au 28 avril 2023	2.0	1.0	3.0	1.0	0.0	0.0	4.0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Revue et validation de la série de TOFEs de 2017 à 2020 - Elaboration du TOFE de 2021	30 mai - 10 juin 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques et Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public selon le guide aux utilisateurs de 2013	20 Février au 03 Mars 2023	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques macroéconomiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au renforcement des capacités sur les comptes nationaux trimestriels (CNT) et le rebasage du PIB	05 au 16 décembre 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

ANNEXE 3-B.1

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE

(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Conseiller			Utilisées				
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total	
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux sur les comptes nationaux	09 - 25 mai 2022	1.0	2.5	3.5	0.0	0.0	0.0	3.5	
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui à la production des statistiques des comptes financiers	09 au 20 janvier 2023	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0	
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux annuels et aux comptes nationaux trimestriels	1er au 19 août 2022	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0	
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au renforcement de la cohérence des comptes annuels rebasés et les comptes trimestriels	14 au 30 avril 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0	
Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux trimestriels et au passage au système de comptabilité nationale 2008 avec changement d'année de base	22 août - 02 septembre 2022	2.0	0.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0	
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	26 mai - 03 juin 2022	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0	
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier sur l'élaboration des comptes nationaux annuels et des comptes nationaux trimestriels	20 juin - 08 juillet 2022	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au rebasage du PIB suivant les recommandations du Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008)	30 janvier 2023 au 10 février 2023	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0	
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier sur les techniques d'élaboration des comptes nationaux annuels et des comptes nationaux trimestriels	17 au 28 avril 2023	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0	

ANNEXE 3-B.1

REALISATIONS DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE

(1<sup>ER</sup> MAI 2022 AU 30 AVRIL 2023)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Conseiller			Utilisées				
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total	
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation de la balance commerciale et des paiements dans l'élaboration des comptes nationaux annuels	06 - 17 juin 2022	2.0	2.0	4.0	2.0	0.0	0.0	6.0	
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation des données des sources administratives sur le traitement, l'analyse et l'utilisation des données des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises et des SFP	24 octobre - 04 novembre 2022	2.0	2.0	4.0	2.0	0.0	0.0	6.0	
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de rebasage du PIB et de backcasting	27 juin - 08 juillet 2022	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0	

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Administration douanière	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en oeuvre du plan d'action de l'OBR, développé avec l'appui du FMI-FAD	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en oeuvre du plan d'action de l'OBR, développé avec l'appui du FMI-FAD	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en place des plans et des outils du contrôle de la valeur en douane	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la conception et développement d'un entrepôt de données	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en oeuvre des Opérateurs Economiques Agréés (OEA)	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en oeuvre de l'interconnectivité transit - SIGMAT	S1	T2	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Appui à l'opérationnalisation des Comités et Sous-Comités Douanes de la CEMAC	S1	T1	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Appui à la mise en oeuvre du Code des Douanes Communautaire	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Appui à la mise en oeuvre du Code des Douanes Communautaire	S1	T1	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Diagnostic sur la conformité des procédures d'importation et d'exportation avec le cadre légal de la CEMAC	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à l'alignement au cadre légal de la CEMAC des procédures d'importation et d'exportation	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en œuvre de l'interconnectivité transit - SIGMAT	S1	T2	0.0	2.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Administration douanière	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en œuvre du protocole d'Accord Douane - Impôts	S1	T1	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Administration douanière	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en œuvre de l'interconnectivité transit - SIGMAT	S1	T1	2.0	0.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Administration douanière	Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement du contrôle de la valeur en douane	S1	T1	0.0	0.0	0.0	2.0	0.0	0.0	2.0
Administration douanière	Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en œuvre de l'interconnectivité transit - SIGMAT	S1	T1	0.0	2.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Administration douanière	Guinée équatoriale	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui pour une meilleure utilisation du système de dédouanement - SYDONIA World	S1	T2	0.0	2.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Administration douanière	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Support à l'optimisation du processus d'importation douanier (Douala, Beloko, Bangui)	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en œuvre de l'interconnectivité transit - SIGMAT	S1	T2	0.0	2.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la rationalisation des taxes parafiscales à liquider par la Douane	S1	T2	1.0	0.0	1.0	4.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Administration douanière	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la planification et à la mise en œuvre de la réforme douanière	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Amélioration du ciblage et du contrôle de certaines marchandises à risque particulier (sous évaluation / TVA / Fraude fiscale)	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Atelier régional - 1 - thématique à confirmer encore	S2	T3	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui au renforcement et à l'informatisation du contentieux douanier	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration douanière	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement du processus de prise en charge des marchandises	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la mise en œuvre du plan d'actions prioritaires	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Administration fiscale	Cameroun	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Appui à la maîtrise des risques opérationnels	S2	T4	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Appui à la mise en œuvre du plan d'amélioration de la discipline fiscale.	S2	T3	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Administration fiscale	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales et Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance de l'administration fiscale	Mission d'évaluation TADAT	S2	T3	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration fiscale	CEMAC	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Sensibilisation sur le Livre de procédures fiscales communautaire	S2	T3	1.0	4.0	5.0	0.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Administration fiscale	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Identification des besoins et des priorités en renforcement des capacités	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Administration fiscale	Gabon	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Mise en place du traitement différencié du remboursement de TVA	S2	T4	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales et Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance de l'administration fiscale	Mission d'évaluation TADAT	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration fiscale	Gabon	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Developpement d'un plan de maitrise des risques operationnels et de conformite fiscal	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Renforcement de la collaboration douanes et impôts (Synergie avec l'administration douanière)	S2	T4	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Maitrise des restes à recouvrer et sa comptabilisation (Synergie avec la gestion des dépenses publiques)	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Administration fiscale	République Centrafricaine	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations des revenus	Mise en place des principaux indicateurs de performance	S1	T2	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration fiscale	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales et Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance de l'administration fiscale	Mission d'évaluation TADAT	S2	T3	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration fiscale	République Démocratique du Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Développement d'un plan d'amélioration du civisme fiscal des moyens contribuables	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Mise en place de plan d'amelioration du civisme fiscal	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



**ANNEXE 3-B.2**

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**

(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)							
						Conseiller			Programmation				
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total	
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Amélioration de la programmation des contrôles fiscaux des secteurs clés	S2	T3	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Gouvernance et transparence de l'administration fiscale	S2	T4	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0	0.0	4.0
Administration fiscale	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Maîtrise des restes à recouvrer et sa comptabilisation (Synergie avec la gestion des dépenses publiques)	S2	T4	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Administration fiscale	Tchad	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Suivi de la mise en oeuvre du plan d'amélioration de la discipline fiscale des moyens contribuable	S2	T4	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0	0.0	4.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Burundi	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des dispositifs d'élaboration des CBMT et CDMT	S1	T1	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0	0.0	4.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Burundi	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la fonction macrobudgétaire	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	0.0	5.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Formation sur les outils de suivi des risques budgétaires	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	0.0	5.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation aux séminaires régionaux de la CEMAC et élaboration des guides et manuels régionaux	S1	T1	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Amélioration des compétences analytiques et des capacités de prévision macroéconomique et d'analyse des politiques.	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organisé par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	S1	T1	0.5	1.0	1.5	0.0	0.0	0.0	0.0	1.5

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)


**ANNEXE 3-B.2**
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**

 (1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration des dispositifs techniques d'élaboration du CBMT et du CDMT	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mission d'immersion de 3 cadres du Congo auprès de la direction générale de l'économie du Cameroun sur les dispositifs de cadrage macrobudgétaire	S1	T2	0.5	0.0	0.5	0.0	0.0	0.0	0.5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	S1	T1	1.0	2.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi et gestion des risques budgétaires (entreprises publiques et changement climatique)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration des dispositifs techniques d'élaboration du CBMT et du CDMT (Synergie avec la gestion budgétaire)	S2	T3	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi des outils d'évaluation et de gestion des risques budgétaires - Entreprises publiques	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur l'outil d'analyse et de previsions des recettes issues des industries extractives (FARI)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement de la préparation et de la programmation budgétaire pluri-annuelle et convergence économique (avec la CEMAC)	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mission d'immersion de 3 cadres du Congo auprès de la direction générale de l'économie du Cameroun sur les dispositifs de cadrage macrobudgétaire	S1	T2	0.5	0.0	0.5	0.0	0.0	0.0	0.5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du renforcement du CBMT/CDMT	S1	T1	0.5	0.0	0.5	2.0	0.0	0.0	2.5

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mission d'immersion de 3 cadres de la RDC auprès de la direction générale de l'économie du Cameroun sur les dispositifs de cadrage macrobudgétaire	S1	T2	0.5	0.0	0.5	0.0	0.0	0.0	0.5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Formation sur l'analyse de la politique budgétaire	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite de l'identification et du suivi des risques budgétaires liés aux changements climatiques	S1	T2	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Analyse et prévisions des recettes issues des industries extractives (FARI)	S2	T4	0.5	2.0	2.5	2.0	0.0	0.0	4.5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des prévisions budgétaires (CBMT et risques budgétaires)	S1	T2	0.5	2.0	2.5	2.0	0.0	0.0	4.5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Participation des cadres de STP au séminaire régional sur les risques budgétaires pour les pays lusophones	S1	T1	0.5	0.0	0.5	1.0	0.0	0.0	1.5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	11ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Changement climatique et gestion des finances publiques	S1	T2	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Cours régional sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	S2	T4	0.5	2.0	2.5	0.0	0.0	0.0	2.5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Webinaire Régional : Retour d'expérience sur l'élaboration des rapports sur les risques budgétaires	S1	T2	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Webinaire Régional : Retour d'expérience sur la révision des modèles macrobudgétaires	S1	T2	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)


**ANNEXE 3-B.2**
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**

 (1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire interrégional sur la gestion des investissements publics (Synergie avec la gestion budgétaire)	S1	T1	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	S1	T1	0.5	1.0	1.5	0.0	0.0	0.0	1.5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer les prévisions des recettes	S2	T4	0.5	1.0	1.5	2.0	0.0	0.0	3.5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	S1	T2	0.5	1.0	1.5	0.0	0.0	0.0	1.5
Budget	Burundi	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	Burundi	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement du processus budgétaire : Appui à l'élaboration du manuel d'élaboration et d'exécution du budget en mode programme et actualisation du calendrier budgétaire	S2	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Budget	Burundi	Améliorer la gestion des investissements publics	Poursuite du renforcement de la budgétisation des investissements publics en AE-CP	S2	T3	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Budget	Cameroun	Améliorer la gestion des investissements publics	Renforcer la budgétisation des investissements publics en AE-CP	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Améliorer la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques (Renforcer la méthodologie d'élaboration/exécution/reporting des plans d'engagement dans PROBMISS)	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	Cameroun	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Renforcer le contrôle interne budgétaire au ministère de l'éducation de base (état des lieux et appui à la mise en œuvre des recommandations de la mission de 2021)	S2	T4	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



**ANNEXE 3-B.2**

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**

(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Budget	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Présentation et validation du guide régional sur le contrôle interne budgétaire	S1	T1	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0
Budget	CEMAC	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation aux séminaires régionaux de la CEMAC et élaboration des guides et manuels régionaux	S2	T3	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Etablir l'état des lieux de la bascule vers le budget de programme - Réaliser la revue de qualité des textes encadrant la budgétisation en mode programme	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Introduire la prise en compte du changement climatique dans le processus budgétaire	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	Congo	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuivre l'appui à la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Accompagner l'introduction de l'approche genre dans le processus budgétaire 2025	S2	T4	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Budget	Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer la supervision des entités autonomes	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuivre l'appui à la mise œuvre de la réforme de la comptabilité des matières (réorganisation de la Direction Générale du Patrimoine de l'Etat, revue du processus d'informatisation de la comptabilité des	S1	T1	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Encadrer l'immersion de 5 cadres de l'administration gabonaise au Cameroun sur la comptabilité des matières (Peer Learning)	S1	T1	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Budget	Guinée équatoriale	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer la NBE et Développer la cofidification fonctionnelle dans le budget et renforcer la définition des dépenses sociales	S1	T2	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Budget	Guinée équatoriale	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Améliorer la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	Guinée équatoriale	Améliorer la budgétisation des investissements publics	Renforcer la programmation et la budgétisation des investissements publics en AE - CP	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	République Centrafricaine	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Atelier de présentation et validation du manuel de procédures du contrôle financier	S1	T2	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0
Budget	République Centrafricaine	Améliorer la gestion des investissements publics	Poursuivre le renforcement de la budgétisation des investissements publics en AE-CP	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	République Centrafricaine	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Renforcer la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques (développer le plan d'engagement dans le système d'information budgétaire)	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Réaliser la revue de qualité des programmes budgétaires et établir l'état des lieux de la bascule au budget de programme	S1	T1	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la gestion des investissements publics	Renforcer la budgétisation des investissements publics en autorisation d'engagement et crédit de paiement	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcer la supervision des entreprises publiques (mission conjointe FAD/AFC)	S1	S1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Budget	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Introduire la prise en compte du changement climatique dans le processus budgétaire	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuivre le renforcement de la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques (développer le plan d'engagement dans le système d'information budgétaire)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)


**ANNEXE 3-B.2**
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**

 (1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Budget	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la gestion des investissements publics	Renforcer la budgétisation des investissements publics en AE-CP	S2	T3	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	<b>11ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Changement climatique et gestion des finances publiques</b>	S1	T2	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la gestion de investissements publics	<b>Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest sur la gestion des investissements publics - 2ème édition (Financement conjoint FMI-GIZ)</b>	S1	T1	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur le thème : "Promouvoir l'exhaustivité du budget par un encadrement budgétaire et comptable des recettes affectées, des budgets annexes et des comptes spéciaux"	S1	T1	1.0	2.0	3.0	1.0	0.0	0.0	4.0
Budget	Tchad	Améliorer la gestion des investissements publics	Renforcer la budgétisation des investissements publics en AE-CP (appui à la mise en œuvre des recommandations du PIMA)	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	Tchad	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Appui à la transposition de la directive CEMAC sur la comptabilité-matières	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	Tchad	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Renforcer la prévisibilité de l'exécution des dépenses publiques (développer le plan d'engagement dans le système d'information budgétaire)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Budget	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Evaluer les sauvegardes budgétaires (Participation à une mission du siège FAD-LEG-FIN)	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration de manuels des procédures comptables en droits constatés avec les macro processus des dépenses et des recettes	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Elaboration d'un plan de trésorerie annuel mensualisé sur base caisse FY23/24, proposition de calendrier d'émission de titres et de projet texte de rénovation du comité de trésorerie	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



**ANNEXE 3-B.2**

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**

(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'une nomenclature des comptes commentés de l'Etat	S1	T2	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'un référentiel des normes comptables de l'Etat	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Amélioration de la gestion de la trésorerie et du fonctionnement du compte unique du trésor	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Cameroun	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Amélioration du système de comptabilité de l'Etat	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	CEMAC	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la revue qualité de projet de texte ou manuel mis en place par la Commission ou les Etats membres	S2	T4	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Congo	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'une cartographie des risques comptables	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Congo	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Intégration de la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie (Mission conjointe avec le conseiller résident en gestion de la dette)	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Appui à l'optimisation du CUT par la digitalisation des processus d'exécution des dépenses et recettes publiques	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Renforcement du contrôle interne pour la promotion d'une production comptable de qualité	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Guinée équatoriale	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration du plan comptable détaillé de l'Etat et mise en cohérence avec la nomenclature budgétaire	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



**ANNEXE 3-B.2**

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**

(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Guinée équatoriale	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Intégration de la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie (Synergie avec la gestion de la dette publique)	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Centrafricaine	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la réorganisation de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Centrafricaine	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Appui à l'optimisation du CUT	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Revue qualité des projets des décrets portant manuels des procédures de comptabilisation des recettes et des dépenses	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Elaboration d'un référentiel des normes comptables générales de l'Etat	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à l'élaboration d'un plan comptable de l'Etat	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	<b>11ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Changement climatique et gestion des finances publiques</b>	S2	T4	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Séminaire Régional Conjoint sur l'intégration de la gestion de la dette et de la gestion de la trésorerie (Synergie avec la gestion de la dette publique)	S2	T4	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Séminaire interrégional sur l'opérationnalisation des travaux de fin d'exercice	S2	T4	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Préparation d'une stratégie de mise en oeuvre du CUT	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



**ANNEXE 3-B.2**

**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**

(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Tchad	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Intégration de la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie (Synergie avec la gestion de la dette publique)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Modélisation macroéconomique	BEAC	Les autorités ont une compréhension de base de leurs capacités actuelles de prévision et d'analyse et des possibilités d'amélioration.	Mission exploratoire sur les dispositifs de modélisation macroéconomique	S2	T3	0.5	0.5	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Modélisation macroéconomique	Burundi	Des modèles analytiques et des outils de prévision sont développés et opérationnels.	Renforcement du modèle de prévision macroéconomique + Mission exploratoire à la BRB sur les dispositifs de modélisation macroéconomique	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Modélisation macroéconomique	Burundi	Amélioration des compétences analytiques et des capacités de prévision macroéconomique et d'analyse des politiques.	Atelier national sur la programmation et les politiques financières (avec ICD)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Modélisation macroéconomique	CEEAC	Les autorités ont une compréhension de base de leurs capacités actuelles de prévision et d'analyse et des possibilités d'amélioration.	Mission exploratoire sur les dispositifs de modélisation macroéconomique	S2	T3	0.5	0.5	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Modélisation macroéconomique	CEMAC	Amélioration des compétences analytiques et des capacités de prévision macroéconomique et d'analyse des politiques.	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organisé par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	S2	T3	1.0	1.0	2.0	0.0	0.0	0.0	2.0
Modélisation macroéconomique	CEMAC	Les autorités ont une compréhension de base de leurs capacités actuelles de prévision et d'analyse et des possibilités d'amélioration.	Mission exploratoire sur les dispositifs de modélisation macroéconomique	S2	T3	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
Modélisation macroéconomique	Congo	Des modèles analytiques et des outils de prévision sont développés et opérationnels.	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique - Analyse de sensibilité et manuel du modèle	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Modélisation macroéconomique	Gabon	Les autorités ont une compréhension de base de leurs capacités actuelles de prévision et d'analyse et des possibilités d'amélioration.	Mission exploratoire sur les dispositifs de modélisation macroéconomique	S2	T3	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
Modélisation macroéconomique	Guinée équatoriale	Les autorités ont une compréhension de base de leurs capacités actuelles de prévision et d'analyse et des possibilités d'amélioration.	Mission exploratoire sur les dispositifs de modélisation macroéconomique	S2	T3	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Modélisation macroéconomique	République Centrafricaine	Amélioration des compétences analytiques et des capacités de prévision macroéconomique et d'analyse des politiques.	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Modélisation macroéconomique	République Centrafricaine	Des modèles analytiques et des outils de prévision sont développés et opérationnels.	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique_FY24_phase 1_Manuel du modèle et notes de cadrage	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Modélisation macroéconomique	République Centrafricaine	Des modèles analytiques et des outils de prévision sont développés et opérationnels.	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique_FY24_phase 2_Analyse de sensibilité et nouveaux modules	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Modélisation macroéconomique	République Centrafricaine	Le processus décisionnel est bien structuré, rationalisé et documenté, et les rôles et responsabilités associés sont bien définis.	Organisation d'une mission d'impregnation des cadres centrafricains au Tchad	S1	T1	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	3.0	4.0
Modélisation macroéconomique	République Démocratique du Congo	Des modèles analytiques et des outils de prévision sont développés et opérationnels.	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique_FY24_phase1 - Manuel du modèle et notes de cadrage + Mission exploratoire sur les dispositifs de modélisation macroéconomique à la BCC	S1	T2	0.5	0.0	0.5	2.0	0.0	0.0	2.5
Modélisation macroéconomique	République Démocratique du Congo	Des modèles analytiques et des outils de prévision sont développés et opérationnels.	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique_FY24_phase2 - Analyse de sensibilité et nouveaux modules	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Modélisation macroéconomique	Sao Tomé-et-Principe	Les autorités ont une compréhension de base de leurs capacités actuelles de prévision et d'analyse et des possibilités d'amélioration.	Mission exploratoire sur les dispositifs de modélisation macroéconomique à la BCSTP	S2	T4	0.5	1.0	1.5	1.0	0.0	0.0	2.5
Modélisation macroéconomique	Séminaires régionaux et cours	Amélioration des compétences analytiques et des capacités de prévision macroéconomique et d'analyse des politiques.	Nowcast Model	S1	T2	1.0	2.0	3.0	4.0	0.0	0.0	7.0
Modélisation macroéconomique	Tchad	Amélioration des compétences analytiques et des capacités de prévision macroéconomique et d'analyse des politiques.	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Révision de la circulaire 03/2018 sur le ratio de solvabilité et de levier pour y intégrer l'approche standard de Bale III, actualisation des critères de classification d'un établissement systémique et préparation de	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Soutenir la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques en tant que projet structuré : examen de la première évaluation du profil de risque bancaire (methodologie SEPREC) et de son intégration dans le	S2	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Soutenir la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques en tant que projet structuré : développement d'un cadre ILAAP	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Soutenir la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques en tant que projet structuré : rédaction d'un guide méthodologique pour le contrôle sur place du risque de liquidité dans les	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Formation des nouveaux superviseurs (demande du Gouverneur Annual Meetings 2022)	Session 2	S1	T2	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Formation des nouveaux superviseurs (demande du Gouverneur Annual Meetings 2022)	Session 3	S2	T3	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Formation des nouveaux superviseurs (demande du Gouverneur Annual Meetings 2022)	Session 4	S2	T4	1.0	0.0	1.0	1.0	0.0	0.0	2.0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Élaboration d'un règlement sur le risque IRRBB (obligations souveraines).	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Suivi de la mise en œuvre du LCR et du NSFR (calibrage après QIS et finalisation du règlement)	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Élaboration d'un règlement sur le risque de contrepartie	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	COBAC	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Supervision des risques financiers liés au changement climatique (risques ESG) en vue de développer un cadre spécifique.	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)


**ANNEXE 3-B.2**
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**

 (1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale.	Rédaction des nouveaux règlements requis par la nouvelle loi bancaire.	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale.	Suivi de l'assistance technique sur les changements nécessaires au cadre réglementaire.	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle.	Assistance 2eme notation du profil de risque des banques (y compris la mise à jour de la méthodologie) ; évaluation de l'efficacité des examens des dossiers de crédit des banques effectués en 2023 ; et rédaction de projets	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Suivi de l'assistance technique sur l'utilisation pilote et la validation des manuels de supervision sur place et sur pièce et élaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre du processus de revue	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	SEMINAIRE AFC & AFW	Digitalisation des activités bancaires : aspects réglementaires et prudentiels	S2	T3	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	WEBINAIRE AFC & AFW (3 jours)	Développements relatifs à la réglementation et à la supervision des risques financiers liés au changement climatique.	S1	T2	1.0	1.0	2.0	1.0	0.0	0.0	3.0
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	WEBINAIRE AFC & AFW (1 jour)	Intégration du genre dans les politiques d'inclusion financière et en matière de supervision bancaire	S1	T1	1.0	0.0	1.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Statistiques des finances publiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Elaboration du TOFE de l'exercice 2021/2022 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs (D4D)	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques des finances publiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de la dette du secteur public	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public jusqu'à fin 2021/2022 selon le guide aux utilisateurs de 2013	S2	T4	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques des finances publiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Elaboration du TOFE de l'exercice 2022 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	S2	T4	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Statistiques des finances publiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Mission d'assistance technique sur la collecte de données source sur les transactions non-monétaires, leurs ajustement et intégration dans le TOFE annuel pour 2022.	S2	T3	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques des finances publiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Mission d'assistance technique sur la collecte de données source base BGCT (GG, COFOG, DETTE)	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Mise à jour des statistiques jusqu' à 2022 et poursuite du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques des finances publiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de la dette du secteur public	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public jusqu'a fin 2022 selon le guide aux utilisateurs de 2013	S2	T4	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Elaboration du TOFE de l'exercice 2022 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de la dette du secteur public	Mise à jour des statistiques de la dette du secteur public jusqu'a fin 2022 selon le guide aux utilisateurs de 2013	S2	T4	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques des finances publiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Elaboration du TOFE de l'exercice 2022 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Mise à jour des statistiques jusqu' à 2022 et poursuite du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de la dette du secteur public	Mise à jour des statistiques jusqu' à 2022 et poursuite du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	S2	T4	1.0	0.0	1.0	0.0	2.0	0.0	3.0
Statistiques des finances publiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des résultats d'analyse du bilan du secteur public	Séminaire régional sur l'élaboration du tableau des dépenses par classification des fonctions des admins. Pubs., ainsi que du bilan complet, selon le MSFP 2014.	S2	T4	2.0	1.0	3.0	1.0	0.0	0.0	4.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques des finances publiques	Elaboration du TOFE de l'exercice 2022 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques de la dette du secteur public	Elaboration du TOFE de l'exercice 2022 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs (Synergie avec la gestion des dépenses publiques)	S2	T4	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques macroéconomiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels et le rebasage du PIB	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui au développement des comptes nationaux régionaux	S1	T1	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux sur les comptes nationaux trimestriels	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux de rebasage du PIB et de backcasting	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Statistiques macroéconomiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux sur les comptes nationaux trimestriels	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux sur les comptes nationaux trimestriels	S1	T1	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui à la mise en place du tableau des ressources-emplois et au passage au système de comptabilité nationale 2008 avec changement d'année de base	S2	T3	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux de rebasage et revue du tableau des équilibres ressources-emplois	S1	T1	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0

**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)**



**ANNEXE 3-B.2**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 PAR DOMAINE**  
**(1<sup>ER</sup> MAI 2023 AU 30 AVRIL 2024)**

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Semestre prévu	Trimestre prévu	Ressources (personnes semaines)						
						Conseiller			Programmation			
						Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux de rebasage et la retropolation	S2	T3	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui à l'élaboration des comptes nationaux annuels	S2	T4	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux de rebasage du PIB et de backcasting	S1	T2	1.0	2.0	3.0	2.0	0.0	0.0	5.0
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux de rebasage des comptes nationaux annuels	S1	T2	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques macroéconomiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui au rebasage et mise en place du tableau des équilibre ressources-emplois	S2	T4	1.0	0.0	1.0	2.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Atelier sur l'utilisation des données des sources administratives en comptabilité nationale	S2	T4	1.0	1.0	2.0	2.0	0.0	0.0	4.0
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux sur les comptes nationaux trimestriels	S1	T2	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des comptes nationaux - Mises à jour complètes et changement d'année de base	Appui aux travaux sur les comptes nationaux trimestriels	S2	T4	1.0	2.0	3.0	0.0	0.0	0.0	3.0
						<b>182.5</b>	<b>249.0</b>	<b>430.5</b>	<b>272.0</b>	<b>2.0</b>	<b>3.0</b>	<b>707.5</b>



**ANNEXE 4**  
**Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Programme de l'année fiscale 2023**

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
<b>Séminaires régionaux</b>								
1	Administration douanière	Séminaire régional sur le suivi des exonérations et des régimes suspensifs	Tous les pays membres	25	Présentiel	T4	06 - 09 mars 2023	Bernard Zbinden - Bzbinden@imf.org
2	Administration douanière	Séminaire régional sur l'interconnectivité transit/SIGMAT	Tous les pays membres	25	Présentiel	T4	11 - 14 avril 2023	Bernard Zbinden - Bzbinden@imf.org
3	Administration fiscale	Gouvernance et transparence de l'administration fiscale	Tous les pays membres	25	Présentiel	T4	Avril 2023	Hasina Rakotondrainibe - Hrakotondrainibe@imf.org
4	Gestion budgétaire	10 <sup>ème</sup> Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	Tous les pays membres	25	Présentiel	T1	04 - 06 Juillet 2022	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
5	Gestion budgétaire	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 sur la budgétisation des recettes affectées	Tous les pays membres	25	Distanciel	T4	13 - 15 Février 2023	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
6	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	Tous les pays membres	20	Présentiel	T1	4 - 8 juillet 2022	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
7	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	Tous les pays membres	20	Présentiel	T4	3 - 7 avril 2023	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org



**ANNEXE 4**  
**Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Programme de l'année fiscale 2023**

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
N/A	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RDC, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé-et-Principe, à Djibouti et à Madagascar	Tous les pays membres	-	Distanciel	T1	Juin 2022	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
N/A	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire sur la conjoncture au second semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RDC, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé-et-Principe, à Djibouti et à Madagascar	Tous les pays membres	-	Présentiel	T3	Novembre 2022	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
8	Statistiques des finances publiques	Traitement des autres flux financiers et des transactions non monétaires dans le TOFE	Tous les pays membres	Pas de limite	Distanciel	T4	24 - 28 Avril 2023	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
9	Statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur les comptes financiers et les comptes nationaux annuels	Tous les pays membres	Pas de limite	Distanciel	T2	24 octobre - 04 novembre 2022	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
10	Statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation de la balance commerciale et des paiements dans l'élaboration des comptes nationaux annuels	Tous les pays membres	Pas de limite	Distanciel	T1	6 -17 juin 2022	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
11	Régulation et supervision bancaires	Les pratiques émergentes en matière de supervision du risque climatique	BEAC, COBAC, BRB, BCC, BCSTP	Pas de limite	Distanciel	T4	Février - Avril 2023	Didier Marc Casier - Dcasier@imf.org
12	Régulation et supervision bancaires	Inclusion du genre dans la supervision financière		Pas de limite	Distanciel	T3	Novembre 2022 - Janvier 2023	Didier Marc Casier - Dcasier@imf.org
13	Régulation et supervision bancaires	La réglementation et la supervision des activités bancaires numériques et des institutions de paiement		20	Présentiel	T4	Mars 2023	Didier Marc Casier - Dcasier@imf.org



**ANNEXE 4**  
**Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Programme de l'année fiscale 2023**

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
<b>Cours</b>								
1	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Tous les pays membres	25	Virtuel	T4	Mars 2023	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
2	Analyse et prévisions macrobudgétaires	<i>Nowcasting GDP in Sub Saharan African Countries</i>	Tous les pays membres	25	Virtuel	T4	Février 2023	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL  
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 4

Séminaires régionaux et cours - Réalisations de l'année fiscale 2023  
(Mai 2022 à Avril 2023)

Ordre	Domaine (s)	Thème	Bénéficiaire (s)	Date	Lieu	Nombre de participants	Contact
<b>Séminaires régionaux</b>							
1	Administration douanière	Séminaire régional sur le suivi des exonérations et des régimes suspensifs	Tous les pays membres	6 - 9 mars 2023	Brazzaville (République du Congo)	17	Bernard Zbinden - Bzbinden@imf.org
2	Administration douanière	Séminaire régional sur l'interconnectivité transit/SIGMAT	Tous les pays membres	11 - 14 avril 2023	Douala (Cameroun)	25	Bernard Zbinden - Bzbinden@imf.org
N/A	Administration fiscale	Atelier régional de renforcement des capacités en matière de mobilisation des recettes fiscales	RCA, RDC, Tchad	31 octobre - 04 novembre 2022	Libreville (Gabon)	5	Hasina Rakotondrainibe - HRakotondrainibe@imf.org
3	Gestion des finances publiques	10 <sup>ème</sup> Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : La mise en oeuvre des réformes de finances publiques, les résultats, les contraintes et les perspectives	Pays membres d'AFRITAC Centre	04 - 06 juillet 2022	Libreville (Gabon)	40	Ephrem Ghonda Makiadi - EMakiadi@imf.org
N/A	Gestion des finances publiques	Séminaire interrégional sur l'audit interne	Pays membres d'AFRITAC Centre	31 janvier - 03 février 2023	Yaoundé (Cameroun)	27	BYehouenou@imf.org
4	Gestion des finances publiques / Analyse et prévisions macrobudgétaires	Atelier annuel des pays de la communauté de l'AFRITAC de l'Est	Burundi, RDC	17 - 19 août 2022	Dar Es Salam (Tanzanie)	4	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



**ANNEXE 4**

**Séminaires régionaux et cours - Réalisations de l'année fiscale 2023  
(Mai 2022 à Avril 2023)**

Ordre	Domaine (s)	Thème	Bénéficiaire (s)	Date	Lieu	Nombre de participants	Contact
5	Analyse et prévisions macrobudgétaires / Gestion de la dette publique	Séminaire régional sur le thème : Evaluation et gestion des risques liés aux passifs conditionnels de l'Etat	Pays membres d'AFRITAC Centre	25 - 27 octobre 2022	Douala (Cameroun)	40	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org / Oumar Dissou - ODissou@imf.org
5	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	Pays membres d'AFRITAC Centre	30 janvier - 04 février 2023	Douala (Cameroun)	27	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
N/A	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	Pays membres d'AFRITAC Centre	06 - 10 juin 2022	En ligne	20	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
6	Statistiques des finances publiques	Séminaire régionale sur le traitement des transactions non-monnaies et des autres flux économiques, selon le Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2014 (MSFP 2014)	Pays membres d'AFRITAC Centre	24 - 28 avril 2023	Kinshasa (RDC)	15	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
7	Statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation des données des sources administratives notamment sur le traitement, l'analyse et l'utilisation des statistiques du commerce international de marchandises et de la balance des paiements (BDP)	Pays membres d'AFRITAC Centre	06 - 17 juin 2022	En ligne	50	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
8	Statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation des données des sources administratives notamment sur le traitement, l'analyse et l'utilisation des données des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises et des SFP	Pays membres d'AFRITAC Centre	24 octobre - 04 novembre 2022	En ligne	58	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
N/A	Gestion de la dette publique	Séminaire régional sur la planification et l'exécution des titres publics	Pays membres d'AFRITAC Centre	27 février - 02 mars 2023	Douala (Cameroun)	32	Oumar Dissou - Odissou@imf.org



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL  
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 4

Séminaires régionaux et cours - Réalisations de l'année fiscale 2023  
(Mai 2022 à Avril 2023)

Ordre	Domaine (s)	Thème	Bénéficiaire (s)	Date	Lieu	Nombre de participants	Contact
N/A	Régulation et supervision bancaires	Conférence de haut niveau sur la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption	Pays membres d'AFRITAC Centre, BEAC	13 - 14 juin 2022	Gaborone (Botswana)	39	Eugenio Avisoa - EAvisoa@imf.org
9	Régulation et supervision bancaires	Webinaire inter-régional portant sur l'analyse des risques financiers liés au climat	Pays membres d'AFRITAC Centre	11 octobre 2022	En ligne	64	Eugenio Avisoa - EAvisoa@imf.org
10	Régulation et supervision bancaires	Séminaire inter-régional dans le domaine de la supervision et de la réglementation bancaires (thèmes couverts : le processus de revue prudentielle, le système d'alerte précoce et leur intégration dans la supervision basée sur les risques)	Pays membres d'AFRITAC Centre	06 - 10 mars 2023	Abidjan (Côte d'Ivoire)	26	Eugenio Avisoa - EAvisoa@imf.org
<b>Cours régionaux</b>							
1	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cours sur l'analyse de la politique budgétaire	Pays membres d'AFRITAC Centre	17 - 28 avril 2023	Yaoundé (Cameroun)	22	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org

**TOTAL :** 511



**ANNEXE 4**  
**Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Programme de l'année fiscale 2024**

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
<b>Séminaires régionaux</b>								
1	Administration douanière	Thème à confirmer	Tous les pays membres	25	Présentiel	T3	13 - 17 novembre 2023	Bernard Zbinden - Bzbinden@imf.org
2	Administration fiscale	Séminaire régional sur la gouvernance et la transparence dans l'administration fiscale	Tous les pays membres	25	Présentiel	T4	Mars 2024	Hasina Rakotondrainibe - Hrakotondrainibe@imf.org
3	Gestion budgétaire	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 sur la gestion des investissements publics	Tous les pays membres	25	Présentiel	T1	30 mai - 01 juin 2023	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
4	Gestion budgétaire	11 <sup>ème</sup> Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Changement Climatique et gestion des finances publiques	Tous les pays membres	25	Présentiel	T4	Février 2024	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
5	Gestion budgétaire	Séminaire régional sur le thème : "Promouvoir l'exhaustivité du budget par un encadrement budgétaire et comptable des recettes affectées, des budgets annexes et des comptes spéciaux"	Tous les pays membres	25	Présentiel	T1	19 - 23 juin 2023	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
6	Gestion de la trésorerie	Séminaire conjoint sur l'intégration de la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie	Tous les pays membres	25	Présentiel	T4	Mars 2024	Blaise Yehouenou - Byehouenou@imf.org
7	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	Tous les pays membres	25	Présentiel	T1	4 - 8 juillet 2023	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org



**ANNEXE 4**  
**Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Programme de l'année fiscale 2024**

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
8	Statistiques des finances publiques	Séminaire régional sur l'élaboration du tableau des dépenses par classification des fonctions des admins. Pubs., ainsi que du bilan complet, selon le MSFP 2014.	Tous les pays membres	25	Présentiel	T4	22 - 26 avril 2023	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
9	Statistiques macroéconomiques	Atelier régional sur l'utilisation des données des sources administratives en comptabilité nationale	Tous les pays membres	25	Présentiel	T2	24 octobre - 04 novembre 2022	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
10	Régulation et supervision bancaires	Sujet lié à la supervision basée sur les risques ou aux développements récents dans les normes internationales de la réglementation bancaire	BEAC, COBAC, BRB, BCC, BCSTP	20	Présentiel	T4	Février - Avril 2024	Eugenio Avisoa - EAvisoa@imf.org
11	Régulation et supervision bancaires	La réglementation et la supervision des activités bancaires numériques et des institutions de paiement		Pas de limite	Distanciel	T3	Novembre 2023 - Janvier 2024	Eugenio Avisoa - EAvisoa@imf.org
12	Régulation et supervision bancaires	Développements de la réglementation et de la supervision des risques financiers liés au changement climatique		Pas de limite	Distanciel	T1	Mai - Juillet 2023	Eugenio Avisoa - EAvisoa@imf.org
<b>Apprentissage entre pairs</b>								
1	Modélisation macroéconomique	Organisation d'une mission d'imprégnation des cadres centrafricains au Tchad	RCA	5	Présentiel	T1	Juillet 2023	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
2	Gestion budgétaire	Organisation d'une mission d'imprégnation de 5 cadres de l'administration gabonaise au Cameroun sur la comptabilité des matières	Gabon	5	Présentiel	T1	15 - 26 mai 2023	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org



**ANNEXE 4**  
**Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Programme de l'année fiscale 2024**

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
<b>Cours</b>								
1	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Tous les pays membres	25	Présentiel	T4	Mars 2024	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
2	Modélisation macroéconomique	Nowcasting GDP in Sub Saharan African Countries	Tous les pays membres	25	Présentiel	T4	Février 2024	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org



**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement**  
**des Capacités pour l’Afrique Centrale**



**GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**

*Contribuer à une meilleure gestion de la dette publique*

**ANNEXE 5**

**REALISATIONS 2023 – PROGRAMME DE TRAVAIL 2024**

**Juin 2023**

## Introduction

L'ensemble des pays membres d'AFRITAC Centre et les institutions régionales reçoivent des conseils et appuis dans le domaine de la gestion de la dette publique. Ces activités sont financées par le mécanisme *Debt Management Facility* (DMF) du Fonds monétaire international depuis juillet 2020 (Encadré).

Les objectifs généraux dans ce domaine sont d'aider les pays à réduire le coût de la dette tout en maintenant le risque dans le portefeuille de la dette publique à un niveau acceptable, et d'aider au développement du marché des titres publics.

## Encadré

---

### *Financement du programme de travail en gestion de la dette publique par le mécanisme Debt Management Facility (DMF)*

---

Debt Management Facility (DMF) – Mécanisme de gestion de la dette
<b>Domaine d'intervention :</b> Gestion de la dette publique
<b>Contributeurs :</b> Commission européenne, Banque africaine de développement, Autriche, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Russie, Grande Bretagne, Japon
<b>Année de lancement :</b> 2008
<p>Le mécanisme de gestion de la dette (<i>DMF</i>) est un fonds fiduciaire conjoint multi-donateurs entre le FMI et la Banque mondiale. Lancée en 2008, le FMI ayant rejoint sa deuxième phase en 2014. Forte du succès de la phase II, la troisième phase du DMF III a été lancée en avril 2019.</p> <p>L'objectif du DMF III est de renforcer la gestion de la dette afin de réduire les vulnérabilités liées à la dette et d'améliorer la transparence de la dette. DMF III fournit des conseils personnalisés sur la gestion de la dette souveraine à travers la conception et l'application d'outils analytiques, la fourniture de services de conseil personnalisés, des formations, des webinaires et l'apprentissage entre pairs.</p> <p>Le DMF assiste 84 pays (dont la majorité se trouvent en Afrique) dans un large éventail d'activités, notamment : l'amélioration de la gouvernance et des institutions, l'amélioration de la stratégie et des politiques, le développement des marchés de la dette et l'amélioration de la transparence de la dette.</p>
<b>Source :</b> FMI, Institut pour le développement des capacités

## I. Réalisations de l'année fiscale 2023

Au cours de l'année fiscale 2023, le domaine de la gestion de la dette a poursuivi la réalisation de ses activités dans les pays membres. Sur les 20 activités prévues, le Centre a pu mettre en œuvre 19 activités soit 95%. Des progrès notables ont été enregistrés dans l'ensemble des pays membres et plus spécifiquement en matière de gestion de la stratégie de la dette à moyen terme et d'émission des titres publics.

**Tableau 1. Exécution du programme 2023 (en nombre)**

Activités prévues	Activités réalisées	Taux d'exécution annuel
20	19	95%

### ▪ Cameroun

**1. Développement du marché des titres publics.** AFRITAC Centre a aidé le Trésor du Cameroun à faire le point sur l'état de développement de son marché des titres publics. Il a identifié les progrès réalisés depuis le lancement des émissions en 2011, les pratiques d'émission à améliorer et les initiatives que le Trésor Public devrait prendre pour approfondir le marché et lui permettre de maintenir son statut d'émetteur de référence dans la CEMAC.

### ▪ République du Congo

**1. Formation sur l'élaboration de la stratégie de gestion de dette à moyen terme.** La mission a renforcé les capacités des services de la Caisse Congolaise d'amortissement, de la Direction générale du Trésor, de la Direction générale de l'économie, de la Direction générale du Budget, de la Direction des études et prévisions et de la Direction Nationale de la Banque des États de l'Afrique centrale sur le processus de formulation et de mise en œuvre de la stratégie de gestion de dette à moyen terme (SDMT). Elle a corrigé les insuffisances notées dans les pratiques actuelles d'élaboration de la SDMT, a guidé les cadres dans la préparation de la SDMT qui servira de boussole pour les décisions de financement et de gestion des risques financiers liés au portefeuille de la dette publique sur la période 2023-25 et a fourni des conseils sur le contenu du document de stratégie de dette que les services devraient finaliser après le départ de la mission.

**2. Appui au renforcement du cadre organisationnel de la Caisse congolaise d'amortissement.** AFRITAC Centre a proposé un réaménagement du cadre organisationnel de la Caisse congolaise d'amortissement (CCA) selon le modèle front middle et back offices, si mis en œuvre devrait lui permettre de relever les défis liés à une gestion efficace et

proactive de la dette publique. La préparation et l'adoption d'un nouvel organigramme pour la CCA fait partie des engagements pris par la République du Congo dans le cadre du programme économique et financier soutenu par le FMI.

- 3. Renforcement des capacités en matière de préparation et de mise en œuvre du calendrier d'émission des titres publics.** La mission a renforcé les capacités de la Direction générale du Trésor et de la Caisse congolaise d'amortissement sur les étapes de l'élaboration et de mise en œuvre du calendrier d'émission y compris sur l'utilisation de l'outil analytique de préparation du calendrier d'émission développé par les services du FMI et de la Banque mondiale. Sur la base des orientations de la mission, les participants à l'atelier ont préparé des scénarios de calendrier d'émission basés sur le profil de remboursement de la dette intérieure en 2023. Ces exercices ont permis de souligner l'importance des prévisions des flux de trésorerie pour l'élaboration d'un calendrier d'émission crédible et d'illustrer les décisions tactiques à prendre lors de la construction d'un calendrier.

#### ▪ République Centrafricaine

- 1. Renforcement des pratiques d'émission des titres publics.** La mission a fourni des conseils pour remédier aux insuffisances notées dans les pratiques actuelles de planification et d'exécution des émissions de titres publics et de gestion des relations avec les investisseurs. La mise en œuvre complète des recommandations formulées permettrait au Trésor Public Centrafricain d'augmenter sa capacité de financement sur le marché régional des valeurs du Trésor de la CEMAC. La mission a également renforcé les capacités de la Direction de la dette et du Portefeuille de l'État sur l'évaluation des bons et obligations du Trésor et l'interprétation des résultats d'adjudication des valeurs du Trésor.
- 2. Appui à la préparation du plan de financement 2023.** La mission a renforcé les capacités de la Direction de la dette et du portefeuille de l'Etat (DDPE) sur l'identification des vulnérabilités dans le portefeuille de la dette publique, l'évaluation des besoins et sources de financement et sur l'approche de préparation du plan annuel de financement. Elle a assisté la DDPE à identifier les types de financement que la République Centrafricaine devrait privilégier en 2023 pour atténuer les vulnérabilités identifiées dans le portefeuille de la dette. La mission a également prodigué des conseils sur les initiatives qui devraient être mises en œuvre pour élargir la base des investisseurs et pour augmenter la capacité de financement de l'Etat sur le marché régional des titres publics de la CEMAC.

## ▪ République Démocratique du Congo

- 1. Plan d'exécution de la stratégie d'apurement des arriérés intérieurs.** La mission a aidé à préparer le plan d'exécution de la stratégie d'apurement des arriérés intérieurs préconisés en novembre 2021. Le plan s'est focalisé à préciser les phases de remboursement des créances, en particulier les modalités d'émission et de rachat des titres publics qui seront émis au profit des créanciers qui ne seront pas réglés immédiatement au comptant. La mission a également fourni des conseils sur l'approche de communication avec les créanciers et le chronogramme de mise en œuvre du plan proposé.
- 2. Suivi du plan d'exécution de la stratégie d'apurement des arriérés intérieurs.** La mission a fait le point sur la mise en œuvre des recommandations concernant le plan opérationnel proposé en juin 2022. Elle a adapté certains points opérationnels à l'état d'avancement des recommandations et a préparé un guide auquel les autorités pourraient se référer pour l'exécution de la stratégie.
- 3. Appui au renforcement du cadre organisationnel de la Direction générale de la dette publique.** La mission a relevé que la Direction générale de la dette publique, principale entité de gestion de la dette publique en République démocratique du Congo, n'est bien organisée fonctionnellement pour exercer efficacement ses compétences et ses missions sont insuffisamment définies. Ainsi, la mission a suggéré : (i) le recentrage des compétences de la DGDP sur son cœur de métier, la gestion de la dette publique incluant la gestion des émissions de titres publics, et ; (ii) un nouvel organigramme de ses services en front, middle et back offices. Elle a fourni des indications sur les actions nécessaires pour l'opérationnalisation du nouvel organigramme.

## ▪ République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe

- 1. Renforcement des pratiques d'émission des titres publics.** La mission a fait le point sur la mise en œuvre des recommandations formulées en 2019 et a fourni des orientations supplémentaires pour les actions qui n'ont pas été encore mises en œuvre. Elle a évalué la capacité des autorités à introduire les obligations du Trésor dans leur programme d'émission et a fourni des conseils sur l'approche qui pourrait être suivie pour le lancement de ces instruments. Finalement, elle a renforcé les capacités des services de l'Unité de gestion de la dette, de la Direction du Trésor et de la Banque Centrale sur l'évaluation des bons et obligations du Trésor et sur la démarche de préparation du calendrier d'émission des titres publics.

2. **Renforcement des pratiques d'émission (mission de suivi).** La mission a revu avec les autorités la procédure d'émission d'obligation du Trésor via la procédure d'adjudication et les améliorations aux systèmes d'information. Elle a discuté des modifications à apporter au cadre réglementaire ainsi qu'à leur prise en compte dans le budget. La mission a également fourni des conseils sur la stratégie de lancement de la première émission prévue au deuxième semestre de 2023.

- **Tchad**

1. **Préparation et mise en œuvre du plan d'émission de titres publics.** La mission a fait le point sur la mise en œuvre des recommandations formulées en janvier 2022 pour assurer le refinancement des valeurs du Trésor en 2022 et renforcer les capacités opérationnelles des émissions de titres publics. Sur la base des progrès réalisés, la mission a fourni de nouvelles orientations pour réduire davantage le risque de refinancement, a aidé à préparer le calendrier d'émission de titres publics pour le reste de l'année 2022 et renforcé les capacités des services du Trésor sur la démarche de préparation du calendrier d'émission et l'évaluation des titres publics.

- **Guinée équatoriale**

1. **Renforcement des pratiques d'émission de titres publics.** La mission a fait le point sur l'environnement institutionnel et opérationnel en place pour la gestion des activités d'émission de titres publics. Elle a proposé une feuille de route, que les autorités ont endossée, pour renforcer la capacité de planification et d'exécution des opérations d'émission de titres publics. La mission a également formé les cadres des services du Trésor Public et de la Caisse autonome de la dette sur les caractéristiques des titres publics, les mécanismes d'émission de titres publics et sur les fondements de la stratégie de gestion de la dette.

- **BEAC – Banque des Etats de l'Afrique centrale**

1. **Participation à la 3<sup>ème</sup> réunion des Trésors Publics de la CEMAC.** Le Conseiller régional en gestion de la dette publique a participé à la 3<sup>ème</sup> réunion des Trésors Publics des pays de la CEMAC. Il a partagé avec les participants les meilleures pratiques de préparation et de la mise en œuvre de la stratégie de gestion de dette à moyen terme (SDMT). Le Conseiller a également fourni des conseils sur les actions prioritaires pour améliorer le fonctionnement du marché régional des titres publics.

- 2. Élaboration du cadre d'évaluation de la performance des spécialistes en valeurs du Trésor de la CEMAC.** AFRITAC Centre a contribué à améliorer le cadre d'évaluation de la performance des spécialistes en valeurs du Trésor de la CEMAC préparé par la BEAC. Elle y a corrigé les insuffisances et proposé les indicateurs de performance adaptés au stade de développement du marché régional des valeurs du Trésor de la CEMAC. Enfin, elle a fourni des conseils sur les modalités de mise en œuvre du cadre.
- 3. Participation à la 4<sup>ème</sup> réunion du Cadre permanent de concertation des Trésors de la CEMAC.** AFRITAC Centre a pris part à la 4<sup>ème</sup> réunion du cadre permanent de concertation des Trésors Publics de la CEMAC. Le Conseiller régional en gestion de la dette a partagé le regard d'AFRITAC Centre sur le marché des valeurs du Trésor 11 ans après. Sa présentation a noté les progrès réalisés depuis le lancement des émissions, les pratiques d'émission à améliorer incluant la prévisibilité et la transparence des émissions et les initiatives à court terme à mettre en œuvre pour approfondir le marché.

## **Pays d'AFRITAC Centre**

- 1. Émission d'obligation souveraine verte.** Le webinaire, qui a réuni plus de 70 participants des pays membre d'AFRITAC Centre, des Comores et de Madagascar, a permis aux participants de se familiariser avec le processus d'émission d'obligations vertes et le rôle des gestionnaires de la dette concernant la planification, l'exécution et le reporting des obligations vertes. Les participants ont été éclairés sur les caractéristiques des financements verts, leur prise en compte dans la stratégie de gestion de la dette, la nécessaire coordination entre les gestionnaires de la dette et les autres administrations, et les exigences de reporting de l'utilisation des fonds mobilisés. Un représentant d'Agence France Trésor a partagé l'expérience de la France en matière d'émission d'obligation souveraine verte.
- 2. Séminaire régional conjoint sur l'évaluation et la gestion des risques liés aux passifs conditionnels de l'Etat.** Le séminaire a renforcé les capacités des cadres des administrations des pays membres d'AFRITAC Centre sur les approches d'évaluation et de gestion des passifs conditionnels de l'Etat. Les échanges ont permis de clarifier les rôles des administrations en charge de la programmation budgétaire, de la gestion de la dette et de la supervision des entreprises publiques dans la gestion des risques budgétaires liés aux passifs conditionnels, en particulier ceux liés aux garanties, aux dettes des entreprises publiques et aux partenariats publics- privés et la nécessaire collaboration qui doit exister entre elles.

**3. Séminaire régional sur la planification et l'exécution des titres publics.** Le séminaire a renforcé connaissances de 36 cadres des services des Trésors Publics et des directions de la dette et de la BEAC sur la démarche de planification des opérations de titres publics à partir de la stratégie de gestion de dette à moyen terme. Le séminaire a permis de souligner l'importance de disposer des prévisions fiables de flux de trésorerie pour la crédibilité du calendrier d'émission. Les participants ont été formés à l'utilisation de l'outil de préparation du plan annuel de financement et s'en sont servis pour préparer des scénarios alternatifs de calendriers annuels d'émission.

## II. Programme de travail 2024

Le programme de travail 2024 tient compte des nouveaux besoins exprimés par certains pays membres, de leur capacité d'absorption et des ressources financières disponibles. Il est présenté sous forme de tableau synthétique à la suite de cette annexe.

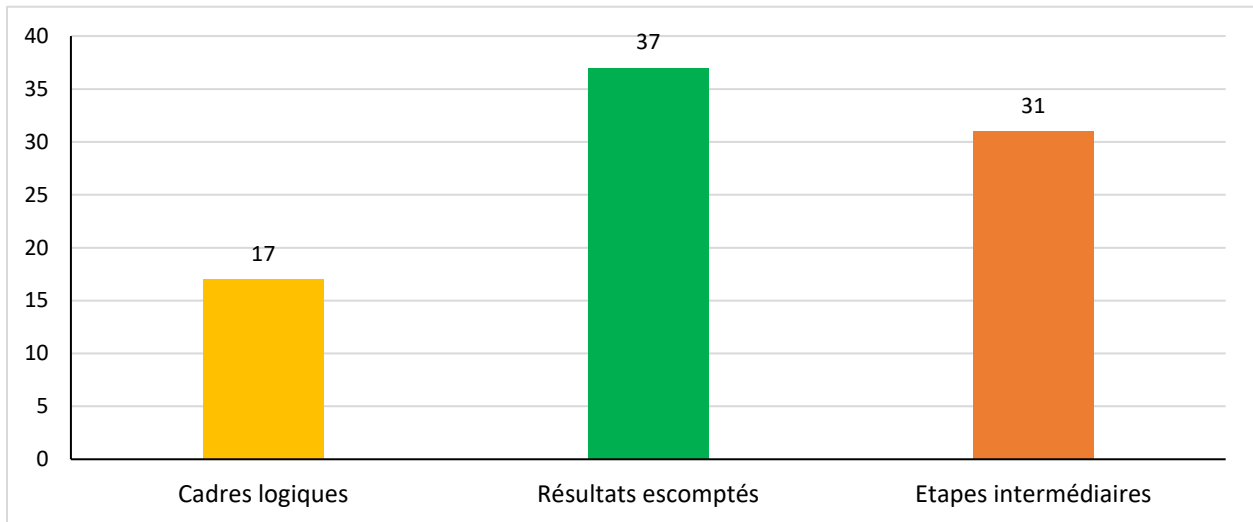
**Tableau 2. Programme de travail (en nombre)**

Mission	Séminaire régional	Total activités projetées année fiscale 2024
20	1	21

## III. Gestion axée sur les résultats

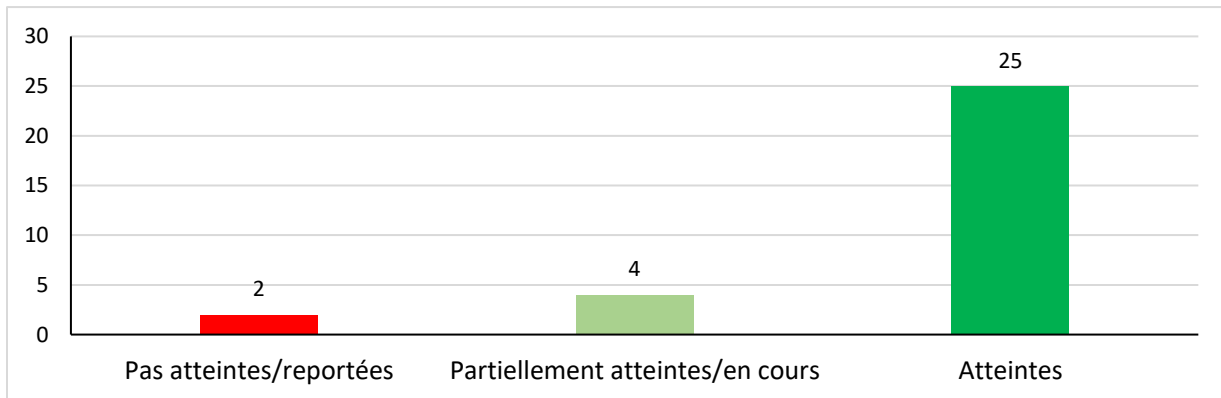
**A la fin de l'année fiscale 2023, le domaine gestion de la dette publique compte 17 cadres logiques.** Au cours de l'année fiscale, le conseiller en gestion de la dette publique a réalisé 31 étapes intermédiaires pour lesquelles 25 ont été atteintes, soit 80%. La réalisation de ces étapes intermédiaires a contribué à l'amélioration des résultats escomptés dont 12 ont été atteints (32%) et 19 (51%) restent en cours de réalisation.

**Graphique 1. Nombre de cadres logiques, résultats escomptés et d'étapes intermédiaires de l'année fiscale 2023 (en nombre)**

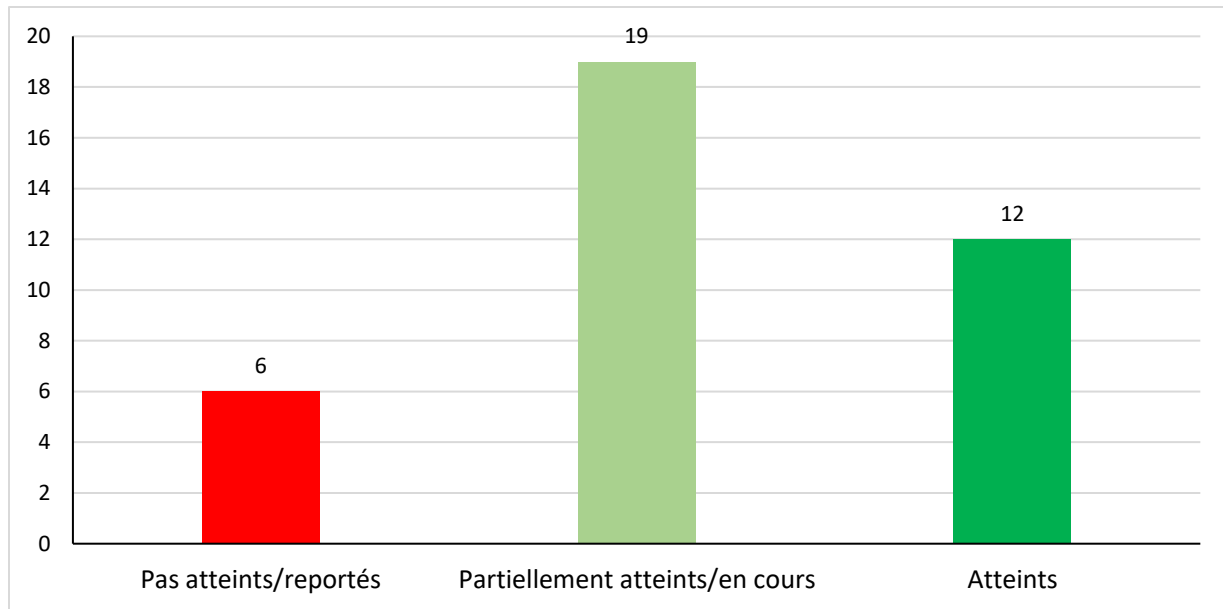


Source : CDMAP, estimation des services d'AFRITAC Centre

**Graphique 2. Performance des étapes intermédiaires de l'année fiscale 2023 (en nombre)**



Source : CDMAP, estimation des services d'AFRITAC Centre

**Graphique 3. Performance des résultats escomptés de l'année fiscale 2023 (en nombre)**

Source : CDMAP, estimations des services d'AFRITAC Centre

**Contact** : Oumar Dissou, conseiller résident en gestion de la dette publique

**Courriel** : AFCWeb@imf.org



**FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL**  
**Centre Régional de Développement des Capacités**  
**pour l'Afrique Centrale**



**ANNEXE 5**

**CADRE LOGIQUE DES OBJECTIFS ET RESULTATS ESCOMPTES**  
**GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
**Années Fiscales 2020, 2021, 2022 et 2023**

# Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

## Cadres logiques du Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre) (Années fiscales 2020, 2021, 2022 et 2023)

### *Comment ont-été élaborés les cadres logiques du Centre ?*

Les cadres logiques présentés en annexe du rapport au Comité d'orientation ont été préparés par les conseillers résidents du Centre sur la base du Catalogue de gestion axée sur les résultats du Fonds Monétaire International. Les cadres ont été préparés en concertation avec le FMI dans les 7 domaines d'intervention du Centre, parmi lesquels :

- Gestion de la dette publique

Les cadres logiques ont été envoyés aux Etats membres et aux institutions bénéficiaires pour commentaires et suggestions et seront annexés au rapport d'exécution du Centre.

### *Que contiennent les cadres logiques ?*

Les cadres logiques présentent l'ensemble de la chaîne de résultats du Centre à savoir les objectifs, les résultats escomptés et ses indicateurs, les étapes intermédiaires ainsi que les risques inhérents à la réalisation des objectifs. Des colonnes spécifiant les dates de réalisations prévues et les dates de réalisation effectives des étapes intermédiaires ont été ajoutées et permettent de connaître les échéances précises de réalisation. Cette année, le Centre présente des cadres logiques qui couvrent les années fiscales 2020, 21, 22 et 23. Cette approche permet une visibilité à plus long terme des objectifs stratégiques du Centre ainsi qu'une meilleure planification de ses activités.

### *Comment fonctionne le système de notation ?*

Les conseillers résidents notent les étapes intermédiaires et les résultats escomptés en utilisant une échelle de notation de 1 à 4 suivis d'un code couleur correspondant (1 : Pas atteint ; 2 : Partiellement atteint ; 3 : Atteint ; 4: Largement atteint). Les notations ont pour objectif de mesurer les progrès atteints dans la réalisation des activités de développement des capacités du Centre. Au cours de cette année fiscale, le Centre a également noté les résultats escomptés afin de mesurer les progrès dans l'atteinte des objectifs stratégiques. **Les cadres logiques notés sont uniquement disponibles à la demande des principales parties prenantes.**

### *Le contenu des cadres logiques est-il définitif ?*

Le contenu des cadres logiques n'est pas figé et peut évoluer en fonction des besoins et des priorités des Etats membres et des institutions bénéficiaires. Il peut également évoluer en fonction de la situation sécuritaire du pays et de la possibilité pour le Centre de conduire ses activités de renforcement de capacités de manière optimale. Il est cependant fortement recommandé, après l'approbation des cadres logiques par le Comité d'orientation du Centre, de ne pas toucher au contenu des cadres logiques de l'année fiscale prochaine, afin de faciliter le suivi et l'évaluation des activités de renforcement des capacités du Centre.

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021, 2022 & 2023 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations		Étapes intermédiaires & notations		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Tous les pays	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Renforcement des capacités dans la formulation et la mise en œuvre du MTDS.	Le personnel démontre ses compétences par des présentations, des discussions ou des exercices pratiques.	Les participants ont été formés aux approches permettant de fixer des taux de coupon d'obligations propices au développement du marché.	2/25/2022	2/24/2022	Formation	s.o.		
				Les participants ont été formés au processus d'exécution des réouvertures de cautionnement.	2/11/2022	2/24/2022				
				Les participants ont été formés au processus de sélection des titres d'État admissibles au rachat et à l'évaluation des offres de rachat.	2/25/2022	2/24/2022				
				6 personnes formées	4/30/2023	5/1/2023				
				Les participants sont formés à l'utilisation de l'outil du plan d'emprunt annuel.	4/28/2023	3/2/2023				
				Les participants sont formés à la mécanique d'exécution des réouvertures d'obligations.	4/28/2023	3/2/2023				
				Les participants sont formés aux méthodes de fixation des taux de coupon des obligations qui favorisent le développement du marché.	4/28/2023	3/2/2023				
				Les participants sont formés au processus de sélection des titres d'État éligibles au rachat et à l'évaluation des offres de rachat.	4/28/2023	3/2/2023				
B.E.A.C	Établir une infrastructure de marché et une capacité de financement à moindre coût.	Un marché primaire efficace, avec émission via des mécanismes de marché	Publication de politiques et procédures pour le marché primaire.	Les projets de procédures pour les opérations du marché primaire sont développés	4/30/2021		Séminaire régional	s.o.		
				Les procédures relatives aux opérations sur le marché primaire ont été adoptées et publiées.	30/4/2021					
				Le projet de document détaillant les mécanismes de coordination des émissions a été préparé.	30/4/2022					
				Un forum régional sur les questions opérationnelles de développement du marché est créé.	6/30/2022	11/18/2021				
				Les résultats des enchères sont publiés dans les 4 heures après l'heure limite de soumission	12/31/2021	4/14/2022				
		Les résultats de l'émission sont publiés sans délai après chaque opération.	Chaque pays de la CEMAC est autorisé à émettre un jour spécifique de la semaine.	6/30/2022	11/18/2021					
			Les procédures relatives aux syndications nationales, aux réouvertures, aux appels d'offres non concurrentiels, aux rachats et aux échanges sont approuvées et publiées.	9/30/2021	9/30/2021					
			Des procédures pour les syndications nationales, les réouvertures, les appels d'offres non concurrentiels, les rachats et les échanges sont élaborées.	6/30/2021	6/15/2021					
			Les autorités préparent des modèles pour l'annonce des avis et des résultats d'émission	12/31/2021	9/30/2021					
		Le marché des titres d'État est soutenu par les négociants principaux, le cas échéant, et par une base d'investisseurs bien diversifiée	Amélioration des capacités du personnel en matière de financement sur les marchés intérieur et international	Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Préparation d'un cadre d'évaluation des performances des négociants principaux	9/29/2023				3/29/2023
Le personnel est formé aux mécanismes de rachat et d'échange, et aux techniques d'atténuation du risque de refinancement	4/30/2022				11/14/2021					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021, 2022 & 2023 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations		Étapes intermédiaires & notations		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
CEMAC	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	La législation sur la gestion de la dette fournit un cadre pour la gestion de la dette.	Adoption d'une législation qui s'aligne sur les meilleures pratiques en matière de gestion de la dette.	Des améliorations à la législation existante sont identifiées		5/18/2021	10/22/2021	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s.o. Commentaires sur l'évaluation des risques (le cas échéant) : s.o.
Burundi	Développer/renforcer les processus d'enregistrement, de rapport et de suivi précis de la dette	La dette fait l'objet de rapports réguliers au public et aux autorités compétentes.	Publication régulière d'un bulletin de la dette couvrant la dette de l'administration centrale, les opérations de la dette et les garanties.	Des traitements documentés sur le reporting de la dette sont préparés		8/31/2021	4/14/2022			
				L'office de gestion de la dette commence à publier des informations sur la dette.		12/31/2021	4/14/2022			
République centrafricaine (R.C.A)	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire.	Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Les écarts entre les prévisions du service de la dette et les résultats sont inférieurs à 20%		1/31/2023				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un plan d'emprunt annuel est publié et est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Les lacunes dans les pratiques de prévision du service de la dette des autorités ont été identifiées		30/4/2021				
				Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel simple		12/31/2021				
				Les autorités sont formées à une approche de base pour la préparation d'un plan d'emprunt annuel.		12/31/2021	10/21/2022			
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Les autorités préparent et joignent au budget le plan d'emprunt pour 2023.		12/30/2022				
				Le personnel a amélioré ses compétences dans l'interprétation des fiches de conditions de prêt pour un enregistrement correct et dans l'interprétation des statistiques de la dette pour un bon rapport		4/30/2022				
Projet de bulletin détaillé de la dette détaillé est préparé					4/30/2022					
			Le bulletin de la dette est publié		6/30/2022					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021, 2022 & 2023 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations		Étapes intermédiaires & notations		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Cameroun (CMR)	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette	4/30/2021	8/21/2020	Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Moyen Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : rs/o	
			Le personnel démontre sa compétence par des présentations, des discussions ou des exercices pratiques.	Le personnel est formé à l'évaluation des prix des bons et obligations du Trésor, à l'élaboration et à la mise en œuvre du calendrier d'émission.	30/4/2021	28/1/2021				
			L'ABP est régulièrement approuvé par l'autorité compétente et publié.	Un plan annuel de financement a été élaboré et publié	31/1/2022	23/12/2020				
				Des agents ont été formés à l'utilisation de l'outil de préparation du plan annuel de financement	30/4/2021					
			Élaboration, documentation et publication d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme.	Document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme produit et publié.	Le contenu du document de stratégie de gestion de la dette s'est amélioré	1/31/2022				
					Le contenu du document de stratégie de gestion de la dette a été amélioré	1/29/2021				
		Le contenu du document de stratégie de gestion de la dette a été amélioré.			1/31/2022	11/14/2021				
		Une feuille de route pour le remboursement des euro-obligations est préparée			30/4/2021	28/1/2021				
		La gestion de la trésorerie et de la dette est intégrée de manière efficace.	Des prévisions de trésorerie régulières sont mises à la disposition du gestionnaire de la dette.	Un outil analytique a été conçu pour faciliter l'intégration de la gestion de la dette avec la gestion de la trésorerie	30/4/2022					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021, 2022 & 2023 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations		Étapes intermédiaires & notations		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
Cameroun (CMR)	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Les autorités peuvent entreprendre des opérations de gestion du passif	Les systèmes et processus nécessaires sont en place pour exécuter les opérations de gestion du passif	Des méthodologies de rachat et d'échange sont développées	6/30/2022			Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique :Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
				Le personnel est formé aux procédures de rachat et d'échange	6/30/2022					
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Un bulletin et des rapports plus ciblés et sur la dette sont préparés	6/30/2021					
				Début de la publication régulière du bulletin de la dette, de la composition de la dette, des indicateurs de risque des opérations liées à la dette sur le site Web remanié du bureau de gestion de la dette	12/31/2021					
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (MTDS) - MTD	L'entité de gestion de la dette entretient des relations efficaces avec les investisseurs.	Une stratégie interne de relations avec les investisseurs est établie	Un plan d'action visant à accroître le nombre d'investisseurs non bancaires dans les titres d'État est préparé.	3/31/2022	3/15/2022				
				Les facteurs qui empêchent les investisseurs non bancaires de participer activement au marché des titres publics sont déterminés.	12/31/2021	11/30/2021				
	Emprunter au coût le plus bas possible, sous réserve d'un niveau de risque prudent.	Un Plan Annuel d'Emprunt (PAE) est publié et est cohérent avec le MTDS.	ABP régulièrement approuvé par l'autorité compétente et publié.	Un plan d'emprunt annuel est élaboré et publié	1/31/2022	12/23/2020				
				Une évaluation et/ou un plan de réforme du marché obligataire en monnaie locale sont élaborés pour améliorer le marché.	Les facteurs qui entravent le développement du marché des titres d'État mis aux enchères sont identifiés.	4/28/2023	2/17/2023			
			Un plan d'action visant à améliorer le fonctionnement du marché des titres d'État est préparé.		4/28/2023	2/17/2023				
Guinée équatoriale	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (MTDS).	Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre du MTDS.	Le personnel démontre ses compétences par des présentations, des discussions ou des exercices pratiques	Le personnel est formé aux mesures fiscales et de la dette, y compris aux indicateurs de risque de base	306/2020	6/12/2020				
	Mettre en place un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette.	Amélioration des capacités en matière de questions législatives et institutionnelles dans le domaine de la gestion de la dette	Le personnel démontre ses compétences par des présentations, des discussions et des exercices.	Le personnel est formé aux questions de gouvernance dans la gestion de la dette	306/2020	6/12/2020				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021, 2022 & 2023 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations		Étapes intermédiaires & notations		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
République démocratique du Congo (RDC)	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme produit et publié.	Document de stratégie de gestion de la dette à moyen terme produit et publié.	La stratégie de gestion de la dette a été actualisée et approuvée		1/29/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique :Moyen Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Moyen Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
				Le ministère des Finances et la BCC ont préparé et accepté un plan de régularisation des créances en souffrance de la BCC sur le gouvernement.		12/31/2021	12/28/2021			
				Le ministère des Finances a préparé une stratégie d'apurement des arriérés nationaux.		1/31/2022	11/12/2021			
				Les autorités ont préparé et adopté un plan opérationnel pour les arriérés domestiques vérifiés.		12/30/2022	12/30/2022			
		Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation et à la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette		4/30/2021				
	Le personnel peut utiliser efficacement l'outil d'analyse de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.	Le personnel démontre une compétence dans l'utilisation de l'outil	Plus de cadres peuvent utiliser l'outil pour produire des scénarios de financement de la dette		4/30/2021					
	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette - DMF	Amélioration de la gestion des risques opérationnels.	Lignes directrices documentées pour la gestion des risques opérationnels.	Un manuel de procédures pour les opérations de gestion de la dette est approuvé.		4/30/2022	4/14/2022			
				Un manuel de procédures pour les opérations de gestion de la dette est préparé		11/30/2021	8/27/2021			
		Un organigramme moderne pour le bureau de gestion de la dette a été préparé et approuvé.		Amélioration de la structure institutionnelle pour la gestion de la dette.		4/28/2023	4/29/2023			
	Établir une infrastructure de marché et une capacité de financement au moindre coût	Un marché primaire efficace, avec émission via des mécanismes de marché.	Publication de politiques et procédures pour le marché primaire.	Élaboration de procédures révisées pour l'émission des valeurs du Trésor sur le marché primaire		30/4/2021				
				Des procédures révisées pour l'émission sur le marché primaire sont adoptées		12/31/2021	4/14/2022			
				Le manuel de procédures pour l'émission sur le marché primaire est adopté		30/12/2021				
				Le manuel de procédures pour l'émission sur le marché primaire est développé		30/4/2022				
				Les investisseurs institutionnels potentiels de la RDC ont été formés au fonctionnement du marché des titres publics		29/1/2021	11/12/2020			
				Les investisseurs institutionnels ont commencé à participer aux adjudications de titres publics		30/4/2021	7/12/2020			
		Financement par le biais d'instruments fondés sur le marché.	Émission d'instruments compatibles avec le MTDS.	L'analyse des instruments de financement potentiels est préparée						
				Préparation du projet de fiche d'échéance de l'obligation liée à une devise		7/31/2020	6/12/2020			
				Approbation des caractéristiques des titres d'État liés à des devises		7/31/2020	6/12/2020			
				Analyse interne documentée sur les nouveaux instruments potentiels.		31/12/2020				
	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Début de la publication régulière du bulletin de la dette, de la composition de la dette, des indicateurs de risque des opérations liées à la dette sur le site Web remanié du bureau de gestion de la dette		12/13/2020				
La structure et le format de la publication régulière du rapport et du bulletin de la dette sont approuvés par les autorités					12/31/2021	4/29/2021				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021, 2022 & 2023 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations		Étapes intermédiaires & notations		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
République du Congo (COG)	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	L'architecture du nouveau web pour la gestion de la dette est approuvée		30/4/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique :Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
				Un projet de bulletin de la dette est préparé		4/30/2021				
				Mise en ligne du site d'information sur la dette		6/30/2021				
				L'architecture du site web de la gestion de la dette est approuvée par les autorités		30/4/2021				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel peut utiliser efficacement l'outil d'analyse de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme.	Le personnel démontre une compétence dans l'utilisation de l'outil	Le personnel peut utiliser l'AT de manière indépendante pour produire des scénarios de gestion de la dette.		4/30/2021				
				Personnel formé à la formulation de stratégies de gestion de la dette		8/31/2021	7/23/2021			
				Au moins deux membres du personnel peuvent utiliser l'AT de manière indépendante pour produire des scénarios de financement de la dette.		9/30/2022	9/30/2022			
				Au moins 2 personnels peuvent utiliser l'outil de façon autonome pour produire des scénarios de financement de la dette		4/30/2022	11/14/2021			
		Un calendrier d'émission est produit et publié régulièrement.	Un calendrier périodique d'émission des bons et obligations du Trésor est publié régulièrement	Personnel formé à l'approche de préparation du calendrier d'émission		4/30/2022	5/1/2022			
		Les autorités peuvent entreprendre des opérations de gestion de la responsabilité.		Les critères de sélection des titres d'État éligibles et d'évaluation des offres de rachat sont définis.		3/31/2022	1/3/2022			
		L'entité de gestion de la dette entretient des relations efficaces avec les investisseurs.	Une stratégie interne de relations avec les investisseurs est établie	Un programme de relations avec les investisseurs est établi		3/31/2022	1/3/2022			
				Mise en place d'un programme de relations avec les investisseurs		3/31/2022	4/15/2022			
	Amélioration des capacités du personnel dans la formulation et la mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel fait preuve de compétence lors des présentations; discussions; ou exercices pratiques	Personnel formé à la formulation de la stratégie de gestion de la dette		4/30/2022					
			Préparation d'un document de stratégie de gestion de la dette ciblée		7/29/2022	6/30/2022				
			Un document de stratégie de gestion de la dette est préparé		12/31/2021	10/21/2021				
Mettre en place une structure institutionnelle efficace et une législation appropriée pour la gestion de la dette - DMS	Amélioration de la structure institutionnelle pour la gestion de la dette.		Un organigramme moderne de l'office de gestion de la dette est préparé et approuvé.		12/30/2022	12/30/2022				
			L'office de gestion de la dette restructuré est opérationnel		2/28/2023	2/28/2023				

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021, 2022 & 2023 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations		Étapes intermédiaires & notations		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)	
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions							
São Tomé-et-Principe (STP)	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire.	Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Les lacunes dans les pratiques de prévision du service de la dette des autorités ont été identifiées		30/4/2021					
				Les écarts entre les prévisions du service de la dette et les résultats sont inférieurs à 20%		12/31/2021					
	Développer l'infrastructure et les capacités du marché pour un financement rentable - CCF	Un financement efficace grâce à des instruments fondés sur le marché.			Préparation d'une feuille de route pour l'introduction d'obligations nationales dans le plan d'émission.		3/31/2023	3/31/2023			
					Formation du personnel à la tarification des titres d'État		6/30/2022	44708			
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un calendrier d'émission est produit et publié régulièrement.	Un calendrier périodique d'émission des bons et obligations du Trésor est publié régulièrement	Un plan d'emprunt annuel est publié qui est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel simple	12/31/2021				
				Personnel formé à l'approche de préparation du calendrier d'émission		12/31/2021	1/1/2022				
				Début de la publication du calendrier d'émission		4/1/2022					

**CADRES LOGIQUES EXERCICES 2021, 2022 & 2023 : GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE**  
(En date du 24 mai 2023)

Pays/ Institutions régionales	Objectifs	Résultats escomptés & notations		Étapes intermédiaires & notations		Date de réalisation prévue	Date effective de réalisation	Modes opératoires	Partenaires (au niveau objectifs)	Risques (au niveau objectifs)
		Descriptions	Indicateurs vérifiables	Descriptions						
São Tomé-et-Principe (STP)	Établir des procédures et processus appropriés pour l'enregistrement, le reporting et le suivi précis de la dette	La dette est régulièrement déclarée au public et au Parlement	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Un bulletin de la dette amélioré et des rapports annuels sont préparés		12/31/2022				
Tchad (TCD)	Établir des procédures et processus appropriés pour un enregistrement, un rapport et un suivi précis de la dette	Amélioration des capacités du personnel en matière d'enregistrement, de déclaration et de suivi de la dette.	Lors des discussions et échanges, le personnel démontre une compétence dans l'enregistrement, le reporting et le suivi de la dette	Le personnel est formé sur les meilleures pratiques en matière d'enregistrement de reporting et de suivi de la dette		30/4/2021		Mission d'assistance technique	s.o.	Appui politique : Élevé Engagement de l'encadrement et du personnel technique : Élevé Adéquation des ressources : Élevé Contexte/climat extérieur : Élevé Autres risques : s/o
		Un cadre opérationnel fonctionnel pour le suivi de la dette	Processus documentés sur le suivi de la dette.	Préparation du projet de manuel de procédures pour le suivi de la dette		30/4/2021				
		La dette est régulièrement signalée à l'autorité législative publique et compétente	Publication régulière couvrant la dette du gouvernement central, les opérations liées à la dette et les garanties.	Le bulletin de la dette est publié par les autorités		4/30/2021	10/22/2021			
				Préparation du projet de bulletin de la dette		4/30/2021				
	Établir un cadre institutionnel efficace pour la gestion de la dette	Amélioration de la structure institutionnelle de la gestion de la dette, y compris la dotation en personnel.	L'entité de gestion de la dette se coordonne efficacement avec les autres institutions concernées	Un projet de manuel de procédures pour les opérations de la dette a été préparé		4/30/2021				
		Amélioration de la coordination avec la politique budgétaire	Des projections ponctuelles du service de la dette sont préparées pour les autorités budgétaires	Le manuel de procédures pour les opérations de la dette est adopté par les autorités		8/31/2021				
	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Un calendrier d'émission est réalisé et publié régulièrement.	Un calendrier d'adjudication périodique pour les bons et les obligations est publié selon un calendrier convenu.	Les procédures d'élaboration d'un calendrier d'émission sont élaborées et approuvées.		2/28/2022	1/24/2022			
				Le personnel est formé à l'approche de la préparation d'un plan d'emprunt annuel de base		5/1/2022	1/21/2022			
				Davantage de personnel est formé à la préparation du calendrier d'émission		4/30/2023	8/31/2022			
		Stratégie de gestion de la dette élaborée, documentée et publiée.	Stratégie de gestion de la dette approuvée par l'autorité compétente	Les autorités élaborent un plan pour faire face à un risque de refinancement lié aux échéances des titres d'État nationaux 2022.		2/28/2022	3/25/2022			
				Le personnel est formé à l'utilisation de l'outil analytique MTDS.		2/28/2022	12/30/2022			
				Les autorités élaborent un plan pour faire face au risque de refinancement lié aux échéances de 2022 des titres d'État nationaux.		5/31/2023	5/31/2023			
		L'entité de gestion de la dette entretient des relations efficaces avec les investisseurs.	Réunions de consultation/téléconférences régulières avec les acteurs du marché	Un programme de relations avec les investisseurs est établi.		4/30/2022	1/24/2022			
				Un programme de relations avec les investisseurs est mis en place.		4/30/2022	4/30/2022			
Un plan d'emprunt annuel est publié qui est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Plan d'emprunt interne élaboré sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme	Le personnel est formé à l'approche de préparation d'un plan d'emprunt annuel de base		4/30/2022	1/21/2022					

ANNEXE 5

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 - GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (SOUS FINANCEMENT DMF)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
						Prévues			
						Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site								
Gestion de dette publique	BEAC	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Identification des mesures pour l'approfondissement du marché secondaire	2 - 13 octobre 2023	1.0	2.0	2.0	5.0
Gestion de dette publique	BEAC	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Participation à la 6ème réunion du Cadre Permanent de concertation des Trésors de la CEMAC	5 - 9 juin 2023	1.0	1.0	0.0	2.0
Gestion de dette publique	BEAC	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Participation à la 7ème réunion du Cadre Permanent de concertation des Trésors de la CEMAC	4 - 8 septembre 2023	1.0	1.0	0.0	2.0
Gestion de dette publique	Cameroun	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Formation à la préparation du calendrier d'émission de titres publics et mise en place d'un programme de rachat des titres publics	10-21 juillet 2023	1.0	2.0	2.0	5.0
Gestion de dette publique	Cameroun	Missions	Soutenir la viabilité de la dette en renforçant les capacités du personnel à réaliser leur propre analyse de viabilité de dette	Formation à l'utilisation du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu	29 mai 9 juin 2023	1.0	2.0	2.0	5.0
Gestion de dette publique	Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement de l'intégration de la gestion de la dette et de la gestion de la trésorerie	9 - 20 octobre 2023	1.0	2.0	0.0	3.0
Gestion de dette publique	Congo	Missions	Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion de la dette publique	Préparation du manuel de procédures des activités de gestion de la dette	11 - 22 septembre 2023	1.0	0.0	2.0	3.0
Gestion de dette publique	Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement de l'intégration de la gestion de la dette et de la gestion de la trésorerie (Mission de suivi)	8 - 19 avril 2024	1.0	2.0	0.0	3.0
Gestion de dette publique	Guinée Equatoriale	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement des pratiques d'émission	11 - 22 septembre 2022	1.0	0.0	4.0	5.0

ANNEXE 5

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 - GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (SOUS FINANCEMENT DMF)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
						Prévues			
						Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site								
Gestion de dette publique	Guinée Equatoriale	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement des pratiques de préparation du calendrier d'émission (mission de suivi)	5 - 16 février 2024	1.0	0.0	4.0	5.0
Gestion de dette publique	République Centrafricaine	Missions	Renforcer le cadre légal et institutionnel de la gestion de la dette publique	Mise en place d'un cadre de coordination de la gestion de la dette	07 - 18 août 2023	1.0	0.0	2.0	3.0
Gestion de dette publique	République Centrafricaine	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement des pratiques d'émission	9-20 octobre 2023	1.0	2.0	2.0	5.0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Mettre en place un cadre légal et institutionnel approprié	Mise à jour du manuel de procédures des activités de gestion de la dette	15-26 avril 2024	1.0	0.0	2.0	3.0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Suivi mise en œuvre du plan d'exécution de la stratégie d'apurement des arriérés intérieurs	12-23 juin 2023	1.0	2.0	0.0	3.0
Gestion de dette publique	République Démocratique du Congo	Missions	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Amélioration du fonctionnement du marché primaire	02 - 13 octobre 2023	1.0	2.0	2.0	5.0
Gestion de dette publique	Sao Tomé-et-Principe	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Appui au lancement des obligations du Trésor	5 - 9 juillet 2023	1.0	0.0	1.0	2.0
Gestion de dette publique	Sao Tomé-et-Principe	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Appui à la formulation de la SDMT	5 - 16 février 2024	1.0	0.0	4.0	5.0
Gestion de dette publique	Séminaires régionaux et cours	Séminaires régionaux	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Atelier sur l'intégration de la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie	12 - 23 février 2024	2.0	1.0	1.0	4.0

ANNEXE 5

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2024 - GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE (SOUS FINANCEMENT DMF)

Domaine	Pays/Institution	Mode opératoire	Objectif spécifique	Activité	Date prévisionnelle	Ressources (personnes semaines)			
						Prévues			
						Conseiller		ECT	Total
Bureau	Site								
Gestion de dette publique	Tchad	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Préparation du manuel de procédures des activités de gestion de la dette	15 - 26 mai 2023	1.0	2.0	2.0	5.0
Gestion de dette publique	Tchad	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Renforcement de l'intégration de la gestion de la dette et de la gestion de la trésorerie	6 - 17 novembre 2023	1.0	2.0	0.0	3.0
Gestion de dette publique	Tchad	Missions	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Formation sur les concepts de base de gestion de la dette	5- 9 février 2024	1.0	1.0	0.0	2.0
						21.0	22.0	30.0	73.0



## ANNEXE 6

### RAPPORT FINANCIER

#### Situation du programme - État financier (Phase III)

La Phase III d'AFRITAC Centre a démarré en novembre 2017 et s'achèvera le 31 juillet 2023 afin d'épuiser les ressources financières disponibles. Le budget initial de la phase était fixé à 39,6 millions de dollars<sup>1</sup>. Des accords de partenariats, d'un montant total de 29,1 millions de dollars, ont été signés avec l'Allemagne, la Banque européenne d'investissement, la Chine, la Commission européenne, la France, les Pays-Bas et la Suisse (**tableau 1**). Les pays membres ayant signé des accords sont le Gabon, le Cameroun et la République démocratique du Congo à hauteur de 8 millions de dollars. Le FMI contribue également au budget du Centre.

Au 30 avril 2023, des contributions d'un montant de plus de 30,7 millions de dollars ont été reçues des partenaires au développement. Le Centre a par ailleurs perçu 5,9 millions de dollars des pays membres ayant signé des accords de financement.

#### Dépenses pour l'exercice 2023

Au 30 avril 2023, les dépenses totales de l'exercice fiscal ont atteint environ 6,6 millions de dollars. Ces dépenses incluent les frais de gestion du fonds fiduciaire et la contribution du FMI (**tableau 2**).

#### Projet de budget pour l'exercice 2024 (mai 2023-avril 2024)

Sur la base de l'évaluation des besoins des pays membres, de la connaissance des conseillers résidents, des consultations avec les départements techniques du siège du FMI et de la reprise des activités sur le terrain, un programme de travail pour l'exercice budgétaire 2024 a été élaboré. Le montant total des dépenses projeté est estimé à 9,5 millions de dollars (**tableau 3**) dont 2,3 qui couvriront les dépenses finales de la Phase III et 7,2 les dépenses de la Phase IV. Cette augmentation est notamment justifiée par le retour des missions sur le terrain à la faveur de la reprise des voyages, de la prise en charge totale des activités du conseiller en administration douanière et de la création d'un nouveau poste de conseiller en modélisation macroéconomique. Ces estimations ne prennent pas en compte le financement des activités du domaine de la gestion de la dette publique qui est entièrement pris en charge par le mécanisme de financement DMF<sup>2</sup> du FMI et de la Banque mondiale.

#### Situation du programme - État financier (Phase IV)

La Phase IV d'AFRITAC Centre débutera au 1<sup>er</sup> août 2023. Le budget initial de la phase est fixé à 50,5 millions de dollars. Au 30 avril 2023, des accords de partenariats, d'un montant total de 1,9 millions de dollars, ont été signés avec la Belgique et la France (**tableau 3**). Des accords sont en cours de signature avec la Commission Européenne et la République Démocratique du

<sup>1</sup> Le budget actuel de la phase III s'élève actuellement à 37,4 millions de dollars à cause du financement des activités du domaine de la gestion de la dette publique par le projet *Debt Management Facility* (DMF)

<sup>2</sup> *Debt Management Facility* - Mécanisme de gestion de la dette du FMI et de la Banque mondiale.



## FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale  
AFRITAC Centre  
Libreville, Gabon



Congo, et devraient être finalisés avant le démarrage de la Phase IV. Le Centre continuera ses efforts de mobilisation des ressources auprès des partenaires au développement et pays membres afin d'assurer la viabilité financière du Centre. Le FMI contribue également au budget du Centre.



**Fonds monétaire international**  
AFRITAC Centre  
Phase 3: Novembre 2017 - Juillet 2023  
**Table 1 : Multilatéral - Centres Régionaux : Contributions financières**  
Au 30 avril 2023



Agreement/Amendment Information					Contribution Received		Contribution Expected (U.S. Dollars)	
Partners/Members	Signed Date <sup>1/</sup>	Currency	Amount	U.S.Dollars	Agreement Currency	U.S.Dollars	Requested	Future Contributions <sup>2/</sup>
<b>Partners</b>				26,754,047		28,385,121	-	-
China	7/13/2018	USD	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	-	-
European Commission	4/13/2022	EUR	6,000,000	6,835,923	6,000,000	6,823,580	-	-
European Investment Bank	4/19/2018	EUR	200,000	247,555	200,000	237,180	-	-
France	12/15/2020	EUR	9,200,000	9,229,372	9,200,000	10,809,880	-	-
Germany	12/11/2018	EUR	2,000,000	2,270,663	2,000,000	2,278,820	-	-
Germany	11/30/2017	EUR	3,000,000	3,556,188	3,000,000	3,531,300	-	-
Netherlands	11/6/2015	EUR	1,000,000	1,087,784	1,000,000	1,159,562	-	-
Switzerland	12/18/2019	CHF	1,500,000	1,526,562	1,500,000	1,544,799	-	-
<b>Members</b>				4,000,000		2,937,463	1,062,537	-
Cameroon	12/5/2017	USD	2,000,000	2,000,000	937,463	937,463	1,062,537	-
Congo, Democratic Republic Of	4/6/2018	USD	2,000,000	2,000,000	2,000,000	2,000,000	-	-
<b>Partners and Members Total</b>				<b>30,754,047</b>		<b>31,322,584</b>	<b>1,062,537</b>	<b>-</b>
<b>Internal Transfers <sup>3/</sup></b>								
China				1,294,698		1,294,698	-	-
European Commission				1,043,901		1,043,901	-	-
European Investment Bank				1,381		1,381	-	-
Germany				343		343	-	-
<b>Internal Transfers Total</b>				<b>2,340,323</b>		<b>2,340,323</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Host Country &amp; IMF</b>								
<b>Host Country</b>								
Cash		USD	4,000,000	4,000,000		2,946,278	1,053,722	-
In-Kind				-				-
<b>IMF</b>				<b>2,500,000</b>				
<b>Host Country and IMF Total</b>				<b>6,500,000</b>		<b>2,946,278</b>	<b>1,053,722</b>	<b>-</b>
<b>Grand Total</b>				<b>39,594,370</b>		<b>36,609,185</b>	<b>2,116,259</b>	<b>-</b>
Program Document Budget						39,632,547		
Funding Surplus/(Gap)						-3,023,362		

1/ May also refer to agreements that are under negotiation and approval date for Capacity Development Partnership agreements (e.g. flexible/umbrella agreements).

2/ The future contributions amount is set to zero for completed installments.

3/ Refers to transfers from one program phase to another (e.g. phase rollovers).



**TABLEAU 2 : ETAT DES DEPENSES (AU 30 AVRIL 2023)**

Projets	Année fiscale 2023 (en dollars U.S.)		Pourcentage d'exécution (%)
	Budget	Dépenses	
Gestion des finances publiques	2,222,394	2,020,458	91%
Administration douanière	264,303	175,994	67%
Administration fiscale	763,533	484,527	63%
Gestion de la dette publique	-	-	0%
Régulation et supervision bancaires	802,188	771,100	96%
Statistiques macroéconomiques	722,948	539,666	75%
Statistiques des finances publiques	734,977	667,275	91%
Administration	990,399	766,763	77%
Gestion financière	30,000	27,714	92%
Cours	200,000	72,628	36%
Gouvernance et évaluation	170,706	99,062	58%
Réserve budgétaire stratégique (2%)	138,029	-	0%
<b>Sous-Total 1</b>	<b>7,039,478</b>	<b>5,625,188</b>	<b>80%</b>
Gestion du fonds fiduciaire	492,763	393,763	80%
<b>Sous-Total 2</b>	<b>7,532,242</b>	<b>6,018,952</b>	<b>80%</b>
FMI	500,000	610,508	122%
<b>Total général</b>	<b>8,032,242</b>	<b>6,629,460</b>	<b>83%</b>

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités



## FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)

### TABLEAU 3 : BUDGET DE L'ANNEE FISCALE 2024 (AU 5 JUIN 2023)<sup>1</sup>

Projets	Année fiscale 2024 (Mai 2023 à Avril 2024) en dollars U.S.		
	Phase III - Mai à Juillet 2023	Phase IV - Août 2023 à Avril 2024	Total
Gestion des finances publiques	175,916	1,935,075	2,110,991
Administration douanière	527,748	153,004	680,752
Administration fiscale	170,188	553,369	723,557
Modélisation macroéconomique	180,889	522,774	703,664
Gestion de la dette publique <sup>2</sup>	-	-	-
Régulation et supervision bancaires	213,444	640,333	853,777
Statistiques macroéconomiques	171,589	514,768	686,358
Statistiques des finances publiques	174,346	523,037	697,383
Administration	277,312	831,935	1,109,247
Gestion financière	7,500	22,500	30,000
Cours	-	200,000	200,000
Gouvernance et évaluation	-	40,000	40,000
Réserve budgétaire stratégique (1%)	-	78,357	78,357
Sous-Total 1	1,898,932	6,015,153	7,914,085
Gestion du fonds fiduciaire	132,925	421,061	553,986
Sous-Total 2	2,031,857	6,436,213	8,468,071
FMI	125,000	375,000	500,000
FMI - Ressources additionnelles FCS	132,688	398,065	530,753
Total général	2,289,545	7,209,278	9,498,824

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

<sup>1</sup> Le présent budget est purement indicatif.

<sup>2</sup> Les dépenses de ce domaine sont couvertes par le mécanisme Debt Management Facility (DMF) du FMI et de la Banque mondiale.



## ANNEXE 7

### PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE

#### I- DIRECTEUR



**Directeur**

**Philippe Egoume**

#### II- CONSEILLERS RESIDENTS



**Administration douanière**

**Bernard Zbinden**



**Administration fiscale**

**Hasina Rakotondrainibe**



**Gestion des finances publiques**

**Ephrem Ghonda Makiadi**



**Gestion des finances publiques**

**Blaise Yéhouénou**



**Analyse et prévisions  
macroéconomiques et  
budgétaires**

**Séverin Yves Kamgna**



**Statistiques des finances  
publiques**

**Francis Gahizi**



## FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale  
AFRITAC Centre  
Libreville, Gabon



### II- CONSEILLERS RESIDENTS (Suite)



**Statistiques  
macroéconomiques**  
(Novembre 2018 – Avril 2023)  
**Sébastien Manzi**



**Statistiques  
macroéconomiques**  
(Depuis mai 2023)  
**Fahd N'Diaye**



**Régulation et supervision  
financières**  
(Juin 2021-Avril 2023)  
**Didier Marc Casier**



**Régulation et supervision  
financières**  
(Depuis avril 2023)  
**Eugenio Avisoa**



**Gestion de la dette publique**  
**Oumar Dissou**

### III- ADMINISTRATION



**Office Manager**  
**Marie-Hélène Issembe**



**Chargé de projets**  
**Armel Houts**



### III- ADMINISTRATION (SUITE)



**Chargé de projets (GAR)**  
**Brolin Mbadinga**



**Assistante administrative sénior**  
**Carine Mboumba**



**Assistante administrative sénior**  
**Merveille Okome Mbouyamba**



**Assistante administrative**  
**Djena Laetitia Djembo**



**Assistant administratif**  
**Gildas Loundou Mayoukou**



**Assistante administrative (Avril - Novembre 2022)**  
**Lucie Brice**



**Technicien coursier**  
**Wilfried Manguenga Manguenga**

#### Notes :

- Les activités du conseiller en administration douanière sont partiellement financées par le fonds thématique CCCDI.
- L'assistante administrative Lucie Brice a achevé sa mission au Centre à la fin du mois de novembre 2022.
- Le conseiller Fahd N'Diaye a pris fonction en début mai 2023. Il remplace Sébastien Manzi qui a été recruté à AFRITAC Ouest dans les mêmes fonctions.
- Le conseiller résident Eugenio Avisoa a pris fonction au courant du mois d'avril 2023, il remplace Didier Marc Casier.
- Les activités du conseiller en gestion de la dette publique sont entièrement financées par le mécanisme DMF du FMI et de la Banque mondiale.